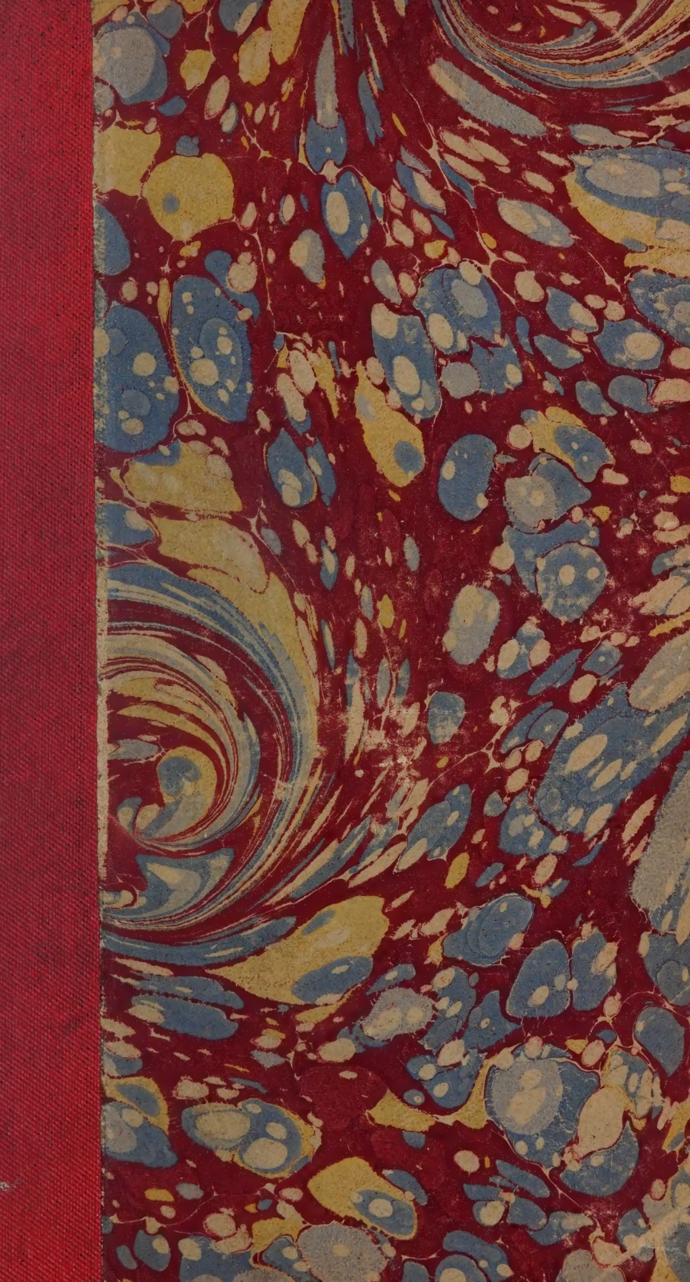
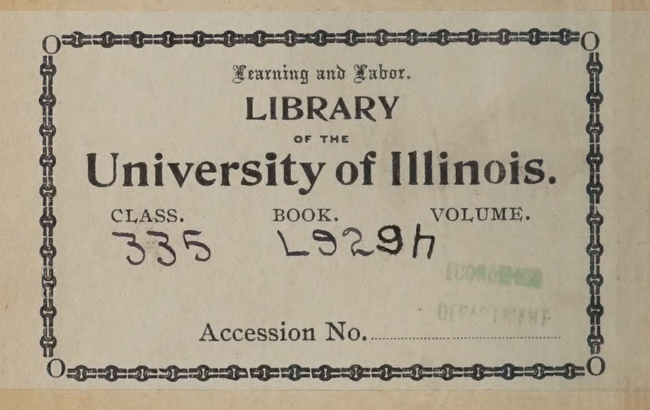




HISTOIRE

DU

SOCIALISME FRANÇAIS

DU MÊME AUTEUR :

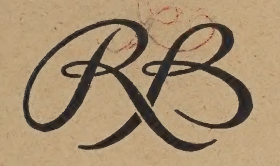
La Guerre économique, un vol. 3 50

PAUL LOUIS

HISTOIRE

DU

SOCIALISME FRANÇAIS



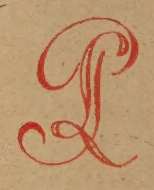
PARIS

ÉDITIONS DE LA REVUE BLANCHE

23, BOULEVARD DES ITALIENS, 23

1901

JUSTIFICATION DU TIRAGE :



PRÉFACE

Contrairement à un usage qu'il ne veut point critiquer, l'auteur n'écrira qu'une brève préface.

Il présente au lecteur l'histoire du socialisme français, qu'il ne faut point confondre avec l'histoire des ouvriers en France.

Il entend montrer comment s'est constitué, — depuis le XVIII[e] siècle jusqu'à l'aube du XX[e], — le prolétariat, comment est née l'idée d'une classe prolétarienne distincte, comment cette classe s'est comportée à travers les vicissitudes politiques et sociales survenues depuis la Révolution.

Mais la formation de ce qu'on a appelé, à tort ou à raison, le quatrième État n'est qu'un aspect du problème. Il se pourrait qu'une classe nouvelle eût surgi dans le monde, sans que ses aspirations vinssent se traduire immédiatement en une doctrine économique originale. Les serfs de l'ancien régime ont dû attendre des centaines et des centaines d'années avant d'avoir un programme à eux, et encore

ce programme leur a-t-il été donné du dehors. Les esclaves des sociétés antiques n'ont jamais joué de rôle précis, ni à Athènes, ni à Sparte, ni à Rome. Ce qui distingue le prolétariat de toutes les classes opprimées, qui l'ont précédé et qui se sont affranchies avant lui, c'est qu'il professe des théories tellement arrêtées que d'aucuns, par ironie, les ont qualifiées de dogmes. A cet égard, par la netteté de ses revendications, il l'emporte même sur la bourgeoisie parlementaire d'avant 1789. L'historien a pour mission de rechercher l'origine de ces thèses, leur expansion à travers le siècle, leurs relations avec le milieu économique, où elles évoluaient.

A étudier, d'un peu près, le mouvement des idées socialistes depuis la Révolution, on s'aperçoit que la plupart d'entre elles, sinon toutes, tirent de chez nous leur origine. La France a fourni, par tous les publicistes que nous résumerons, la substance même du communisme et du collectivisme. L'Allemagne n'a donné que la forme dernière et l'enchaînement dialectique des notions.

On n'attend pas que l'auteur définisse ici longuement le socialisme. Le programme de la démocratie sociale est assez connu, soit par les exposés autorisés ou sympathiques, qui en ont été présentés, soit par les réfutations malveillantes auxquelles plusieurs se sont ingéniés, pour qu'un aperçu de plus apparaisse superflu. La synthèse des principes, admis aujourd'hui par le prolétariat, ressortira, d'ailleurs, du déroulement même de nos chapitres.

Il nous a semblé que ce livre devait répondre à une naturelle curiosité du public. Les progrès du

socialisme international, les conquêtes du parti socialiste français en particulier, sont trop sensibles, soit dans les élections politiques, soit dans les diverses catégories de la production intellectuelle, pour ne pas concentrer sur eux l'attention. Ils sont même le trait majeur de l'évolution historique des dernières années. Or le socialisme n'est pas né d'hier. Sans fouiller dans la poussière des siècles lointains, il n'est pas exagéré d'en rechercher l'origine à la veille de la Révolution, à travers le prodigieux cyclône d'idées, qui bouleversa toutes les conditions de la vieille France.

Et puis les conservateurs de notre âge, comme ceux de tous les âges, sont trop portés à nier la puissance et la légitimité des revendications qui ne s'autorisent pas de leur longévité. Il y a tout profit à ramasser, en un court écrit, les idées et les actes de trois ou quatre générations de socialistes. A ceux qui l'ignorent, cette histoire apprendra que le prolétariat possède une tradition déjà vieille ; — à ceux qui affectent de l'ignorer, elle le rappellera.

P. L.

HISTOIRE DU SOCIALISME FRANÇAIS

I

LE XVIII[e] SIÈCLE ET LA PROPRIÉTÉ

I. Une étude historique sur le socialisme ne saurait se dispenser de réserver quelques pages au XVIII[e] siècle. Si le prolétariat conscient et organisé est de formation essentiellement récente, si l'ouvrier de 1789 ne pourrait, à aucun point de vue, être rapproché de celui de 1848 ou de 1900 ; si, d'autre part, les conditions générales qui ont facilité la diffusion de l'idée collectiviste n'ont guère surgi qu'avec la grande industrie, c'est-à-dire vers 1820 ou 1830, nous nous reprocherions d'entamer brusquement cet essai avec l'insurrection Lyonnaise de 1831. Le milieu nécessaire de l'expansion communiste, — le régime de la concentration progressive du capital, de l'expropriation méthodique des moyens et petits détenteurs du sol arable et des instruments de travail, faisait défaut en 1796. Gracchus Babeuf n'en publie pas moins le manifeste des Egaux qui demeure

en quelque sorte le premier titre du socialisme moderne. Le communisme de cet âge puisait donc ses éléments, non point dans l'évolution économique d'une société qui se transformait encore lentement, mais dans des considérations idéalistes de justice et d'égalité sociale. Nous retrouverons les fondements de cette doctrine neuve au XVIII[e] siècle, chez les écrivains que nous résumerons brièvement. La conspiration de 1796 resterait à peu près inintelligible sans ce retour obligatoire en arrière.

Le XVIII[e] siècle s'impose à notre attention sous un triple rapport. D'abord il a tout critiqué, soumis à l'épreuve de la raison érigée en impérieuse maîtresse, les institutions qui jusque-là régnaient incontestées, intangibles, comme d'origine naturelle ou providentielle. La souveraineté absolue, la prépotence de la noblesse, les privilèges et l'autorité du clergé, le dogme catholique, furent astreints aux plus périlleuses analyses. Les publicistes de cette époque nous ont donné toutes nos armes contre le despotisme, contre l'oligarchie, contre l'absurdité des révélations, contre l'intolérance religieuse. Nous ne possédons point d'arguments nouveaux, inédits, à ajouter à ceux qu'ils formulerent contre un système politique et des croyances déjà caducs. La besogne a été faite et parfaite. Mais il serait abusif de croire que les encyclopédistes et leurs contemporains aient pu borner leur tâche, limiter leurs atteintes à un ou deux aspects de la société ; il était inévitable que l'assaut fût général, qu'après avoir ouvert la brèche sur un point, il se portât sur un autre. Après le problème dynastique et le problème catholique, le problème social devait forcément attirer le regard, et après le problème social, le problème économique,

qui s'y lie si intimement qu'on ne saurait les distraire l'un de l'autre.

La royauté à terre, le dogme effondré, les iconoclastes se trouvaient devant la hiérarchie nobiliaire. Pouvaient-ils s'abstenir de la discuter, de discerner ses attaches étroites avec l'absolutisme monarchique et la domination cléricale ? Si la raison ne légitimait ni la toute-puissance d'un Louis XIV ou d'un Louis XV, ni le commandement sans réplique d'une religion fondée sur la négation du bon sens et de la science, justifiait-elle davantage la formation d'une oligarchie au sein du peuple, la subordination de millions de bourgeois, de paysans et d'ouvriers, à quelques milliers de courtisans, concentrés dans Versailles ou épars sur leurs terres ? Le droit naturel autorisait-il la prépondérance d'une caste aussi restreinte sur une plèbe aussi nombreuse ? Et comme la réponse n'était point douteuse, qu'ici aussi on était entraîné à faire des ruines, on en venait nécessairement, et de par la logique la plus simple, à examiner les conditions mêmes du statut social. On se heurtait maintenant au principe de la propriété. On découvrait que la féodalité tirait toute sa vitalité des liens multiples, créés par elle entre le mainmortable ou le serf et le grand détenteur du sol arable, qu'elle n'était rien sans les prérogatives fiscales qu'elle s'était arrogées, qu'au total sa condition dans l'Etat reposait sur sa condition économique. La critique de la propriété féodale, si compliquée, si obscure en son dédale de ramifications, s'ouvrait ainsi. Et voilà pourquoi le xviiie siècle qui a été la grande époque des philosophes, a été aussi la grande époque des économistes. D'Argenson et Quesnay, et le marquis de Mirabeau, et Turgot et Necker, complètent très exactement l'œuvre entamée par Montesquieu,

Rousseau, Voltaire, Diderot, d'Holbach, Helvétius.

En second lieu, si l'on ne jette pas un coup d'œil au moins cursif sur les écrits de ce siècle, on demeure incapable de saisir tout le mouvement qui travaille la démocratie rurale, depuis cent ans. La volonté enracinée du paysan de 1789, de se constituer un lopin de terre franc de charges, et dépendant de lui seul, la passion frénétique de la propriété parcellaire, qui en 1848, qui bien après encore, dominera toute la conception politique et sociale des campagnes, — elles remontent à l'époque de l'encyclopédie. Il faut en chercher les germes, car autrement la Révolution elle-même, qui sera d'abord l'effort des vilains bien plus que celui des ouvriers urbains, resterait mal comprise. Elle sort des théories des cinquante années qui l'ont précédée, théories tout aussi subversives au regard des hommes de 1750 que la doctrine collectiviste au regard de nos contemporains.

Mais, sous un troisième rapport encore, le XVIII[e] siècle vaut d'être étudié. L'on y trouve les premières discussions qui aboutissent à la conclusion communiste, les premières condamnations rationnelles et déduites de l'appropriation individuelle, sa confrontation avec le droit naturel et l'idée de justice. Certains mots, qui ont fait fortune, en 1848, qui ont contribué à déchaîner alors le courant social, ne sont que des résumés ou des redites de thèses plus vieilles de soixante-dix ans. L'évolution industrielle issue de la diffusion du machinisme, a pu renforcer d'arguments précis et prépondérants la dialectique communiste ; elle n'a pas créé le communisme et cette seule constatation à sa portée. Elle n'affaiblit pas, à coup sûr, la thèse matérialiste, mais elle suffit à montrer que le socialisme ne surgit pas tout entier

de la transformation des modes de production, qu'il a été seulement corroboré et stimulé par elle, et qu'il répond tout aussi bien à de pures conceptions de l'esprit, aux catégories philosophiques d'équité et d'égalité sociale. Ainsi l'idéologie, en ce qu'elle offre de solide, se conciliera forcément, et à la lumière des faits historiques mêmes, avec le matérialisme. Celui-ci servira en quelque sorte de justification à celle-là, qui ne sera plus qu'une façon d'intuition et de prescience.

II. Le XVIII[e] siècle, au rebours du nôtre, s'est beaucoup plus préoccupé du paysan que de l'ouvrier. Les écrivains, à dater de La Bruyère, chez qui l'on relève une si surprenante maxime sur la condition des vilains, ont marqué infiniment plus de commisération, de sympathie émue pour le premier que pour le second. Il n'y a là rien qui doive surprendre; les changements mêmes qui sont intervenus depuis soixante-dix ou quatre-vingts ans, dans le mode général de la production, expliquent, et dans une large mesure, légitiment, cette différence d'appréciation. De même que l'artisan urbain, sous la Monarchie de Juillet, sous le Second Empire, sous la Troisième République, — le journalier agricole, le fermier, le métayer, le colon partiaire, tous ceux qui, à un titre quelconque, essayaient de vivre de la terre, étaient, avant 89, les grands écrasés. Aujourd'hui la concurrence effrénée multiplie les engorgements, les krachs, et les chômages d'usines : alors, le serf, quelles que fussent ses relations contractuelles avec le seigneur, était, à peu près, de père en fils, réduit à la famine. Le paupérisme régnait sans conteste dans les campagnes, comme il triomphe maintenant dans nos grandes cités. Lorsque le noble avait prélevé ses rentes variées, que le clergé avait perçu sa

dîme, que le fisc avait réclamé son dû, le malheureux manant était totalement dénué. La solidarité des taillables demeura d'ailleurs la plaie majeure de l'ancien régime et jamais ce fléau ne sévit dans toute son intensité sur les travailleurs des villes.

Il y avait au xviiie siècle entre le comte ou le baron et le roturier, plébéien du champ et de la vigne, la même distance, le même abîme qu'au xixe entre le grand usinier et son salarié. Au contraire, l'ouvrier d'avant la Révolution, sauf très rares exceptions, vivait sur le pied d'une égalité relative avec son patron. Il accomplissait sa besogne à côté de lui, le connaissait, mangeait à sa table, en tout cas le voyait travailler de ses mains. Ici, la différence de classe, de caste, se marquait peu ou point. Tiers Etat d'un côté, Tiers Etat de l'autre. A la campagne, le vilain peinait pour un propriétaire foncier, dont il pouvait ignorer les traits, qui ne venait jamais, résidait à cent ou deux cents lieues, et se bornait, aux époques d'échéances, à envoyer son intendant quérir ses quartiers.

Loin de nous la pensée que l'ouvrier des villes fût particulièrement heureux ! Lui aussi, il avait à subir les rigueurs du fisc, à payer l'impôt pour la noblesse et le clergé affranchis, à lutter contre le maître, qui naturellement, le soldait au plus bas prix. Ce n'est pas Lassalle qui, le premier, formula la loi d'airain des salaires. Sous l'ancien régime, les grèves, quoique toujours sévèrement réprimées par l'autorité, et assimilées à des crimes ou à des délits, selon l'arbitraire des juges locaux, éclatèrent plus souvent qu'on ne le croirait. L'histoire a conservé le souvenir de quelques-unes d'entre elles, spécialement importantes ou même dramatiques : grèves des maréchaux et des chapeliers de Paris, en 1697 ; des ouvriers en

bas en 1723 ; des ouvriers en soie à Lyon, en 1744 et 1752 ; des forgerons à Saint-Etienne, en 1752 ; des drapiers de Rouen, en 1736, 1744, 1772 ; des drapiers de Nîmes en 1787 ; des drapiers d'Amiens, en 1772 ; des papetiers du Dauphiné en 1724 ; des papetiers de Paris en 1783 ; des tailleurs, des cordonniers, des charpentiers et des imprimeurs de Paris, en 1789, — peu de temps avant la réunion des Etats. Mais les souffrances des ouvriers n'étaient point comparables à celles des paysans. L'organisation de la corporation, si oppressive fût-elle, était bienfaisante tout au moins pour ceux qui y étaient admis. Et puis la petite industrie n'a jamais entraîné, après elle, les effroyables, inévitables misères, qui accompagnent la grande ; elle ne se caractérise pas, non plus, par la même exploitation effrénée de l'homme par l'homme.

Il faut ajouter que la France de l'ancien régime était beaucoup plus agricole qu'industrielle, et que malgré le développement déjà notable de son commerce extérieur, — il dépassa un milliard en 1789, — elle tirait ses principales ressources du labourage et du pâturage. Le vilain était donc le rouage fondamental, dans la machine économique. Il méritait d'autant plus de considération que s'il se fût arrêté de semer, de planter, de faucher, de moissonner, le pays eût été bien vite livré au dénûment. La difficulté même des transports imposait aux Etats de cette époque de cultiver pour leur propre subsistance, l'afflux des blés ou l'arrivée du bétail étrangers demeurant toujours problématiques. On ne saurait mieux rapprocher la France de Louis XVI que de la Russie de Nicolas Ier ou de la Prusse du commencement du siècle. Le travail du sol venait en première ligne ; la filature, et le tissage, et la fonderie, et la peausserie

et toutes les industries, qui ont contribué depuis à augmenter la fortune publique et surtout à développer certaines fortunes privées, demeuraient dans l'enfance. Les philosophes et les économistes d'alors, en vouant leur attention à l'étude des classes rurales, se laissaient donc aller à une inclination naturelle, spontanée, tout comme les publicistes de notre âge, en se donnant à l'examen du sort de la démocratie ouvrière.

Mais ce qui sollicita spécialement les facultés d'analyse des contemporains de Rousseau et de Voltaire, ce fut la grande crise qui se produisit sur tout le territoire des labours et des pâtures à la fin du règne de Louis XV et sous le règne de Louis XVI. Cette crise se répercuta, à coup sûr, comme tout affaissement économique, sur l'ensemble de la population, mais elle sévit avant tout sur les serfs et mainmortables. La quantité des propriétés en friche s'augmenta avec une vertigineuse rapidité. Lors du voyage d'Arthur Young, en 1787-1788, elle montait au moins à la moitié des terres arables de France. Les colons, sans ressources, désertaient leurs chaumières, fuyaient le sillon, gagnaient les centres habités, qui exerçaient déjà leur prestige, et qui brillaient, à l'horizon lointain, comme des greniers d'abondance. Les baux, depuis les dernières années de Louis XIV, étaient, d'après certains calculs, descendus des deux tiers. C'étaient les exigences de la noblesse et du clergé, et avant tout, les conditions posées aux métayers par les entrepreneurs ruraux, sorte d'intermédiaires louant en bloc pour relouer en détail, qui avaient déterminé cette dépopulation des campagnes, cette détresse de l'agriculture de moins en moins productive. Cette situation très précaire du paysan explique la compassion toute nouvelle,

que marquèrent pour lui les philosophes de l'aristocratie et de la grande bourgeoisie. Il suffira de même de l'évoquer pour saisir l'origine des attaques portées contre la propriété féodale, et aussi pour comprendre les aspirations qui se dessinent déjà, sous Louis XV, dans la classe rurale.

III. Par ailleurs, il était tout naturel que le XVIIIe siècle, critiquant l'institution propriétaire, comme on disait alors, concentrât toutes ses facultés d'analyse et de discussion sur la terre. Les biens fonciers constituaient à peu près le seul capital connu, répandu, doté de puissance. Le revenu industriel était médiocre ; le revenu du commerce demeurait encore une portion minime du rendement national ; la majeure partie des fortunes sortaient du sol arabie, — et même les années de grande crise, réduisant ce contingent, le laissaient fort supérieur encore à celui des autres branches d'activité. En outre, comme la noblesse ne pouvait se livrer au négoce sans déroger, et qu'elle n'avait, au surplus, nulle intention de travailler, ses biens héréditaires travaillant pour elle ; comme elle était la caste dominante, et que, par suite, les publicistes devaient être enclins à étudier les raisons de sa domination, ce fut vers la propriété foncière qu'ils se tournèrent à peu près unanimement.

Montesquieu, Rousseau, tout aussi bien que les communistes, s'occuperont surtout du mode d'appropriation de la terre et des liens juridiques qu'il comporte. Le capital mobilier n'a qu'une valeur infime à leurs yeux. On relèverait bien, à la veille de la Révolution, des diatribes très vives contre la finance, qui commence avec toutes les spéculations des ministres de Louis XVI, à jouer un rôle considérable, mais lorsque les écrivains de cette période

discutent, dissertent sur l'origine de la propriété, c'est à l'immobilière qu'ils se réfèrent. La constitution politique et sociale de la France du XVIII[e] siècle, qui se rapprochait si fort de celle du moyen âge, et qui se résumait toujours sous cette forme lapidaire : point de seigneur sans terre, autrement dit : point de pouvoir sans assise foncière, justifie ce quasi-exclusivisme dans les déductions économiques. On remarquera, au surplus, qu'au cours même de notre siècle, dans les pays neufs où l'agriculture était la source de toute richesse accumulée, les socialistes ont dirigé leurs attaques maîtresses contre l'appropriation du sol. Il suffit de citer en exemple Henry Georges et les révolutionnaires russes du temps de Nicolas I[er] et d'Alexandre II. Chez nous, ce seront Saint-Simon et Fourier, qui, les premiers, percevront la nécessité de mettre la fortune mobilière sur le même plan que la fortune immobilière, mais le grand assaut contre le capitalisme industriel ne se dessinera que vers 1840, — alors qu'il l'aura emporté décidément sur l'ancienne aristocratie agrarienne.

IV. La critique de la propriété a beaucoup moins frappé la masse des gens, sous Louis XV et Louis XVI, que celle de la monarchie absolue ou de la puissance théocratique. Le libéralisme politique et la tolérance religieuse intéressaient beaucoup plus la portion éclairée du Tiers, que les thèses proprement économiques. Les controverses sur la Constitution anglaise, sur la sottise des dogmes soi-disant révélés, sur l'Inquisition et le Catholicisme, sur les intrigues des Jésuites, sur l'infériorité légale des Huguenots et des Juifs, sur la lâcheté des courtisans, sur les prérogatives caduques de la noblesse féodale, sur la barbarie des pénalités criminelles,

accaparaient à peu près toute l'attention disponible des générations qui se succédèrent de 1740 à 1789. En dehors de ces questions, deux autres problèmes semblaient encore de quelque portée, mais à une élite seulement : celui de la liberté du commerce des grains, et celui de la fiscalité. Les disettes périodiques, les monstrueux accaparements de blé, les pactes de famine et aussi les incessantes aggravations d'impôts, les posaient et les maintenaient forcément à l'ordre du jour. La propriété, si critiquée fut-elle par certains, et quelques sourdes velléités qui pussent couver dans la masse paysanne opprimée, n'était pas encore, comme trois de quarts de siècle après, l'objet de réflexions déduites, dans les milieux urbains. L'idée, plus encore la misère, travaillaient les ruraux, ouvraient insensiblement, dans les campagnes, les voies aux grands changements. Les attaques contre le capital terrien étaient loin de défrayer les conversations à la Cour et à la ville comme les pamphlets contre l'Infâme ou contre la noblesse ridicule. Ce temps fut avant tout anticlérical et irrévérencieux, et rien ne valait à ses yeux une satire du Jésuite, une épigramme contre le premier ministre.

Il faut dire enfin, pour ne rien laisser dans l'ombre, que les publicistes très lus d'avant la Révolution, ne se soucièrent qu'incidemment et accessoirement de débattre le problème de la légitimité ou de l'origine des droits réels. Si même, ils le présentaient en première ligne, ils le désertaient bien vite pour une matière moins abstruse. Et pour ceux qui bouleverseront tout le système admis des relations civiles et qui s'avanceront jusqu'au bout, ils n'auront ni l'agrément, ni le prestige du style, ni la notoriété européenne, ni la gloire française des pourfendeurs du Trône et de l'Autel. Leur influence immédiate

demeurera restreinte : peu répandus, ils seront peu commentés, et ce n'est que plus tard qu'on les arrachera à l'oubli dont ils auront été injustement victimes.

V. Les théories de la propriété, susceptibles de nous intéresser, en ce qu'elles prépareront la route au socialisme, peuvent se classer, au XVIIIe siècle, sous quatre rubriques distinctes : certaines atteindront au plus pur radicalisme, pousseront si loin que nos contemporains n'auront point à les retoucher; d'autres se borneront à la critique et à la négation, sans oser préconiser une solution nouvelle, — ou si elles se hasardent plus avant, ne dépasseront pas la conception parcellaire ; d'autres enfin (et en dépit d'une apparente timidité, elles ne sont pas à négliger, car elles ont étayé des conclusions plus hardies), se sont contentées d'assigner à la propriété une origine humaine et contractuelle. C'est elles que, dans un essai plus développé et spécialement consacré à l'évolution des idées économiques, il conviendrait d'examiner avec la plus grande attention, car elles ont effectivement donné la secousse initiale.

Pour les hommes d'ancien régime, jusqu'au temps de Louis XV, les institutions politiques et sociales tiraient leur source de la volonté divine. Leur caractère providentiel les mettait ainsi aisément à l'abri des discussions. Il était facile d'écrire l'histoire telle que la comprenait Bossuet, et point n'était besoin d'étudier profondément la vie des peuples, pour y découvrir les raisons des événements ; en chaque occurrence, le *deus ex machina* apparaissait, comme dans la tragédie antique, précipitait les empires, gagnait les victoires, changeait les régimes. L'œuvre philosophique des écrivains du vrai grand siècle, à partir de Montesquieu, fut d'intro-

duire partout la dialectique rationaliste et de substituer l'action, l'initiative, les fautes des hommes à la Providence, dans l'explication des faits historiques. La propriété ne pouvait échapper à ce procédé d'analyse. On est en droit de dire que du jour où le mode d'appropriation en vigueur fut ramené à sa racine réelle, la révolution sociale commença — de même que du jour où l'absolutisme fut dénué de son prestige supraterrestre et mystique, la monarchie despotique parut vouée à un rapide effondrement.

Grotius et Puffendorff, les premiers, émirent l'avis que la propriété, quelle que fût sa forme, n'était qu'une création de la loi, le produit d'une convention. Donc elle pouvait être modifiée en sa structure. Dans *l'Esprit des Lois*, Montesquieu n'hésite pas à intituler un de ses chapitres : « Que l'ordre des successions dépend du droit politique ou civil, et non du droit naturel. » Le premier pas était fait. Le ferment des subversions futures se projetait dans l'espace. Puisque c'est la volonté humaine qui a consacré les droits féodaux, privé certains citoyens de la possession du sol, pour en donner à certains autres la détention quasi exclusive, — puisqu'encore elle a décidé que les biens se transmettraient de père en fils, elle peut tout aussi bien aboutir à d'autres conséquences. Rien ne l'empêche, par exemple, d'édifier la communauté totale, ou de partager, entre toutes les familles, le sol labourable, ou de restreindre le droit successoral, ou même de le supprimer absolument. Remarquez que cette thèse évolutionniste l'emporte en hardiesse sur nombre d'idées courantes de nos économistes orthodoxes contemporains. Nous ne voulons point dire qu'ils aient essayé de restaurer l'autorité divine à la base de nos insti-

tutions, mais pour mieux défendre celles-ci contre les assauts du socialisme, ils se sont efforcés de leur conférer un caractère d'immutabilité et de perpétuelle nécessité. Ils ont cru, par de simples et gratuites affirmations, préserver, à tout jamais, la propriété individuelle, mais ce dogme nouveau qui s'adressait à des générations plus éclairées, plus sceptiques, ne pouvait avoir la fortune de l'ancien. Nos Léon Say, nos Leroy-Beaulieu, qui se sont bornés à commenter et à développer Thiers, n'apparaissent que comme des réactionnaires désarmés. Pour les confondre, il n'y a qu'à leur opposer quelques-uns mêmes des auteurs qu'ils invoquent, les écrivains du XVIIIe siècle dont ils prétendent s'inspirer, — la formule de l'évolution universelle.

Après l'explication rationaliste, l'attaque : après les juristes, les publicistes démocrates. Rousseau ne se contente pas d'affirmer le principe conventionnel de l'appropriation du sol ; il la condamne comme une usurpation ; il la flétrit en termes si véhéments, que ses expressions n'ont guère été dépassées depuis. Louis Blanc, se référant aux phrases fameuses du philosophe de Genève, a pu écrire, mais non sans exagération, par ailleurs : « Un nouvel ordre de citoyens se présentait, demandant sa place dans le monde. » En réalité, Rousseau, pas plus que la majeure partie de ses contemporains, ne songeait encore à détruire, sur-le-champ, le système économique en vigueur. Il lui suffisait d'en dénoncer l'injustice, les tares, peut-être de travailler pour l'avenir lointain.

C'est dans le discours sur l'Inégalité que se trouve l'apostrophe connue et tant citée : « Le premier, qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire : « Ceci est à moi », fut le vrai fondateur de la société civile.

Que de crimes, de meurtres, de misères, et d'horreurs, n'eût pas épargnés au genre humain, celui qui arrachant les pieux, et comblant le fossé, eût crié à ses semblables : gardez-vous d'écouter cet imposteur. Vous êtes perdus si vous oubliez que les fruits sont à tous, et que la terre n'est à personne. » — Rousseau ajoutera encore : « Si nous suivons les progrès de l'inégalité dans ses différentes évolutions, nous trouverons que l'établissement de la loi et du droit de propriété sont son premier terme », et il considérera que de là sortent tous les maux, tous les abus qui pèsent sur les peuples. Mais, conclura-t-il qu'il faut réformer le régime ainsi flétri, et mettre en pratique son précepte des « fruits à tous » ? Il s'en garde bien et s'arrête à la thèse de l'Esprit des Lois. Il reconnaît que la propriété, si fort contredite par le droit naturel et par l'équité, est inséparable de l'état de société : elle est seulement susceptible de modification en son aspect, et la collectivité, qui est omnipotente, peut toujours la transformer. La distinction de l'état de nature, qui a toutes ses sympathies, et où fleuriraient toutes les vertus, et de l'état de société, qu'il déteste et où s'épanouissent tous les vices, évite ainsi à Rousseau l'écart vers le communisme pratique.

Point n'est besoin de s'appesantir sur la « Théorie des lois civiles », de Linguet qui offre les mêmes contradictions, et qui, malgré son caractère relativement révolutionnaire, ne réclame point la mise en commun du capital foncier. Quant à Brissot de Warwille, il reproduit d'abord très exactement la marche dialectique de Rousseau, il lance la maxime plus tard reprise par Proudhon avec une concision supérieure : « la propriété exclusive est un vol dans la nature » et maintient à titre provisoire, la légis-

lation qui consacre le dol général ; mais il déduit, de ses arguments, une proposition un peu inattendue, en réclamant l'adoucissement des pénalités. En effet, pourquoi punir très sévèrement le vol, s'il est seulement « l'acte du malheureux dépouillé de son droit, qui ose le réclamer pour se soustraire à la mort ». Au total, la catégorie de publicistes, qui se résume par ces trois noms, a déjà été bien plus loin que celle des évolutionnistes. Ils inaugurent l'assaut, mais ils l'abandonnent, en cours de route, parce que des abus plus pressants à leurs yeux que l'appropriation individuelle, les frappent et les retiennent. Rousseau se préoccupe de la Constitution politique ; Linguet, de la subsistance du peuple ; Brissot, de la législation criminelle. — Voici qu'à la critique négative succèdent les exposés de solutions : la conception parcellaire d'une part, la communiste, de l'autre.

Les théoriciens de la parcelle ont été, dans le domaine politique, les véritables maîtres des grands révolutionnaires de la Constituante et de la Législative. Entre 1750 et 1789, ils furent légion. Ils rêvaient d'un fractionnement indéfini de la terre, qui eût déchiqueté les grands domaines féodaux, supprimé la continuité des champs et des landes épandus sur des territoires immenses, rendu l'instrument de travail au travailleur. L'idée était aussi subversive pour le temps, que la socialisation intégrale pour le nôtre. Elle consommait de même un bouleversement total de l'ordre existant : elle n'aboutissait à rien moins qu'à saper, par le fondement, l'accaparement foncier, la domination nobiliaire. Partant de ce principe que l'homme doit être libre, que la propriété est un attribut nécessaire de la liberté, qu'elle en est la condition et la garantie, — reconnaissant, par suite, que tout être humain doit

être propriétaire, capitaliste, au sens où l'expression pouvait être alors usitée, la conception parcellaire condamnait le système des *latifundia* et préconisait implicitement la spoliation, immédiate ou progressive, de leurs détenteurs. Certes ceux qui la défendaient n'allaient pas tous, loin de là, aux solutions violentes. Quelques-uns, tel Montesquieu, se contentaient de montrer la légitimité du morcellement et ses heureux effets économiques ; d'autres, tels d'Argenson, estimaient que les domaines appartiennent naturellement à ceux qui les cultivent; le marquis de Mirabeau disait que le territoire d'un canton ne saurait être trop divisé; Raynal réclamait qu'on mît des bornes à la propriété, et Mercier, que l'Etat rompît l'excessive inégalité des biens. Mais à côté de ces publicistes modérés, il y en avait d'autres qui prêchaient la loi agraire à la façon même où les Gracques l'avaient entendue, c'est-à-dire la distribution aux pauvres des fonds plus ou moins délaissés et sacrifiés par les riches. Ceux-ci ne seront pas sans contribuer au déchaînement de la Jacquerie de 89.

Qu'on le remarque bien : lorsque les écrivains, dont nous venons de citer les noms, faisaient l'apologie de la parcelle, ils ne prétendaient pas envisager la valeur respective de la grande et de la petite propriété au regard du rendement cultural ; ils restaient dans la discussion proprement philosophique, dans l'examen des droits métaphysiques de l'individu. Comme les communistes de leur âge, comme les collectivistes de la seconde moitié du XIXe siècle, visant à établir l'égalité, ils considéraient qu'elle ne pouvait exister, si le capital était monopolisé par une caste ; le point de départ était donc identique; mais c'est par la solution qu'ils différaient, les communistes ou collectivistes réclamant la communauté

des biens, et les défenseurs de la parcelle, sa répartition à l'infini, et selon la formule : « à chacun son champ ».

L'influence de la doctrine de l'extrême morcellement a été évidente et énorme sur le soulèvement paysan, qui fut la base solide de la Révolution; adoptée, dès la première heure, par les membres du Tiers, dans les Etats généraux transformés, elle a dominé toutes les mesures qu'ils ont prises pour submerger et extirper le régime féodal. Et à travers tout le XIXe siècle, elle a subsisté, survécu, comme la revendication profonde et invariable de la démocratie rurale.

Le communisme n'a pas eu, comme le concept parcellaire dont il est l'opposé, la fortune de devenir un ferment d'action aux haines confuses des masses d'avant 89. Il correspondait à une instruction supérieure que les vilains du XVIIIe siècle étaient loin de posséder, à des conditions d'évolution générale qui n'apparurent que beaucoup plus tard. Il se déduisait alors du principe d'égalité, non de la marche même de la production ou de la spontanéité de la concentration. Il n'en est pas moins nécessaire de noter ces premières manifestations de l'esprit socialiste, d'abord, parce qu'en elles-mêmes, elles ne sauraient tomber dans l'oubli : ensuite parce que l'insurrection de 1796 se greffera effectivement sur les constructions de Morelly.

Le Testament du curé Meslier, qui remonte au premier tiers du XVIIe siècle, contient déjà une éloquente protestation contre l'appropriation particulière que les hommes se font des richesses de la terre. Comme on l'a vu, Rousseau, Linguet, Brissot n'ont pas été plus cléments pour cette institution, mais alors qu'ils se borneront à attaquer sans conclure, le pasteur champenois préconise l'établisse-

ment de la communauté. Mably, de même, dans ses *Droits et Devoirs des Citoyens*, s'écrie : « Savez-vous quelle est la principale source de tous les malheurs qui affligent l'humanité? C'est la propriété des biens », et, dans ses *doutes aux économistes*, déclare hardiment « que la terre entière est le patrimoine de chacun de nous ». — Quant à Morelly, le plus intéressant à coup sûr des publicistes de cette catégorie, et dont le Code de la Nature fut invoqué par Babeuf à l'une des heures tragiques du Directoire, il a fait, à vrai dire, l'ouvrage socialiste le plus considérable de son siècle. Si l'on en laisse de côté la partie négative, où il développe son réquisitoire contre la propriété privée et les passions furieuses qu'elle engendre, il a très longuement exposé sa notion d'une société réglée à la méthode du communisme. Rien n'y appartiendra régulièrement et en propriété à personne que les choses dont on fera un usage actuel pour ses besoins, son plaisir ou son travail journalier. De plus, tout citoyen sera homme public, sustenté, entretenu et occupé aux dépens du public. Il contribuera pour sa part à l'utilité collective. Il n'y aura point de commerce, mais toutes les productions étant amassées dans des magasins publics, rien ne se vendra, ni ne s'échangera. L'instruction sera obligatoire, etc. Ainsi qu'on en juge, Morelly a déjà formulé quelques-uns des principes capitaux qu'adopteront les socialistes du XIXe siècle. Il a été, sinon dans le domaine de l'application, du moins théoriquement, le plus subversif des penseurs de l'ancien régime. Avec lui se ferme le cercle des conceptions de la propriété. Par la simple énumération que nous en avons tracée, le lecteur appréciera le formidable assaut que la féodalité allait subir en ses soubassements économiques.

VI. Dans cet exposé, où nous essayons de mettre en relief les divers éléments que le socialisme contemporain a pu emprunter au XVIII[e] siècle, une place est due à une théorie, qui fit depuis une assez belle fortune. Lassalle et Marx et bien d'autres ont fondé sur elle toute une série de déductions. Il s'agit de la formule connue sous le nom de « loi d'airain des salaires ». Nous n'ignorons pas que certains socialistes très éminents de notre époque ont cru devoir critiquer cette thèse, la contester, voire même la nier complètement, et la tourner en ridicule. Vandervelde, Van Kol, et Bernstein surtout, estiment que les faits des trente dernières années, la progression des prix de la main-d'œuvre, leur diversité aussi suivant les lieux, sont en contradiction absolue avec elle. Ce n'est point ici le temps de la discuter. Pour l'heure, nous voulons constater qu'elle apparaît en germe, et déjà assez nettement exprimée, chez les publicistes d'avant la Révolution. Il est intéressant de noter que ceux qui l'ont posée, à part Linguet, n'étaient pas des esprits violents (deux d'entre eux furent des ministres de Louis XVI), et qu'ils se bornaient à reconnaître un rapport économique, sans s'enquérir s'il était rationnel de le supprimer en ses termes.

Quesnay, le chef des Physiocrates, croit que les salaires, et par suite les jouissances que les salariés peuvent se procurer, sont fixes, et ramenés au plus bas par la concurrence qui est entre eux. Turgot déclare qu'en tout genre de travail, il doit arriver, et il arrive en effet que le salaire de l'ouvrier se réduit à ce qui lui est nécessaire pour se procurer sa subsistance. Aux yeux de Linguet, les contrats de propriétaires à ouvriers ne sont pas libres pour ceux-ci. Enfin Necker avoue que les propriétaires ont pouvoir de ne donner que le plus mince salaire

possible. Comme l'on sait, l'école des économistes d'Outre-Manche ne se fera pas faute d'abonder dans les mêmes vues. Mais ce n'est pas elle qui nous retient, puisqu'avant tout, nous recherchons en France les titres et les antécédents du socialisme français.

D'autres idées encore, et qui se trouvent disséminées chez les écrivains de l'*Encyclopédie*, ou ailleurs, méritent d'être enregistrées, ne fût-ce que pour mémoire. Cet âge, plus que tout autre, a exalté l'omnipotence de l'Etat, estimant que les pouvoirs publics avaient assez de force pour transformer brusquement la société, concluant aussi qu'ils devaient sans cesse accroître les services collectifs, et atténuer le rôle des particuliers. A cet égard, il s'est déclaré contre l'individualisme excessif qui perçait. Chez Boisguillebert et Vauban, l'étatisme, pour user du terme moderne, se dessine avec vigueur. Il prend plus de consistance, à mesure que s'écoule le siècle, triomphe avec Rousseau, puis avec ses disciples Mercier et Raynal. C'est l'école du philosophe de Genève, de même, qui lance les diatribes les plus véhémentes contre la finance, dont l'action néfaste se développe largement sous le règne de Louis XV, à l'aide des embarras budgétaires grandissants. Mais il est curieux de noter que c'est Montesquieu qui a exprimé, en ce sens, la pensée la plus avancée de son temps : « l'Etat doit à tous les citoyens, une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable, et un genre de vie, qui ne soit pas contraire à leur santé » ; pensée, il est vrai isolée, et qui à elle seule ne permet pas de classer l'auteur de *l'Esprit des Lois* parmi les maîtres des Jacobins. Avec Malon, nous réserverons cette épithète pour Rousseau.

VII. Telles sont les diverses notions que le socialisme de 1900 peut agréer comme siennes dans l'é-

lucubration énorme des soixante-dix dernières années de l'ancien régime. Elles ne sont pas indifférentes, puisqu'en dehors de leur valeur intrinsèque, elles ont agité violemment la France, et qu'elles se manifestent à l'origine de la commotion de 89, — que certaines présideront à la poussée rurale du début, — que certaines autres éclateront dans le programme de la Montagne, que les plus hardies et les plus novatrices engendreront le premier assaut du communisme. Elles sont, du reste, toutes reliées et intimement, quoique dissemblables en leur portée politique, par une vue originale des droits et des devoirs de l'individu et de la collectivité. La seule affirmation de la liberté, et son rattachement raisonné à la propriété, voire même la seule négation de la notion providentielle et immuable des institutions, eussent suffi à illustrer cette époque d'universelle fermentation. Elle nous a donné beaucoup plus, ayant poussé les déductions de ses prémisses. Omettre son œuvre eût été injuste, car elle était la condition nécessaire des développements qui ont suivi. Sans les théories des économistes des derniers règnes de la monarchie absolue, on ne comprendrait ni la période de la Constituante et de la Convention, ni la naissance des systèmes proprement socialistes, qui ne sont pas — comme l'affirment les écrivains conservateurs — à l'antipode des idées de 92 et de 93. Au fur et à mesure que se déroulera cette étude, nous tâcherons d'établir la filiation des concepts, génération par génération. Entre les révolutionnaires des différentes phrases historiques, il y a fatalement des termes de rapprochement. A plus forte raison seront-ils aisés à retrouver, si cette confrontation ne s'exerce qu'à travers cent vingt ou cent cinquante années.

II

LA RÉVOLUTION DE 1789 ET BABEUF

I. La Révolution de 1789 est la plus grande date de l'histoire, même pour les socialistes. C'est une erreur où certains ont versé, mais que tous ou presque tous répudient aujourd'hui, de la considérer comme un fait purement politique. Elle a affecté un caractère économique et social des plus clairs, et qu'il est aisé de déduire en quelques brefs développements.

D'abord elle a substitué une classe à une autre, dans la direction de l'Etat, élevant la bourgeoisie par-dessus la vieille féodalité. Il est certain, que bien avant la prise de la Bastille, les roturiers avaient eu accès dans les conseils du roi, qu'ils pouvaient même devenir ministres, à condition toutefois de se retrouver quelques quartiers de noblesse plus ou moins réels, mais ce n'était point leur catégorie sociale qui montait au pouvoir avec eux, et l'infériorité légale de celle-ci était suffisamment attestée par sa condition fiscale et son inaptitude consacrée à la plu-

part des charges. Il est certain, d'autre part, que bien après le 14 Juillet et le 4 Août, les gens à particule ont exercé une autorité considérable, qu'ils ont persisté à envahir les fonctions honorifiques ou grassement rétribuées, que ramenés à un effectif plus restreint dans les administrations centrales, ils se sont répandus dans la diplomatie et l'armée ; mais, encore une fois, ce n'est pas leur caste, effondrée depuis un siècle, qui garde ces positions ; ils n'y sont qu'à titre d'individualités, nombreuses il est vrai, ou d'appoint. La bourgeoisie est la grande souveraine, et s'il lui plaît d'appeler auprès d'elle, pour se glorifier de ses relations, ou pour fortifier son influence, de ci-devants marquis, comtes, ducs, si elle veut en faire des ambassadeurs de France, ou des généraux de division, ou des trésoriers-payeurs, elle est tout aussi bien maîtresse de les écarter. Son hégémonie est une innovation. Or cette classe n'est arrivée au commandement que par la Révolution ; ses diverses couches, même après que la première eût percé, ont dû faire d'autres Révolutions, 1830 et 1848, pour s'arroger tous les droits. Elle est par essence la classe révolutionnaire, et dans tous les sens du mot. Elle n'a pas pénétré par infiltration, avant d'user de violence ; elle n'a pas ébréché les prérogatives de la noblesse, avant de les renverser ; elle a prétendu confisquer, à son profit exclusif, tous les avantages de la détention du pouvoir.

Cette substitution de personnes s'est étayée elle-même sur un colossal transfert de domaines, le plus vaste, le plus retentissant, que l'Europe ait vu depuis les sécularisations de la Réforme. La vente des Biens Nationaux est un acte, dont le conservatisme, au lendemain même de la répartition, et des agiotages effrénés des Bandes Noires, a essayé de diminuer

l'importance (et l'on conçoit l'intérêt qu'il y prenait), mais cette socialisation partielle demeure, en réalité, le phénomène spécifique du mouvement de 1789. Jacquerie rurale, morcellement de la propriété, reconcentration des anciens fonds nobles aux mains du Tiers enrichi : telle a été la signification capitale de ce grand événement, si on l'envisage en ses soubassements économiques. Et ainsi il diffère de toutes les insurrections, de toutes les transformations brusques et sanglantes ou pacifiques, qui l'avaient précédé dans le cours du XVIIe siècle, et qui étaient restées à peu près uniquement politiques. Les Révolutions de 1640 et de 1688 en Angleterre, si même on admet qu'elles ont été facilitées par les progrès de la petite aristocratie whig sur l'aristocratie tory, représentant un élément de fortune différent, n'ont pas comporté de même des spoliations, dépossessions, et transports de titres. Elles se résument assez justement en modifications du régime constitutionnel. Celui qui ne verrait, dans les faits de 1789-1794, que les Etats généraux, la Constitution de 1791, l'exécution de Louis XVI et le Comité de Salut public, n'aurait saisi que la moitié de leur sens. La distribution, à vil prix, des terres de la noblesse et du clergé, survenant en même temps que l'abolition des droits féodaux de toute nature, que la suppression des contrats fonciers les plus lointains, que la destruction violente des chartes, que l'incendie des châteaux, édicte, devant le monde, une formule nouvelle de la propriété. Cette formule, nous la discuterons ; nous rechercherons si elle s'est survécu à elle-même, ou si, au contraire, elle n'a point sombré, aussitôt l'attentat social consommé. Mais qu'elle ait triomphé un instant dans l'application ; qu'elle ait jailli, pour ainsi dire, spontanément de cet universel

sursaut des classes écrasées ; cela suffit pour éclairer, d'une intense lumière, tout le côté le plus intéressant, pour nous, de la Révolution française.

Les institutions politiques mêmes que celle-ci a édifiées ; la secousse morale qu'elle a imprimée au vieux monde, n'ont d'ailleurs pas été étrangères à la poussée ultérieure et croissante du prolétariat, et c'est un troisième aspect de notre sujet. Rayant le despotisme et abattant le système féodal, 89 a consacré pratiquement les théories des philosophes : depuis le serment du Jeu de Paume, la Constitution civile du clergé, les décrets contre les prêtres réfractaires, — depuis le 10 août et le 21 janvier, il n'y a plus rien de saint ni de sacré, c'est-à-dire qu'il n'est plus rien : Etat, religion, domination de classe, qui puisse revendiquer une origine supraterrestre. Devant la volonté de l'homme, les antiques mensonges, les mystères des choses se sont bruyamment écroulés. Les églises ont pu se fermer, sans que notre globe s'éparpillât dans l'espace ; — un roi, porter sa tête sur l'échafaud, sans que la vengeance divine se manifestât ; — le régime se transformer de fond en comble, sans qu'y parût une action autre que celle des raisonnements fondés ou erronés des citoyens. La grâce providentielle a été effacée de tous les exposés de motifs, omise par toutes les lois. La critique n'est plus en présence que de réglementations critiquables, et qui ne sont plus couvertes par un dogme révélé. Mais si le prélèvement de la dîme a été interdit, si des freins ont été mis au rôle de l'exécutif, si les droits des simples manants ont été reconnus et sanctionnés, tout peut changer au gré des temps, tout devient mobile, subordonné au consentement de la majorité. Le régime capitaliste n'est plus assis que sur la condescendance populaire ; la propriété indi-

viduelle apparaît temporaire et instable. Ainsi la Révolution de 89 n'est que la préface d'autres Révolutions, qu'elle a inscrites en elle-même, qu'elle appelle et d'avance légitime, comme une loi constitutionnelle prévoit sa propre revision.

Enfin la Déclaration des Droits a proclamé l'égalité. Qu'est-ce à dire ? Egalité abstraite, théorique, ou égalité concrète et réelle ? Après avoir acquis l'une, le citoyen exigera l'autre. Que lui sert une formule, si elle n'aboutit qu'à duperie, si elle tolère le *statu quo*, si le vilain de l'ancien régime demeure le mainmortable du nouveau, foulé par le Tiers, comme ses ancêtres par les barons ? Il est des mots qu'on ne lance pas impunément et dont la force d'attraction est irrésistible. La Constituante n'a certes pas entendu que tous les hommes eussent l'égalité de fait, qu'une même somme de propriété et de bien-être fût départie à chacun d'eux. Elle s'est placée, ici et partout, en face de l'absolu, laissant à l'avenir le soin des tâches additionnelles. Mais bien vite, le paysan, l'ouvrier s'apercevra que l'égalité des droits n'est rien sans l'égalité économique, et que, là où celle-ci est déniée et combattue, l'inégalité politique règne en souveraine ; il comprendra que sa liberté n'est que phraséologie creuse, si sa vie est à la merci de l'employeur, que son bulletin de vote ne lui appartient point en vérité, si le patron, en répression de son choix, peut l'affamer. La lente élaboration, provoquée par la déclaration tant vantée, portera tous ses fruits ; l'idée appellera sa réalisation.

La classe prolétarienne peut donc regarder l'effort du dernier siècle comme incomplet et fragmentaire, et même regretter qu'il ait simplement abouti à instaurer la dictature bourgeoise. Mais elle doit aussi

se demander, si, il y a cent onze ans, une modification plus haute, plus compréhensive, n'eût pas été chimérique ; elle doit surtout considérer, qu'à tous égards, en consommant sa tâche, le Tiers des Etats généraux, omnipotent dans la Législative et la Convention, a préparé et justifié celle des travailleurs organisés du xxe siècle. On ne conçoit pas l'étonnement des dirigeants d'aujourd'hui, l'indignation des arrière-petits-fils des acquéreurs des biens nationaux devant le soulèvement progressif du monde ouvrier. Les ancêtres de ceux-là ont été les maîtres, les instituteurs de toute insurrection sociale. Jusqu'ici, à travers toute l'histoire, il n'est point de classe qui ait contenu, en elle, plus que la bourgeoisie, le ferment révolutionnaire, ou qui ait mieux su élaborer, discipliner et consommer les subversions violentes.

II. Le bouleversement de 1789 et des années suivantes ne s'explique pas exclusivement par la diffusion des théories philosophiques ; il ne saurait se ramener au facteur idéologique pur et simple. Il a été, en quelque sorte, l'explosion en surface du lent travail de structure interne, qui a disjoint, depuis la fin du règne de Louis XIV, la vieille société française. Le rôle économique de la noblesse s'était atténué peu à peu, parce qu'elle s'abstenait de défricher, désertait toute initiative, et se bornait à percevoir ses fermages. L'absentéisme qu'elle pratiquait, sauf peut-être dans l'ouest vendéen et breton, ne fut pas l'une des moindres causes de sa décadence matérielle. Le sol français produisait beaucoup moins ; les étrangers qui pénétraient chez nous, s'étonnaient même de cette diminution de rendement, qui s'affirmait de plus en plus, à mesure que s'avançait le siècle. Comme le privilège politique de l'aristocratie

féodale était fondé sur la prospérité de ses cultures, et que celles-ci périclitaient, il était fatal que la caste régnante fût atteinte en sa suprématie. Ainsi le mouvement ininterrompu qui s'est manifesté encore après 1830, après 1848, après 1870, et qui a relégué la production agricole au second plan, parmi les modes d'activité du pays, remonte en réalité, aux années de Louis XV et de Louis XVI. Nous avons vu qu'il n'avait pas été étranger aux spéculations des premiers économistes, des physiocrates en particulier, et des théoriciens de la parcelle. La noblesse foncière s'affaiblissait visiblement déjà à l'heure où croissait l'importance économique du Tiers, assise sur la fortune mobilière.

Ce compartiment de la richesse publique, si inférieur qu'il demeurât, au temps de Calonne et de Brienne, à celui de la fortune immobilière, ne laissait pas que de s'être agrandi notablement. Il s'était développé par l'agiotage, malgré la catastrophe qui avait frappé Law sous la Régence ; des sociétés de colonisation, des Compagnies de Commerce s'étaient constituées pour le dehors, pour le dedans, englobant, à coup sûr, des gens titrés parmi leurs actionnaires, mais aussi et surtout des bourgeois opulents. Le négoce des blés, qui plaçait dès lors l'intermédiaire entre le cultivateur et le consommateur, était une source de revenu féconde pour les trafiquants qui s'y livraient, au risque de s'exposer à la colère souvent très légitime de la foule. La finance elle-même, qui n'était plus une petite puissance sous Louis XIV, avait forcément multiplié son influence, à la faveur des embarras budgétaires qui avaient assailli le gouvernement au temps du Triumvirat et autres ministères concussionnaires. Le commerce extérieur de la France n'était pas au-dessous d'un milliard en 1788,

total considérable en lui-même et que nous mettrons de longues années à ressaisir. Quelque restreintes que pussent donc demeurer, dans la circulation générale, la part de l'industrie, — malgré l'essor de la soierie et de la draperie, — et celle du commerce, — malgré cette augmentation des ventes à l'étranger, elles gagnaient sur celle de l'agriculture. Le fondement économique de la Révolution est là. Le Tiers est disposé à parler plus haut, parce qu'il se sait plus riche, et qu'il sent la prospérité et la force de l'État, un peu plus liées à sa propre richesse. D'autre part, il discerne d'autant mieux l'injustice du système fiscal, et l'abus des réglementations, qu'elles entravent davantage son élan. On conçoit que cette classe, d'année en année, devait être plus ardente à renverser celle qui lui faisait obstacle, pour établir sa propre domination. L'audace des parlementaires, et même des notables, qui, les uns et les autres, se rattachent par l'intérêt ou par la famille à cette grande bourgeoisie, trahit ses sentiments intimes. Ainsi entendues et éclairées, les premières décisions, si extraordinaires, pour le temps, de ses représentants aux Etats généraux, n'ont rien qui doive surprendre.

La foule paysanne, elle, n'avait, pas plus en 1789 qu'auparavant, assez de forces, pour tenter à elle seule une grande transformation politique et sociale. Ce seront ses haines, ses souffrances chroniques qui la jetteront à l'attaque des châteaux ; sa condition, loin de s'améliorer, sa situation matérielle, au lieu de s'élargir, s'étaient, au contraire, rétrécies, aggravées, avec la grande crise agricole. Les ruraux se précipiteront comme des bêtes fauves qu'aiguillonne la faim ; mais ce qui leur donnera confiance, ce sera précisément l'ascension du Tiers, ce sera sa hardiesse de parole et d'action. La révolte des Jacques eût été,

en 89, écrasée comme tant d'autres antérieures, si elle n'avait été secondée par le sursaut de la bourgeoisie. L'accord tacite, puis exprès des deux classes ou plus proprement des deux fractions de classe, se marquera d'ailleurs, dès le premier jour.

III. La Révolution a été confisquée, politiquement et économiquement, à son origine même, par une oligarchie. Elle a mis une catégorie de dirigeants à la place d'autres dirigeants. Les gigantesques poussées populaires du 14 juillet, des 5 et 6 octobre, du 20 juin, du 10 août, de septembre, n'ont servi qu'à édifier le pouvoir de la bourgeoisie. C'est pour la première fois alors que les masses inorganiques des faubourgs se déchaînèrent, renversant toutes les assises du régime existant, mais au profit de maîtres nouveaux. Le même phénomène se reproduira en 1830, en 1848 : là encore le prolétariat ouvrier sacrifiera son temps et son sang pour instaurer des alliés tout prêts à devenir ses oppresseurs. En 1789, il était par ailleurs impossible que l'éventualité tournât autrement, car seules les couches élevées du Tiers pouvaient donner une impulsion, un mot d'ordre, des chefs. Les changements économiques, tout comme la supériorité de culture et de discipline, leur assuraient fatalement la succession immédiate et exclusive de la noblesse. Un moment, lorsque les résolutions brusques s'imposeront, et qu'il faudra imprimer l'ébranlement suprême, la petite bourgeoisie, les travailleurs mêmes porteront les leurs à la Commune, et nous noterons ce passage d'une seconde Révolution à travers la première ; mais, prise en bloc, la transformation politique de 1789 s'est opérée au profit d'une minorité très restreinte. Celle-ci a envahi toutes les assemblées, de la convocation des Etats généraux, jusqu'à la Constitution de l'an VIII, pour se consolider un peu

plus dans les corps à la fois élus et nommés du Consulat et de l'Empire; elle a accaparé les portefeuilles dans les ministères, puis les sièges dans les comités de la Convention, puis les places au Directoire. Ce sont les anciens parlementaires et les magistrats de toute nature, et les avocats, et les médecins, c'est-à-dire une élite instruite du Tiers, qui régenteront la France. Si nous passons sur les Feuillants pour aller sur-le-champ aux Républicains, ni Vergniaud, ni Marat, ni Danton, ni Brissot, ni Robespierre, ni Saint-Just, ni Isnard, ni Merlin, ni Desmoulins n'étaient des roturiers d'extraction inférieure. Ce qui est plus significatif encore que l'énumération des noms, c'est le caractère même des institutions que deux statuts, ceux de 1791 et de 1795 ont imposées. Le premier texte distingue les citoyens en actifs et passifs : le second rétablissant le suffrage à deux degrés, exige encore certaines conditions de cens. Ni l'une ni l'autre de ces constitutions de la France n'ont donc respecté pleinement ce principe de l'égalité politique, qui était inscrit dans la Déclaration des Droits de l'homme, et que Rousseau avait si éloquemment formulé. A peine dressée à la puissance publique, la bourgeoisie s'empressait de se démentir, de s'entourer de barrières, pour empêcher que la masse ne vînt noyer ses intérêts. Le statut de 1793 est, il est vrai, plus large, plus libéral, à tous points de vue, puisqu'il consacre le suffrage universel, la ratification par le peuple, et prévoit une sorte de referendum. Mais il ne faut pas oublier qu'il a été élaboré à l'heure même, où la seconde Révolution, trop courte et trop tôt refoulée, par Robespierre d'abord, avec Robespierre ensuite, venait se heurter à la première. La Constitution de l'an VIII enfin, sanctionnera sans réserves la prérogative du Tiers et c'est pourquoi il se jettera

avec tant d'enthousiasme dans les bras du Corse qui lui garantira sa conquête à la fois contre le retour du passé et contre les colères prolétariennes, impétueusement grondantes dans la Conspiration des Egaux.

En même temps qu'elle organisait sa prééminence politique, la bourgeoisie asseyait sa puissance économique. Comme elle supplantait l'ancienne aristocratie, les ci-devants dans leur mainmise sur l'Etat, elle prenait leur place dans l'appropriation foncière. Elle n'abolissait la propriété féodale, si complexe en ses innombrables ramifications et démembrements, que pour enraciner un mode de détention, plus simple, mais non moins exclusif. La vente des biens nationaux, après la confiscation des terres de l'Eglise et des ordres religieux et le séquestre de celles des émigrés, favorisa son épanouissement. Plus de sept milliards de fonds nobles ou ecclésiastiques furent ainsi distribués à l'encan, en l'espace de quelques années, — c'est-à-dire une portion considérable du domaine terrien. L'histoire jusqu'ici ne mentionne aucune nationalisation, plus vaste en son étendue, ni plus capitale en ses effets. Sur les adjudications primitives, souvent à des prix très minimes, se greffèrent les spéculations, les agiotages des Bandes Noires ; rachetés originairement à des taux si réduits, les immeubles étaient destinés à accroître, dans d'énormes proportions, leur valeur. La couche supérieure du Tiers ne tardera pas, — mais surtout après 1815 — à retirer un double profit des acquisitions qu'elle aura multipliées puisqu'elle augmentera rapidement son revenu et son capital, et qu'elle arrivera, avec les Bourbons restaurés, à fonder, en pratique, tout droit politique sur la propriété foncière.

De la Révolution et des événements qu'elle a pro-

voqués autour d'elle, émission de papier, guerres aux frontières et au-dedans, puis occupation de territoires étrangers, puis annexions d'anciens royaumes, la bourgeoisie française recueillera encore un avantage qui ne sera point méprisable. Les fournitures aux armées, sur lesquelles elle trafique indignement, non seulement sous le Directoire, mais même sous le Comité de Salut public, même sous Napoléon, lui constitueront une source d'enrichissement ininterrompu. Avec les campagnes de magnificence qui s'ouvrent après les traités de Bâle, — ensuite avec la formation des grandes armées pour occuper toutes les provinces de l'Empire, elle développera, à côté de sa récente fortune immobilière, une fortune mobilière que l'ancienne noblesse n'avait jamais connue. Fière de sa suprématie, confiante en la solidité de ses privilèges, elle saluera dans la Code civil et dans le Code pénal l'expression même de son triomphe de classe.

La Jacquerie paysanne, dès la première heure, obtint la franchise qui constituait son idéal confus, par l'abolition de la dîme et de la taxe féodale. Le rural, après les mesures de subversion économique édictées par la Constituante, se sentit libre sur la terre libre. Puis, avec la distribution des biens nationaux, la théorie parcellaire s'affirma, l'amour du laboureur pour son instrument de travail, pour ce sol ingrat qui lui avait coûté tout de peines, éclata avec fureur. Là où les riches du Tiers acclamaient l'avènement des grandes spéculations, les mutations lucratives de biens fonds si longtemps immobilisés par la coutume, Jacques Bonhomme ne vit que la dépossession du baron exigeant et cruel et l'enracinement de sa famille au champ enfin conquis. L'œuvre profonde de la Révolution apparaît. Michelet l'a

admirablement définie : le mariage du paysan avec la terre. Il ne savait pas, ce journalier agricole, ce manant d'hier, occupé des siècles durant, à battre l'étang, qu'à peine propriétaire, il serait dépossédé, et que, l'hypothèque rongeant bientôt son maigre avoir, il serait à son tour, et de nouveau, et sous une forme nouvelle, possédé par son « mouchoir de poche ». S'il a adhéré, de toute son âme, au grand soulèvement ; s'il a participé de toutes ses énergies, à la commotion volcanique qui ébranla la vieille France, c'est qu'il croyait que définitive serait sa victoire, et intangible, son appropriation. Il lui faudra plus de trois quarts de siècle encore, après le Code civil, pour discerner la duperie dont il aura été la victime, pour commencer à saisir le sens précis des événements, auxquels il avait applaudi avec tant d'ardeur. Dès le début, dès les premières adjudications des domaines nationalisés, la Révolution s'est retournée contre elle-même, contre son idée maîtresse. Le vrai paysan n'a eu qu'une minime portion du sol confisqué. Les gros morceaux ont été aux marchands de biens, aux bandes noires. Et pourtant, malgré tout, l'enthousiasme de la démocratie rurale semble justifié, puisque tous les impôts royaux, féodaux, ecclésiastiques ne pesaient plus désormais sur elle, qu'elle pouvait posséder, que théoriquement rien ne l'empêchait plus d'asseoir sa liberté civique sur la détention de la terre. De là, son acceptation intégrale des lois civiles de Bonaparte, consécration elles-mêmes des vues juridiques de la Constituante et de la Convention ; de là enfin, sa résistance opiniâtre et séculaire, non point aux réacteurs politiques, mais à tous ceux qui faisaient mine d'ébranler l'édifice doctrinal des conceptions révolutionnaires.

La plèbe des grandes villes, le monde ouvrier n'a

pratiquement presque rien gagné à la transformation de 1789. Les travailleurs des faubourgs de Paris ont joué un rôle énorme dans les événements de l'époque terroriste, suivis par les travailleurs de province. Qu'ont-ils obtenu? Une formule. Des trois catégories de la nation qui pouvaient prétendre à un bénéfice, seuls ils ont été frustrés. Les remaniements d'impôts, on ne les leur a point refusés, dans les années où leur concours était indispensable contre le royalisme. Mais si nous passons outre à la période qui va à peu près du manifeste de Brunswick jusqu'à la chute de l'Hébertisme, cette classe a été absolument tenue à l'écart; on a plutôt gouverné contre elle. Ses droits politiques ont été rognés, mutilés. Tandis que le pouvoir modérait la contribution foncière assise sur le petit capital du paysan, il ne tarda point, avec les taxes indirectes tant détestées, avec les « droits réunis », à reporter sur la démocratie urbaine tout le poids du fisc. Mais il y eut plus : la Constitution de 1795 proclamait la déchéance des vainqueurs effectifs de la Bastille. Des réglementations sévères, draconiennes, accentuèrent l'infériorité légale et réelle du prolétariat ouvrier naissant. Ce ne fut pas seulement l'abolition des corporations, mesure discutable en son principe, en ses effets, et sur laquelle, avec autant d'arguments dans les deux sens, il serait aisé d'épiloguer à perte de vue. Le Code civil consacra la législation de classe, en traitant différemment, dans des cas spécifiés, patrons et ouvriers. Voyez plutôt l'article 1781 qui fixait les éventualités, où le maître, à l'encontre de son salarié, devait être cru sur sa simple affirmation. Législation de classe encore, le Code pénal, quand il distingue entre les coalitions patronales et ouvrières, tolérant pour les unes, inflexible pour les autres. Législation de classe, les

textes de l'an XI et de l'an XII qui établissent le livret, astreignant ainsi des centaines de milliers de citoyens à la pire servitude ; les décisions impériales qui interdisent aux domestiques de louer des chambres à l'insu de leurs maîtres et de séjourner plus d'un mois sans place dans les grandes villes ; et enfin et surtout l'institution des bureaux de placement à monopole, contre lesquels la lutte a tant duré. Lorsqu'on récapitule tous les avantages que la grande bourgeoisie, les paysans et les travailleurs des villes, ont recueillis de cette situation à laquelle ils avaient collaboré, les uns et les autres, par portions inégales, il ressort que les derniers ont été spoliés, au mépris de tous les superbes développements philosophiques. Il ne leur restait que le droit théorique à la liberté, à l'égalité. C'est de cette abstraction qu'ils s'armeront durant le cours du XIXe siècle, pour revendiquer des conquêtes plus positives.

IV. Une seconde Révolution, plus démocratique, tout enfiévrée de l'ardeur des humbles, a pourtant traversé la première, celle des Feuillants, enfermant en elle les germes de changements sociaux plus amples. Ç'a été la phase terroriste. Elle fut l'œuvre, non point exclusivement des ouvriers, mais des hommes des faubourgs associés à la petite bourgeoisie. La Commune insurrectionnelle de Paris fut son réduit. C'est cette seconde Révolution qui, le 21 septembre 1792, pèse sur l'assemblée renouvelée et réclame la République ; qui, à l'heure où les consciences hésitent devant la monstruosité de l'attentat et l'inouï du sacrilège, exige la condamnation du roi ; qui enlève enfin la déchéance des Girondins, et toutes les mesures qui se succèdent dès lors, niveleuses, égalitaires, étatistes, et par endroits mêmes, selon le mot de l'historien le plus documenté de cette

époque, Aulard, quasi-collectivistes. Elle a trouvé son foyer dans les clubs, dans les sections surtout, toujours prêtes à mobiliser pour faire prévaloir les volontés de la plèbe. Moins embarrassée que l'autre de subtilités juridiques dictées par les docteurs, moins soucieuse de formules, plus tendue vers l'action pratique, elle a visé, avec le passé monarchique, la richesse, la puissance financière, tout ce qui blessait sa notion d'égalité. Elle a conquis à sa cause les lieutenants de Robespierre, qui parlent sa langue et la flattent humblement, poussé Robespierre au pouvoir par-dessus les Girondins, par-dessus les Dantonistes, puis fut frappée par ce chef même qu'elle avait adulé. Avec celui-ci, en effet, commence la contre Révolution. Longtemps il a hésité entre la vraie démocratie qui lui suggéra ses fameuses maximes sur la propriété, et l'oligarchie bourgeoise qu'il finit par servir, et par laquelle il périt. La Constitution de 1793, le maximum, l'emprunt forcé, l'impôt progressif ont marqué le point culminant de la seconde Révolution ; mais la première ressaisit la victoire, lorsque, derrière Hébert, l'apôtre de l'Etre suprême atteignit les matérialistes, les athées, les sectionnaires des Gravilliers et autres quartiers populeux, qui agitaient confusément les problèmes interdits. Après l'exécution des Hébertistes, la Convention entraînée sur la pente, consomma la ruine des idées radicales, au 9 Thermidor. L'heure des financiers, des royalistes déguisés, des jésuites de la République masquée avait sonné. Le mouvement était définitivement enrayé. Gracchus lançant le lointain appel de 93 au milieu des folies du Directoire, troublera un instant sa quiétude — un instant seulement. Directoire, Consulat et Empire ne forment plus qu'une série logiquement déduite. Le sursaut plébéien a été escamoté, puis brisé.

Les ruraux ont déjà joué leur large rôle dans cet écrasement de la Montagne Jacobine. Nantis de leurs conquêtes, ils ont marché contre la Révolution poursuivant sa carrière. Le girondinisme a trouvé en eux ses plus fermes soutiens. Il n'a été en réalité que le soulèvement de la province contre Paris, s'inspirant cinquante-six et soixante-dix-huit ans plus tôt, des haines féroces qui éclateront sans limites, sous Juin et au temps de la Commune. C'est pour la première fois, au moment de la grande lutte entre les Vergniaud, les Brissot et les Montagnards, que retentit l'anathème sur la capitale, énorme masse aux pensées inquiétantes. Celui-ci la menace d'une subversion totale, tel un Brunswick de l'intérieur ; celui-là veut la réduire à l'influence mathématique qui lui revient dans la conduite de la France, moins d'un quatre-vingt troisième. Pourquoi ? C'est que seul, sauf rares exceptions, Paris compte un embryon de prolétariat, auquel ne suffit pas le programme anodin de la Gironde, qui estime étriquée et égoïste la Révolution des campagnes, et qui juge suspects la prudence et le modérantisme des gens de Caen, Bordeaux, et autres villes pourries d'esprit royaliste. Battue et dispersée au 31 mai et au 2 juin, la Gironde a trop de racines, trop d'alliances dans les départements, pour succomber définitivement. Elle subit une éclipse, non une destruction. Après le 9 thermidor, elle reviendra triomphante, sous une autre dénomination ; elle consommera la revanche des ruraux.

V. La théorie de la parcelle a été la conception originale, dominante de la Révolution en matière économique. Cela ne veut point dire qu'elle ne l'ait, de très bonne heure désertée, pour consacrer un état de fait diamétralement opposé. Mais, comme l'a

montré Michelet, si l'on prend 89 à ses débuts, en son pur esprit, il voulait généraliser la propriété, pour généraliser du même coup la liberté, l'une étant à ses yeux le support de l'autre. Cette doctrine ne s'appliquait, il est vrai, qu'au relèvement de la classe paysanne, mais nous avons dit ailleurs, que la classe ouvrière, et pour de multiples raisons, n'avait point eu la bonne fortune d'attirer une égale attention. Si restreint qu'il dût être, en son champ d'exercice, le système parcellaire eût néanmoins consacré une innovation énorme, s'il n'eût été réduit en son action par les conjonctures, — par les convoitises mêmes des nouveaux possédants, et par le déroulement des phénomènes économiques ultérieurs.

Michelet, après avoir dévoilé ainsi la pensée primordiale de la Révolution, remarque que cette dernière n'a pas abouti totalement, parce qu'elle n'a pas été assez profonde, et qu'elle a atténué son caractère social. Il lui reproche de n'avoir pas complété sa négation de la propriété privilégiée par l'affirmation de la propriété non privilégiée et étendue à tous. Il reconnaît enfin qu'après avoir changé la détention du sol de mains, elle la laissa monopole. Ainsi, celui de nos historiens qui a le plus aimé cette grande époque, qui l'a, pour ainsi dire, le plus vécue avec toutes les ardeurs de son intelligence, avouait déjà qu'elle avait écourté sa tâche, hésité devant les extrêmes. Le soulèvement des bourgeois et des ruraux n'a pas osé mettre en vigueur, dans son intégralité, le principe que d'instinct ou par réflexion, il avait placé à sa base. Quelque colossal qu'ait été le transfert des biens fonds de 1789 à 1793, il perd donc, à être examiné d'un peu près, une large part de sa signification sociale.

La sanction illimitée du droit de propriété, sur le mode même du droit romain, la proscription farouche de la loi agraire : tels furent les arrêts effectifs de la Révolution devenue maîtresse d'elle-même. Elle a dû tolérer, selon le mot de Taine, l'anarchie spontanée du début, faite de tant de spoliations ; mais les spoliateurs s'empressèrent de faire enregistrer leurs titres. Après la vente des biens nationalisés, la bourgeoisie, pour garantir ses spéculations, et asseoir son privilège économique, formula, de l'appropriation foncière, la définition la plus rigoureuse, et la moins équivoque. La démocratie paysanne, qui croyait ses biens à jamais consolidés entre ses mains, qui ne prévoyait ni les hypothèques, ni les expropriations, ni les reconcentrations futures des domaines féodaux entre les mains de maîtres nouveaux et tout aussi durs, acquiesça, applaudit. Déclarations des droits et constitutions affirmèrent donc le caractère absolu et éternel du dominium. La thèse évolutionniste des philosophes du siècle, tout comme la théorie parcellaire, étaient reléguées, abandonnées. Elles avaient assez servi, ayant triomphé quelques mois dans la Jacquerie, dans la confiscation des champs des ci-devant. Le 21 septembre 1792, et par une étrange coïncidence, le jour même de la substitution de la République à la Monarchie ; Danton proposait à la Convention de déclarer, « que toutes les propriétés individuelles, territoriales et industrielles, seraient à tout jamais maintenues et placées sous la sauvegarde de la nation ». Ce fut le suicide, l'aveu de déchéance, la proclamation du caractère de classe qu'affectait la Révolution.

Ce ne fut pas tout : la royauté n'avait point persécuté les critiques de la propriété qu'elle jugeait peu dangereux. La bourgeoisie au pouvoir les poursuivit

avec un extrême acharnement. Le communisme ne se manifestant guère, (car la conspiration des Égaux va être sa première expression active), elle réserva toutes ses rigueurs pour les partisans de la loi agraire. A vrai dire, le partage des terres avait été le mot d'ordre semé par les dirigeants mêmes des comités, dans les campagnes, durant tout le cours de la lutte contre la royauté constitutionnelle. Raison de plus pour le renier explicitement, et le condamner comme conception sacrilège et attentatoire au droit naturel. De ci, de là, cette formule : la loi agraire, avait paru dans les journaux, dans les libelles des révolutionnaires et contre-révolutionnaires, de 1789 à 1791. L'abbé Maury avait déjà dit, en octobre 1789 « que les spoliations du clergé pouvaient légitimer toutes les insurrections de la loi agraire ». Plus tard, après le 10 août, Thomas Lindet avait écrit : « La Révolution nous mènera loin, gare la loi agraire ! » Mais on avait, à ce moment, d'autres tâches à assumer que la sauvegarde de la propriété ! Les prophéties tombaient dans le vide. Après la proclamation de la République et la fameuse proposition de Danton, on surveilla d'un peu plus près ceux qui réclamaient la subversion économique, à la façon des Gracques. Le pouvoir fit mener campagne contre eux par ses journaux ; on invita les assemblées départementales à les flétrir ; on arrêta même, en Normandie, deux représentants en mission, suspects de tendances radicales. Le 25 février 1793, enfin, la Convention marqua toutes ses craintes, et tout son exclusivisme par le vote qu'elle rendit sur la motion de Levasseur et Barère et décrétant peine de mort contre « quiconque proposerait la loi agraire ou toute autre subversive des propriétés ».

Est-ce à dire que la seconde poussée insurrectionnelle, celle de 1793, ait accepté totalement les maximes économiques des Feuillants, des Girondins, des Dantonistes, voire même de certains Montagnards, tels que les auteurs du texte du 25 février? Au fur et à mesure que la Révolution puisait sa sève dans des couches plus profondes, elle était contrainte à faire plus de concessions à la plèbe des villes. Or cette plèbe, plus miséreuse que jamais dans la suspension de tout travail et la prolongation des luttes civiles, n'avait point, comme l'ancien manant, un petit bien à préserver. Ce qu'elle revendiquait, ce n'était point une formule rigide de la propriété : pourquoi s'en fût-elle inquiétée ? C'était une arme contre les riches ; c'était plutôt la négation même de la propriété, à tout le moins la restriction de son principe. De là les paroles qu'on entendra retentir à la tribune de la Convention, peu de temps après le vote même qui frappait de la peine capitale les propagandistes de la loi agraire. Saint-Just déclare : « Il ne faut ni riches, ni pauvres ; les biens des conspirateurs sont là pour les malheureux. » Barère lui-même : « Il faut faire disparaître l'esclavage de la misère. » D'autres prêchent le rapprochement des fortunes. Collot d'Herbois et Fouché, à Lyon, et aux applaudissements de la Commune de Paris, arrêtent que les infirmes et indigents seront nourris aux frais des riches, qu'on donnera du travail à tous les citoyens valides. Rabaut Saint-Etienne demande qu'on assigne un maximum aux fortunes, parce que leur inégalité compromet l'égalité politique. L'assemblée même, qui avait entouré la propriété de garanties si draconiennes, fit, à la fin de 1793, et au début de 1794, une guerre de plus en plus violente à la fortune.

Elle va jusqu'à charger le Comité de Salut public de dresser l'état des indigents et de chercher le moyen de les « indemniser ». Mais le trait caractéristique de cette époque, c'est la conversion brusque de Robespierre, — si dévoué en 1792 aux nouvelles institutions bourgeoises, — à un minimum de socialisme. D'ordre des Jacobins, il défend à la Convention, une motion en quatre articles, portant : « que la propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion des biens qui lui est garantie par la loi ; que le droit de propriété est borné, comme tous les autres, par l'obligation de respecter les droits d'autrui ; qu'il ne peut préjudicier, ni à la société, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de ses semblables ». Divers historiens ont vu, dans ce dispositif, le germe de la Révolution supplémentaire, dont parleront les Égaux de 1796. Il est certain, que Robespierre, en le soutenant, avait voulu caresser la classe populaire dont il avait alors besoin ; il ne tarda pas, au surplus, à l'abandonner pour complaire à la bourgeoisie, qu'il tâchait d'associer à sa domination. Ce grand politicien n'appréhendait pas les volte-face rapides. Il a formulé la proposition la plus radicale peut-être qui se soit produite à la Convention, et frappé les premiers socialistes, les sectionnaires des Gravilliers, ceux qui suivaient Chaumette et Roux, passionnés d'égalité pratique et totale.

Quoi qu'il en soit, en dépit de la consécration romaine du droit de propriété et des anathèmes lancés aux disciples des Gracques, la période intermédiaire de la Révolution, l'époque proprement terroriste, laisse entrevoir une velléité sociale nouvelle, inspirée directement de Rousseau et de ses élèves immédiats. Cette velléité ne va pas à saper

sur-le-champ la base même de la détention individuelle ; elle la laisse subsister. Elle n'est pas socialiste, mais démocratique. Les accaparements de richesses, les privilèges de fortunes sont déjà menacés et dénoncés. Il était bon de noter cette phase, car elle annonce, prépare et explique Babeuf, Gracchus ne parlera pas au fond autrement que Saint-Just et les Jacobins extrêmes ; seulement, partant des mêmes arguments, tourné vers la même fin, le bonheur commun, il sera beaucoup plus subversif, et voilà pourquoi le Directoire lui fera appliquer la peine édictée, le 25 février 1793, contre les champions de la loi agraire.

VI. Ce n'est point l'histoire détaillée de la conspiration des Egaux que l'on trouvera ici. Elle a fait l'objet d'assez de recherches, pour qu'il soit permis de renvoyer le lecteur aux ouvrages spéciaux. Notre but est d'en indiquer la portée exacte, de la classer dans le déroulement des faits, d'en saisir les attaches, d'en discerner les origines.

Par le langage, par les allures générales, elle se lie intimement à tous les grands actes révolutionnaires, du 14 juillet au 31 mai ; par l'idée directrice, aux philosophes égalitaires du XVIIIe siècle, Rousseau, Morelly, et au courant petit bourgeois et plébéien, qui avait failli, en 1793, emporter les Jacobins extrêmes hors de leurs voies. Son originalité est d'avoir voulu faire passer dans la réalité la construction intellectuelle de quelques penseurs, ou plus encore d'avoir prévu un supplément de Révolution, et tiré des profondeurs, où elles bruissaient confusément, les masses inorganiques des déshérités. Sa devise : le mot d'ordre des républiques helléniques finissantes : guerre des pauvres contre les riches.

La conspiration des Egaux, — le babouvisme, — in-

tervient au moment précis, où l'oligarchie des spéculateurs saisit le pouvoir, avec Barras et sa coterie. C'est à partir d'octobre 1795 qu'elle se prépare ; c'est le 29 février 1796 que Bonaparte, par ordre du Directoire, ferme la société du Panthéon : le 10 mai suivant, que les chefs communistes sont incarcérés ; le 28 mai 1797, que Babeuf et Darthé sont exécutés. Les dates ne sont point insignifiantes. Cette série d'événements se place entre le 9 thermidor, ruine définitive de la poussée démocratique, et le 18 brumaire, ruine de la liberté. Le soulèvement des Communistes a été ainsi la protestation contre le triomphe de la bourgeoisie et de la réaction nouvelle, l'acheminement à la dictature, stimulée, engendrée par l'affolement des dirigeants. Dans l'histoire de l'avenir, où l'on se préoccupera un peu moins des batailles, un peu plus des préliminaires des grandes mutations politiques et sociales, la conspiration tiendra un très vaste espace.

Son chef principal, Babeuf, sortait de la classe malheureuse. Il avait été domestique, puis commissaire à terrier. En cette dernière fonction, il avait appris, comme il l'écrivit lui-même, les mystères des affreuses usurpations de la classe noble. En 1789, il participe à la Jacquerie Picarde, faisant brûler les archives seigneuriales en place publique de Roye. Pendant toute la Révolution, il est poursuivi, par les ci-devant, qui l'accusent de faux et obtiennent sa condamnation, puis par le Comité de sûreté générale. Son attitude semble avoir plusieurs fois varié ; ses opinions sur Robespierre et le terrorisme ne furent pas uniformes. Quoi qu'il en soit, ses multiples démêlés avec les pouvoirs successifs, devaient contribuer à le jeter aux extrêmes de l'opposition. Ses journaux, la *Liberté de la Presse*, le *Tribun* frap-

paient à droite et à gauche. Ce ne fut qu'après une incarcération à Arras, en février 1795, que ses idées se précisèrent, sans doute à la faveur de quelques entretiens avec ses co-détenus politiques. Il sortit de sa prison en septembre, mûr pour la grande tâche qu'il allait assumer.

Sa pensée, elle est toute entière dans le Tribun du Peuple, plus encore que dans les divers documents des Egaux : Manifeste, acte insurrectionnel, décrets, qu'il ne rédigea qu'en partie et n'accepta jamais intégralement. Ses maîtres : Diderot, surtout Rousseau, Mably, Morelly. Il reste plein d'admiration aussi pour l'entourage de Robespierre, Saint-Just surtout, dont il répète les maximes laconiques. Pour lui, le but de la société se résume dans le bonheur commun. Il ose affirmer que la Révolution française est une guerre déclarée entre les plébéiens et les patriciens, entre les riches et les pauvres, et réclame un supplément de réformes sociales, mais la loi agraire ne lui suffit pas, car elle ne consacrerait pas à elle seule l'égalité de fait, « le bien-être des citoyens dans la patrie prospère ». Mais comment aboutir à cette solution dernière ? Par la révolte. « Il ne sera fait rien de grand et de digne du peuple que par le peuple, et où il n'y aura que lui. »

Après la formation de la Société du Panthéon, fut rédigé le Manifeste des Egaux, qui est l'œuvre de Sylvain Maréchal, qui ne fut pas complètement approuvé de Babeuf et de certains de ses amis, mais qui demeure, à vrai dire, avec les Décrets, la pièce la plus essentielle du mouvement communiste. « Nous voulons désormais vivre et mourir égaux comme nous sommes nés; nous voulons l'égalité réelle ou la mort » — et encore l'idée de Gracchus : « la Révolution française n'est que l'avant-coureur

d'une autre Révolution bien plus grande, bien plus solennelle, et qui sera la dernière ».

Le Manifeste précise ses vues positives. Point de loi agraire. « Propriétaires riches et sans entrailles, en vain essayez-vous de neutraliser notre sainte entreprise en disant : ils ne font que reproduire cette loi agraire demandée plus d'une fois avant eux..... Calomniateurs, taisez-vous à votre tour, et dans le silence de la confusion, écoutez nos prétentions dictées par la nature et basées sur la justice. »

« La loi agraire ou le partage des campagnes fut le vœu instantané de quelques soldats sans principe... Nous tendons à quelque chose de plus sublime et de plus équitable : le bien commun ou la communauté des biens. Plus de propriété individuelle des terres ! La terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance commune des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde. »

Plus tard encore, le Comité insurrectionnel des Égaux fit distribuer l'analyse de la doctrine, qui contenait douze maximes : « la nature a donné à chaque homme un droit égal à la jouissance de tous les biens... Nul n'a pu, sans crime, s'approprier exclusivement les biens de la terre et de l'industrie..... Dans une véritable société, il ne doit y avoir ni riches ni pauvres..... La Révolution n'est pas finie, parce que les riches absorbent tous les biens et commandent exclusivement, tandis que les pauvres travaillent en véritables esclaves, et languissent dans la misère, et ne sont rien dans l'État. »

Enfin les décrets, préparés pour le cas où la conspiration eût triomphé, rendaient au peuple la propriété du sol, à la loi la réglementation du travail, à la collectivité le soin d'organiser la production, la circulation, la répartition.

D'après certains historiens,— et peut-être leur opinion est-elle exacte, — Babeuf, après avoir acquiescé, au principe du communisme, aurait accepté, à titre transitoire, un simple rapprochement des fortunes, — selon la formule de 93, — et la mise en vigueur de la Constitution de l'an I. Diverses déclarations de Gracchus, lors de son procès, corroborent ces conclusions, mais peu importe, puisque nous nous préoccupons moins de fixer les détails d'un mouvement, que d'en délimiter le sens historique.

Au mois de mai 1796, les Égaux comptaient sur environ 17.000 hommes dans Paris, et possédaient de nombreuses ramifications provinciales. Ils englobaient d'ex-sectionnaires, d'ex-conventionnels ou membres de la Commune, fondaient leur puissance sur l'ancienne organisation jacobine. Leur formation fut en réalité un réveil du terrorisme, en opposition avec les tendances rétrogrades du Directoire, qui inclinait peu à peu à la réaction. On connaît l'épisode du camp de Grenelle, puis le message de Carnot aux Cinq-Cents. Le procès de Babeuf fut des plus longs — il dura trois mois, — et des plus scandaleux. Les accusateurs de la Haute Cour de Vendôme descendirent au dernier degré de l'ignominie, proférant contre les inculpés les outrages et les calomnies les moins atténués, leur reprochant de servir la cause du prétendant et de marcher sous les fleurs de lys. Un seul eut le courage de dire : « il s'agit d'un crime dont le but était d'ébranler jusque dans ses fondements la Société française. » Celui-ci, qui voyait clair, exprima nettement le ressentiment et l'épouvante de la bourgeoisie. On ne décapitait plus alors les contre-révolutionnaires, mais Babeuf et Darthé furent frappés pour avoir attenté à la majesté de la propriété quiritaire.

Nous avons rappelé brièvement les faits, résumé les théories, reproduit les maximes, afin que le lecteur juge bien si le socialisme moderne peut se rattacher à l'épisode Babouviste.

Que ce soubresaut populaire n'ait pas eu la pureté, la simplicité d'une lutte de classe, nous ne saurions le contester. C'était la petite bourgeoisie surtout qui était entrée, avec quelques ouvriers, dans les cadres des Egaux; c'était la Révolution Jacobine qu'elle voulait refaire, et peut-être sur les 17.000 affidés de 1796, beaucoup ignoraient-ils la fin dernière du complot: la socialisation des biens. Mais pourtant est-il certain que les autres insurrections socialistes, 1831, 1848, 1871, aient été exclusivement prolétariennes, que des esprits généreux sortis d'une couche supérieure, voire même des milieux dirigeants, n'y aient pas participé, et non seulement en pensée, mais les armes à la main?

Ensuite, la séparation du Tiers et du quatrième Etat ne s'est faite que bien après le Directoire, lors de l'expansion de machinisme industriel, c'est-à-dire dans les dernières années de la Restauration et les premières de la Monarchie de Juillet. Il nous suffit, pour que nous saluions la conspiration des Égaux comme la première grande date du socialisme agissant, qu'elle ait visé au même but que lui: le bonheur commun, l'affranchissement politique de tous, par l'émancipation économique de chacun. Son mérite, son titre de gloire, est d'avoir discerné le caractère fragmentaire et incomplet de la Révolution de 1789, d'avoir dénoncé l'installation d'une aristocratie nouvelle sur les ruines de l'oligarchie féodale, et l'ayant saisie et flétrie, de s'être efforcée de briser les cloisons neuves dressées, entre les couches sociales, par les Feuillants et les Thermidoriens.

Maintenant Babeuf et ses amis pouvaient-ils réussir? Ont-ils simplement succombé parce qu'un traître surgit dans leurs rangs, ou plutôt parce que la tentative était irréalisable et anticipait sur le siècle ? Ils voulaient hausser la plèbe à sa vraie place, au pouvoir, en renversant la pyramide humaine et en nivelant le sol. Or cette plèbe n'était point distincte encore, les lignes de démarcation s'estompant à peine ; cette plèbe ne possédait pas encore la notion de ses droits, de sa force, de la nécessité d'une discipline ; elle ne constituait point le prolétariat, c'est-à-dire une conscience, une énergie unifiée et intelligente, tendue vers un idéal, et c'est pourquoi les Égaux se recrutèrent surtout dans la petite bourgeoisie et si peu dans les faubourgs, et c'est pourquoi d'avance ils étaient voués à l'écrasement. Eussent-ils triomphé dans Paris que les ruraux installés, de la veille, dans leurs terres affranchies, libres d'hypothèques, auraient foncé sur eux en un furieux et irrésistible élan. Maréchal et Darthé et Buonarotti avaient compris la Révolution sociale, comme les hommes de 89, et ceux de 92 et de 93, la Révolution politique : ils avaient cru qu'il suffisait d'un coup de force, d'une arrestation des Directeurs, d'une mainmise sur les pouvoirs publics, pour transformer la structure interne de la société. S'ils avaient conquis, par fortune, l'Hôtel de Ville, ils auraient été bien embarrassés pour poursuivre leur tâche. Toute la constitution de la France d'alors se fût dressée contre eux ; tous les intérêts combinés eussent déchaîné une formidable réaction. Les Révolutions définitives sortent des profondeurs mêmes de la société, poussées au jour par le travail méthodique et ininterrompu des forces économiques : elles ne naissent ni d'un complot, ni de quelques

initiatives. Et par cette même raison, tandis que 89 avait balayé un régime, les Égaux ne laissent dans l'histoire que le souvenir de leur vision prophétique, de leur humanité supérieure et du drame sanglant dont ils furent les victimes. Mais la grandeur des événements ne se mesure pas aux succès remportés. — 1831, 1848, 1871 aussi ont été des défaites pour le prolétariat. Il ne les a pas moins enregistrées pieusement dans ses annales, et il met 1796 à côté de ces dates illustres, et les Babouvistes près des Insurgés de juin et de mai parce que ceux-là comme ceux-ci — devançant davantage les temps, penchés vers l'horizon plus lointain où resplendissait l'étoile — ont osé, les premiers, proclamer que l'ère des grandes tourmentes révolutionnaires n'était point close.

III

LES PRÉCURSEURS

SAINT-SIMON. — FOURIER

I. L'époque du premier Empire est l'une des moins intéressantes de l'histoire, si l'on envisage surtout le côté social des événements. Pour le quatrième Etat, elle demeure vide, stérile, à peu près sans influence sur sa formation, comme sur l'évolution interne même de la France. Les grandes guerres la remplissent, avec les victoires retentissantes, les conquêtes, l'expansion illimitée des frontières, jusqu'au jour où les nationalités réveillées, au nom même des principes que nous avions semés, de par le monde, brisent, dans un suprême effort, les ambitions de l'aventurier impérial. Au dedans, le calme majestueux du despotisme romain, l'assoupissement des Jacobins gorgés de titres et d'argent, la condescendance de la bourgeoisie, soucieuse de conserver ses propriétés nouvelles, satisfaite de porter les siens aux hautes fonctions. Peu à peu, elle se désaffec-

tionne, au fur et à mesure que les levées de conscrits pèsent plus lourdement sur elle, troublent sa quiétude, mais d'un bout à l'autre, c'est la torpeur anémiante qui suit les grandes crises politiques ; c'est l'organisation qui s'impose, après le désordre et l'émeute prolongés. A peine, au début, quelques conspirations royalistes aussitôt noyées dans le sang, et à la fin quelques velléités de vieux révolutionnaires, impatients du joug. L'armée sauvegarde les institutions, la dictature ; le Code civil a consigné la charté sociale du Tiers État vainqueur ; le Code pénal, entouré sa propriété des plus redoutables garanties. Que demanderait la classe dirigeante, c'est-à-dire la finance, le gros négoce, les descendants des parlementaires ? La paix et une apparence de libéralisme, exactement ce que l'Empire ne saurait lui donner sans violer son principe. Mais elle ne réclame pas ; elle attend ; elle s'enrichit. D'ailleurs, par ses folles convoitises, par ses campagnes espagnole, portugaise, et russe, Napoléon travaille pour elle.

L'aristocratie agrarienne, — l'émigration de Coblentz et de Quiberon, — partiellement rentrée en France, boude toujours le pouvoir nouveau. L'usurpateur corse lui ouvre ses salons, lui multiplie les avances, appelle les femmes auprès de ses maréchaux pour allier l'ancienne noblesse à la sienne. Elle n'accepte à peu près rien, pour ne point partager avec les bourgeois, détenteurs de ses biens confisqués. Son rôle demeure donc nul. Quant au peuple, il ne constitue qu'une masse inorganique, où ne se discerne aucun courant, — sinon du mécontentement contre l'impôt croissant et la conscription. Mais autrefois si ardent pour la liberté, il se repose, lui aussi, de la grande commotion ; ouvriers des villes et paysans se

résignent à la vie effacée où les relègue le statut national. Ni électeurs, ni éligibles, puisque le suffrage ne fonctionne plus en réalité ; ils paient en nature et en argent, s'inclinent devant les lois policières de toute sorte, qui attentent aux droits jadis consacrés des citoyens, et crient : vive l'Empereur ! sur le passage du triomphateur d'Austerlitz et d'Iéna. Si cher qu'elle ait soldé sa gloire, la France des humbles et des petits ne vit que pour elle ; elle s'inquiète plus des mouvements de troupes ou des projets de l'Angleterre et de la Russie que des transformations sociales. Elle s'est ruée dans la servitude, parce qu'elle est impuissante à penser, à agir, qu'elle a besoin de se confier à une pensée, à une volonté, et qu'après tout, elle salue dans Napoléon le législateur du partage égal et le proscripteur du passé. Cette phase de 1804 à 1815, qui a donné une si ample matière aux écrivains militaires et aux historiens de l'ancien style, ne méritera pas dix pages dans l'histoire vraie des sociétés.

II. La Restauration ramène transitoirement au pouvoir la vieille noblesse, les ci-devant, auxquels les alliés avaient rouvert la frontière toute large. La signification des quinze années qui s'écoulent de 1815 à 1830 est là : l'aristocratie terrienne, exclue de la direction de l'État, pendant un quart de siècle, par le Tiers, ressaisit l'avantage, étale orgueilleusement son triomphe, exerce ses représailles, et rapporte avec elle les conceptions de l'autre régime. En politique, en religion, elle prétend effacer l'acte indélébile, la Révolution. Elle s'imagine l'avoir rayée à jamais, parce qu'elle s'indemnise, qu'elle modifie le Code civil, complique le Code pénal, et livre la France à la Congrégation. De temps à autre, les ressorts menacent de rompre ; alors le monarque

accepte un pseudo-libéralisme, qui désarme l'opposition, mais au fond, sous Louis XVIII, comme sous Charles X, et en dépit de l'élévation au ministère de légistes de petite noblesse ou d'extraction bourgeoise, ce sont les grands seigneurs d'autrefois qui gouvernent le pays. Ils n'ont même plus, pour la philosophie, l'indulgence de leurs aïeux; jamais Voltaire n'inspira plus de haine qu'à cette époque; jamais Rousseau ne fut plus travesti, ni plus diffamé. La classe, partiellement expropriée par les décrets de la Constituante, essaie de restaurer ses prérogatives, de plier l'esprit du siècle à sa mode. Les lois électorales, qui se sont succédé de 1815 à 1830, réflétaient de plus ou moins près l'esprit oligarchique qui l'animait : lois féodales et non plus seulement bourgeoises, parce qu'elles ont tendu à restreindre au-dessous du minimum le pays légal, et à asseoir le droit politique sur la détention du sol.

Mais le système instauré par les hommes de la Terreur blanche et de la Chambre Introuvable, puis Retrouvée, apparaît essentiellement factice ; ni M. de Villèle, ni M. de Labourdonnaye, ni M. de Polignac n'étaient représentatifs de leur époque. La tentative des absolutistes agrariens devait fatalement être brisée, et sans trop de délai, parce qu'elle allait au rebours de l'évolution économique. Sous Louis XVIII, surtout sous Charles X, la vieille noblesse ne pouvait plus rencontrer les conditions spéciales qui avaient fondé sa domination jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle ; la supériorité de richesse, la monopolisation de la propriété, la suprématie des valeurs immobilières. Dès la première heure, le divorce éclata entre le statut politique et le statut social, et comme l'un repose d'habitude sur l'autre, celui-ci se transformant, celui-là de plus en plus en l'air, allait naturellement s'effondrer.

La bourgeoisie grandissait; les lois consulaires et impériales avaient si bien fortifié son pouvoir, qu'il était à la racine même de la société française. La finance se développait, et avec elle le rôle de la fortune mobilière, adversaire née de l'hégémonie des terriens. Les banques se constituaient, le crédit augmentait son influence, au fur et à mesure que croissaient l'activité des industries, le commerce extérieur et intérieur. Le mouvement économique d'alors, moins intense sans doute que sous Juillet, mais déjà très sensible, de plus en plus considérable aux approches de 1830, — l'extension du machinisme, la révolution des transports, servaient l'ancien Tiers, tout prêt, de par ses origines, sa tournure d'esprit, sa puissance de capitaux accumulés et mobiles, son âpreté au gain, à exploiter les inventions et à multiplier leur rendement. Les procédés scientifiques nouveaux lui permettaient d'employer les sommes, entassées dans ses coffres, par ses spéculations sur les biens nationaux; les savants qui découvrirent les méthodes de fabrication plus perfectionnées de ce temps, furent les vrais maîtres des grands changements politiques du lendemain.

L'extraction de la houille, si faible encore, il est vrai, puisque les locomotives paraissaient à peine, et que les moteurs de toute nature sortaient seulement au jour, doublait entre 1820 et 1830, montant de 1 à 2 millions de tonnes; le fer passait de 80.000 à 148.000, et la fonte de 110.000 à 267.000. Les échanges extérieurs de la France, à la fin de la Restauration, touchaient presque au milliard, c'est-à-dire le chiffre même de 1789, alors que les guerres de l'Empire, les avaient ramenés, au moment de l'abdication de Napoléon, à moins de 600 millions; l'exportation des objets fabriqués, à la veille des

Ordonnances, était évaluée à 340 millions, tandis que les tissus seuls y figuraient pour 220.

Or ce n'était point l'aristocratie, rappelée dans les conseils du Roi, qui bénéficiait matériellement de tout ce courant de production et de vente; c'était la bourgeoisie, qui était exclue, ou qu'on affectait de reléguer au second plan. Plus celle-ci s'enrichissait, et plus ardentes étaient ses ambitions politiques, plus véhémentes ses rancunes et ses protestations secrètes contre un régime, qui lui retranchait sa place due. Comparant ses initiatives, son audace créatrice, à l'inertie de la féodalité foncière, qui laissait les mauvaises herbes envahir ses domaines, et l'agriculture péricliter, elle était révoltée de l'injure que lui faisait la dynastie restaurée. Dotée de la puissance économique, elle voulait l'autre. Quant au système qu'elle eût préféré à l'absolutisme bourbonien, ses pensées étaient vacillantes. Monarchie constitutionnelle, République ou même Empire, elle avait des sympathies successives, parfois enchevêtrées, pour ces diverses méthodes de gouvernement. Le fond, pour elle, l'emportait sur la forme : ce qu'elle cherchait et préparait, c'était un régime qui lui rendît l'autorité effective et officielle.

Pas plus que le Tiers enrichi, le peuple n'était favorable à la Restauration. Il voyait trop bien, en elle, la revanche de l'émigration, le retour des hommes qu'il avait chassés de la Bastille, de Versailles et des Tuileries. L'égalité politique, proclamée jadis, lui était explicitement refusée. On le traitait en vilain, comme avant 1789; les droits féodaux, supprimés à jamais et d'impossible reconstitution, on avait trouvé moyen de le pressurer à nouveau et par de nouveaux procédés. Il fallait beaucoup d'argent au souverain, pour panser les plaies de sa no-

blesse, payer les indemnités des confiscations, doter les familles appauvries par les événements. Le budget grossissait peu à peu ; il avait sauté de 825 millions, en 1800, à 981 en 1825, et 1095 en 1830 ; le service de la dette seule avait triplé presque, sous les Bourbons rétablis, absorbant plus de 300 millions annuellement dans un pays, où la fortune publique n'était pas encore considérable. Qui payait toutes ces majorations de dépenses ? La plèbe, et surtout celle des villes. Tandis que les contributions directes étaient demeurées immuables, 264 millions en 1800, 291 en 1815, 271 en 1825, 270 en 1830, les contributions indirectes s'étaient accrues avec une vertigineuse célérité. De 1800 à 1825, elles se multiplièrent quatre fois, c'est-à-dire qu'elles grandirent dans la même proportion que de 1825 à 1882. On les chiffrait à 162 millions au début du Consulat, à 342 lors de l'entrée des alliés, à 567, à l'avènement de Charles X, et leur mouvement ascendant ne s'arrêta ni sous Villèle, ni sous Polignac. On conçoit l'irritation des couches inférieures de la population, auxquelles on demandait toujours davantage, tandis que, par surcroît, l'invasion subite du machinisme bouleversait toutes leurs habitudes et assombrissait leur avenir. D'ailleurs la construction des usines, la concentration de l'industrie, avec l'outillage mécanique nouveau, provoquaient la formation d'un rudiment de prolétariat. De la masse des ouvriers se séparait maintenant une fraction destinée à étendre rapidement son effectif, qui ne travaillait plus, comme jadis, dans les ateliers familiaux, mais qui allait s'engloutir dans les grands bâtiments, en armée disciplinée. Les chômages, la misère, avec l'évolution économique, se faisaient plus fréquents, plus pénibles ; dépossédés de leur instrument de travail, pri-

vés parfois du travail lui-même, les artisans sentaient gronder en eux les premières colères sociales, les revendications impérieuses engendrées par la souffrance et par la servitude. Ces prolétaires qui ne votaient pas, auxquels on ne laissait même pas l'illusion d'un droit, étaient mûrs pour entendre un langage nouveau, pour coopérer à toute subversion. La Restauration avait donc groupé contre elle la presque totalité de la nation française. Elle ne vécut quinze ans, que par miracle, ou plutôt, parce que la période 1789-1815 avait laissé, à tous, un extraordinaire besoin de repos.

III. C'est dans cette étape de notre histoire, alors qu'entre le régime économique et le régime politique, le divorce se creusait chaque jour, qu'apparurent les précurseurs du socialisme, les écrivains que depuis lors, on appela les « utopistes ». Babeuf avait poussé un cri de fureur contre les spoliateurs de la Révolution plébéienne ; sa critique de la société était brève, réduite à quelques idées générales, privée des développements, qui eussent flétri par le détail, tous les vices du monde issu de la réaction thermidorienne. Avec Saint-Simon et Fourier, — nous laissons l'Anglais Owen — surgit la protestation longuement motivée contre l'individualisme outrancier, que consacraient les institutions sociales. Il se peut que ces deux grands publicistes soient séparés par d'énormes dissidences des socialistes contemporains, et qu'ils aient été beaucoup moins avant, dans leurs constructions positives, que leurs successeurs de la monarchie de Juillet. Mais l'époque où ils vivaient était loin de leur fournir tous les matériaux, qu'un Henry Georges, un de Peepe, ou un Marx, purent utiliser dans la seconde moitié du siècle. Pour juger Fourier et Saint Simon, il faut se rappeler qu'ils croisaient

dans la rue, Talleyrand et Chateaubriand, Mme de Staël et Benjamin Constant, et l'on admirera, dès lors, en dépit de certaines lacunes, ou opinions rétrogrades, l'exceptionnelle puissance divinatrice qui fut en eux. Certes, ils ne s'affirmèrent point communistes ; ils renièrent même ce qualificatif, restant en deçà des Égaux de 1796, et fort en deçà, par leurs aspirations sociales. Ils n'exclurent pas non plus la religion, puisque la Providence et le christianisme jouèrent un rôle dans leurs systèmes. Ce que nous retenons d'eux, ce qui doit leur valoir l'estime du prolétariat universel, c'est le formidable assaut qu'ils donnèrent au régime social de leur temps, en se prononçant nettement contre l'économie anglaise ou pseudo-libérale. Ils laissèrent, — l'un, une philosophie de l'histoire, et une vision très claire de l'évolution en cours, l'autre une analyse tellement subtile, et un réquisitoire si complet et si serré contre la concurrence, que nous nous demandons, si on les dépassa jamais depuis. Ils eurent le mérite, la société nouvelle à peine constituée, ou plutôt vacillant encore dans ses assises, de discerner outre ses tares, outre son mal interne, et son germe mortel, les linéaments de régénération qu'elle portait en elle. De Saint-Simon, le monde reçut un principe d'orientation, et de Fourier, il apprit quelle déperdition de forces s'attachait au triomphe de l'industrialisme.

Si ces deux précurseurs peuvent être taxés d'utopie, si nous leur maintenons l'épithète que leur décernent habituellement les historiens conservateurs, et que nous ne saurions prendre en un sens fâcheux, ce n'est pas à coup sûr que leurs conclusions aient été totalement inapplicables. Déjà des emprunts partiels ont été faits à Fourier dans la pratique, et peut-être grandiront-ils encore en importance. Mais

il n'est pas interdit de proclamer utopiste, tout homme, qui devançant les conditions de son époque, scrute le futur plus que le présent et adapte sa pensée aux phénomènes à peine naissants. Or tel fut précisément le cas de nos deux précurseurs. Au moment où ils écrivirent, sous l'Empire et sous la Restauration, l'évolution économique se dessinait, mais ne s'exprimait pas encore dans toute son ampleur. Eux discernèrent la plénitude du développement, qui ne devait intervenir qu'à la fin du règne de Louis-Philippe ; ils exposèrent, d'autre part, des idées, formulèrent des revendications et des systèmes, que seuls, un petit nombre d'hommes pouvaient alors approuver et partager. Par eux, la critique socialiste anticipa sur la constitution d'un prolétariat. Avant de se dresser, le quatrième État, encore sommeillant, avait déjà un arsenal. Mais il n'en reste pas moins que Fourier et Saint-Simon léguèrent, aux écrivains socialistes de 1840, une énorme accumulation de matériaux, et aussi cet héritage plus précieux, une première conquête de l'élite intellectuelle, les premiers éléments d'une propagande extérieure.

IV. Nous passons sur la vie de Saint-Simon, une des plus étonnantes et des plus fécondes qui furent en ce siècle. A la différence de Gracchus Babeuf, il était issu de la haute aristocratie. Après avoir traversé une enfance heureuse, et vécu une adolescence dévorée de passions, il se fit instruire dans toutes les sciences, gaspilla sa fortune, et, un jour, se trouva jeté dans la pauvreté. Mais les détails biographiques ne sont point de mise ici. Mieux vaut cataloguer les concepts essentiels qui ressortent des ouvrages du penseur : la Réorganisation de la Société Européenne, l'Industrie, l'Organisateur, la Politi-

que, le Système Industriel, le Catéchisme des Industriels, les Opinions, le Nouveau Christianisme:

1° Saint-Simon a présenté une philosophie de l'histoire extrêmement neuve, d'une précision admirable, et, par là même, presque sans rapport avec celles qui avaient été élaborées avant lui. Vico, Lessing, Turgot, Kant, Herder, Condorcet, avaient prétendu formuler la loi de développement de l'humanité, mais ils n'avaient fait qu'entrevoir le processus de perfectibilité, sans signaler son terme final. Le résumé général de la Doctrine saint-simonienne, qui ne parut qu'en 1831, a insisté avec grand soin, et non sans raison, sur la découverte du chef de l'école. D'après lui, le but auquel aspirent les sociétés, c'est l'association universelle. Plus on remonte dans le passé, et plus étroite est la sphère d'action de ce principe. Il a engendré tour à tour la famille, la cité, la nation, la fédération assise sur la communauté de croyances, — tel le catholicisme, et ce stade n'a pas été dépassé. De plus, la lutte est incessante, dans les sociétés et entre les sociétés. Lorsqu'au contraire, l'association universelle aura triomphé, toutes les forces humaines seront harmonieusement combinées. L'antagonisme des hommes disparaîtra pour faire face à l'accord. Comment aboutira-t-on à cette solution bienfaisante? « Par l'amélioration constante, sous le rapport moral, intellectuel, physique du sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. » Voilà déjà une parole importante, et qui fixe le sens de l'évolution. Appliquant sa conception à l'histoire du passé, Saint-Simon nous rappelle, qu'à l'origine, l'être humain a été dévoré par ses semblables. L'esclavage fut un premier progrès, bien que l'exploitation de l'individu par l'individu embrassât alors la vie sous tous ses aspects. Le ser-

vage lui succéda, puis au servage, le salariat, progrès réels sans doute, encore qu'il n'y eût là que des formes atténuées : « Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe autour de nous, pour reconnaître que l'ouvrier, sauf l'intensité, est exploité matériellement et moralement, comme l'était autrefois l'esclave. » De plus, notre auteur remarque qu'il y a hérédité de la misère. C'est là l'observation profonde, originale, que personne n'a encore notée, et qui caractérise déjà l'œuvre saint-simonienne. Projetée sur l'ensemble des phénomènes écoulés depuis les débuts de l'humanité, la loi d'évolution, la philosophie élaborée par l'écrivain du Nouveau Christianisme, lui suggèrent les données fondamentales de la critique sociologique. La diffusion des connaissances expérimentales, introduites par les Arabes, a été, au XIIe siècle, un puissant ferment de Révolution. Le mouvement qui a abouti à 89 a surgi, tout entier, après l'affranchissement des Communes, des découvertes des savants. La noblesse et le clergé sont tombés, parce qu'ils ne servaient plus à rien, et que le déroulement scientifique même les vouait à l'anéantissement. Le pouvoir doit revenir à la classe industrielle, qui elle, mettra en œuvre toutes les inventions réalisées, et qui sera dirigée par les plus instruits. Ici se place le fameux développement, si étrange et si hardi pour le temps. « Nous supposons que la France perde subitement ses cinquante premiers physiciens, ses cinquante premiers chimistes, ses cinquante premiers mathématiciens, ses cinquante premiers poètes, ses cinquante premiers prêtres, (l'énumération continue assez longuement...), la nation deviendrait un corps sans âme. Que nous perdions, au contraire, Monsieur, la famille royale, les ministres, les nobles, il n'en résulterait

aucun dommage. Or aujourd'hui, ce sont ces inutiles qui commandent... Il y a trois groupes politiques : les rétrogrades qui veulent le retour de l'ancien régime ; les stationnaires qui veulent tout concilier, mais en vain ; enfin les libéraux qui se sont rués à la suite du bonapartisme, et qui n'apportent aucun élément d'ordre. » De toutes ces considérations, il résulte que seuls les industriels soustrairont le pays à la confusion en organisant l'industrialisme. Saint-Simon reconnaît ainsi la grande transformation économique que la chute de l'ancien régime a sanctionnée, et qui appelle sa conséquence politique. Comme pour lui, la domination de la science s'identifie avec l'avènement de la catégorie sociale qu'il appelle au pouvoir, et qui n'est autre que le Tiers enrichi, il n'hésite pas, il fait la théorie du gouvernement bourgeois, qui va s'ériger après 1830 — mais nous verrons qu'il y apporte de singuliers tempéraments.

2° La science n'est pas mise en contradiction avec la religion. L'auteur des Opinions n'est ni un athée, ni un incrédule. Loin d'opposer la conception scientifique à la conception religieuse, il les allie, fortifie l'une par l'autre. Mais cette conciliation des inconciliables n'embarrasse pas Saint-Simon, ne le tire pas en arrière ; au contraire, il estime qu'au monde nouveau, il faut une religion nouvelle, capable d'engendrer une politique nouvelle. Nous touchons ici au point faible de la doctrine, à la partie du système, d'où sortiront les extraordinaires aberrations de certains disciples, le mysticisme débordant de la fin. Les antinomies fourmillent : d'un côté, l'éloge de la philosophie positive, l'apothéose de la raison qui étudie la marche des civilisations, et résume toutes ses observations en une loi générale ; de l'autre, l'exaltation du christianisme primitif, de la morale

de Jésus, travestie par les Pères de l'Eglise, noyée dans le dogme, et qui suffira à diriger la société vers son but essentiel : l'amélioration la plus rapide possible du sort de la classe la plus pauvre. Comment édifier l'industrialisme sur ce protestantisme renouvelé ? Les idées sont vaporeuses, insuffisamment dessinées, mais comportaient-elles, en elles-mêmes, plus de clarté ?

3° Il n'y a pas de changement dans l'ordre social sans un changement dans la propriété. Encore une pensée originale, sinon en elle-même, du moins en sa forme lapidaire. « Il est évident que dans tout pays, la loi fondamentale est celle qui établit la propriété et les dispositions pour la faire respecter : mais de ce que cette loi est fondamentale, il ne résulte pas qu'elle ne puisse être modifiée. Ce qui est nécessaire, c'est une loi qui établisse le droit de propriété, et non une loi qui l'établisse de telle ou telle manière... car le droit individuel de propriété ne peut être fondé que sur l'utilité commune et générale de l'exercice de ce droit, utilité qui peut varier suivant les temps. » Retour à la tradition des évolutionnistes du précédent siècle. L'origine providentielle du droit de propriété est niée, comme elle l'avait été par les philosophes. L'institution devient création sociale, produit d'un contrat, apparaît toujours à la merci de la collectivité et de l'Etat. Voilà la brèche à l'économie libérale, qui esquivait le débat.

4° Saint-Simon ne réclame ni le suffrage universel, ni l'égalité absolue. Tout en combattant l'individualisme, il croit l'inégalité irrémédiable. Mais il estime que tous les hommes doivent avoir la faculté d'arriver à la première des existences sociales, par les services rendus. Pour les conspirateurs de 1796,

le but de la société était le bonheur commun, par le triomphe de l'égalité. Pour Saint-Simon, quoique le but soit identique, le moyen est des plus contestables. Il découle pourtant des principes posés, des tendances nouvelles, et qui méritent d'être consignées. Puisque l'ouvrier doit pouvoir s'élever par son labeur, l'Etat a mission de procurer du travail à tous les hommes valides, — c'est la reconnaissance du droit au travail ; en outre, « l'État s'efforcera de répandre, le plus possible, dans la classe des prolétaires, les connaissances positives acquises, et tâchera de garantir aux individus qui composent cette classe, des plaisirs et jouissances propres à développer les intelligences ». Le programme grandit, s'étale. Le prolétariat est signalé, pour la première fois, comme une classe absolument distincte. Nous sommes en plein dans l'étatisme, déjà salué par certains publicistes démocrates du XVIII[e] siècle, mais peut-être aussi, saisissons-nous un rudiment de socialisme.

5° En matière d'organisation, Saint-Simon a oscillé entre les systèmes politiques. Il a cru qu'il pouvait y avoir, comme au moyen âge, au temps de Louis le Gros, qu'il cite avec complaisance, un accord entre le roi et la classe industrielle. Il maintenait donc la monarchie telle qu'elle fonctionnait ; ailleurs, il réclama des modifications à la Charte ; ailleurs encore, il prophétisa la ruine du régime dynastique. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est qu'il voulait fonder une sorte d'aristocratie, où ce ne seraient pas les plus forts ni les plus riches, mais les plus instruits qui commanderaient, artistes, savants, etc.

6° L'auteur du *Nouveau Christianisme* a, le premier de sa génération, compris quels formidables changements la science devait amener dans les rap-

ports internationaux, dans les communications. On sait qu'il a prévu quelques-unes des grandes entreprises, percements d'isthmes ou autres, qui furent consommées ou tentées dans la seconde moitié du siècle, et cela explique, tout aussi bien que ses préférences pour l'industrialisme, — que les spéculateurs et les hommes d'argent ne l'aient point effrayé, et qu'il ait plutôt distingué en eux des serviteurs du développement futur.

Nous avons exposé les pensées maîtresses de Saint-Simon, telles qu'elles se présentent dans ses œuvres. Peut-être le lecteur estimera-t-il qu'elles ne furent pas toujours très solidement fixées les unes aux autres — et de fait, elles ne sont pas dépourvues de contradiction. Mais de cette agglomération peu systématique de notions parfois très claires, et très justes, et très audacieuses, il se dégage pourtant une impression qu'aucun autre écrivain ne suggérait jusque-là. Quelque affinité que le grand penseur, mort, — il faut le dire, car la date a son intérêt, — en 1825 — puisse offrir avec les encyclopédistes et leurs contemporains, par l'optimisme, par le sens de l'évolution, il les dépasse par l'interprétation qu'il a donnée de son époque, par la vision originale et sympathique de cette classe jusqu'alors confondue avec le Tiers — et même à peine naissante sous la Restauration — le prolétariat. Sa philosophie de l'histoire à elle seule lui mériterait une place dans les souvenirs de la démocratie sociale.

V. La doctrine du maître n'est pas restée immuable. Ses disciples, dont le nombre a été croissant à la fin de la Restauration, puis au début de la Monarchie de Juillet, l'ont modifiée, élargie, précisée, dépassant même, ou tout au moins outrant, sur certains points, l'idée initiale. C'est une véritable école

qui s'est formée autour de Saint-Simon, l'une des plus puissantes, non point par l'action, car elle n'exerça qu'une influence politique minime, mais par la pénétration morale, qu'on puisse signaler au cours du siècle. Son rayonnement mental fut tel qu'on retrouve encore ses traces, tout au début de la grande période de 1848. Elle a eu une histoire très agitée, où les conservateurs se sont plu à signaler des faits ridicules, et dont les dates principales furent la rupture d'Enfantin et de Bazard, puis l'exode à Ménilmontant, et enfin le grand Procès. Nous nous trouvons ici fatalement entraînés à déborder le cadre du chapitre, qui ne devait pas empiéter sur le règne de Louis-Philippe, mais il était trop difficile de séparer les Saint-Simoniens de Saint-Simon, et encore plus, puisque nous laissons les épisodes pour retracer les thèses, de rompre la chaîne des déductions, que, de 1825 à 1832, la secte tira de la pensée du fondateur. Ces déductions qui sont diverses, parfois disparates, tout comme la théorie-mère, il est impossible, dans l'ensemble, de les attribuer à tel ou tel des disciples, à Enfantin plutôt qu'à Bazard ou à Rodrigues. On pourrait dire ce qui fit le désaccord de ces derniers, mais pour les conclusions sur lesquelles ils s'accordèrent, on ne doit que les résumer sans rechercher l'origine de chacune d'elles. Elles ne se trouvent pas, au surplus, tout au long, dans une œuvre unique, puisque l'Exposé de la Doctrine, publié en 1831, dans la *Revue Encyclopédique*, ne saurait être tenu pour complet et intégral. *Le Producteur, l'Organisateur* et *le Globe,* c'est-à-dire les journaux qui appartinrent successivement aux Saint-Simoniens, méritent tout aussi bien d'être consultés, car ils constituent des recueils très importants pour l'é-

tude même du développement de l'idée du maître.

De même que plus haut, pour l'analyse de la philosophie sociale de Saint-Simon, nous procéderons par voie d'énumération. C'est une méthode peut-être très facile, puisqu'elle écarte les systématisations que d'aucuns préfèrent, mais elle a l'avantage de présenter les concepts sous un jour plus exact, avec leurs lacunes, leur enchevêtrement, voire même leurs antinomies. Nous ajouterons qu'on retrouvera ici une évocation brève des pensées fondamentales du chef de l'école : rappel indispensable, si l'on veut bien saisir la filière même des idées, et les suivre en leur processus.

1° L'antagonisme et la haine, la défiance et l'anarchie prévalent en tout et partout : dans la science, la politique, les beaux-arts et l'industrie, Or, l'histoire nous enseigne que l'humanité marque une tendance de plus en plus accusée à l'association, principe d'ordre et d'amour. A l'organisation militaire, doit ainsi succéder celle des travailleurs hiérarchisés.

2° La cause essentielle de la misère sociale est la forme de la propriété, qui remonte directement au droit de conquête. Partant de la formule évolutionniste de Saint-Simon, qu'ils adoptent en axiome, les disciples déclarent que la constitution de la propriété et son mode de transmission doivent être changés. Fait social et variable, le droit de détention de la terre et des instruments de travail subira une modification dernière, qui résultera d'un ordre de choses où l'Etat, et non plus la famille, héritera des richesses accumulées. Voilà donc la collectivité maîtresse des biens. Ira-t-on au communisme? Les Saint-Simoniens se défendent avec véhémence de verser dans cette solution extrême, et invoquent, comme argument essentiel de justification, leur formule de

répartition économique. Lorsqu'au lendemain de la Révolution de 1830, Dupin et Mauguin les dénoncèrent à la tribune de la Chambre, comme des partisans de la communauté de toutes choses, ils répondirent avec la dernière énergie. Le passage vaut d'être cité, puisqu'il éclaircit la thèse :

« Nous croyons à l'inégalité naturelle des hommes, et nous regardons cette inégalité comme la base même de l'association, comme la condition indispensable de l'ordre social. Nous repoussons le système de la communauté des biens, car cette communauté serait une violation manifeste de la première des lois morales que nous avons reçu mission d'enseigner, et qui veut, qu'à l'avenir, chacun soit placé selon sa capacité, et rétribué selon ses œuvres. Mais nous demandons l'abolition de tous les privilèges de naissance et par conséquent la destruction de l'héritage, le plus grand de ces privilèges. »

Mais, reprendra-t-on, une simple dénégation ne suffit pas, — et supprimer l'héritage équivaut, ou peu s'en faut, à supprimer le principe même de l'appropriation individuelle. Entre ce dernier mode et le communisme, les Saint-Simoniens préconisent l'association, et ici il faut encore leur laisser la parole, quitte à enregistrer — pour l'heure, — sans commentaires, la déclaration.

« Nous demandons que les instruments de travail, la terre et les capitaux qui forment aujourd'hui le fonds morcelé des propriétés particulières, soient exploités par associations et hiérarchiquement, — de manière à ce que la tâche de chacun soit l'expression de sa capacité, et sa richesse, la mesure de ses œuvres. » Il n'y a pas eu, en la matière, de formule plus claire dans les écrits de l'école.

3° Les Saint-Simoniens ne sont pas des révolu-

tionnaires. Munis de leur philosophie de l'histoire, ils estiment qu'ils ont le temps d'attendre, que la société se transformera par voie d'évolution lente et méthodique. Par cette abnégation devant le cours impassible des événements, l'on comprend qu'ils réussiront à n'inquiéter jamais très vivement, les pouvoirs publics établis.

4° L'école était-elle républicaine ? En politique, elle se garda d'affirmer la moindre préférence, bien qu'à son sens la marche même des choses dût fatalement et insensiblement démanteler la royauté. Nous verrons, au surplus, que les adversaires du Saint-Simonisme lui reprocheront cette indifférence qui se traduisit trop souvent, les exemples en font foi — avec Pereire et Michel Chevalier, — en relations un peu déconcertantes avec les souverains successifs.

5° Le résumé général de l'exposé de 1831 a essayé d'établir un programme d'organisation positive pour la société Saint-Simonienne ; on reconnaîtra, à la vérité, que ce plan est demeuré assez nébuleux, mais il n'en mérite pas moins d'être analysé, par les idées, neuves pour l'époque, qu'il contient. Nous savons déjà que les disciples de l'auteur du *Nouveau Christianisme* voulaient réunir tous les capitaux dans un fonds social exploité par association et hiérarchiquement. Ils en arrivèrent, vers la fin, à rêver d'un despotisme intelligent, plaçant au sommet de la hiérarchie, un homme qui eût résumé l'humanité et concentré en lui toute lumière, pour la répandre ensuite hors de lui. Il eût été la loi vivante « qui, d'un coup d'œil, dit Reybaud, et par une sorte d'intuition, règlera l'échelle des variations et des aptitudes, et le tarif des salaires. » Cette conception se rattache d'ailleurs au mysticisme qui prévalut, dans l'école, vers ses derniers moments.

A la base même du système économique, une puissante organisation du crédit : banque centrale dépositaire de la masse des fonds, et représentant le gouvernement dans l'ordre matériel, puis banques supérieures donnant crédit aux localités, et banques spéciales opérant la répartition entre les travailleurs.

L'éducation joue un rôle énorme — ce qui ne doit pas étonner, puisque le Saint-Simonisme a si fort apprécié la science. Elle comporte trois degrés, d'abord générale et commune, puis spécialisée dans l'un des trois ordres : beaux-arts, sciences et industrie, — puis appliquée. Il y a là l'une des idées les plus fécondes que la secte ait léguées à la démocratie.

Pour la législation, elle sera très simple, comme le comporte un régime où l'héritage ne jouera plus. Les pénalités seront adoucies, chacun étant du reste jugé par ses supérieurs immédiats.

6° En somme, ce programme manque de précision ; la notion religieuse des Saint-Simoniens, qui procède directement de celle du maître, n'en a guère davantage. « Expression collective de la pensée de l'humanité, synthèse de toutes ses conceptions, de toutes ses manières d'être, la religion doit prendre place dans l'ordre politique, et le dominer tout entier. C'est donc une théocratie fondamentale, et les rédacteurs de l'Exposé ne le dissimulent point. L'institution sociale, politique, considérée dans son ensemble, sera une institution religieuse. Il est vrai, et c'est une atténuation bien légère, au total, — que cette religion n'aura plus rien de commun avec l'ancienne, qui a croulé parce que le dogme est vieilli et insuffisant, — et qu'elle englobera la science, toutes les sciences, où éclate justement l'ordre providentiel des choses.

7° De ce sentiment théocratique au panthéisme,

au mysticisme, il n'y a qu'un pas. On sait comment il fut franchi, et què les Saint-Simoniens vinrent s'abîmer dans les exceptionnelles folies de la fin, dans la théorie bizarre du couple prêtre. Partis de la grande idée de l'émancipation de la femme, et de la condamnation du mariage moderne, « trafic honteux et prostitution légale », ils en arrivèrent, cheminant sous le couvert de leur aliénation religieuse, aux conclusions les plus incohérentes. Mieux vaut ne pas insister ici ; les adversaires de l'école, qui redoutaient surtout le rayonnement de ses idées sociales, ont assez exploité les dissentiments de Leroux et d'Enfantin, et l'appel à la femme, et les séances de la ruè Monsigny.

Si, de toutes les vues confuses, hétérogènes, que nous avons essayé de présenter, nous tâchons de tirer une conclusion, de déduire les notions que le socialisme a pu conserver, il en est deux, tout au moins, qui méritent d'être mises en relief : d'abord l'abolition de l'héritage entraînant comme conséquence l'établissement d'un état de choses très voisin, — quoi qu'en aient dit les Saint-Simoniens eux-mêmes, — du communisme, — et ensuite, la création de l'instruction publique, instrument indispensable de tout développement démocratique, et de toute ascension du prolétariat. Le reste ne saurait être retenu, il ne faut pas trop demander à chaque génération, dans la pénible et laborieuse poussée de l'humanité vers le mieux être et vers les solutions rationnelles.

VI. Fourier, à la différence de Saint-Simon, ne sortait pas d'une souche aristocratique. Toute sa vie durant, sa condition fut humble, et rien, sinon ses écrits, ne le signala à l'attention de ses contemporains. Son œuvre atteste une profonde érudition,

d'abondantes lectures, une analyse sagace et forte des phénomènes économiques. Elle s'échelonne par ailleurs, de 1808 à 1835 — la Théorie des quatre mouvements remontant à la première date, la Fausse Industrie à la seconde, et le Traité de l'Association et le Nouveau Monde Intermédiaire se plaçant dans l'intervalle, en 1822 et 1829.

De tous les écrivains qui ont attenté à l'ancienne économie politique, aucun n'a été autant bafoué. Plus tard Proudhon concentrera des haines furieuses; Fourier a été la cible aux sarcasmes, et même les gens d'esprit ne l'épargnèrent pas. Que la série de ses ouvrages présente quelques bizarreries de forme, et mêmes quelques étrangetés de composition et de pensée : peu importe. Qu'il ait manifesté parfois, comme dans les Quatre Mouvements, un orgueil exagéré, il n'en reste pas moins qu'il fût l'un des plus puissants novateurs de la première moitié du XIXe siècle. Son influence sur son époque, et aussi sur tout le développement de l'idée socialiste jusqu'en 1848, et après 1848, a été intense et apparente. Et c'est pourquoi, passant outre, comme pour Saint-Simon et les Saint-Simoniens, à certaines affirmations, qui heurtent le collectivisme contemporain, négligeant toutes les parties rétrogrades et caduques de la doctrine, nous pouvons et devons rendre hommage à un précurseur, qui fut, avant Marx, le critique le plus pénétrant du système industriel.

1° C'est l'aspect négatif, c'est l'argumentation destructive du Fouriérisme qu'il faut tout d'abord envisager, car c'est là qu'est le roc solide. Jamais le morcellement, l'impuissance du régime individualiste et capitaliste, l'extraordinaire déperdition de forces qu'il consomme; jamais les gaspillages permanents qui sont à sa base, n'ont été dénoncés et

condamnés avec plus de vigueur. Notre auteur a discerné, dès la première heure, au moment où la société nouvelle prenait son premier élan, les ferments malsains, les germes morbides qu'elle portait en ses flancs. Il a, en termes inoubliables, flétri la concurrence qui n'est que l'individualisme en action, et démontré qu'elle minait insensiblement le statut économique dont elle est le fondement.

« C'est en vain, philosophes, que vous aurez amoncelé les bibliothèques pour chercher le bonheur, tant que vous n'aurez pas extirpé la souche de tous les malheurs sociaux : le morcellement industriel, ou travail incohérent » (Théorie de l'unité universelle). — Voilà la pensée maîtresse. Fourier y revient sans trêve, sous des formes toujours variées. L'humanité est malheureuse, parce que ses membres ne se concertent pas dans leur travail, que chacun assume une initiative, et se soucie surtout de vaincre son adversaire. Il n'en résulte que souffrance pour les individus, qui s'écrasent réciproquement, et malaise pour le corps social, travaillé par ces luttes internes. De plus, les œuvres fécondes sont forcément écartées, puisque la population s'épuise dans une poussière de tâches non coordonnées. « En industrie civilisée, entendez capitaliste, tout individu est en guerre intentionnelle avec la masse, effet nécessaire de l'industrie antisociétaire ou monde à rebours. »

Mais Fourier ne se borne pas à poser l'affirmation ; bien avant les socialistes contemporains, il recherche quelle proportion d'inutiles suscite le système industriel. Il dresse un tableau des improductifs, parmi lesquels il distingue les parasites domestiques, femmes, enfants et valets —, les parasites sociaux, — soldats, fiscaux, manufacturiers, commer-

çants, entrepreneurs de transports, — et les parasites accessoires : chômeurs, sophistes, oisifs, auxquels il impose l'assimilation peu honorable des femmes publiques, des filous et autres professions décriées. Par ailleurs il estime que la moitié des manufacturiers, les neuf dixièmes des marchands, les deux tiers des agents de transport pourraient être supprimés pour le plus grand bien de tous (Unité Universelle). Il a d'ailleurs varié dans la fixation de ces proportions, puisque, dans les Quatre Mouvements, on trouve la phrase suivante : « le commerce pourrait s'exercer avec un quart des agents qu'il emploie aujourd'hui ; et il y a, dans la seule France, un million d'habitants enlevés à la culture et aux fabriques. »

Quelles sont encore les caractéristiques du mode économique qui s'est implanté ! D'abord les commerçants et agioteurs sont des maîtres omnipotents ; ensuite, la classe laborieuse est foulée odieusement, Fourier pousse de plus en plus son attaque contre l'économie libérale, qui, on le sait, professe pour les intermédiaires de toutes catégories, une sympathie sans limites.

« Les accapareurs et agioteurs ont trouvé des prôneurs parmi cette classe de savants qu'on appelle économistes, et, rien n'est plus respecté aujourd'hui que l'accaparement, et l'agiotage, qu'on appelle, en style du jour, la spéculation et la banque, parce qu'il est indécent de nommer les choses par leur nom »... Le commerçant est un corsaire industriel vivant aux dépens du manufacturier ou producteur. « Confondre ces deux fonctions, c'est ignorer l'alphabet de la science. » Voici qui est bien plus intéressant encore, car dans ce passage, on saisit le premier rudiment des développements qu'ont présentés plus tard le

« Capital » de Marx et le « Progrès et Pauvreté » de Georges. « L'industrialisme est la plus récente de nos chimères scientifiques. C'est la manière de produire confusément, sans aucune méthode de rétribution proportionnelle, sans aucune garantie pour le producteur ou salarié de participer à l'accroissement de la richesse. Aussi voyons-nous que les régions industrialistes sont autant et peut-être plus jonchées de mendiants que les contrées indifférentes à ce genre de progrès. » — Et ailleurs : « On a si bien reconnu le cercle vicieux de l'industrialisme, que de toutes parts, on commence à le suspecter et à s'étonner que la pauvreté naisse, en civilisation, de l'abondance même. » La critique est absolue, pleine de sens, irréfutable, accablante.

2° Au rebours des Encyclopédistes, et tout comme Saint-Simon, Fourier apparaît pleinement religieux. A l'inverse du dogme catholique, il proclame la liberté et la sainteté des passions. Combinez avec cette réhabilitation, l'affirmation d'une action providentielle immanente : vous avez tout le système de l'inventeur du Phalanstère, à la fois panthéiste et sensualiste : Il y a, en effet, un plan de Dieu, et toute la science sociologique consiste à le découvrir. Pour être heureuse, l'humanité n'a qu'à se conformer à la volonté divine, qu'il n'est point malaisé de définir. Un même mécanisme fait mouvoir le monde planétaire et le monde social : l'attraction. Et partant de ce principe, Fourier nous montre que tout le mal passé et présent résulte exclusivement des entraves apportées par le législateur au jeu des passions, qui ne sont elles-mêmes que d'innombrables modalités de l'universelle attraction. La morale, qui nous régit, est erronée et fatale, parce qu'elle est conçue tout au contraire de l'attraction passionnelle, et qu'elle

nous enseigne à être en guerre avec nous-mêmes. Il faut passer sur les détails, sur les classifications où l'auteur se complaît. Sa conclusion est fort simple. Pour fonder une société viable, durable, heureuse, il suffit de permettre aux hommes d'associer, d'allier leurs impulsions naturelles, qui les entraînent peut-être au mal, s'ils s'y livrent individuellement et séparément, — dont l'équilibre deviendra admirable, dans un groupe de plusieurs centaines de personnes. Fourier rassemblera mille cinq cents ou mille six cents citoyens, d'inégalité graduée en fortunes, en âges et en caractères, en connaissances théoriques et pratiques. Les travaux, dans cette cellule sociale, — car la société n'est plus qu'une juxtaposition de phalanstères — seront infiniment variés, et par suite, infiniment attrayants. Tels sont les fondements du régime social préconisé. Le philosophe ajoute, d'ailleurs, que cette conception n'est pas un produit de l'évolution, et qu'elle eût pu surgir beaucoup plus tôt.

3o L'Etat est-il appelé, dans cet ordre nouveau, à un rôle quelconque ? Fourier a la haine de l'intervention gouvernementale, de tout ce qui peut se qualifier pouvoir. La formation qu'il rêve se dressera en toute spontanéité, sans que s'exerce le moindre rouage administratif. L'auteur des Quatre Mouvements diffère, à cet égard, de Saint-Simon qui voulait une forte armature sociale et une hiérarchie bien comprise ; on le classerait — et on l'a déjà rangé — non sans raison, parmi les anarchistes ou communistes libertaires. S'il se rapproche de Rousseau qui condamnait dans le passé, la réglementation collective, comme génératrice du mal commun, il s'en éloigne en ce que le philosophe de Genève attendait à peu près tout de cette même puissance collec-

tive — au point qu'on a désigné en lui le père des Jacobins.

4° Fourier attaque-t-il l'héritage, la propriété ? Il les respecte comme institutions quasi-providentielles. Quelques sympathies qu'il montre pour la classe non possédante, il n'entend pas spolier les possédants. Dans son phalanstère, il réserve d'abord une part, et non pas infime, au capital. Son idéal n'est point le communisme, mais il estime que la participation aux bénéfices réduira et supprimera le salariat. Il a surtout foi dans l'association sous toutes ses formes : la coopération, le syndicat, parce qu'elle seule permet d'éviter le prodigieux gaspillage de l'industrialisme et qu'elle bouleversera les conditions de la production. Socialement parlant, et si l'on s'en tenait au phalanstère en lui-même, le régime sociétaire ressemblerait assez à celui préconisé à notre époque par les conservateurs, qu'épouvante l'ascension du socialisme. Il aboutirait exclusivement à remanier le mode de répartition, sans toucher à la base même de l'appropriation, car Fourier a beau dire que tout membre du phalanstère est copropriétaire de toutes les terres et de tous les capitaux possédés par le groupement, il n'en est pas moins vrai, que, répudiant le communisme, il dénonce lui-même la vanité et la stérilité de sa formule. La distinction même du capital, rémunéré à 4/12 de la valeur du produit, du travail rémunéré à 5/12, et du talent, rémunéré à 3/12, précise encore mieux sa pensée.

5° Mais les embryons de conception socialiste ne font pas défaut dans la partie positive même du système économique. Dans la cité d'Harmonie, nul ne se verra refuser de l'ouvrage, s'il en sollicite : « Nous avons passé des siècles à ergoter sur les

droits de l'homme, sans songer à reconnaître le plus essentiel, celui du travail, sans lequel les autres ne sont rien. » Ensuite nul ne pourra être contraint à la misère ; le paupérisme dévorant du monde moderne sera extirpé : « il faudra que le peuple jouisse d'une garantie de bien-être, d'un minimum suffisant pour le temps présent et à venir, et que cette garantie le délivre de toute inquiétude pour lui et les siens. »

Nous laissons de côté à dessein certaines autres parties de l'œuvre de Fourier, bien que les considérations par lui émises sur le rôle de l'agriculture, et surtout à propos de l'émancipation de la femme puissent mériter de prendre place dans un exposé plus étendu. Il nous a suffi de mettre en relief les idées maîtresses, de laisser pressentir quels emprunts le socialisme contemporain, soit dans le domaine critique, soit dans le domaine de l'affirmation, a pu faire à une doctrine, vieille en moyenne de trois quarts de siècle. Ces emprunts ne sont pas médiocres. Mais Fourier ne s'est pas borné à enchaîner des théories vraies ou fausses, surannées ou hardiment novatrices. Chef d'école, s'il n'a pas, plus que Saint-Simon, créé un parti, (et son absence totale d'idée politique ne lui en fournissait guère le moyen), il a engendré une secte qui a tenu jusqu'aux journées de Février, un large rôle historique. Le maître n'était l'adversaire ni de la royauté ni de l'église. Les disciples descendront dans l'arène, et déduisant de la pensée de leur éducateur philosophique, des conséquences rationnelles, se placeront à l'avant-garde de la démocratie. Entre l'école Saint-Simonienne et l'école Fouriériste, il y aura même cette différence importante, que la première se portera partiellement vers les pouvoirs constitués, tandis que la

seconde, plus plébéienne, plus sympathique au prolétariat, s'affirmera révolutionnaire, et prolongera son influence d'autant, jusqu'à l'apparition du système plus coordonné et moins hétérogène de Louis Blanc.

VII. Pendant que l'action des idées Saint-Simoniennes et Fouriéristes, s'exerçait non point sur la foule, mais sur une élite généreuse, une sourde fermentation travaillait la société française. Pour beaucoup, les journées de Juillet 1830 furent un coup de foudre ; en réalité, elles s'étaient élaborées dans l'ombre. Que l'apparition des thèses socialistes ait largement contribué au renversement de la Restauration, il y aurait exagération à l'affirmer. Qu'elles y aient été tout à fait étrangères, on ne saurait l'avancer, sans méconnaître ce principe qu'aucune idée ne se perd, même dans les milieux les plus réfractaires.

Il faut voir, dans le soulèvement qui suivit les Ordonnances, le retour offensif, et cette fois définitif, de la bourgeoisie contre la noblesse d'ancien régime, de l'industrialisme et de la propriété mobilière, contre l'agrarianisme et la propriété immobilière. Les hommes d'opposition dynastique, qui poussèrent le peuple à la bataille, contre l'armée de Marmont, ne rêvaient ni République, ni progrès social, ils ne méditaient que la Restauration du régime qui avait prévalu, après le 9 thermidor, avec le Directoire, et qui avait si admirablement profité à leur développement matériel, ce n'était même pas la bourgeoisie moyenne qui appelait l'émeute : c'était la grande bourgeoisie refoulée par le drapeau blanc ; c'étaient, comme on l'a dit, les banquiers, pressés d'élever leurs privilèges à la hauteur de leur domination économique. Le prolétariat confondu pêle-mêle avec

les marchands, les écrivains du juste milieu et les polytechniciens, se fit tuer : il ne gagna rien autre à cette seconde Révolution, où il mit toute son âme, où il crut recueillir un sort meilleur, un droit social moins théorique, et qui ne servit au fond que la coterie d'ambitieux, de spéculateurs et de grands industriels, serrée autour de Thiers, de Guizot, de Laffitte et de Casimir Périer. L'heure est arrivée de la suprématie des usiniers. Elle ne tardera pas à s'affirmer par les impitoyables répressions des mouvements ouvriers. L'ère de la lutte bourgeoise terminée, s'ouvre l'ère de la lutte prolétarienne. Celle-ci sera autrement lente et pénible que l'autre : issue de l'expansion même du machinisme et de la richesse, défendue par la garde nationale, la puissance des manufacturiers aura beau vaciller à maintes reprises. Elle subsistera, parce qu'elle plonge dans l'évolution économique même, des racines toutes jeunes, croissantes, tenaces, pleines de sève. Mais désormais la situation s'éclaircit. Le Tiers d'autrefois s'étant segmenté en deux fractions antagonistes, il va paraître un quatrième État.

IV

LE PREMIER SOULÈVEMENT PROLÉTARIEN

LES LUTTES DE CLASSES DE 1830 A 1840

I. Le sens de la Révolution de 1830 se précise ; la couche supérieure de la bourgeoisie s'est installée au gouvernement, substituant les noms roturiers de ses ministres aux particules des ministres de Charles X. La Charte a été proclamée une vérité ; les bases de la royauté constitutionnelle, consolidées ; les garanties essentielles de la liberté, affirmées et sanctionnées. Le pouvoir nouveau, issu des barricades, sorti du soulèvement populaire, ne tardera pas à oublier son origine, à l'envelopper d'ombre, pour tendre à l'arbitraire et à l'absolutisme masqué. La royauté de Juillet essaie de renouer la chaîne des temps, d'effacer la tache de sa naissance, de se faire traditionnelle, héritière de la légitimité d'antan. L'évolution était fatale : il était impossible qu'elle ne se produisît point.

Que Louis-Philippe se fût déclaré monarque révo-

lutionnaire : où eût été son appui, la racine de sa souveraineté? En Juillet, le peuple n'a été qu'un appoint, le bélier inconscient, le bras qu'on arme et qui obéit au mot d'ordre. Juillet n'avait été conçu par ses promoteurs, l'entourage des Laffite, des Thiers et des Guizot, ni dans l'intérêt de la famille d'Orléans, ni dans celui de la foule des artisans et des ruraux. Leur but était purement et simplement la subversion de la domination des terriens et l'instauration de la grande bourgeoisie manufacturière. Une royauté qui se fût étayée sur l'ensemble de la nation, qui eût avoué pour fondement le droit public de la Révolution, n'eût point répondu à leurs visées profondes, car elle eût nécessairement méconnu ou réduit leur privilège économique et leur privilège politique, contrefort et paravent du premier. A cette bourgeoisie dirigeante, qui joue de l'insurrection, qui la fomente, puis l'apaise, et au besoin la réprime, au gré de ses ambitions de classe, le régime censitaire est indispensable. Le prolétariat doit être écarté de l'éligibilité, même de l'électorat, car la seule reconnaissance du suffrage universel serait une violation du principe oligarchique. Si l'ouvrier vote, il protestera ou fera protester contre tel système douanier, contre le grossissement des contributions indirectes, contre l'établissement du réseau très serré et très adhérent, que les possédants dressent de jour en jour autour du budget, pour le recueillir tout entier et le tourner à leur profit exclusif. Les grands usiniers de Juillet n'admettront pas même au scrutin législatif la petite bourgeoisie, ni les intellectuels d'alors, parce que ceux-ci commencent à marquer des tendances novatrices et dangereuses, inspirées du Saint-Simonisme et du Fouriérisme, et que celle-là apparaît plus mena-

çante encore, par le contingent qu'elle développe rapidement, à la faveur de l'expansion commerciale, qui lui permet de s'enrichir et de s'élever.

Donc Louis-Philippe, sous peine de perdre l'assiette de sa royauté, le concours dévoué et intéressé de la grande bourgeoisie, sera contraint de gouverner contre l'immense majorité des citoyens. Il pourrait, il est vrai, rompre avec les banquiers et les industriels, faire appel à la petite bourgeoisie et aux artisans, mais l'éventualité serait pleine de périls, parce que ni l'une ni l'autre de ces classes n'est pétrie d'esprit monarchique. De même qu'ils ont contribué à renverser Charles X, au nom du droit prééminent de la souveraineté nationale, boutiquiers et ouvriers peuvent tout aussi bien jeter la monarchie orléaniste à la frontière, et logiquement, dès la première heure, cette solution s'impose à eux, et c'est le seul défaut d'une force suffisante qui paralysera leur décision. Planter son drapeau au milieu d'eux eût donc été pure folie : autant bâtir sur le sable. Le gouvernement de Juillet s'est trouvé acculé, et dès le début, aux mêmes expédients que le gouvernement italien, révolutionnaire lui aussi par essence, après son entrée dans Rome par la brèche de la Porta-Pia. Une royauté moderne, au contraire des royautés du moyen âge, et point n'est besoin d'expliquer ici la différence, ne saurait s'appuyer sur le peuple contre la féodalité ; mais nécessairement, elle doit se servir de la féodalité nouvelle contre le quatrième Etat, et il n'est point d'exemple qui démente cette vérité. Entre le régime monarchique et la classe prolétarienne, il n'y aura ni alliance, ni tolérance mutuelle. L'un est à l'antipode de l'autre ; celle-ci apparaît comme la négation de celui-là ; quels que soient les avis oppo-

sés, le socialisme est inéluctablement républicain.

La fortune de la monarchie Philippiste était liée à la fortune de la grande bourgeoisie manufacturière. Tant que cette catégorie sociale serait assez forte pour écarter la petite bourgeoisie et le prolétariat des salles de vote, Louis-Philippe demeurerait inébranlable. Mais, par une conséquence surprenante et rationnelle, au fur et à mesure que l'oligarchie financière accroissait son opulence et ses revenus, et que grandissaient ses usines, sa suprématie s'effritait, ses fondements s'usaient ; ses adversaires multipliaient leur énergie : les petits bourgeois, grâce à l'extension même de leur activité commerciale, et les prolétaires, sous le couvert de la concentration industrielle.

Les dirigeants de 1830-1831 auraient-ils pu accepter la République ? De même que la dynastie était contrainte de s'associer à leur cause, de même ils devaient la soutenir, écarter le principe du gouvernement démocratique. Ils ne savaient pas encore que la structure interne d'une société et surtout sa conception de la propriété, ne correspondent pas toujours à sa forme politique, et que le droit égal de tous aux fonctions, le suffrage universalisé se concilient, sans trop de difficultés, avec le maintien des prérogatives économiques d'une minorité. La seconde République, et la troisième, nous ont fourni de cette juxtaposition de systèmes antithétiques, des illustrations assez édifiantes ; mais l'épreuve n'avait pas été faite, et la grande bourgeoisie à qui février 1848 arracha la votation populaire, était incapable de l'accorder spontanément, bénévolement. Conséquente avec elle-même, elle voulait asseoir son hégémonie sociale sur son hégémonie politique, — fidèle à cet égard à la méthode adoptée par l'aristo-

cratie terrienne au lendemain de 1815. Elle se serra autour de Louis-Philippe, au prix du maintien d'un cens élevé, comme la noblesse, en 1789, s'était serrée autour de la royauté légitime. L'orléanisme ne fut pas seulement un régime gouvernemental, une période dynastique : il fut l'apothéose du capital mobilier.

La République, dont l'idée surgira de tous les soulèvements, de 1831 à 1839, était d'autant plus chère aux classes écartées du pouvoir, qu'elle était plus exécrée par la couche dominante. Mais dans les premiers mois qui suivirent Juillet, elle se réduisit, ou peu s'en faut, à une formule creuse, à laquelle même les masses des faubourgs n'attachaient aucun sens de rénovation profonde. Il faut se rapporter à la déclaration qu'Huber fut chargé de lire, au lendemain de la chute de Charles X, pour sentir combien les Républicains de cette époque étaient éloignés de ceux de 1848 et même de ceux de 1833, dont nous dirons les aspirations. Ni le changement du mode d'appropriation, ni le relèvement de la classe ouvrière, ne paraissaient désirables à ceux qui écoutaient alors Bastide, Guinard, Thomas et Cavaignac, et qui, au moment du procès des ministres, les 21 et 22 décembre 1830, essayèrent de recommencer Juillet. Et quant aux Saint-Simoniens, ils auraient volontiers accepté la dictature de Lafayette, comme l'attestent certaines démarches. Pour secouer un peu les esprits, préciser les limites des partis, mettre, derrière la façade des groupements républicains, la fermentation des pensées sociales, il faudra que le soulèvement du prolétariat Lyonnais vienne signaler au monde la naissance d'une force nouvelle.

II. La Restauration était tombée, parce que la souveraineté des terriens était un anachronisme, et

que la royauté d'ancien régime n'avait pu s'étayer sur la féodalité financière. La monarchie de Juillet était vouée à une chute presque aussi prompte, parce que l'évolution économique, qui l'avait élevée, ne tarda pas à travailler contre elle, en rétrécissant sa base. Il faut envisager ici la dislocation progressive, qui s'opéra dans la bourgeoisie même, dès qu'elle eût réalisé ses visées et accaparé le pouvoir. Elle se subdivisa très vite en deux couches d'abord à peine distinctes, puis séparées, puis opposées, au point que l'une se crut obligée de se rapprocher de l'ancienne noblesse, et que l'autre fit appel au prolétariat, et l'encadra, en lui accordant des concessions théoriques parfois importantes.

La couche supérieure avait tiré sa première richesse de l'acquisition et de la vente des biens nationaux, c'est-à-dire des lois subversives de la propriété, qu'avait édictées la Constituante. Lorsque les machines parurent, que l'industrie se transforma, elle seule avait assez de capitaux accumulés pour exploiter les grands changements qui s'affirmaient dans les modes de production. Mais fondant de vastes usines, des manufactures où venaient s'entasser des centaines, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, acquérant et actionnant l'outillage coûteux du temps nouveau, distribuant aux siens des dividendes considérables engendrés par les échanges stimulés, elle expropriait méthodiquement, automatiquement, la petite industrie, qui périclitait aux mains de la petite et de la moyenne bourgeoisie, aux ressources insuffisantes. Une première scission se fit donc ; la haine monta parmi les dépossédés, contre les grands capitalistes qui accaparaient le marché, tuaient toute concurrence, et, avec une rigueur méthodique, jetaient les adver-

saires moins vigoureux dans le chômage, et vers le dénuement. La ruine des uns accumulait les fortunes au profit de quelques autres, une minorité toujours plus restreinte. En même temps qu'elle pesait sur le prolétariat, l'évolution créait un feuillet inférieur dans la catégorie dirigeante, formait une cassure de plus en plus nette dans les rangs de la bourgeoisie.

Mais les moyens et petits bourgeois évincés de la production, puis, peu après, avec la constitution des réseaux ferrés, des transports, se réfugièrent dans le commerce. Là, ils pouvaient encore subsister quelque temps, parce que les conditions du négoce sont moins instables, se transforment moins vite, et que surtout, au début de la période de l'industrialisme, les intermédiaires sont appelés à se multiplier et à prospérer. Fourier nous a décrit l'énorme expansion du nombre des marchands qui vivent à la fois sur le producteur et le consommateur, parasitisme inévitable en tout état de la société individualiste, mais tout spécialement au moment, où suivant les progrès mêmes de la fabrication, les échanges se développent avec rapidité. La monarchie de Juillet, marquée par un merveilleux essor des statistiques, — nous présenterons plus loin des chiffres, — offrait donc aux intermédiaires de toute nature un champ d'activité illimité. Ainsi se constitua à côté, ou plutôt en hostilité avec la grande bourgeoisie industrielle, la petite bourgeoisie commerçante, qui demeura sous Louis-Philippe, dans la phase d'agitation violente du début, dans la phase de résistance pacifique de la seconde moitié du règne, et dans les dernières semaines, jusqu'à Février, un élément d'opposition tenace, irréductible. La dépossession économique dont elle était la victime, s'aggravait

encore à ses yeux de la déchéance politique dont elle était frappée. Privée pour une partie de l'électorat et, pour une plus large fraction, de l'éligibilité, elle ne conçut point la possibilité de se défendre par les voies purement légales, par le jeu des institutions sanctionnées. Elle ne se demanda point si sa décadence n'était pas une conséquence forcée des découvertes scientifiques et des changements intervenus dans l'activité industrielle : elle ne vit que sa misère sociale ; elle en souffrit d'autant plus cruellement que ses spoliateurs ne lui laissaient pas la consolation, la satisfaction morale du droit de vote, de la participation au gouvernement. Les ministres et les fonctionnaires supérieurs ne se recrutaient point parmi elle : les hauts grades de la garde nationale lui étaient fermés ou à peu près. Et de la sorte, elle s'aigrit peu à peu, se tourna contre le régime, qui ne comprit ni ses avertissements, ni ses clameurs.

Au début du règne, c'est seulement une élite pensante et remuante de cette petite bourgeoisie qui entre dans les sociétés secrètes, où elle n'apporte que des vues étriquées, exclusives de toute pensée d'ensemble : mais enfin, elle dresse une organisation. Elle s'inspire surtout de la tradition anticléricale de la première Révolution, applaudit à toute poussée contre le parti prêtre, car la grande bourgeoisie industrielle, glissant sur la pente naturelle, revient bien vite à la religion qu'elle a désertée sous Louis XVIII et sous Charles X, d'abord par éducation, ensuite par haine des agrairiens et de la Congrégation, associés dans l'exploitation de la France. Puis, peu à peu, les petits bourgeois, stupéfaits de l'énorme puissance qu'ils aperçoivent confusément dans le prolétariat, essaient de négocier

avec lui, de l'attirer à eux, de confondre leur mince programme politique avec ses aspirations sociales. Nous suivrons cette lente élaboration dans les sociétés, surtout après le grand soulèvement Lyonnais et le désastre des funérailles de Lamarque. Mais cette couche inférieure de l'ancien Tiers n'a ni les audaces, ni la force révolutionnaire de la grande bourgeoisie. A dater de 1834, elle se renferme dans l'opposition constitutionnelle, abandonne la rue où elle n'a remporté que des défaites, et pendant quatorze ans, demeure presque silencieuse. La monarchie de Juillet n'en croulera pas moins, le jour où le travail des phénomènes économiques aura tellement réduit ses fondations qu'elle ressemblera à une pyramide sur sa pointe : elle tombera d'elle-même, sans combat, sans effusion de sang, délaissée, et par les petits bourgeois qui ne lui ont jamais été dévoués, et par les manufacturiers qui n'en attendent plus rien, et qui estiment sa défense impossible et périlleuse. Quant au prolétariat, exclu totalement par la Charte, son rôle était tout tracé.

III. Pendant quatre ans après Juillet, jusqu'au lendemain des journées d'Avril, la France fut en proie à une incessante, universelle fermentation. Ce n'étaient pas les écrits des philosophes sociaux, — peu lus dans la foule — et d'ailleurs sans grande influence politique, qui développaient cette excitation, si nouvelle pour tous ceux qui n'avaient point vu 1789. Elle n'était que la suite logique de la Révolution de 1830. Une société aussi profondément bouleversée et dont la hiérarchie est si soudainement disloquée, ne saurait reprendre, en un instant, son équilibre. Il y a dans l'histoire des périodes d'élaboration intellectuelle, où les faits sont rares, où, sous un calme superficiel, sous une apparente

torpeur, se préparent des cyclones, telle celle qui ira de 1840 à 1848 ; il en est d'autres, presque vides pour le progrès des idées, et qui sont tout entières remplies par les événements de la rue. On ne peut dire qu'il y ait eu paralysie complète de la pensée française, au début de juillet, puisque le Saint-Simonisme était bien debout, et que Fourier se répandait, mais il n'en reste pas moins que la phase de 1830 à 1834 et même de 1834 à 1839, jusqu'à la la catastrophe dernière des Saisons, est surtout notable par les actes insurrectionnels qui l'ont jalonnée.

1830 avait ébranlé tout le fonds solide des concepts sur lesquels avait végété la société de la Restauration. En politique, la royauté constitutionnelle, respectueuse de la Charte, assise sur la volonté populaire, s'était substituée à la royauté absolutiste, dédaigneuse du statut et assise sur la légitimité de droit divin. Dans l'ordre social, l'antique noblesse, celle de Coblentz, avait définitivement sombré, laissant surgir à sa place le capitalisme industriel. Dans l'ordre religieux, la fuite de Charles X apparaissait comme la défaite de la Congrégation, du catholicisme théocratique, qui avait prétendu régenter le pays, de Villèle à Polignac. Trois Révolutions enfermées en une seule. Ce n'était pas en un jour que la monarchie nouvelle pouvait s'implanter, ni la nouvelle classe dirigeante extirper toute résistance, ni la religion triompher de la malveillance publique. L'atmosphère avait été si rudement secouée, que ses atomes n'étaient plus que mal coordonnés. La victoire des faubourgs sur l'armée régulière avait suscité de tels espoirs, que la crainte des troupes était désormais annulée. Comme la force populaire avait rompu un état de choses, on

pensait que cette force pouvait s'exercer impunément, indéfiniment, brisant les obstacles successifs, sans rencontrer d'autres forces assez puissantes pour la réduire. La théorie de l'émeute à jet continu germa alors dans les esprits. La propagande était lente ; il semblait que par l'appel aux citoyens, on dût cheminer plus vite, brûler les étapes, supprimer Juillet comme on avait aboli la Restauration. Il n'y avait d'ailleurs plus de point inébranlable en morale, en droit politique, autour duquel le ralliement pût s'opérer. Les soulèvements montaient vers le ciel bleu, comme des flambées subites. Quelques roulements de tambour, et les flots grondaient par les rues, bourgeoisie moyenne et plèbe confondus, républicains et bonapartistes mêlés. 1793 et 1805 voisinaient, tandis que la Chouannerie et la Vendée s'organisaient dans l'Ouest. C'était l'anarchie complète des esprits ! Autour des minorités compactes des sociétés secrètes, des milliers et des milliers d'hommes venaient se serrer, ignorant parfois pourquoi ils luttaient, pourquoi ils tuaient, pourquoi ils mouraient : le romantisme de l'insurrection. Un jour, c'était contre les ministres de Charles X, mis en jugement, que tonnait la colère des masses ; un autre jour, contre le nouveau régime qui restreignait le suffrage ; un troisième contre le clergé, l'allié des réactions. On allait réclamer du pain jusque sous les fenêtres du Palais-Royal, un soir de fête ; puis sans transition, le torrent s'élançait contre les prêtres, saccageant Saint-Germain-l'Auxerrois, l'Archevêché, la sacristie de Notre-Dame, les Missionnaires de la rue d'Enfer, les Jacobins de Montrouge, interdisant la rue aux soutanes. Aucune époque de notre histoire ne fut plus troublée, plus pleine de collisions de places publiques et d'hé-

roïques échauffourées ; et pourtant il n'en serait rien resté que d'admirables souvenirs, si le prolétariat lyonnais n'avait signifié au monde, en termes ineffaçables, les revendications neuves du quatrième Etat.

A maintes reprises, la dynastie d'Orléans vacilla. Elle eut des heures sombres, lorsque, dans le lointain, crépitait la fusillade de Saint-Merri ou de la rue Transnonain. La monarchie subsista, parce que la grande bourgeoisie veillait sur son salut, qu'elle tendait entre les émeutiers et l'armée sa milice de classe : la garde nationale. Ces bataillons de bonnetiers, de merciers, d'épiciers, ces cohortes ventrues, sorties de la rue Saint-Denis et du Marais, ont suscité, suscitent encore, après plus d'un demi-siècle, les risées et les sarcasmes. Leur rôle historique est pourtant net. Il faut laisser les individus, que la caricature a transmis à la postérité, oublier les extraordinaires intrigues qui enveloppaient la nomination d'un lieutenant ou d'un capitaine. L'institution seule est intéressante. De même que les empereurs romains avaient mis autour de leur despotisme, une ceinture de prétoriens, les gardes nationaux entourèrent d'une lisière de baïonnettes, les prérogatives du Tiers dirigeant, et l'organisation oligarchique de Juillet. Ils furent les défenseurs scrupuleux, jaloux, intraitables du Statut censitaire, de la légalité philippiste, tant que le mouvement des idées et l'évolution économique ne vinrent pas disloquer à fond et scinder la bourgeoisie en deux fragments d'importance inégale, l'un restreint et dévoué au cens, et l'autre beaucoup plus puissant par le nombre et favorable à l'extension du suffrage. Ils furent braves, belliqueux, enclins aux répressions farouches, jusqu'au jour où ils

s'estimèrent les plus faibles ; ils capitulèrent devant les premiers frémissements de l'émeute, dès qu'ils se jugèrent incapables de résister. En février 1848, ils abandonnent la royauté ; de 1830 à 1834, ils la servirent aveuglément, en servant leur propre cause. L'armée, même avec le recrutement de l'époque, pouvait trahir, si elle pensait que son intérêt le lui commandât, ou si ses cadres inférieurs étaient gagnés par les propagandistes. La garde semblait prémunie contre toutes les infiltrations, parce que le sort de nombre de ses membres était lié à celui de la couronne, et qu'en somme les soulèvements qui fusaient du pavé parisien, menaçaient tout aussi bien le privilège de la grande bourgeoisie que l'institution dynastique. Or, cette grande bourgeoisie était la maîtresse de la milice urbaine dont elle occupait tous les grades élevés, qu'elle enserrait dans ses multiples influences, qu'à part quelques corps connus et surveillés, elle avait réussi à s'attacher. On la vit à l'œuvre, en face des barricades qui se dressèrent jusqu'en avril 1834. Elle savait mourir, non point pour un principe, mais pour sa propriété et ses attributs politiques.

La couche dirigeante du Tiers, protégée, dans la rue, par son armée de classe, avait occupé, par des créatures à elle, tous les postes importants de l'État. De 1830 à 1840, la vieille noblesse ne reparaît plus guère dans les conseils : ce sont des noms nouveaux qui figurent sur les listes, d'allure presque toujours roturière : grands industriels, avocats sans cause, écrivains pseudo-libéraux, bref toute une catégoric de gens que la Restauration avait relégués dans les bas emplois, ou même exclus du service public. Ce qu'il y eut de remarquable dans le personnel chargé de sauvegarder le bloc social, c'est qu'il trouva

moyen de donner au pays l'illusion de dissidences, qu'il vint former, en son sein, à côté de la partie gouvernante, une opposition. Les hommes de la résistance se heurtaient aux hommes du mouvement; les uns et les autres visant, d'ailleurs, au maintien pur et simple du *statu quo*, également opposés à toute mesure qui eût élargi la base des institutions. Au total, ils remplirent à merveille leur rôle. Point n'était aisé de supprimer l'agitation qui courait, d'une frontière à l'autre, depuis juillet 1830. Casimir Périer symbolisa les froides rigueurs de sa classe; après lui, Thiers, tout aussi réactionnaire, étonnait les masses par ses promesses pleines de libéralisme prometteur, puis les stupéfiait davantage encore par ses contradictions, ses ordres répressifs, ses défections. Le jeu de bascule des ministères, Thiers alternant avec Molé, puis Guizot, retenait l'attention, simulait l'évolution, alors qu'en réalité la méthode de gouvernement restait invariable, que la monarchie de Juillet enrayait toute marche en avant, et que la féodalité des financiers et des agioteurs poursuivait victorieusement et impunément ses rapines. Ainsi à l'abri derrière la garde nationale, derrière un vain, pompeux et mensonger parlementarisme, le régime put s'enraciner, déjouer les conspirations, se prolonger.

Mais il n'avait rien de large, ni d'imposant. On vivotait; on ne vivait point, parce qu'on était bien forcé, par respect humain, de se réfugier derrière l'équivoque et la réticence, parce que le système de classe, peu dissimulé, du reste, qui prévalait, contrastait trop fort avec l'affirmation de souveraineté populaire invoquée par la monarchie orléaniste. Gouverner c'était alors — et cela dura, et cela dure encore — non pas administrer la fortune publique,

pour le bien de tous, mais organiser ou couvrir la spoliation de celui-ci par celui-là, tolérer et glorifier l'anarchie économique, les déprédations des grands flibustiers de la Bourse; c'était maintenir des millions et des millions de citoyens, sous le joug de quelques dizaines de milliers d'usiniers et de banquiers. Tâche mesquine, méprisable, qui refoulait les grands intérêts collectifs. Les hommes étaient étriqués, comme la besogne qu'ils accomplissaient, Casimir Périer, Thiers et Molé, quoi qu'on ait dit et fait dans certains partis pour rehausser leur piédestal, représentaient seulement le féroce égoïsme, et l'étroitesse de vues de la bourgeoisie. Quelles nobles pensées ont-ils exprimées? Quelle action robuste ont-ils engagée de par le monde? Comparez-les à leurs pères du Tiers de 1789, ou aux nobles renégats de la Constituante qui eux, du moins, étaient animés des passions subversives de l'époque et demeuraient révolutionnaires: à peine élevée au pouvoir, et à la différence de l'ancienne aristocratie, qui, elle, de temps à autre, projetait un rameau vigoureux, un Mirabeau, un Saint-Simon, la bourgeoisie s'étiolait, s'épaississait dans les jouissances de l'or. Elle produisait des ministres d'affaires, mais tous ressemblaient à des gardes nationaux à portefeuilles. La vanité, l'entêtement, l'ignorance des mouvements extérieurs, la méconnaissance des phénomènes généraux de l'humanité, le dédain de l'énorme évolution économique, qui s'accomplissait sous leurs yeux, voilà leurs caractéristiques. Thiers est, et demeure sans doute le type le plus parfait de la catégorie sociale passée en possession exclusive de la puissance publique sous Louis-Philippe. Il a traversé le siècle, en multipliant les volte-face et en variant à l'infini ses

attitudes, mais sans jamais modifier ni élargir ses conceptions. Cette époque de 1830 à 1840, à considérer les seuls gouvernants, serait effroyablement petite ; mais elle s'illumine de l'apparition du prolétariat.

IV. L'histoire de la classe ouvrière française offre trois grandes dates : 1831, 1848, 1871. Nous avons déjà signalé, en quelques mots, leurs significations respectives. Maintenant il nous faut revenir, plus en détail, sur la première d'entre elles, la commenter, extraire le sens des événements qu'elle résume et rappelle, lui donner tout le relief qu'il lui convient.

Elle marque l'entrée en scène d'un personnage nouveau — la plèbe des travailleurs — qui, jusque-là, s'était confondue dans les rangs du vieux Tiers. Lorsque 1789 avait éclaté, puis triomphé, nombre d'esprits même distingués et avancés, s'étaient convaincus que l'humanité ne pourrait guère aller plus loin, que la dernière révolution était consommée, que le régime rêvé par les philosophes radicaux était désormais fixé au sol. Gracchus, le premier, avait osé affirmer qu'une nouvelle Révolution s'imposerait, à brève échéance, et que la Déclaration des Droits n'avait pas liquidé toute misère sociale.

Il est incontestable que trois ordres seulement divisaient la nation, lors de la réunion des Etats généraux : deux, plus ou moins vite avaient été éliminés du premier plan, de l'exercice apparent du pouvoir. Le troisième qui était le peuple, se subdivisa, comme on l'a vu, sous la pression même des phénomènes économiques ; la grande bourgeoisie, qui se rendit maîtresse de l'industrie et des transports ; la moyenne et la petite bourgeoisie qui se réfugièrent dans le commerce ; le prolétariat, qui

peinait dans les manufactures. Les grands bourgeois étaient omnipotents depuis Juillet ; les moyens et les petits bourgeois se jetaient dans l'opposition constitutionnelle et dans les sociétés secrètes. Nul ne pensait aux ouvriers des usines, dont la résignation semblait la sauvegarde du régime, et qui, impuissants à discerner les causes réelles de leurs souffrances, brisaient les machines irresponsables. Le soulèvement lyonnais de 1831 attesta que ces manœuvres, ces serfs de l'atelier, prenaient conscience de leur solidarité, de leur vigueur collective. Dépourvu de précédent, c'est à son caractère de profonde et âpre originalité qu'il devra la place que lui assigneront les historiens de l'avenir.

Il ne fut point politique, car les plus malintentionnés, et Casimir Périer lui-même, ne purent y discerner une tentative républicaine, une manœuvre antidynastique. Les sociétés secrètes n'avaient alors qu'une faible action dans la seconde ville de France, et du reste n'établissaient guère de contact avec les prolétaires.

L'insurrection demeura de plus anonyme : elle ne suscite le souvenir d'aucun nom, ne suivit aucun chef. Juin 1848, et aussi, quoique à un degré un peu moindre, mars 1871, offriront la même particularité. Les tisseurs de la Croix-Rousse descendirent à la rue, non point pour faire pièces au pouvoir, non point par déférence pour tel et tel propagandiste, mais parce que la vie leur paraissait si dure, que la mort leur semblait aussi bonne. Avaient-ils un idéal social, prétendaient-ils, à la structure économique régnante, substituer un autre organisme, plus conforme au principe égalitaire ? Ils ne nourrissaient aucune aspiration théorique, aucune pensée de régénération collective. Le mot d'ordre était celui qu'ils inscri-

vaient sur leur drapeau : *mourir en combattant,* ou *vivre en travaillant.* Affamés, ils cherchaient une tâche qui leur permît de subsister. Ils se serrèrent les uns contre les autres, avant même qu'eût jailli la doctrine, avant que n'eût été élaboré le socialisme, — parce qu'ils sentaient obscurément la solidarité de classe, et que pressés par le besoin, ils percevaient l'efficacité de l'effort en commun contre leurs dominateurs. Plus tard, Cabet, Louis Blanc, Proudhon, salueront la formation du quatrième État. Mais il surgit au confluent de la Saône et du Rhône, sans que personne l'eût avisé de la légitimité d'une attitude distincte, et c'est cette spontanéité même, ce quasi-automatisme de mouvement qui fait la grandeur de l'insurrection de 1831, qui lui confère la toute puissance des phénomènes élémentaires.

Les faits valent moins par eux-mêmes, que par le symbole qu'ils portaient en eux. La Croix-Rousse contenait trente ou quarante mille tisseurs en soierie, employés par huit ou dix mille contre-maîtres, possesseurs de métiers — pour le compte de huit cents fabricants : c'était l'oppression à deux degrés, les fabricants rendant le moins possible aux chefs d'atelier, et ceux-ci à leur salariés. Longtemps le tissage Lyonnais avait été prospère, mais on touchait au moment critique, où les vieux moules craquaient, disparaissaient pour faire place à l'organisation nouvelle de l'industrie. Lyon avait pu garder, en les élargissant, ses antiques rouages, tant que sa fortune n'avait pas périclité. Maintenant la crise se déclarait, accusant le mode suranné de la production ; la concurrence étrangère s'affirmait ruineuse, triomphante. — La rémunération de la main-d'œuvre s'effondra, tombant de 4 fr. à 1 fr. 50 par journée. Certains travailleurs ne gagnaient plus que 0 fr. 90

pour dix-huit heures ; la situation était intenable ; le conflit économique devait nécessairement en sortir.

Acculés à la famine, les tisseurs réclamèrent, le 11 octobre 1831, la fixation d'un tarif minimum qui leur assurât le vivre. Vingt-deux patrons et vingt-deux ouvriers discutèrent, examinèrent des chiffres, et finirent par s'entendre sur un texte transactionnel. Mais la majorité des fabricants, mécontents, désavouèrent leurs délégués, provoquant ainsi, par leur manque de foi, la guerre civile. Ils avancèrent que la classe laborieuse marquait des prétentions exagérées, parce qu'elle se créait des besoins factices. Enhardis par les préparatifs militaires qu'ils avaient sollicités, certains allèrent jusqu'à dire : « S'ils n'ont pas de pain dans le ventre, nous y mettrons des baïonnettes. » La haute bourgeoisie Lyonnaise, dévote, cléricale, attachée à la dynastie, conservatrice jusqu'à la réaction féroce, ne se doutait pas, que par ses exigences et ses défis, elle devait dresser un des plus grands événements de l'histoire sociale, un de ces épisodes qu'on n'efface plus, et qui jalonnent à tout jamais la route sanglante de l'humanité. Comme la classe bourgeoise, la classe prolétarienne recourut alors à la force : ce fut le premier incident du long conflit économique qui depuis s'est perpétué sans relâche. Ce fut la première fois aussi que la vraie plèbe, celle qui vit du labeur quotidien, prit les armes pour sa propre cause, et en dehors de tout encadrement étranger.

Le 21 décembre, les tisseurs se rassemblent à la Croix-Rousse. La garde nationale marche à leur rencontre, essaie vainement de les dissoudre. Alors l'émeute descend sur Lyon, réclamant du travail ou la mort. Comme plus tard Thiers à Paris, au 18 mars 1871, le préfet du Rhône et le gouverneur militaire

se résolurent à quitter la ville. Ils y rentrèrent sans trop de délai, mais derrière une armée que commandaient le prince royal et le maréchal Soult. Le prolétariat avait donné la mesure de sa vigueur, imposé la fuite à ses maîtres. Sans organisation, il n'avait pu poursuivre ; sans but précis, il n'avait pu s'organiser. Mais une classe ne se crée pas, sous sa forme définitive, en un jour. La leçon était assez rude pour l'oligarchie usinière, peu habituée à pareille humiliation, pour l'administration et la milice régulière, qui n'avaient pas encore subi semblable affront. En 1830, c'étaient des bourgeois qui avaient dirigé la lutte contre Charles X et Marmont : maintenant, de vils tisseurs, des hommes sans nom et sans fortune, et sans situation sociale, se permettaient de fronder le pouvoir !

L'émotion fut intense à Paris, et ce qui est plus remarquable, les gouvernants comprirent le sens réel de l'événement. Nous ne voulons pas dire qu'ils en firent leur profit : cependant ils discernèrent nettement que l'insurrection n'était pas politique, mais sociale. L'opposition dynastique, — il n'y en avait pas d'autre, dans les Chambres, — s'empressa de déclarer qu'elle n'avait rien de commun avec les Lyonnais. Casimir Périer affirma que « c'était contre la liberté du commerce et de l'industrie que la révolte s'était armée. Des cris de pillage et de meurtre sont les seuls qu'elle ait fait entendre. Tout ce qu'il y a, en France, de bons citoyens, et d'honnêtes gens, ne peuvent avoir qu'un intérêt, et qu'une opinion. La société ne se laissera pas menacer impunément » (26 décembre). Le même jour, le président Girod (de l'Ain) lisait, au roi, une adresse des représentants. Elle portait que « la propriété avait été méconnue dans son principe, la liberté de l'industrie

menacée de destruction. Le roi peut compter sur le concours de tous pour étouffer tous les germes d'anarchie, affermir les principes sacrés sur lesquels repose l'existence même de la société. » Il n'y avait point de dissidence. Le Parlement bourgeois fut unanime à flétrir « l'anarchie Lyonnaise ». Il avait pourtant senti le choc. Sous les phrases convenues des discours et de l'adresse, perce la grande terreur qu'éprouvent les censitaires, devant l'atteinte portée à la majesté de leur prérogative économique, et aux conceptions traditionnelles qui faisaient toute leur puissance.

Quant au prolétariat, en dépit de sa défaite, il avait accompli un progrès gigantesque. En gestation dans les transformations économiques de la Restauration, il sortait enfin au jour, il dénonçait sa présence. Le soulèvement Lyonnais ne sera sans influence, ni sur l'évolution morale des groupements républicains de 1832 à 1840, ni sur le courant d'idées socialistes, si différent par certains côtés, quoique si proche, par d'autres, du Fouriérisme et du Saint-Simonisme, qui remplira la seconde moitié du règne de Louis-Philippe. Les faits, maintenant, marchent plus vite que les théories : celles-ci, travaillant sur ceux-là, tâcheront de se mettre au même plan.

V. Il nous reste à étudier le processus même des thèses démocratiques sous la pression de l'événement Lyonnais. Nous avons dit que le parti républicain, en 1830, limitait ses ambitions, son programme à la suppression de la royauté, c'est-à-dire à un remaniement purement politique. Comme la petite bourgeoisie seule y jouait un rôle, que le prolétariat n'y imposait aucune de ses revendications, cette exclusion de tout plan de réorganisation sociale se conçoit aisément. Le premier effet de l'insurrection

de la Croix-Rousse, fut de signaler à ces petits bourgeois l'extraordinaire force latente, qui s'élaborait dans les rangs ouvriers. Il se produisit alors ce phénomène étrange, à première vue, mais au fond très rationnel, que le quatrième Etat à peine formé, forgé, pour ainsi dire, dans le feu même d'une bataille de rues, vint associer ses destinées à celles de la couche inférieure du Tiers, matériellement moins souffrante que lui, mais moralement plus affectée de la médiocrité de son statut. La pénétration mutuelle, la coalition des deux classes, à dater de 1832, peut s'expliquer, à coup sûr, par l'insuffisance des ressources dont elles disposaient séparément, les petits bourgeois comptant trop peu de combattants, les travailleurs manquant de cadres, mais il est indéniable aussi que le rapprochement fut facilité par le progrès des systèmes Fouriériste et Saint Simonien, qui battaient alors leur plein, et qui, soit par leurs vigoureuses critiques destructives, soit par leurs constructions positives, représentaient une réaction très précise contre l'économie libérale chère aux manufacturiers dirigeants.

Plus on avance vers 1840, et plus l'entente paraît étroite entre la petite bourgeoisie et le prolétariat : celle-là appelle celui-ci dans les sociétés secrètes,qui finissent par ne plus compter qu'une minorité de républicains politiques, et dont les manifestes se compliquent de plus en plus de déclarations à tendances socialistes. Les « Amis du Peuple », les « Droits de l'Homme », les « Familles », les « Saisons » : telles sont les plus connues de ces associations, dont on retrouve l'action, depuis les funérailles du général Lamarque en 1832, jusqu'à l'affaire de la rue Saint-Martin en 1839, en passant par les journées célèbres de 1834 à Paris et à Lyon. Notons

quelques points, pour bien préciser la marche des idées, dans le parti républicain, sous la Monarchie de Juillet. En 1832, lors du procès des « Amis du Peuple » pour infraction à la loi sur les réunions, Cavaignac déclare que son groupement veut l'organisation du travail, et rejette l'exploitation du capital. Parole tout à fait nouvelle, et qui nous transporte déjà bien plus avant que le manifeste d'Huber en 1830. Comme l'on voit qu'entre deux, l'insurrection de la Croix-Rousse a remué les esprits! Cependant, le communisme est loin de former l'idéal des inculpés; ils se bornent à souhaiter la division de la propriété, sa distribution entre le plus grand nombre d'hommes possible. Ils n'en contestent pas le principe, mais d'après eux, la société doit la régler pour le plus grand avantage de tous. C'était, ou peu s'en faut, le fondement même de la doctrine Saint-Simonienne.

La société des « Droits de l'Homme » sera plus hardie. Certaines de ses sections, plus spécialement recrutées dans les faubourgs, n'hésitent pas à se dénommer Babeuf. Les documents qu'on possède sur leurs aspirations sont nombreux, mais les programmes publiés, en octobre 1833, dans le Journal *La Tribune* suffiront à nous édifier, en dehors même des lettres de Vignerte, et autres pièces instructives. Les « Droits » ne dissimulent pas leur objectif. « Nous avons bien moins en vue un changement politique qu'une refonte sociale, nous tendons à une répartition égale des charges et des bénéfices. » Ils réclament la suppression de l'aristocratie reformée sous le nom de bourgeoisie, revendiquent le nivellement des fortunes, l'émancipation ouvrière par l'organisation du travail, la limitation de la propriété, le rétablissement de la Constitution de 1793, l'institution de l'impôt progressif, la création d'une fédération

européenne, fondée sur la souveraineté du peuple, et la liberté du commerce. L'association promulgua aussi, en l'adoptant, la Déclaration, ou plutôt le projet de Déclaration des Droits de Robespierre, que nous connaissons, et qui portait au principe de l'appropriation individuelle une si rude atteinte. Tout ce plan ne laissait pas d'être un peu confus ; les déductions économiques, qui sont aujourd'hui à la base de la théorie collectiviste, en étaient totalement absentes, mais nous ne cesserons de le répéter : il serait puéril de juger les notions et les hommes d'une époque relativement aussi lointaine, à la lueur des conquêtes réalisées par la science socialiste, dans les trente ou trente-cinq dernières années. Ce qu'on doit saluer, dans le programme de 1833, qui, — trait fort étrange — fut rédigé par des personnalités plutôt modérées : Voyer d'Argenson, Guinard, Cavaignac, Kersausie, Audry de Puyraveau, c'est un réveil du babouvisme. La pensée communiste n'y sonne pas, sans doute, comme dans le Manifeste des Egaux, mais comme lui, il offre un intéressant mélange de jacobinisme et de préoccupations sociales. Il constituait, à lui seul, une victoire pour le prolétariat.

Les gouvernants du temps ne s'y trompèrent pas ; les journaux conservateurs signalèrent, tout de suite, le choc porté à la propriété. Comme sous le Directoire, on cria : à la loi agraire ! — et lorsque les membres directeurs de la société comparurent, pour complot, devant les assises, le ministère public ne négligea pas de les accuser d'avoir machiné le partage, à la façon des Gracques. La tradition bourgeoise ne se perdait pas : nous la retrouverons.

En 1836, les Familles, en 1837, les Saisons, affirmaient plus encore le caractère socialiste de leurs

tendances. Mais alors le prolétariat — la petite bourgeoisie s'affaissant sous ses défaites successives — remplit à peu près seul les associations secrètes et l'évolution n'a rien qui puisse étonner.

On connaît suffisamment les insurrections, célèbres au point de devenir légendaires, qui ont couvert, à intervalles variables, les dix premières années du règne de Louis-Philippe. L'émeute de juin 1832, qui prit pour prétexte les funérailles du général Lamarque, et qui, à un moment, se rendit maîtresse de Paris, a été illustrée à jamais par la défense du Cloître Saint-Merri. Les journées de 1834 à Paris et à Lyon, eurent une ampleur exceptionnelle. Alors encore, ce fut Lyon qui donna l'exemple: pourtant le soulèvement n'eut plus l'aspect exclusivement prolétarien de 1831. Il fut le résultat d'une alliance entre les tisseurs mutuellistes, en lutte derechef avec les fabricants, et les sections des Droits de l'Homme, mais en réalité, les cadres bourgeois ne firent rien pour susciter la révolte, et ce ne fut qu'après avoir essayé de l'enrayer, qu'ils se résolurent à la seconder. — En février, une grève avait éclaté ; certains chefs républicains, qui n'appartenaient pas au monde des travailleurs, réussirent à l'apaiser, mais l'insurrection éclata formidable après le vote de la loi de 1834 sur les associations qui frappait à mort les sociétés mutuellistes et toutes les sociétés politiques. La bataille s'engagea, le 9 avril, au confluent de la Saône et du Rhône, dura cinq jours et quinze mille hommes de troupe furent employés à réduire la Croix-Rousse. On compta que près de douze cents personnes périrent et que cent soixante-dix mille coups de fusil et dix-sept cents coups de canon furent tirés. Thiers, président du Conseil à cette époque, avait enjoint à l'armée d'agir sans ménage-

ment : elle ne lui obéit que trop bien. Au bruit du soulèvement lyonnais, les groupements parisiens des Droits de l'Homme proclamèrent la révolte. Ici l'écrasement s'opéra plus vite, Thiers faisant arrêter, dès la première heure, tous les chefs, et la troupe se signalant, comme dans la rue Transnonain, par d'exécrables atrocités. La dernière échauffourée de la Monarchie de Juillet fut celle du 12 mai 1839, provoquée par les Saisons que dirigeaient Martin Bernard, Barbès et Blanqui. Elle n'eut qu'une importance secondaire, et quelques centaines d'affiliés seulement y participèrent.

Les procédés des républicains du temps de Louis-Philippe, c'est-à-dire la constitution de sociétés secrètes et la prise d'armes subite et concertée, diffèrent assez de la méthode employée, depuis la Commune, par les divers partis socialistes organisés, sur le continent européen. C'est au grand jour que s'exerce aujourd'hui la propagande de la thèse collectiviste et communiste, et de moins en moins nombreux sont les hommes qui croient pouvoir tirer la régénération sociale et la transformation intégrale du monde d'une révolution à jour fixe. Faut-il croire que ce changement d'allures ait été simplement imposé au socialisme par la formation des grandes armées permanentes, par l'ouverture de larges voies, dans toutes les capitales ou villes industrielles importantes, qu'il se borne à capituler par crainte devant le renforcement de la puissance matérielle bourgeoise ? Les raisons de l'évolution du système sont tout autres. Pour s'en convaincre, il suffit de remarquer que les conditions politiques à notre époque, et non pas seulement en France, mais en Allemagne, en Belgique, en Italie, sont très différentes de celles d'il y a soixante ou soixante-

dix ans. Les contemporains de Fourier et de Cabet ne pouvaient guère exposer publiquement des doctrines un peu subversives, sans risquer d'être traduits en correctionnelle ; ils ne pouvaient se grouper, sous peine d'être poursuivis pour infraction à la loi draconienne des associations ; ils ne pouvaient exprimer leurs volontés par le bulletin de vote, puisque le cens subsistait. Pour acquérir des garanties suffisamment libérales, il leur fallait susciter un énorme courant intellectuel. Or, la bourgeoisie gouvernante avait assez d'armes pour enrayer ce courant, dès sa naissance. La conquête des pouvoirs publics que nous attendons, plus ou moins, du rayonnement de nos théories, de l'activité de nos orateurs et de nos écrivains, et de la formation toujours plus disciplinée du prolétariat, était interdite aux hommes du règne de Louis-Philippe, s'ils s'en tenaient aux moyens strictement légaux. La légalité les tuait ; elle s'est adoucie pour nous, sinon dans la lettre, du moins dans la pratique, au point de nous laisser assez de latitude pour que nos mouvements ne soient plus guère paralysés. Elle était, en 1832, une infranchissable barrière qu'on ne devait point songer à abaisser, qu'il était nécessaire de rompre. La révolution armée était, pour les adeptes de la démocratie d'alors, la plus impérieuse des obligations, et cette assertion est si exacte, qu'une Révolution avait été indispensable pour établir le régime constitutionnel, et qu'une autre put seule instaurer le suffrage universel.

Le blanquisme — pour appeler du nom qui lui est resté — la méthode de conquête des républicains politiques ou sociaux de Juillet, sortait donc de l'organisation statutaire et légale même de la France. Peut-être n'est-il pas très juste de résumer tout

l'héritage légué au socialisme contemporain par Blanqui, en cette simple expression. Le grand révolutionnaire n'a pas été uniquement, comme certains l'ont cru et avancé, un chef d'émeutes, un directeur de barricades. A côté du courage froid, du dévouement désintéressé à la cause démocratique, à côté des vertus morales qui en font un exemple et un maître, il a déployé des qualités de pensée qui ne furent point médiocres. Nous le retrouverons plus tard ; nous dirons quelle haute conception il eut d'une société nouvelle, fondée sur une transformation de la propriété ; avec quelle pénétrante vigueur, il flagella les Proudhoniens, à l'heure où ils venaient s'effondrer dans la coopération mal conçue. Mais cette parenthèse fermée, et elle était de rigueur ici, il faut conclure sur le blanquisme, — sur le procédé d'attaque purement matériel, sur l'usage de la force au temps de Louis-Philippe. Nous l'aurons justifié et en même temps nous aurons restreint son champ d'action, en disant qu'il apparaissait comme l'unique moyen de renverser le régime censitaire, contrefort de la domination économique de la grande bourgeoisie, — mais qu'à coup sûr il demeurerait un procédé très inférieur d'émancipation sociale, s'il restait réduit à ces seules ressources. Et en se reportant aux dates et aux institutions, on comprend très bien que des traces de blanquisme subsistent dans le fameux manifeste des Communistes écrit avant Février, avant l'avènement de certaines libertés, et qu'au contraire Marx et Engels et bien d'autres aient relégué le système des prises d'armes au tout second plan dans les œuvres ultérieures.

VI. Avec l'échec de Barbès et de Blanqui en 1839, se termine la période des émeutes sous Juillet.

La petite bourgeoisie s'est inclinée devant la supériorité de la garde nationale, milice de la grande bourgeoisie. Elle n'attend plus rien des soulèvements des sociétés secrètes qui ne lui ont pas réussi. Elle ne veut plus de batailles, parce qu'au fond cette classe n'a jamais eu l'intrépidité de la mort. A dater de 1840, elle se réfugie dans la campagne des Banquets, prélude de l'autre campagne de 1848. Le prolétariat lui aussi, vers la même époque, abandonne momentanément la politique des barricades, parce qu'il n'a plus de cadres, que ses chefs ont été frappés, et que la diffusion des thèses sociales nouvelles, autrement précises que le Fouriérisme et le Saint-Simonisme, lui offre les plus vastes horizons. La grande période d'élaboration intellectuelle du socialisme français vient de s'ouvrir. Tandis que dans la Chambre, les rares partisans de la démocratie issus du suffrage des électeurs à faible cens, tendent la main aux ouvriers, que François Arago, réclame, en un discours longuement commenté du 16 mai 1840, l'organisation du travail, le communisme relève la tête. Douze cents disciples du babouvisme se réunissent à Belleville, dans un bruyant repas, le 1er juillet de la même année. Radicaux et communistes fraternisent d'ailleurs, comme ils feront jusqu'au lendemain de Février. Mais autrement passionnante que le courant politique, qui porte des tempéraments dissemblables, des instincts divers ou contradictoires à s'associer, la pensée socialiste va s'affirmer par quelques-unes des œuvres qui feront le plus honneur à ce pays, et qui exerceront sur le mouvement ouvrier du milieu du siècle, la plus large et la plus prompte répercussion. Les huit années qui s'écoulent de 1840 à 1848 préparent, sous le calme superficiel du régime orléa-

niste plus enraciné, l'exceptionnelle fermentation sociale qui aboutira à l'avènement de la seconde République, et en glorifiera les premières semaines.

V

DE LOUIS BLANC A PROUDHON

I. La seconde période de la Monarchie de Juillet — de 1840 à 1848 — offre, au regard de cet essai — un contraste saisissant avec la phase précédente, — de 1830 à 1840. Celle-ci apparaît presque exclusivement remplie par les émeutes, les échauffourées sanglantes, les conspirations des sociétés secrètes. Les heurts de classes s'y traduisent par des soubresauts violents ; elle demeure à peu près vide pour le progrès des idées sociales. A l'opposé, les huit années qui se sont écoulées, dans la paix intérieure, depuis l'incarcération de Blanqui jusqu'au 24 février, sont parmi les plus fécondes de tout le siècle, si l'on ne considère que la cristallisation du prolétariat, l'élaboration des doctrines autour desquelles s'exerce son effort.

A dire toute la vérité, on ne trouverait depuis 1795, dans l'histoire morale et intellectuelle de ce pays, aucune époque comparable à cette importante étape. D'autres ont été plus glorieuses par le roman, par la poésie, par les arts ; en citerait-on une seule qui

l'atteigne — même de loin — pour la profondeur des analyses économiques, pour la critique de la hiérarchie et des institutions sociales? Auparavant, deux grands noms : Fourier et Saint-Simon, mais leurs œuvres restaient encombrées de tares, de croyances routinières d'ancien régime. Plus près de nous, des vulgarisateurs, comme Benoît Malon, des propagandistes et des orateurs, mais il n'est pas exagéré de soutenir que la pensée socialiste française n'a pas fait, par elle-même, un seul pas, depuis la gigantesque poussée du milieu de ce siècle.

La période dont nous essaierons de retracer la tâche, en laissant sa part à chacun des hommes qui y ont collaboré, n'est pas illustrée seulement par les travaux de Louis Blanc, de Pecqueur, de Cabet, de Proudhon. Hors de France, elle a été signalée par un document qu'on peut regarder comme le plus essentiel de tous ceux que le socialisme a produits: nous voulons parler du Manifeste des Communistes. Certes, le Capital publié dix-neuf ans plus tard, en 1867, marque une autre énergie de pénétration, une condamnation autrement motivée et âpre du monde industrialiste. Mais le grand ouvrage économique de Marx ne prend toute sa valeur, que parce qu'il a été précédé de la déclaration de Février 1848, proclamation définitive de l'entrée en lice d'une fraction nouvelle de l'humanité. D'une part, un livre de combat, capable de démanteler tout l'édifice construit par l'évolution même de la civilisation — et enfermant en lui le « Mané, Thecel, Pharès, » de la société capitaliste ; de l'autre, plus qu'un livre, un acte, qui signifiait, aux vieux Etats, l'avènement au jour du prolétariat.

Nationalement, internationalement, la seconde phase de la Monarchie de Juillet présente donc un

intérêt unique, pèse d'un poids colossal sur le processus ultérieur du quatrième Etat. Deux formules la résument, ou plutôt l'encadrent par les dates mêmes qu'elles se sont assignées : *l'organisation du travail*, qui sera le grand mot d'ordre de l'insurrection ouvrière de 1848, et que Louis Blanc explique avec une incontestable vigueur : *l'union universelle des prolétaires*, qu'appelle la phrase terminale du manifeste de Marx et d'Engels. Qu'on le remarque bien : après Février, le socialisme devra encore préciser ses vues, développer sa critique, substituer des concepts nets à la phraséologie dont il s'est souvent entouré; il aura aussi à s'affranchir d'un certain idéalisme quasi-mystique, des vestiges de déisme qui paralysent son élan, faussent sa marche et compliquent inutilement sa doctrine : mais il aura déjà, par Louis Blanc comme par Marx, par Cabet comme par Proudhon, exprimé quelques-unes des notions capitales qui formeront l'armature même du système.

Il reste à dire pourquoi cette littérature est intervenue de préférence à l'étape où nous sommes arrivés. Elle a été déterminée comme il était naturel, par l'état de l'évolution économique, par le relief même que les phénomènes nouveaux de la production acquéraient de jour en jour. C'est alors que sur toute la surface de l'Europe Occidentale, le machinisme déploie ses effets en toute leur plénitude ; en Angleterre, le mouvement chartiste correspond à l'épanouissement déjà presque intégral du régime capitaliste. L'industrie et le commerce du Royaume-Uni s'accroissent, avec la concentration des usines, et la généralisation des moyens mécaniques de transport, dans une considérable proportion. Or c'est au nom du groupe communiste de Londres que Marx et

Engels lançaient le Manifeste au prolétariat. Chez nous, bien que l'essor soit moins intense, que l'activité des mines, des manufactures, des voix ferrées n'offre pas le même coefficient d'augmentation, les progrès de l'industrialisme, sous toutes ses formes, s'accusent en statistiques très significatives. De trente-huit kilomètres en 1830, le réseau des chemins de fer montait à mille huit cent trente-deux en 1848, la plupart des lignes nouvelles étant construites dans les trois dernières années du règne de Louis-Philippe; l'extraction houillère faisait plus que doubler, passant de 1.800.000 tonnes à 4.200.000 : le fer suivait la même progression avec 148.000 et 362.000, et la fonte s'élevait de 267.000 à 405.000. Les échanges, au commerce spécial, gagnaient 48 0/0 dans la série 1837-1846, par rapport aux dix années antérieures : de 1.442 millions en 1840, ils bondissaient à 1.540 en 1843 et 1.676 en 1847; la vente des tissus à l'étranger se renforçait de 50 0/0 au moins, tandis que la peausserie doublait exactement ses envois de même que la métallurgie. La France entre dans la grande période d'expansion qui se poursuivra jusqu'aux dernières années du second Empire, — jusqu'à l'Exposition de 1867 — et qui coïncide d'ailleurs avec la phase de croissance de l'Angleterre, de la Belgique, de la Suisse, et de toutes les contrées déjà pourvues d'outillage. Dès la fin de la Restauration, le mouvement avait débuté par d'importantes majorations, mais, à partir de 1835, il prit une ampleur inconnue, et la longue paix, dont l'Europe bénéficia, fut exceptionnellement féconde pour les relations commerciales.

Ce tableau toutefois ne manquait point d'ombres. En même temps que la production et la circulation des richesses, les dépenses publiques grandis-

saient. D'une part la bourgeoisie usurière et banquière, qui enracinait chaque jour davantage son autorité sociale dans sa puissance économique, et qui constituait autour d'elle une énorme clientèle de vassaux ouvriers rivés à sa fortune, étendait son parasitisme de classe ; de l'autre, la création même des entreprises de transports rapides, les besoins généraux issus des transformations industrielles, comportaient des dotations sans cesse alourdies. Le budget prenait, de plus en plus, la physionomie d'une contribution de guerre, imposée aux faibles par les forts, à la foule par l'aristocratie. Comme la masse de l'impôt était rejetée sur les petits par le système même, dont le premier Empire avait posé les bases, l'oligarchie dirigeante perdait toute raison de se montrer parcimonieuse. Elle dépensait largement, gaspillait des centaines de millions, sûre de recouvrer au décuple, au centuple ce qu'elle versait au Trésor. De 1.047 millions en 1835, les allocations des services d'Etat sautent à 1.363 en 1840, à 1.428 en 1844, à 1.629 en 1847 ; les déficits s'affirment écrasants, parfois 130, parfois 200 millions, pour un seul exercice. Qu'importe ? La dette croîtra d'autant : 326 millions en 1835, 369 en 1845. Et cette dette, on en distribuera l'annuité, à l'aide des taxes de consommation, sur le prolétariat et la petite bourgeoisie. Tandis que les impôts directs restent presque immuables — 270 millions en 1835 — 291 en 1845, les indirects s'augmentent en douze ans de plus de moitié : 560 en 1835, 808 en 1845, 892 en 1847. Les censitaires sont presque exonérés, ne paient qu'une minime part de leur dû : les citoyens privés du suffrage, entretiennent, défraient la classe gouvernante, prenant pour eux à peu près toutes les charges d'un régime tourné contre leurs intérêts, leur dignité, leur liberté.

Sous la double pression de la transformation économique et de la fiscalité, les phénomènes sociaux qui se sont dessinés sous Charles X, marqués plus nettement après 1830, s'affirment avec une intensité grandissante. La dislocation de la bourgeoisie qui exercera une telle influence sur l'histoire des cinquante dernières années du siècle, est à peu près consommée. Nous ne voulons pas dire, que les deux ou trois tronçons qui la sectionnent,n'essaieront pas, à certaines heures, de négocier des pactes, de se renouer en un corps unique ; — Juin 1848 offrira, à cet égard, un spectacle suggestif — mais ces coalitions seront tellement contre nature qu'elles se rompront au moindre souffle des événements. — 1849, noté avec tant de détails par Marx dans sa « Guerre des classes », apparaîtra assez édifiant. En réalité, la petite bourgeoisie est séparée, par une divergence d'intérêts qui tourne à l'antagonisme, — de la grande bourgeoisie. Définitivement reléguée à la boutique, ou provisoirement maintenue dans des industries minuscules, dont le mécanisme n'a pu se perfectionner, celle-là sent à merveille, que, sortie de la même souche que celle-ci, elle s'en écarte avec une célérité croissante. Les tendances, les aspirations, les attaches, le mode d'existence, surgissent en opposition, en contraste. L'oligarchie manufacturière, maîtresse du pouvoir, s'efforce de toute sa vigueur, de s'affranchir de l'impôt. Tous les remaniements des contributions directes, toutes les aggravations des contributions indirectes, sont dirigés, avec une évidence absolue, contre le petit négoce, qui, peu à peu, prend conscience de sa solidarité obligatoire, — et momentanée, — avec le prolétariat. De là, le prodigieux intérêt qu'il attribuait à une modification de la loi électorale, qui lui eût permis de se décharger

du faix traditionnel, et même de bouleverser l'Etat, avec l'appui des masses ouvrières. Ce n'est qu'un peu plus tard, qu'arrivée à son tour, et par un coup de fortune, à la puissance publique, cette petite bourgeoisie se montrera subitement conservatrice et réfractaire à toute innovation. Pour l'heure, sa scission d'avec les gouvernants est absolue ; aussi bien, lors de la poussée dernière de Février, elle se déclarera révolutionnaire, abandonnera les cadres ploutocratiques de la garde nationale, et marchera en tête de l'émeute. Muette pendant quatorze ans après Avril, elle retrouvera la voix, quand elle estimera le régime suffisamment miné pour être incapable de résistance. Proudhon sera, sous une forme qui lui déplaira fort, avec une dialectique qui lui demeurera inaccessible, le génial traducteur de ses velléités confuses. Il la reflétera avec une précision totale, dans ses contradictions, dans ses sursauts insurrectionnels contre la légalité existante, dans les tempéraments qu'elle s'imposera en pratique, soucieuse de se proclamer la classe intermédiaire entre la grande bourgeoisie et le prolétariat. Marx et d'autres après lui, ont caractérisé, en termes ineffaçables, l'œuvre de l'homme en qui ses contemporains crurent voir l'apôtre de la révolution sociale, et qui, en réalité, après avoir formulé quelques-unes des grandes maximes sur lesquelles repose le socialisme, essaya de les ruiner par son impitoyable sophistique.

Comme cette couche inférieure de la classe dirigeante, le prolétariat, de 1840 à 1848, serrait chaque jour ses rangs. Masse encore amorphe, parce que le sens de l'organisation n'avait pas pénétré en lui, et qu'il ne connaissait pas exactement la portée des phénomènes dont il était le produit, il agitait pourtant des revendications, il nourrissait des espé-

rances. Il n'était plus l'éternel résigné de jadis ; des batailles de rues auxquelles il avait participé, vainqueur ou vaincu, il avait tiré une intellectualité naissante de classe. La rude école de la misère et du chômage, (1846 et 1847 seront de terribles années), la succession des surproductions hâtives et des crises, commençaient à l'éclairer sur la structure économique, sur les souffrances fatales des temps nouveaux. Il était prêt à recevoir des enseignements, à réfléchir sur son sort. Il arriva que l'éducation fut trop courte, trop accélérée, trop superficielle, que la subversion attendue éclata trop brusquement, et qu'ainsi surprise par l'événement même, la plèbe laborieuse ne put recueillir du monstrueux cyclone de 1848, toutes les semences de vie et de puissance qu'il broyait en ses ondes. Mais plus tard nous aurons à insister sur cette défaite foudroyante de Juin, suivie de la plus désastreuse déchéance morale, qu'un parti ait jamais subie. Ici il nous suffit de montrer, que, de même que l'évolution de la petite bourgeoisie justifiait l'apparition d'un Proudhon, celle du prolétariat rendait inévitable la promulgation des thèses purement socialistes, communistes, collectivistes, que d'autres écrivains, moins grands par le talent littéraire, par l'acuité de l'analyse, mais plus efficaces par l'action pratique, élaborèrent dans les huit dernières années de la Monarchie de Juillet.

II. Ni le Fouriérisme, ni le Saint-Simonisme n'étaient morts. Il était impossible que deux systèmes aussi vigoureux, disparussent soudain, après quelques années de propagande. A l'heure où surgissent Louis Blanc, Pecqueur, et les autres, ils semblent quelque peu surannés, celui-ci avec sa charpente hiérarchique et aristocratique, celui-là avec son res-

pect des pouvoirs établis. Il ne faut pas oublier, en effet, que la politique pure, c'est-à-dire le problème de la structure externe du gouvernement, préoccupe tout autant les hommes de 1840 que celui de la contexture interne de la société. Pourtant les deux continuateurs du théoricien des « Quatre Mouvements » et de l'auteur du « *Système industriel* », Considérant et Leroux, n'ont pas laissé de jouer un rôle. Tout en demeurant fidèles, quant à l'essence même des idées, aux doctrines de leurs maîtres, ils ont subi l'influence de leur époque, et bien que leurs ouvrages aient été fort loin de remuer les esprits à l'égal de « l'Organisation du travail » ou du « Mémoire sur la Propriété » ou de la « Philosophie de la Misère » on ne saurait les passer sous silence, même dans un essai cursif sur le socialisme français. Par eux, l'on apprend tout au moins quelle extension pouvaient prendre les thèses de Saint-Simon et de Fourier, et, de fait, avec eux, s'arrête l'évolution de ces deux conceptions sociales. Après Considérant et Leroux, elles n'offrent plus qu'un intérêt rétrospectif, et n'animent plus aucune littérature.

Pierre Leroux a hérité, avant tout, du Saint-Simonisme, sa vision panthéiste du monde. De même que le fondateur, et que ses disciples immédiats, il réunit la philosophie et la religion, il estime qu'elles concourent à une même fin, et que leur long antagonisme est terminé. Mais, dans ses études sur la propriété, sur la puissance de l'argent, il trouve des accents que son école n'avait pas encore fait entendre. Il reconnaît que la France de Louis-Philippe n'est qu'une ploutocratie, — dissout le sophisme déjà mis en circulation, et défendu patiemment par les économistes, d'après lequel les propriétaires seraient la grande majorité. Par une

analyse détaillée, il montre qu'au total, les vrais propriétaires sont une infime minorité, qu'à côté d'eux, la plupart des détenteurs du sol n'ont que des « mouchoirs de poche » et qu'au-dessous enfin, se pressent 4 millions de mendiants, puis 4 autres d'indigents, puis 4 autres de salariés, sans aucun titre foncier ou mobilier. Et ainsi, si l'on pousse jusqu'au bout, on arrive à cette conclusion lamentable : « 196.000 chefs de famille forment une vaste maison de commerce possédant un capital, qu'on ne saurait estimer, et qui a nom la France. Cette maison met annuellement en activité 34 millions d'employés et d'ouvriers, hommes, femmes et enfants. Le fruit de ses opérations est de rapporter au minimum 9 milliards de revenu brut, déduction faite des semences et autres frais matériels d'entretien de son outillage général. Elle paie ses salaires un peu plus de 5 milliards. Il lui reste en bénéfice net 3.800 millions. » Tel est, d'après Leroux, le système économique qui prévaut dans la France de 1847-1848, quelques mois avant Février, (de la Ploutocratie). Le résumé est d'une clarté absolue, mais les remèdes que préconise l'auteur, à la façon des autres Saint-Simoniens, n'atteignent pas le même degré de netteté. Il revient bien, en matière de propriété, à la conception de Robespierre, la définissant : « le droit d'user d'une chose déterminée de la manière que la loi faite par tous et pour tous détermine », mais on avouera que c'est toujours là un aperçu partiel, et quand il entend ériger une constitution politique, il la fonde sur le principe de la « Triade », le corps judiciaire, le législatif et l'exécutif formant chacun trois Chambres, où entreraient, pour des parts fixes, les diverses professions libérales. Par son insistance en faveur de la

« Triade », Leroux se place déjà en dehors de son temps, qui n'en est plus aux spéculations philosophiques des anciens Hellènes.

De même, Considérant nous présente une critique impeccable et profonde de la France moderne, et nous étonne par la pauvreté de ses constructions positives. Il a discerné et flétri les tares de l'organisme industriel, « colossale machine qui fait des pauvres et des prolétaires, en quantité d'autant plus grande, que son travail est plus fort, et son mouvement plus rapide ». Analysant l'idée de liberté, il prouve que seule une oligarchie possédante bénéficie de cet attribut souverain : « où sont les hommes libres ? Vous faites semblant de regarder comme libres ces masses innombrables de prolétaires dépourvus de capitaux et d'instruments de travail, et contraints, de par la mort, qui plane incessamment sur eux et leurs familles, de trouver chaque jour un maître ? » Donc, sans propriété, il n'est point de liberté. Au rebours des déclamations des économistes, l'ouvrier n'est qu'un esclave. « La guerre industrielle, succédant à la guerre militaire, a constitué un servage, non plus personnel et direct, mais indirect et collectif, la domination de la classe des possesseurs de capitaux, de machines et d'instruments de travail, sur les classes déshéritées », et de même que l'esclavage ancien, « ce servage est d'ordre naturel et légitime aux yeux de la société officielle ». Le grand problème du temps est là ; il consiste à affranchir le prolétariat, à doter tout homme de l'instrument de travail, et à organiser avec le travail, — ainsi surgit la formule qui remplira la littérature socialiste du milieu du siècle, — l'association des forces productives. Mais les bourgeois d'aujourd'hui, imitant les nobles d'avant 89, aux

yeux de qui les philosophes étaient des utopistes, refusent de reconnaître la réalité. Ils ne veulent pas croire que la Révolution n'est pas faite, qu'elle sera en permanence, jusqu'à l'avènement d'une société, capable de substituer, de la base au sommet, de la Commune à l'État, de l'État à la grande famille confédérée, l'association au morcellement, l'accord à la lutte, la paix à la guerre, la liberté de tous à l'esclavage du plus grand nombre. Et si la bourgeoisie s'obstine, si elle ne compte pas avec la grande force vive des intérêts du prolétariat et du travail, l'on marchera à grands pas à la guerre sociale universelle. — Ni Marx, ni Engels, ni Malon, ni aucun socialiste des dernières années, n'aura à ajouter quoi que ce soit à cet exposé raccourci ; mais, dès qu'on interroge Considérant sur ses solutions, il se cantonne dans les formules imprécises. D'abord le socialisme n'est pas pour lui une doctrine déterminée : « en principe, c'est une aspiration immense, irrésistible, vers un ordre social qui tranche le problème. » Ensuite, il revendique la transformation du salariat, l'établissement d'une société de concorde : mais comment ? Par la mise en pratique pure et simple du régime Fouriériste, par l'organisation du travail attrayant, par l'association libre de la Commune, la propriété individuelle subsistant. Nous sentions frémir déjà la sève robuste du prolétariat de Juin, et nous retombons soudain à la préhistoire, à l'utopisme de 1820-1830. Il y a disproportion entre l'assaut savamment coordonné que Considérant donne au régime social et la méthode de régénération qu'il propose. Et en cela, il n'est pas seulement le fils légitime de son maître Fourier, mais le disciple des philosophes du XVIIIe siècle, de Rousseau, de Brissot, de Linguet, qui, après avoir

beaucoup démoli, essayaient de relever de leurs propres mains, les ruines qu'ils avaient semées sur le sol.

III. Avec Proudhon, Louis Blanc est, de tous les économistes socialistes du milieu du siècle, celui dont la pensée a eu la plus longue et la plus intense répercussion. Mais c'est par l'ampleur du rôle éducateur seulement qu'on peut rapprocher ces deux hommes, qui ne parvinrent jamais à se comprendre, et qui, en réalité, représentaient deux conceptions diamétralement opposées. L'un, Proudhon, s'affirme anarchiste ; la destruction de la puissance collective, de l'État, est à ses yeux, l'acte primordial, essentiel ; il mesure les progrès des temps sur l'émiettement de l'énergie gouvernementale : il répudie les communistes, et ne trouve pas d'injures assez fortes, pour flétrir leur doctrine. L'autre, Louis Blanc, est pleinement étatiste, dans le sens où l'expression est usitée aujourd'hui ; il croit à l'efficacité totale d'une intervention constante, croissante, illimitée, du système administratif. Il veut réformer la société, non du dehors, par un coup de baguette magique, par un miracle inexpliqué, mais du dedans, par la conquête du pouvoir.

Entre l'auteur de l'*Organisation du travail* et de la réponse à M. Thiers, et les collectivistes de notre époque, les différences apparaissent nombreuses. La notion de la lutte des classes, celle de l'entente internationale du prolétariat, ne sont pas présentées, dans les livres de Louis Blanc, avec le relief, la précision qu'elles ont prise depuis Marx, Engels, Malon, de Peepe, etc. L'ancien membre du gouvernement provisoire eût sans doute répugné à pousser ses doctrines à fond, et surtout il n'a formulé qu'une critique fragmentaire et insuffisante du salariat et

de la propriété. Ses déductions manquent de rigueur sur bien des points, — et spécialement sur le rôle respectif de l'agriculture et de l'industrie, dans le monde moderne, il a gardé des appréciations surannées. Si, laissant le côté dogmatique de l'œuvre de Louis Blanc, — si, abandonnant l'écrivain, on prend l'homme politique, ce dernier est loin de mériter les suffrages qu'on attribuerait volontiers à celui-là. Mais nous n'entendons pas ici porter un jugement motivé et détaillé sur les personnalités qui ont occupé la scène dans l'histoire du socialisme français. Nous aurons, au surplus, à revenir sur l'attitude des représentants acclamés par le prolétariat, dans la crise sociale de 1848. Pour le moment, il nous suffit de nous souvenir, qu'en son temps, l'*Organisation du travail*, produisit à peu près autant d'émotion, et fut lue avec autant d'avidité que plus tard le « Capital » ou le volume célèbre de George « *Progrès et Pauvreté* ». Et rapprochant cet opuscule de la réponse à M. Thiers, nous allons tâcher de résumer les idées sociales de Louis Blanc, qui, comme l'on sait, furent les vrais ferments du mouvement prolétarien en Février, et dans les premiers mois de la troisième République.

Lorsque l'*Organisation du Travail* parut en 1840, dans la *Revue du Progrès*, puis en fascicule détaché, le socialisme français n'offrait point toute la clarté qu'exige la diffusion dans les foules. Du coup, la classe ouvrière eut un aperçu rationnel et documenté de la dissolution que les transformations économiques ont engendrée dans la vieille société. Saint-Simon et Fourier, sans doute, étaient mis à contribution dans ces quelques pages, mais leur philosophie était inédite, sauf pour une élite restreinte, si bien que Louis Blanc put y puiser abondamment.

Toute la critique de la concurrence, qui ouvre l'essai, est empruntée à l'apôtre du Phalanstère. « La bourgeoisie a établi sa domination sur la concurrence, principe de tyrannie ; eh bien ! c'est par elle que nous voyons maintenant la bourgeoisie périr... Dans cet abominable système de luttes quotidiennes, l'industrie moyenne a dévoré la petite industrie. Victoire à la Pyrrhus ! Car voilà qu'elle est dévorée à son tour par l'industrie en grand. La concurrence est donc une cause de ruine pour les dirigeants eux-mêmes. » Et cette assertion se légitime sans difficulté, si l'on tient compte de l'anarchie qui règne dans tout le domaine industriel et des appétits énormes du machinisme nouveau. « La concurrence pousse la production à une activité toujours plus intense. La confusion produite par l'antagonisme universel dérobe à chaque producteur la connaissance du marché. Il n'est pas jusqu'à ceux qui produisent à perte, qui ne continuent à produire, parce qu'ils ne veulent pas perdre la valeur de leurs machines, de leurs outils, de leurs matières premières. » Et Louis Blanc insiste sur cette idée, que l'extrême morcellement, le choc des initiatives déréglées, sont mortels pour les possédants. « Le système actuel menace la propriété de la classe moyenne. L'excessive division des propriétés territoriales doit nous ramener, si nous n'y prenons garde, à la reconstitution de la grande propriété. » Comment les petites exploitations pourraient-elles soutenir la concurrence des grandes et n'être pas absorbées ? Le terme de ce régime, c'est le vasselage du gros de la bourgeoisie à l'égard d'une oligarchie, très restreinte, de puissants financiers.

Mais la plèbe est encore plus atteinte, et plus douloureusement que ses maîtres, car la concur-

rence, pour elle, est une arme d'extermination. « Le sort de l'homme du peuple, qui ne peut plus ni semer, ni cueillir, ni chasser, ni pêcher, ni mendier, ni dormir sur le pavé, ni changer de contrée, est devenu tel, qu'il faut qu'il se tue ou qu'il vous tue... La baisse systématique des salaires, aboutissant à la suppression d'un certain nombre d'ouvriers : voilà l'inévitable effet de la concurrence illimitée. Elle n'est donc qu'un procédé industriel au moyen duquel les prolétaires sont forcés de se déchirer les uns les autres. » Dans l'*Organisation du Travail*, Louis Blanc attaque ainsi le problème social par voie oblique, sans toucher à sa base qui est l'aménagement de la propriété. Dans ses opuscules ultérieurs, il entamera la discussion du régime d'appropriation lui-même, montrera qu'il ne repose point sur le travail, mais sur l'exploitation d'autrui. Cependant, pour lui, comme pour tous les économistes et sociologues jusqu'à Proudhon, la critique de l'anarchie industrielle méritait la première place ; il n'allait pas à la structure profonde, à la racine des choses, satisfait d'étudier, de sonder le phénomène de la production, qui n'est qu'un dérivé. Et c'est à cet égard surtout, que Proudhon, jetant la propriété à bas de son piédestal, et attestant par d'innombrables développements, l'importance fondamentale de son rôle en économie, ouvrira une ère nouvelle pour la dialectique socialiste.

Louis Blanc, après avoir déduit les premières conséquences de la concurrence : dislocation d'une classe, asservissement d'une autre, prolonge son examen, énumère maintenant les effets secondaires. Les chemins de fer, qui, dans une société organisée sagement, constituent un progrès immense, ne sont, dans la nôtre, qu'une calamité de plus. Ils tendent

à compliquer le désordre affreux qui s'est introduit dans le classement des travailleurs, dans la distribution des travaux, dans la répartition des produits. La misère, le paupérisme, entraînent l'extension du concubinage, provoquent l'abandon des enfants, la dissolution de la famille. Comme d'autre part, les jeunes garçons, les jeunes filles et les femmes sont versés dans la manufacture, par la nécessité des temps, la race décline, « il se prépare pour l'avenir une génération décrépite, estropiée, gangrenée, pourrie ».

Que conclure de ce triste tableau ? Louis Blanc le déclare sans ambages : « une société semblable est en gestation de guerre civile. » Mais quel est le remède ? L'organisation du travail, et c'est ici que s'affirme la thèse de la conquête des pouvoirs publics et de l'étatisme, qui forme proprement la partie maîtresse de la doctrine.

Pour refondre, il faut d'abord saisir l'autorité. C'est futilité que de s'occuper exclusivement de la réforme sociale. « Emparez-vous du pouvoir, si vous ne voulez pas qu'il vous écrase. Prenez-le pour instrument, sous peine de le rencontrer comme obstacle. » Il y a plus : « L'émancipation du prolétariat est une œuvre si compliquée, et qui heurte tant de préjugés et d'intérêts, qu'elle ne peut s'accomplir par efforts partiels et tentatives isolées. » Il convient d'y appliquer toute l'énergie de l'État.

Pourtant le prolétariat attendra-t-il son accession à la puissance publique pour révolutionner la société ? Louis Blanc entend que la société commence à se révolutionner d'elle-même en fournissant aux prolétaires des instruments de travail. Puis se développe toute la théorie que nous retrouverons en 1848, au *Moniteur*, dans les documents de la Commission des Travailleurs.

Il importe de définir par avance, de délimiter la transformation qui se prépare. On émettra des idées fausses ; on prêchera des rêveries, dira quelqu'un. Soit. Sait-on si la rêverie d'aujourd'hui ne sera pas la vérité dans dix ans ? Donc tout peut et doit se discuter. Cependant la seule méthode pratique pour aboutir, c'est de prendre son point d'appui dans la société présente. Notez bien cette phrase : car ici Louis Blanc nous écarte assez sensiblement du collectivisme contemporain, qui, lui, se soucie peu de respecter les institutions actuelles, et de s'étayer sur elles.

Le gouvernement sera le régulateur de la production. Il se servira de la concurrence contre la concurrence, en dressant des ateliers sociaux, où il appellera les ouvriers en nombre d'abord restreint, et dont le bénéfice sera divisé en trois parties : répartition égale entre tous ; — assistance aux vieillards et aux infirmes ; — achat d'instruments en vue de l'extension du système. Les capitalistes ne seront pas exclus, mais ils toucheront seulement un intérêt fixe du capital qu'ils apporteront.

L'antagonisme entre l'industrie sociale et l'industrie libre se résoudra nécessairement par la victoire de la première. Comme Louis Blanc craint les changements trop brusques, il espère que la seconde viendra à composition. Le commerce, ver rongeur de la production, périclitera, puis disparaîtra, et avec lui les fraudes et sophistications. Les capitaux mobiliers et immobiliers seront en voie de socialisation progressive, par l'abolition des successions collatérales, par la formation d'un domaine communal grandissant, assise elle-même sur les perceptions fiscales et sur les achats de l'État. Et ainsi surgira un ordre tout nouveau et très différent

de l'ordre ancien, « que personne n'a intérêt à soutenir, parce qu'il lèse tout le monde ». — « Cette Révolution si nécessaire, il serait possible, facile même de l'accomplir pacifiquement ».

Ce simple exposé de système de l'Organisation du Travail, dont la formule va être le mot d'ordre de la génération la plus ardente que la France ait produite depuis 1789, suffirait, sans plus amples commentaires. On ne peut s'empêcher pourtant de trouver, et en dépit de l'énorme répercussion de la thèse sur l'histoire de ce pays, qu'elle était restreinte et rétrécie, négligeant presque totalement le plus saisissant aspect du problème social, la légitimité de la propriété privée, — et aussi utopique et idéaliste à l'excès, escomptant le renoncement des classes dirigeantes en présence de la grandeur de la tâche à consommer. Mais cet optimisme qui a régné jusqu'au lendemain de Juin, c'est-à-dire jusqu'à l'heure où le prolétariat s'arracha aux cadres bourgeois pour faire tonner sa propre voix, était la caractéristique de tous les écrivains de l'époque. Le manifeste des communistes retentira d'autres accents. Louis Blanc, comme Fourier, Saint-Simon, Considérant, Leroux, Cabet, Pecqueur et même Proudhon, avait foi dans l'excellence native de l'âme humaine. La fausse interprétation de la nuit du 4 Août a si longtemps dominé les conceptions de nos politiques ! Or, Louis Blanc, philosophe, historien, sociologue, économiste, était avant tout, sinon uniquement, un politique. Il vit bien toutes les tares du statut social, mais recula devant les conséquences extrêmes, et s'il aboutissait au communisme, comme l'en accusèrent ses contradicteurs de l'époque, c'était que la logique était plus forte que sa propre volonté.

IV. Pecqueur et Cabet vont beaucoup plus loin dans leurs déductions immédiates et dans leurs constructions d'avenir, que l'auteur de l'Organisation du Travail. Ils ne se bornent pas à démontrer les misères du système économique et social, et à établir la concurrence de l'étatisme et de l'individualisme ; dans leur haine de celui-ci, ils le brisent tout net et sans pitié, ils préconisent, l'un, le collectivisme, l'autre, le communisme, en réveillant bruyamment les traditions de Babeuf et des Égaux.

Pecqueur, comme la plupart des socialistes de 1840, est déiste à la façon de Rousseau. Il condamne le régime de la société, d'abord parce qu'il est contraire à l'esprit évangélique et à la religion, et ensuite, parce que, fondé sur l'injustice, l'illégitimité, la spoliation de tous par quelques-uns, il entraîne après lui le dénûment du plus grand nombre. Mais de la critique des générations qui se sont succédé sous Louis XVIII, Charles X, et Louis-Philippe, peut-être avons-nous déjà présenté un résumé assez complet. Mieux vaut prendre chez l'écrivain des « Améliorations Matérielles » et de la « Théorie nouvelle d'économie sociale », ce que sa pensée offre d'original et d'inédit.

Pecqueur se demande, si ce qui contribue à augmenter la richesse totale d'une nation, contribue nécessairement à assurer une meilleure distribution de cette richesse. Le Royaume-Uni lui suggère tout de suite une réponse négative : à mesure que les trois Royaumes se sont enrichis d'une manière absolue, ils se sont appauvris relativement dans leurs masses d'ouvriers. La concurrence et la concentration sont, ainsi qu'il est juste, dénoncées comme les facteurs de ce phénomène double d'expansion et de resserrement. Or rien n'est plus pressant que la

solution de la question ainsi posée, qui est d'ordre proprement social, et qui l'emporte en intérêt sur la question politique, « parce que les hommes vivent bien plus dans la famille et dans l'atelier, que sur la place publique ».

D'ailleurs, pourquoi le prolétariat ne tient-il pas dans l'État le rôle qui lui revient, pourquoi est-il dépourvu de toute autorité, alors que le pouvoir se concentre entre les mains de la bourgeoisie? Celle-ci triomphe, grâce au laissez-faire qui n'est plus désormais qu'un monopole, qu'un privilège déguisé, qu'un nouveau despotisme légal. Et ici Pecqueur trouve, pour qualifier cette liberté totale, qui est le nec plus ultra de l'économisme orthodoxe, des expressions très fortes et très exactes : « Le laissez-faire actuel, c'est, pour le XIXe siècle, ce qu'a été le laissez-faire guerrier des seigneurs aux VIIIe et IXe siècles, c'est comme le prélude d'une féodalité industrielle et commerciale ; c'est enfin l'agonie de l'égalité, de la liberté, de tous les principes, de toutes les promesses de 1789. » Par lui, on a abouti à la dépossession de la grande masse des citoyens, privés méthodiquement de leurs instruments de travail.

La proclamation du droit au travail, ne résoudrait pas le problème. Reconnaître ce droit, fixer le maximum des heures de labeur, le taux des salaires, ce n'est pas aller au fond des choses, c'est simplement mettre le doigt dans l'engrenage, et forcément, bon gré, mal gré, on ira ensuite jusqu'au bout. Pourquoi ne pas reconnaître, tout de suite, que la propriété doit être transformée, et qu'il faut refondre le mode de production.

Ainsi Pecqueur s'achemine au collectivisme, qui lui apparaît comme l'unique système légitime, et qui est même, non seulement, équitable en son principe,

mais profitable en ses fins. La propriété individuelle supprimée, surgit la socialisation de tous les capitaux, le gouvernement se chargeant de l'administration des choses. Les outils, les machines, la terre, seront mis à la disposition des pouvoirs représentatifs de la nation, à condition qu'ils en usent selon les lois, dans l'intérêt, sous le contrôle souverain du peuple. L'homme n'aura plus droit qu'aux fruits de son travail, car la propriété, ou plutôt la détention, devient une fonction exercée au nom de tous, et qui se transmettra suivant la vocation et le mérite. Quant à la répartition des produits, Pecqueur n'en libelle pas une formule très nette.

Le régime collectiviste, juste par lui-même, et soustrait à toute controverse, donnera d'ailleurs, dans l'ordre matériel, des résultats merveilleux, parce qu'abolissant le morcellement agricole, commercial, et industriel, il détruit la grande entrave à la civilisation. La conception de l'auteur des « Améliorations Matérielles » procède ainsi des mêmes principes que celle de Louis Blanc. Mais Pecqueur a apporté moins de tempéraments dans l'exposé, moins de diplomatie dans le déploiement de ses conclusions.

Cabet est l'écrivain extrême de la période ; s'il n'a pas toute la virulence, toute la puissance subversive de Proudhon, il le dépasse infiniment par l'audace des vues positives. A un demi-siècle de distance, il retire de la poussière la grande doctrine communiste. Connu surtout par son fameux roman *l'Icarie*, qui n'eut pas moins de cinq éditions, et qui pénétra profondément dans les faubourgs ouvriers, c'est dans son « *Credo* » qu'il a concentré sa philosophie sociale.

A l'exemple de Rousseau, il pense que l'homme serait bon, et que l'égalité régnerait sur la terre, si

les législateurs n'avaient pas modifié et perverti les rapports de toutes choses. La communauté est de droit naturel, tandis que l'inégalité viole ce même droit. Il faut donc supprimer la seconde, en restaurant la première.

Dans le monde nouveau, la souveraineté appartiendra au peuple, et la Constitution, à la différence de toutes celles qui l'ont précédée, statuera sur le vêtement, la nourriture, l'éducation, le travail, etc. Le territoire, au lieu d'être accaparé par quelques individus, sera indivis; la société réglera la culture qui sera triplée ou décuplée —, la circulation et la distribution; en dehors de cette industrie sociale, il n'y en aura plus d'autre, — et comme tout fonctionnera pour le bonheur commun, les machines, dont l'apparition a été désastreuse, deviendront les meilleurs auxiliaires des ouvriers, faciliteront la tâche et multiplieront le rendement.

Cette égalité qui surgira de la mise en commun de tous les biens, ne ramènera pas tous les hommes à un même niveau de misère, mais les rehaussera à une même aisance, et les prolétaires, privés, aujourd'hui, des jouissances esthétiques, s'initieront peu à peu aux beautés des arts. Cabet, — au surplus, — et l'observation ne s'applique pas seulement à lui, mais à tous les écrivains de son époque, dont on a déjà signalé l'optimisme, — estime que la transformation du monde s'accomplira sans secousse. A l'appui de cette conviction, il émet même l'avis qu'une minorité, en voulant supprimer la propriété, rencontrerait plus d'obstacle qu'aucun changement politique antérieur. C'est à la loi seule, à l'accord des volontés, qu'il convient d'avoir recours, et, pour trancher toute difficulté, la communauté ne s'installera pas sous la génération présente, mais sous la génération qui la

remplacera, et d'ici là, à titre transitoire, on pourra supprimer les successions collatérales, les testaments, les donations, établir des impôts progressifs, organiser le travail, créer l'éducation gratuite. Ici encore, une remarque s'impose : c'est que la question de l'enseignement a paru primordiale à tous les économistes sociaux de 1840 à 1848. Dans le roman d'« *Icarie* », qui n'est que la mise en œuvre, que le développement des principes du « *Credo* », plus de 100 millions, par an, sont réclamés pour la diffusion des connaissances. — Total énorme, au regard du temps, pour cette affectation spéciale.

Cabet a traité d'un peu plus près que Pecqueur le problème de la répartition, tout au moins dans son utopie. Alors que Fourier, Saint-Simon, et Owen, par leurs formules, consacraient le respect du capital, ou comme nos purs anarchistes, préparaient une oligarchie de forces brutales, il établit l'égalité de rémunération absolue. Lorsque tout aura été produit, suivant la détermination annuelle des statisticiens, les denrées seront portées dans des magasins, où les citoyens iront les puiser selon leurs droits. Telle avait déjà été la conception, quoique moins nette et moins détaillée, que le babouvisme avait essayé, en 1796, de semer dans la plèbe, et dont Cabet avait été chercher les vestiges, pour l'amplifier, et l'illustrer, dans les sociétés secrètes de 1834.

V. L'œuvre de Proudhon est la plus considérable par la répercussion obtenue, par la multiplicité des idées exprimées, par le nombre des volumes, de toute la littérature socialiste française. Et pourtant, aucune n'a été plus discutée par les socialistes, plus appréciée et même plus admirée par leurs adversaires impénitents. C'est le châtiment du génial, mais insaisissable esprit, que fut l'auteur du mot : « la

propriété, c'est le vol » d'avoir recueilli souvent la réprobation de la classe prolétarienne, et parfois le témoignage de la classe capitaliste. Émettre, sur lui, un jugement en quelques mots, porter un verdict cursif, excède nos forces, car il ne se présente pas tout d'un bloc, comme un Saint-Simon, comme un Pecqueur, qu'il dépasse d'ailleurs — et de beaucoup, par la singulière pénétration du raisonnement. Pour le comprendre, il faudrait, en quelque sorte, le subdiviser en deux ou trois compartiments, et l'examinant successivement sous chaque aspect, oublier qu'il en offrit un ou plusieurs autres.

Aucun homme n'a eu au même degré la haine et le mépris de sa génération ; aucun homme ne fut, pour son époque, un objet d'égal scandale et d'égale épouvante. On se rappelle la page fameuse des *Confessions d'un Révolutionnaire :* « Je ne crois pas qu'il y ait jamais eu exemple d'un pareil déchirement. J'ai été prêché, chansonné, joué, placardé, biographié, caricaturé, blâmé et outragé, maudit, etc., etc. — » Cela s'explique : Proudhon n'était d'aucun parti. Cet enfant du peuple, — et l'humilité de son origine est assez connue, — avait le tempérament aristocratique le plus indomptable. Il semble qu'il ait tenu une gageure, à se mettre en contradiction tour à tour avec toutes les écoles.

Il s'est affirmé socialiste, s'appliquant à maintes reprises ce qualificatif dans ses œuvres, et pourtant nul n'a attaqué plus violemment, flétri avec plus d'exagération, le communisme et l'étatisme. On pourrait, en feuilletant les innombrables pages qu'il a écrites, en parcourant ses traités philosophiques, économiques, historiques, politiques, et ses lettres, constituer un fascicule d'effrayantes injures contre Louis Blanc, Considérant, Fourier et les autres. Ici encore, il suffit d'évo-

quer, sans apporter d'intempérantes citations : « Les communistes sont des huîtres attachées côte à côte, sans activité ni sentiment, sur le rocher de la fraternité... Le communisme, emprunt malheureux fait à la routine propriétaire, est le dégoût du travail, l'ennui de la vie, la suppression de la pensée, la mort du moi, l'affirmation du néant. Quelle philosophie intelligente et progressive que le communisme !... Le communisme est la religion de la misère. Loin de moi, communistes ! Votre présence m'est une puanteur et votre vue me dégoûte. » (Contradictions économiques). — Quant à Fourier, le voici accommodé : « Nul ne sait tout ce que renferme de bêtise et d'ignorance le système phalanstérien. » Enfin, Louis Blanc, « placé sur les confins du socialisme et de la démagogie, un degré plus bas que la République, deux degrés au-dessous de M. Barrot, trois au-dessous de M. Thiers, est encore, lui-même, quoi qu'il dise et quoi qu'il fasse, un descendant à la quatrième génération de M. Guizot, un doctrinaire ». Et le même écrivain, qui s'essayait ainsi à désorganiser la pensée socialiste, est celui qui, entre tous les adversaires du régime capitaliste, a porté les coups les plus terribles à la propriété !

Dans un instant, nous préciserons ce que le socialisme contemporain lui doit. Mais il faut, de premier abord, éliminer certaines idées Proudhoniennes, qui joueront un rôle considérable dans l'évolution prolétarienne, — que nous retrouverons agissantes sous le Second Empire et sous la Troisième République, — et qui en réalité, et selon la formule de Benoît Malon, ne sont que déviations. Nous voulons parler de ce corps de doctrines, qu'on a appelé le mutualisme, et qui prétendait réorganiser la nation et le monde, en établissant entre tous les hommes, la « ré-

ciprocité des services », et la « gratuité du crédit ». Sur la base d'une banque, qui eût prêté à un taux infime, se fut dressée la fédération des associations ouvrières libres, — sociétés coopératives de production et de consommation, sociétés de secours mutuels, d'assurances mutuelles, etc. Toute action collective était interdite ; l'individualisme subsistait renforcé sur son piédestal grandi. La propriété demeurait intacte, ou peu s'en fallait. C'est la conception qu'ont reprise à notre époque, avec la « gratuité du crédit » en moins, les conservateurs réformistes qui se déclarent les adversaires passionnés du collectivisme. Et il ne conviendrait même pas de s'arrêter sur un système, qui est la négation du socialisme, s'il n'avait recueilli d'innombrables adhésions, après l'effondrement de Juin, dans la classe laborieuse. Mais peut-être était-il encore urgent de le définir succinctement pour permettre de critiquer l'ensemble de l'œuvre de Proudhon. Comme Marx l'a dit et démontré, dans sa « *Misère de la Philosophie* » (1847), le destructeur théorique de la propriété, l'homme qui nous a fourni le plus riche arsenal d'arguments contre la structure sociale contemporaine, n'était qu'un petit bourgeois. Son rêve, à lui, était la conciliation de la bourgeoisie et du prolétariat, du Capital et du Salariat, et sa circulaire électorale de 1848 est un témoignage précieux de ses sentiments intimes : « fondre la bourgeoisie et le prolétariat dans la classe moyenne, telle est la vraie question de Février ». — S'il a ébranlé à fond l'édifice économique, ç'a été, en quelque sorte, malgré lui, et parce que la pente naturelle de son esprit l'entraînait à tout défaire et à tout briser. Ceux qui l'ont étudié peu et mal, lui reprochent ses contradictions, mais ne cherchent pas à les résoudre. C'est là un aperçu

très incomplet et très erroné du Proudhonisme. L'antinomie n'est pas involontaire chez notre auteur ; elle est une méthode de discussion, imitée de Hégel, et Proudhon s'en est expliqué très nettement. Dans tous ses livres, il nous expose la thèse, qui sera, par exemple, la condamnation de l'appropriation individuelle, — puis l'antithèse, qui sera la flétrissure du communisme, puis la synthèse qui ne sera pas toujours très claire, qu'il ne découvrira pas toujours, — et qui serait, le cas échéant, le reflet de ses propres préférences. Mais ce qui est très notable, c'est que la contradiction, qui éclate orgueilleusement en chaque volume, ne se retrouve pas dans la série même de l'œuvre. De 1840 à 1863, du « Mémoire sur la propriété », à « la Capacité des classes ouvrières » en passant par la « Philosophie de la Misère » — c'est à dessein que nous prenons des titres capitaux, — la pensée est unique, rectiligne, conséquente avec elle-même. Elle pourra se préciser, s'amplifier, s'envelopper d'une forme plus somptueuse ; elle ne variera point, ou si peu, que la plupart des autres économistes et philosophes du siècle présenteraient des transformations autrement affirmées.

Faisant maintenant table rase du système positif et de la dialectique de Proudhon, laissant ses diatribes contre le communisme, et ses aspirations petit-bourgeoises, nous ne verrons plus en lui que l'homme, qui, contre son gré peut-être, mais avec une incomparable puissance d'analyse, et aussi de séduction, dota la démocratie sociale de quelques-uns de ses meilleurs engins d'attaque.

1. Proudhon a tracé, dans les *Contradictions économiques*, le tableau le plus exact des difficultés où se débat la société moderne. L'industrie est fondée sur la division du travail, hors de laquelle il n'y a

ni progrès, ni richesse, ni égalité; mais qui, d'autre part, subalternise l'ouvrier, rend « l'intelligence inutile, la richesse nuisible, et l'égalité impossible ». — « Quelle est, après le travail, la cause première de la multiplication des richesses et de l'habileté du travailleur ? La division.... » « Quelle est la cause première de la décadence de l'esprit et de la misère civilisée ! La division. »

Le développement de la production se rapporte à l'apparition de la machine. « Par la machine, il y a restauration du travailleur parcellaire, diminution de peine pour l'ouvrier, baisse des prix sur le produit, mouvement dans le rapport des valeurs, progrès vers de nouvelles découvertes, accroissement de bien-être général. » Avec elle, l'essor est donné à la liberté ; elle est l'insigne de notre domination sur la nature. Mais par cela même qu'elle diminue la peine de l'ouvrier, elle augmente l'offre et diminue la demande. L'ouvrier est évincé de l'usine. Ainsi « le machinisme entraîne la cessation du travail, la réduction du salaire, le déclassement de l'ouvrier, la dégénération de l'espèce » etc., etc. « Tout le génie déployé tourne à l'abrutissement du prolétariat. »

La concurrence, de même, est une arme à deux tranchants, ainsi que le monopole qui en est la conséquence logique. Dans tout ce domaine critique, il ne reste plus rien à accomplir, après Proudhon.

2. De plus, sa condamnation de la propriété privée est définitive. « Chose étrange, dit-il, dans les *Contradictions,* la propriété, attaquée de toutes parts, au nom de la charité, de la justice, de l'économie sociale, n'a jamais su répondre, pour sa justification, que ces mots : Je suis parce que je suis. » — Mais c'est dans le célèbre et mémorable essai de 1840 que l'institution fondamentale du monde moderne

est sapée par sa base. Sur quoi repose-t-elle en effet ? Sur le droit naturel ? Mais on a toujours discuté son principe — Sur l'occupation ? Mais le droit d'occuper est égal pour tous. — Sur le travail ? Mais pourquoi le bénéfice de cette prétendue loi est-il dénié à la foule des travailleurs et pourquoi alors l'ouvrier ne devient-il pas le propriétaire de l'objet qu'il a créé ? En réalité, « la propriété, c'est le vol... J'intente à la société toute entière une action pétitoire ; je pense que ceux qui ne possèdent pas aujourd'hui, sont propriétaires au même titre que ceux qui possèdent, mais au lieu de conclure à ce que la propriété soit partagée entre tous, je demande que par mesure de sûreté générale, elle soit abolie pour tous ». — Passant aux conséquences de l'institution, Proudhon montre que le droit de propriété a été « le commencement du mal sur la terre, le premier anneau de cette longue chaîne de crimes et de misères que le genre humain traîne depuis sa naissance ». Non seulement ce droit a mis aux prises les hommes, mais aussi les peuples, et la conception exclusive de la détention territoriale que se sont façonnée les collectivités, n'est pas moins erronée et néfaste que celle des personnes isolées. « La France, comme un seul homme, possède un territoire qu'elle exploite. Il en est des nations entre elles comme des individus entre eux ; elles sont usagères et travailleuses. C'est par abus de langage qu'on leur attribue le domaine du sol. »

3. La propriété n'est donc que le fruit de la spoliation, de la violence, et de l'iniquité. Elle continue à se former, dans la société du XIXe siècle, au détriment de l'ouvrier. Et comment ? Ici, nous allons trouver, dans le mémoire de 1840, l'origine des déductions fameuses du Capital de Marx.

Le salaire du travailleur devrait d'abord lui assurer une nourriture, un entretien suffisant, lui conférer, en outre, une garantie de sa subsistance future. Or, il ne dépasse pas, en réalité, la consommation courante et ne laisse rien pour le lendemain. Après qu'il a payé une maigre somme, le capitaliste acquiert, dans l'instrument produit par le prolétaire, un gage d'indépendance et de sécurité pour l'avenir. Cet instrument, que le capitaliste doit, il ne le rend jamais, et c'est là qu'est l'exploitation, et c'est ainsi, que, peu à peu, s'agrandit la propriété.

La misère de l'ouvrier, tout à l'inverse, procède de ce qu'avec son salaire, il ne saurait racheter son produit. La richesse de l'employeur ressort donc de la dépossession de l'employé, qui paiera ensuite 5 ce qui sera livré pour 4.

4. Mais cette propriété individuelle capitaliste, en voie d'accroissement ininterrompu, est en contradiction grandissante avec le mode de production. En effet, aucun homme ne produit à lui seul, ce qu'il consomme. Chacun a besoin de tous. Les industries se commandent l'une l'autre, se réunissent finalement dans un faisceau unique. Toute marchandise est d'avance hypothéquée à la collectivité, et ainsi apparaît croulant et illégitime le système de la répartition perpétué jusqu'à nous.

5. La « lutte des classes » a été magistralement exposée dans la « *Capacité des classes ouvrières* », qui parut en 1863, mais qui résume nombre d'idées déjà mises en relief antérieurement par Proudhon. Il faut que le prolétariat prenne conscience de lui-même, qu'il s'affirme en face de la bourgeoisie. On lui dira peut-être qu'il n'y a plus d'ordres, de compartiments sociaux, depuis la Révolution. Mais c'est justement le droit de 1789 qui a créé les distinctions nouvelles,

par la dissolution des corporations, où patrons et ouvriers vivaient côte à côte. Il était naturel que l'ouvrier voulût aussi accéder au pouvoir. La bourgeoisie désorganisée n'est plus qu'une minorité qui trafique. « Cette bourgeoisie, notre aînée en émancipation, dut, en 89, absorber la noblesse, et détruire d'injustes privilèges. » Le tour de la plèbe est arrivé, mais Proudhon estime qu'elle ne doit pas substituer une dictature à une autre, l'oppression d'une classe à l'oppression d'une classe. Il s'agit non point d'abolir « les droits dont jouissent justement les classes moyennes, » mais de conquérir la même liberté d'action, de fondre, en quelque sorte, les diverses couches sociales. En tout cas, ce que le prolétariat ne saurait oublier, c'est qu'il lui est interdit de figurer, dans le même parlement, ou dans la même opposition que la bourgeoisie, parce que gouvernement et opposition défendent réellement le même principe. « Le prolétariat ne doit agir que par lui-même. » Le livre, d'où se dégage cette formule, est postérieur au « *Manifeste des Communistes* » mais, il importe de le répéter, expression dernière de la pensée Proudhonienne, il est en germe dans les multiples traités qui ont suivi le « *Mémoire sur la Propriété* ».

6. Le système présent est condamné, parce qu'il repose sur la spoliation, qu'il organise le paupérisme, qu'il broie les travailleurs, qu'il met les classes aux prises. « Il y a donc raison suffisante de Révolution sociale au XIXe siècle. » Cette Révolution, Proudhon l'a caractérisée en termes très forts, et qui n'ont guère été dépassés. Si nous laissons de côté sa haine de l'Etat, du gouvernement, de toute action collective, qui le classe, — et il ne repoussait pas le qualificatif, — dans les rangs de l'anarchie, il a montré, avec tout le prestige de son style et de sa dialecti-

que, que la transformation politique n'était rien par elle-même, que l'autre était tout. « La Révolution qui reste à faire, consiste à substituer le régime économique ou industriel, au régime gouvernemental, féodal et militaire. Par régime industriel, nous entendons, non point une forme de gouvernement, où les hommes, adonnés aux travaux de l'agriculture et de l'industrie, entrepreneurs, propriétaires, ouvriers, deviendraient, à leur tour, caste dominante, — comme faisaient jadis la noblesse et le clergé, — mais une constitution de la société ayant pour base, à la place de la hiérarchie des pouvoirs politiques, l'organisation des forces économiques » (Idée générale de la Révolution). « Napoléon Ier n'a pas compris le sens profond du mouvement de 1789 qu'était d'introduire, dans le gouvernement des nations, l'idée économique, appelée à éliminer peu à peu celle d'autorité, et à régner seule, comme une religion nouvelle, sur les peuples » (la Révolution sociale). « Ce qu'il faut vraiment, c'est une Révolution économique et sociale qui proclame le drapeau rouge, étendard fédéral du genre humain » (Solution du problème social). Ici l'influence de Saint-Simon, le seul des précurseurs que Proudhon n'ait pas attaqué, apparaît très sensible.

Nous avons fait le tour des idées du grand penseur, de celles tout au moins que le socialisme doit retenir. Nous n'avons pas en effet, — et il faut revenir sur ce thème brièvement esquissé plus haut, — signalé tous les développements qu'anime la critique destructive du principe gouvernemental. Pour Proudhon, il n'est pas de progrès, sans un émiettement de cette énergie de l'Etat, qui n'est qu'un gendarme et un bourreau. Il ne s'est pas demandé, si le prolétariat pouvait conquérir et utiliser cet organisme

traditionnel, pour balayer et couper, par ses armes historiques mêmes, les abus qu'il avait consacrés. Il ne s'est pas posé ce problème, si obsédant pour la classe ouvrière, depuis Marx, et qui ne s'est jamais résolu que de façon transitoire : la grande refonte sociale ne sera-t-elle pas plus aisée à opérer du dedans que du dehors ? Il se refuse, de prime abord, à envisager la question. L'État, à ses yeux, est à la racine même du mal, et ceux qui veulent subordonner la Révolution économique à la Révolution politique ne sont que des timorés, et des réactionnaires, pour lesquels il ne trouve pas de condamnations assez fortes. Sur ce point, et sur d'autres encore, déjà signalés, le collectivisme de la fin du XIXe siècle se sépare de Proudhon. Mais de même que nous nous sommes dispensés de critiquer le solutionnisme petit bourgeois, nous ne passerons pas ici au crible d'une discussion prolongée, un anarchisme trop rudimentaire. Il nous a suffi de noter les arguments que notre auteur a fournis à la propagande, et à l'édification du socialisme ; et tout en constatant qu'il fût loin d'être des nôtres, qu'il a combattu certaines conclusions plus tard adoptées par nous, qu'il a donné parfois des armes à nos adversaires, aux défenseurs de l'ordre existant, il convient de reconnaître qu'aucune contribution ne fut plus abondante, ni plus féconde.

VI. Le Manifeste des communistes de 1848 ne saurait être exclu d'une histoire du socialisme français. Jusqu'ici, tous les grands mouvements analysés, tous les écrits cités et résumés étaient intimement liés à notre évolution nationale. Pour la première fois, un document capital pour la marche même du prolétariat paraît hors de nos frontières. Pour la première fois aussi, avec la publication de Marx et

d'Engels, qui d'après son préambule même, devait être distribuée en anglais, en français, en allemand, en italien, en flamand, en danois, s'annonce le caractère international de la démocratie révolutionnaire.

Qu'on le remarque en effet : quelques-uns de nos penseurs avaient déjà montré que la transformation économique survenue, depuis le commencement du siècle, était d'aspect cosmopolite, et s'étendait à toutes les terres civilisées. L'embryon de l'idée fondamentale du Manifeste des communistes se retrouverait chez Pecqueur, chez Proudhon, même chez Fourier, mais il restait à l'exprimer sous la forme violente, éclatante, brutale, qui frappe les foules. — Le grand document de 1848 est encore attachant par d'autres côtés.

Si l'on veut indiquer, de quelques mots, sa signification générale, les éléments nouveaux qu'il apporte dans le processus prolétarien, en dehors de la proclamation même de l'internationalisme, on saluera, en lui, la substitution du socialisme rationnel, réaliste, scientifique, à l'idéalisme et à l'utopie qui, jusque-là, avaient trop souvent revêtu de leur phraséologie les déductions les plus légitimes. On y notera surtout, — car telle est sa dominante, — l'exposé de la conception historique qui, en germe dans Saint-Simon, s'est imposée définitivement avec Marx, et qui a mis, à la base de tous les phénomènes politiques et sociaux, les remaniements de la structure économique. Peut-être, ces simples propositions attestent-elles toute la portée des cinquante pages qu'on a justement réimprimées à une date récente, et sans lesquelles on ne saurait comprendre le courant nouveau, qui s'est affirmé, dans la classe ouvrière des deux mondes, depuis le terrible effondrement de 1848.

Le Manifeste se divise en trois parties : la première, intitulée « bourgeois et prolétaires », contient la philosophie de l'histoire, qui a, depuis, triomphé, sous le nom de matérialisme historique.

« L'histoire de toute société, jusqu'à nos jours, n'a été que celle des luttes de classes.

» Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens, barons et serfs, maîtres de jurandes et compagnons ; en un mot, oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée ; une guerre, qui finissait toujours ou par une transaction révolutionnaire de la société tout entière, ou par la destruction de deux classes en présence.

» La société moderne, élevée sur les ruines de la féodalité, n'a pas aboli les antagonismes de classes. Elle a seulement apporté une simplification, parce qu'il n'y a plus désormais que deux camps ennemis : la bourgeoisie et le prolétariat. » Mais cette bourgeoisie elle-même est sortie d'une révolution dans les modes de production et de communication. Après avoir brisé les anciennes formes, elle s'est emparée du pouvoir, et y a installé un gouvernement, qui n'est qu'un comité administratif de ses propres affaires. Rompant ainsi les anciens liens, foulant les antiques sentiments, elle a joué un rôle essentiellement révolutionnaire. Elle n'existe même, qu'à la condition de révolutionner toujours davantage les rapports sociaux. Imprimant aux temps nouveaux leur caractère d'agitation et d'insécurité, elle cherche sans relâche de nouveaux débouchés, se fait cosmopolite, détruit les industries nationales, et entraîne les nations barbares dans la civilisation. Elle y est contrainte pour vivre, pour perpétuer sa domination, de même qu'elle se doit de subordonner l'agricul-

ture à l'industrie, de centraliser avec la population, la propriété et les capitaux.

Mais, élevée à la puissance publique par une transformation économique, elle en sera chassée par une transformation économique. Comment, en effet, est-elle sortie de la féodalité? En brisant des rapports de propriété qui ne correspondaient plus aux nouvelles forces productives qu'elle avait aménagées. De même, depuis trente ans, il y a soulèvement des forces productrices nouvelles contre les rapports de propriété introduits par elle. « Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées en son sein. » L'industrie, le commerce ont pris de trop vastes développements pour que le moule du monde moderne ne soit pas près d'éclater. Ce qui le prouve, c'est que la classe dirigeante est forcée de conquérir sans trève des débouchés élargis, préparant malgré tout des crises toujours plus générales, et ainsi, « elle forge les armes qui doivent lui donner la mort, et produit les hommes qui manieront ces armes, les prolétaires ».

Le Manifeste nous montre maintenant comment ce prolétariat, a surgi, et comment il s'est comporté, depuis qu'il a vu le jour. L'ouvrier, contraint de se vendre, n'est plus qu'une marchandise, et sous un autre aspect, qu'un appendice de la machine. Sa situation s'est infiniment aggravée, avec les grandes découvertes scientifiques, parce que son coût de production se réduit à peu près aux moyens d'entretien, dont il a besoin pour vivre et propager sa race, et aussi parce que la femme et l'enfant supplantent peu à peu l'homme à la manufacture. Ce prolétariat voué au paupérisme, à la misère héréditaire, est destiné, en outre, à accroître sans cesse son effectif, une partie de la petite bourgeoisie se

versant dans ses rangs sous la pression même des phénomènes économiques. Jusqu'ici, il a lutté, non point contre ses ennemis, mais contre les ennemis de ses ennemis, les restes de la monarchie absolue, les propriétaires fonciers, si bien que toute victoire remportée a été exclusivement bourgeoise. Mais en se concentrant, il s'organise, il prend conscience de ses intérêts de classe. Il arrive donc que « la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs, car sa chute et la victoire du prolétariat sont également irrésistibles ».

Dans sa seconde partie, le manifeste traite des rapports entre prolétaires et communistes. Ceux-ci ont les mêmes intérêts que ceux-là, auxquels ils prétendent donner un programme et une discipline. Leurs propositions ne reposent pas sur de purs concepts, mais sur le mouvement historique même. Ils veulent l'abolition de la propriété privée qui est la dernière et la plus parfaite expression du mode de production et d'appropriation, « basé sur les antagonismes de classe, sur l'exploitation des uns par les autres ».

Le capital, en effet, est un produit collectif, le produit du travail d'autrui, et, sous une autre physionomie, une force sociale, non une force personnelle. Quant au travail salarié, il constitue l'instrument de la spoliation la plus éhontée qui se soit vue, car son prix moyen — voilà une nouvelle expression de la loi d'airain déjà formulée plus haut — est le minimum de salaire, c'est-à-dire la somme des moyens d'existence, dont l'ouvrier a besoin pour vivre en ouvrier. Le travail vivant, en société bourgeoise, n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé, — le capital. La propriété privée, abolie pour les neuf dixièmes, ne se forme que par l'asser-

vissement, et la dépossession de la grande majorité. Le communisme intervient pour imposer, ou plutôt pour dégager une structure économique différente : « il n'enlève à personne le pouvoir de s'approprier sa part des produits sociaux ; il n'ôte que le pouvoir d'assujettir, à l'aide de cette appropriation, le travail d'autrui. »

Il ne se dissimule pas, au reste, que dans tous les ordres d'idées, il consacrera une gigantesque révolution. Suivent l'examen des critiques portées contre le système, au nom de la famille et de la patrie, et un exposé très net de l'internationalisme : déjà les démarcations et les antagonismes nationaux des peuples disparaissent de plus en plus, avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, et le marché mondial, avec l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qui y correspondent.

« L'avènement du prolétariat les fera disparaître plus vite encore. Tous les prolétaires des pays civilisés doivent concourir, par une action commune, à leur émancipation collective. L'exploitation d'une nation par une nation, tombera avec celle de l'homme par l'homme. L'hostilité de peuple à peuple tombera avec l'antagonisme des classes dans les peuples. »

Comment s'opèrera la révolution ouvrière ? D'abord par la conquête des pouvoirs publics. Le prolétariat s'en servira pour centraliser entre ses mains les moyens de production. Il aboutira à ce résultat, par des mesures transitoires, telles que l'imposition progressive, l'abolition de l'héritage, la création d'une banque nationale, la socialisation des moyens de transport, mais l'introduction de l'éducation publique n'est pas moins nécessaire. — Il

convient de souligner ce dernier programme en son ensemble. Une fois les antagonismes de classes disparus, et la propriété centralisée, le pouvoir public perd son caractère politique. Il n'est, en effet, aujourd'hui, que le « pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre ». Le prolétariat abolira toute domination de classe, en établissant une association « où le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous ».

La troisième partie du Manifeste est consacrée à la critique de la littérature socialiste et communiste, socialisme féodal, petit bourgeois, etc. Nous passons sur ce chapitre, quelque intérêt qu'il puisse présenter, parce que nous recherchons surtout, pour l'heure, les éléments positifs. Enfin la quatrième partie invite les communistes à prendre partout contact avec les partis démocratiques avancés, tout en éveillant, chez les ouvriers, la conscience nette de l'antagonisme qui existe entre eux et la bourgeoisie. Il faut en rappeler la conclusion célèbre, et qu'on ne saura jamais trop répéter, parce qu'à elle seule, elle consacre une date, et marque toute la portée du libelle de Marx et d'Engels.

« Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs buts. Ils proclament hautement que ces buts ne pourront être atteints sans le renversement violent de tout l'ordre social actuel. Que les classes régnantes tremblent à l'idée d'une Révolution communiste ; les prolétaires n'ont rien à perdre, hors leurs chaînes ; ils ont un monde à gagner.

» Prolétaires de tous les pays, unissez-vous. »

VII. Si nous reprenons maintenant, dans sa masse, à la lumière des doctrines que nous avons exposées ici, en forme raisonnée, la période de 1840 à 1848,

nous sommes en droit d'affirmer qu'elle saisit une importance capitale dans l'histoire du socialisme chez nous. Isolons même le Manifeste des communistes, puisqu'il fut lancé de Londres, et cantonnons-nous sur le sol de France. Quelques écrivains strictement marxistes ont déclaré, dans des ouvrages d'ailleurs remarquables, et auxquels nous devons, sauf cette réserve, toute notre approbation, — que la pensée « utopique, unilatérale et extravagante » de 1830 à 1848, n'allait pas jusqu'à la plèbe ouvrière. Il est même devenu de mode, dans certains milieux où l'on se pique de réalisme exclusif, de nier totalement le rôle éducateur et destructif de Louis Blanc et de ses contemporains. Nous estimons, tout au rebours, qu'on ne doit pas fonder l'affirmation de victoire d'une école, d'une philosophie sociale, sur la méconnaissance et la négation illégitime des services d'une autre. Quoi qu'on puisse dire de l'idéalisme, de la phraséologie, du romantisme, caractéristiques du socialisme français, sous la Monarchie de Juillet, — et quelque déférence qu'on marque aux écrivains allemands, qui ont renouvelé et fécondé la doctrine, on aurait tort d'oublier les titres antérieurs de tant d'hommes dévoués à la critique du capitalisme, alors en plein épanouissement.

Quand Labriola conteste l'influence du mouvement de 1840 sur la foule, il nous semble qu'il interprète à tort l'histoire. Si la Révolution de 1848 a eu une portée prolétarienne, en dépit de l'aspect inorganique du soulèvement ouvrier, si les revendications sociales ont été, dès le premier jour, à la base de son programme, ne faut-il pas en attribuer l'honneur aux nombreux traités publiés par les Considérant et les Proudhon, les Cabet et les Pecqueur. Si l'Organisation du Travail a été le mot d'ordre

d'une génération, ne convient-il pas de reconnaître à Louis Blanc, la vraie paternité de la formule? D'autre part, il est injuste de restreindre l'apport de cette période dans le développement de la doctrine du socialisme international. Chemin faisant, nous avons noté la critique de la concurrence, du machinisme, de la division du travail, la destruction du principe de la propriété privée, l'exposé de la formation du capital par la plus-value, l'analyse du salaire, la proclamation de la lutte des classes et de la nécessité d'une nouvelle révolution, sociale cette fois, — enfin la thèse de la conquête des pouvoirs publics par le quatrième État : tous éléments que Marx et Engels ont pu coordonner et vivifier par le contact même, mais qui leur ont été légués par leurs prédécesseurs français du temps de Louis-Philippe. Rendons à chacun son dû. Nous avons tenu, — et sans doute personne ne nous le reprochera, — à montrer qu'en somme le prolétariat international devait à la France quelques-unes de ses conquêtes intellectuelles.

VIII. Février 1848, l'explosion soudaine de la Révolution, le renversement de la Monarchie orléaniste, sont les produits de l'active élaboration d'idées, mais aussi de la rapide évolution économique, qui étaient intervenues depuis l'avènement de Guizot au pouvoir. L'une et l'autre sont maintenant connues : la propagande socialiste agitait les masses ; la petite bourgeoisie qui se voyait systématiquement refuser le droit de vote : — « il n'y aura pas de jour pour le Suffrage Universel », disait Guizot, — n'attendait plus rien de la légalité. Il y avait donc deux éléments puissants de subversion dans l'État. En face d'eux, aucune force de résistance. La bourgeoisie moyenne, écartée à son tour du pouvoir, n'avait nulle raison

de le soutenir ; les scandales financiers qui s'étaient accumulés dans la seconde partie du règne : — « enrichissez-vous », — disait encore Guizot, lui imposaient le mépris d'un régime qui ne faisait, au surplus, rien pour elle. Restait la grande bourgeoisie qui se gorgeait d'honneurs et d'or, qui commençait à s'allier, par les mariages, à la vieille noblesse légitimiste, et multipliait les agiotages effrénés et les pires aventures financières. Marquée, d'une tare indélébile, par les procès retentissants, que provoquaient ses spoliations et ses compromissions, elle descendait à la même condition morale que l'aristocratie sous Louis XV et Louis XVI, — la plus funeste des conditions pour une classe gouvernante : elle avait perdu le respect. Dépourvue de la considération publique, elle était, par ailleurs, privée de toute énergie matérielle. Aux revendications montantes de la petite bourgeoisie et du prolétariat, à l'assaut formidable qui se préparait dans l'ombre, elle n'opposait plus que de sèches formules, mais les mots ne suffisaient plus à étayer sa prérogative politique. La garde nationale qu'elle avait encadrée en 1830, attachant à sa cause la bourgeoisie moyenne et même une part de la couche inférieure du tiers, lui échappait, se jetait dans l'opposition. Comme cette milice servait ses intérêts de classe, après s'être mise du côté de l'autorité, au temps où elle en pouvait tout espérer, elle la désertait maintenant que ses membres étaient voués irrémédiablement à l'infériorité civile. Il arriva ainsi que le régime, sans s'en apercevoir, perdit tous les appuis sur lesquels il s'était édifié, et que Louis-Philippe se trouva seul, avec le pays légal — quelques dizaines de milliers de familles, devant des millions de citoyens. Contre l'absolutisme restauré, et superposé à l'oligarchie,

les vieilles alliances des sociétés secrètes se reformèrent : la campagne des banquets en naquit. Elle n'eut d'importance, et n'entraîna un résultat, que parce qu'elle était une expression superficielle du mouvement latent de la population. Par elle-même, elle n'avait qu'une action réduite : sa signification symbolique fut colossale. La société française, depuis 1830, ressemblait à une pyramide qui, d'année en année, se retournait, au point que sa base fut finalement en l'air et sa pointe sur le sol. Impuissante à porter ce formidable poids, cette pointe qui du reste s'amincissait avec une vertigineuse célérité, vint à se briser. L'édifice croulant sur la terre, l'ébranla dans ses fondements — et ce fut 48.

VI

LA POUSSÉE SOCIALE DE 1848, DE FÉVRIER A JUIN

I. 1848, pour le prolétariat, se résume en un mot : Juin, — toutes les espérances et tous les écrasements. — 1848, pour la classe bourgeoise, se symbolise en cet épouvantail : les ateliers nationaux, — l'émeute soldée et embrigadée. Il faut sortir des formules, des expressions trop courtes, délaisser les visions morcelées, relier les faits, montrer la marche des événements. Aussi bien, il n'est point de période, dans l'histoire du socialisme, qui mérite d'être plus profondément scrutée, car il n'en est aucune où l'on puisse recueillir des leçons de fait, des enseignements pratiques plus efficaces.

La phase si chargée, qui va de Février à Juin, se caractérise par trois grands traits. Elle a débuté par la participation au pouvoir d'un fragment de classe et d'une classe, qui n'y avaient que très transitoirement accédé en 1792-1793, et qui depuis s'en étaient trouvés systématiquement exclus, la petite bour-

geoisie et le prolétariat. Elle a affirmé presque immédiatement, la réalité de la lutte des classes, la bourgeoisie en toutes ses fractions, en toutes ses couches, du haut en bas, de la ploutocratie banquière au monde de la boutique, et de la grande industrie à la propriété parcellaire, faisant balle contre le quatrième État. Enfin elle a abouti, comme il était fatal, à la guerre sociale, le prolétariat se heurtant dans la rue à la bourgeoisie qui voulait restaurer le servage ouvrier, et consacrer par la désagrégation et le massacre de la plèbe, sa prérogative économique.

On conçoit que 1848 ait laissé une immense traînée de souvenirs dans l'esprit du peuple, que cette date ne puisse être évoquée sans éveiller d'ardentes poussées de fièvre, qu'elle apparaisse au fond des ateliers, et non seulement chez nous, mais partout où palpitent l'espoir et l'idée prolétarienne, comme l'un des points culminants du siècle. Si l'on compare cette période à celle de 1871, et Juin à la Commune, celle-ci ressort plus mêlée en ses causes, plus complexe en ses fins. Ici, les ouvriers s'emparent de la puissance publique et chassent l'autorité légale, mais il n'y avait pas que des ouvriers dans les rangs de la Révolution de Mars, et leur foi communiste, si elle ne se révèle point, dès le premier jour, en toute son intensité, s'affirma pourtant avec éclat. Là, ce fut l'élan sauvage d'une Jacquerie urbaine, déchaînée contre les vieilles institutions mensongères et oppressives, l'assaut anonyme d'une cohue sans chefs et sans plan directeur. Ce qui fait la beauté tragique de Juin, c'est ce soulèvement chaotique sans analogue, ni avant ni après ; et ce qui fait la supériorité de la Commune, c'est qu'elle marque une première étape d'organisation, un premier essai du prolétariat, d'exercer sa dictature révolutionnaire. Mais

entre ces deux insurrections, dont l'une échoue tout de suite, brisée par l'armée, dont l'autre triomphe pendant soixante-dix jours, il y a plus qu'un rapprochement littéraire à établir, il est un lien étroit à noter et à suivre. L'histoire n'a pas d'interruption totale. Quelque terrible effondrement qu'ait subi la plèbe laborieuse durant près de vingt-trois années, de la victoire de Cavaignac à la fuite de Thiers, quelque dépression qui ait frappé sa pensée, elle est dès lors demeurée érigée en ordre distinct, théoriquement tout au moins. La Commune continue Juin, comme demain ou après-demain, un autre mouvement, peut-être victorieux, peut-être refoulé encore, poursuivra l'œuvre de la Commune et de Juin.

Avec 1848, nous entrons dans la phase d'action du socialisme. Jusque là, il s'est constitué en doctrine : il s'est infiltré par concepts partiels, dans les sociétés secrètes, il a même éclaté en sursaut lumineux et imprévu à Lyon. Maintenant il est devenu un groupement, le mot d'ordre d'une classe. La pénétration s'est faite de l'idée et de la souffrance, de la prévision scientifique et de l'appel au mieux être, et cette union s'opère précisément dans le feu des événements, à l'heure où la France et l'Europe reçoivent la plus vive secousse qu'elles aient éprouvée depuis 89.

II. A vrai dire, et comme Marx l'a établi avec son incomparable acuité d'analyse historique, les quatre mois qui courent de Février à Juin se divisent en deux parties de durée presque égale. Avant le 4 mai, la moyenne et la petite bourgeoisie, surprises de leur rapide victoire sur la royauté et sur les censitaires, estiment nécessaire de s'annexer l'ardeur du prolétariat. Elles essaient de le duper, de le payer de formules creuses, d'entreprises illusoires,

mais n'osent rompre avec lui, et acceptent ses mandataires dans leurs conseils. Cependant, elles machinent et préparent tout de suite la réaction qui remettra les choses au point, qui consacrera leur souveraine puissance, et ramènera les ouvriers à leur vassalité.

Après le 4 mai, c'est-à-dire après la réunion de l'Assemblée Constituante, où les élections trop hâtives ont assuré une majorité aux rétrogrades, la moyenne et la petite bourgeoisie se concertent avec la grande, contre le prolétariat, excluent ses représentants du gouvernement, bafouent et détruisent les créations auparavant consenties pour tromper son impatience. Le décor s'écroule; les passions égoïstes se démasquent; les ateliers nationaux dissous, la classe laborieuse est acculée à la Révolution que les dirigeants appellent et acclament, parce qu'elle leur permettra de pratiquer la saignée. La commission exécutive a recours au sabre fidèle, organisant inconsciemment pour l'avenir la dictature du sabre félon, posant déjà, dans l'état de siège, la première pierre de l'Empire. Cavaignac annonce Bonaparte. La République se meurt dans l'agonie du prolétariat: mais la couche moyenne de la bourgeoisie a consolidé ses assises, confisqué 48, comme la couche supérieure avait monopolisé les trois glorieuses. Février n'avait-il pas été dirigé par elle, et orienté vers ses fins?

III. Le mouvement d'émeute, très peu sanglant en réalité, qui avait chassé la maison d'Orléans, frappa, du même coup, la caste censitaire sur laquelle elle s'appuyait: la grande bourgeoisie. Royauté et dirigeants s'étaient trouvés isolés du reste de la nation, depuis que la bourgeoisie moyenne, après le refus de l'extension du suffrage, avait versé du côté du

petit commerce. Il n'y avait plus de tampon. Ce régime avait tellement affaibli sa base qu'elle devenait insuffisante à le supporter. Ses racines étaient si peu enfoncées, qu'il estima la résistance inutile. L'institution qui l'avait tant servi en 1831, en 1832, en 1834, la garde nationale, s'était retournée contre lui, prise entre son amour de l'ordre et l'intérêt de classe de ses membres. Louis-Philippe ne fut pas renversé ; il s'évanouit, comme un fantôme sans consistance.

Les deux cent quarante mille citoyens qui composaient le pays légal, étaient jetés dans la même condition, que l'émigration, retour de Coblentz, après Juillet. Leur richesse démesurée, l'inégalité croissante des fortunes, qui avaient favorisé leur élévation dix-huit années plus tôt, se convertissaient pour eux en instrument de ruine politique, parce que les masses condamnées à l'infériorité civique étaient trop nombreuses, et que les feuillets intermédiaires et dépossédés à leur tour, s'étaient confondus avec elles. La minorité apparaissait trop clairement comme une oligarchie. Le caractère social de la Révolution de Février se déduit aisément de ces quelques considérations.

La moyenne et la petite bourgeoisie nourrissaient des visées identiques, qui se ramenaient même à une seule : conquérir la puissance publique. L'évolution des faits avait attesté que le pouvoir économique allait de pair avec le pouvoir politique, que pour saisir l'un, il était nécessaire d'avoir pris l'autre. Le budget grossissant tentait les industriels en chambre, les boutiquiers faméliques, comme les entrepreneurs de travaux, et les professions libérales, qui voulaient participer à cette distribution annuelle de centaines de millions. Mais pour toucher au but, l'élargissement du droit électoral était une

nécessité de premier ordre, et cet élargissement devait être double, dans le sens de l'électorat et dans le sens de l'éligibilité, parce que conférer la faculté de choisir des mandataires à quelques centaines de mille ou à quelques millions d'hommes nouveaux eût été illusoire, si l'on n'eût reconnu en même temps leur égale aptitude à recevoir des mandats. Ce n'est pas le corps électoral, c'est le corps législatif qui reflète exactement la structure sociale du pays. Et c'est pourquoi l'Angleterre, en dépit de ses extensions successives du suffrage n'est pas une démocratie, ses Communes se recrutant, sauf rares exceptions, dans un milieu très restreint. La moyenne et la petite bourgeoisie de 1848, conduites par une saine notion des choses, par l'appétit effréné aussi des sinécures, des dotations, des bénéfices publics, qui avaient été jusque-là l'apanage de la grande manufacture et de la grande propriété, étaient donc très favorables à une double modification de la loi électorale. Mais irait-on jusqu'au suffrage universel pur et simple ? C'est ici que la question de classe se posait très nettement. Etablirait-on une ligne de démarcation nouvelle entre possédants et non possédants, par le maintien d'un cens, si modéré fut-il, ou bien toute condition de cens serait-elle abolie ? En ce dernier cas, les couches inférieures du Tiers n'étaient pas seules à profiter de Février, mais elles admettaient au partage la plèbe tirée soudain de sa servitude, appelée sans transition à goûter de la puissance publique, capable ainsi désormais de bouleverser la structure économique de la France. On juge de toute la gravité du problème.

Le prolétariat apportait une foi mystique dans la Révolution, la volonté de l'adapter, la croyance à une régénération totale du vieux monde. Remué, depuis

huit années par la propagande qui tombait des livres, il attendait, outre le relèvement de son statut politique, la refonte de l'organisme social. Quelque vagues que fussent encore ses tendances, ses pensées convergeaient toutes vers la formule concise lancée par Louis Blanc: l'Organisation du Travail. Le suffrage universel lui semblait la conquête inéluctable; la République, le régime obligatoire. Pour la première fois, libre de préoccupations sur la forme du gouvernement et l'étendue de ses droits civiques, il reportait ses soucis vers un autre objet. Dès la chute de Louis-Philippe, il fut convaincu que son heure avait sonné, que les prédictions des philosophes sociaux devaient se réaliser sans retard. Il s'imagina qu'il suffirait de planter le drapeau démocratique, pour enraciner du même coup les institutions, qui lui assureraient la subsistance, et le labeur quotidien, qui consacreraient la protection de la vieillesse, l'extinction du paupérisme, la ruine des inégalités de toute nature. Il se jeta en avant avec cette admirable confiance dont il ne s'est jamais départi, trop peu soupçonneux, trop peu réaliste. Il fut le véritable et l'unique combattant de Février, les masses énormes des faubourgs terrorisant par leur seule descente les derniers bataillons de la garde nationale, et l'armée redoutant une collision avec les fils des citoyens de Juillet. Mais il ne devait pas être le bénéficiaire de la subversion accomplie, parce qu'il n'avait pas l'homogénéité parfaite et inébranlable de la petite bourgeoisie. Celle-ci, dans son égoïsme, se serrait autour de visées étroites, mais condamnées, écoutait des chefs supérieurs ou médiocres, mais reconnus ; celui-là marchait, pour ainsi dire, à l'étoile, poursuivait, tout éveillé, son rêve, attendait le miracle de chaque minute qui

s'écoulait, paralysé du reste par les divisions de ses conducteurs, par l'antagonisme de leurs théories et l'extraordinaire enchevêtrement de leurs solutions pratiques. Mais au lendemain du départ précipité de Louis-Philippe, le peuple ouvrier, ainsi inorganique et ballotté, surgissait, comme un monstre déchaîné, dont le reste du pays admirait la puissance. La moyenne bourgeoisie n'osait pas le heurter de front : elle s'ingénia à user son énergie ; au début, elle conçut l'impossibilité de ne point l'associer à sa cause, de lui dénier sa part. Et voilà pourquoi, selon le mot de Marx, le régime qui succéda d'abord à la monarchie orléaniste, fut une République entourée d'institutions sociales.

Le prolétariat urbain, groupé, condensé, s'imposait ; le paysan courbé sur sa terre, le journalier agricole épuisé par sa longue journée, semblaient un élément négligeable aux hommes de 1848. Depuis 1789, depuis la grande Jacquerie qui avait été la Révolution même, le cœur et la tête du mouvement de la fin du XVIIIe siècle, les ruraux n'avaient guère donné signe de vie. Ils avaient subi la Montagne et la Terreur, la réaction thermidorienne et le Directoire, l'oppression impériale, le retour des émigrés, la Terreur Blanche et l'absolutisme des Bourbons, le triomphe de l'oligarchie orléaniste, sans proférer une plainte ni esquisser une révolte. Relativement ménagés par l'impôt, parce que toute mesure fiscale qui les eût atteints, eût frappé du même coup la grande propriété foncière, ils avaient végété, accepté leur sort ; ils s'étaient tenus hors du courant intellectuel. Le laboureur n'inquiétait pas le pouvoir qui ne se souciait pas de lui ; les écrivains sociaux, dans leurs livres, ne songeaient que médiocrement à lui, l'œil toujours fixé sur les ouvriers des manufac-

tures, et cet exclusivisme s'expliquerait dans une large mesure, puisque l'évolution du machinisme avait, en vérité, laissé l'agriculture presque totalement indemne. L'hypothèque rongeait bien les campagnes, mais le fait n'était pas nouveau. La concentration s'était à peine accélérée dans les dernières années. Abrités jusque-là contre les phénomènes économiques, les paysans formaient la classe résignée ; seulement ils tenaient à leurs « mouchoirs de poche » et répugnaient à toute augmentation de taxe. Ils eussent applaudi à 48 — (et ils y applaudirent même dès les premiers jours), si 48 n'avait menacé leurs propriétés et aggravé leurs contributions. Les chefs du mouvement de février, quelle que fût leur origine, petits bourgeois et plébéiens, socialistes et économistes orthodoxes, ne pensaient pas qu'on pût faire fonds sur les ruraux, ni pour la conservation, ni pour la destruction ; ce fut l'erreur essentielle qui tua la République. Ils avaient oublié que les campagnes avaient fait une première Révolution, et par suite, méconnurent l'extraordinaire ampleur de leur rôle éventuel. Le 10 décembre 1848 vint confondre leur égarement ; ils ne regardèrent que Paris, Paris l'éternelle cité de révolte où s'élaborent les grands événements, mais dont l'action devait diminuer au fur et à mesure que les distances s'atténuaient, que des centres importants croissaient par ailleurs, et que le bulletin de vote remplaçait le fusil et la barricade. Le laboureur dédaigné se vengea. Comme le changement de régime s'était fait sans lui, qu'il l'estima bientôt tourné au détriment de ses intérêts, il se leva contre lui, il l'accabla. Ce fut toute l'œuvre de la restauration bonapartiste et impériale. Au lendemain de Février, le rural attendit, muet sur sa parcelle, surveillant de loin les

actes du gouvernement nouveau qui s'installait dans la capitale.

IV. Le gouvernement provisoire qui sortit en Février de l'acclamation populaire, après que la République eut été instaurée sur les injonctions menaçantes de Raspail et des faubourgs, était un compromis entre les couches sociales soudain redressées. Arago, Dupont de l'Eure, Marie, Garnier-Pagès, Crémieux, Marrast, représentaient la bourgeoisie moyenne, la plus ardente sous Juillet, à revendiquer l'extension du droit de suffrage. Ledru-Rollin figurait la petite bourgeoisie à demi révolutionnaire. Lamartine se piquait de dominer, de ses élans lyriques, toutes les factions, et s'entremettait pour aplanir leurs différends. Mandataire de la poésie et de l'éloquence, il ne se réclamait d'aucun groupement. La démocratie avancée, les socialistes avaient inscrit sur la liste de l'Exécutif : Louis Blanc, Albert et Flocon. Les deux premiers ne sortaient pas du prolétariat, bien qu'ils prétendissent combattre pour sa cause. Le troisième était un ouvrier qui eut l'honneur d'inaugurer la prise de possession du pouvoir par la plèbe des manufactures. Lorsqu'on vint le chercher pour lui annoncer sa nomination, il travaillait dans une fabrique de boutons, rue de la Muette, où suivant les expressions mêmes, du *Moniteur,* il laissa « sa blouse et son pantalon de travail ».

Si nous exceptons Lamartine, qui se flattait d'imiter Mirabeau, en combattant son milieu social d'origine, les anciennes classes dirigeantes, noblesse et grande bourgeoisie, n'avaient aucun délégué dans le gouvernement provisoire. Il rassemblait donc le libéralisme modéré, le radicalisme, le socialisme ; il apparaissait comme une coalition contre le passé, contre les régimes déchus, contre

le parti du juste milieu. Mais en vertu de son hétérogénéité même, de la diversité des tendances de ses membres, il était voué à la stérilité, à l'impuissance. Les libéraux vaguement monarchistes, comme Marie et Crémieux, devaient s'affoler dès que le petit-bourgeois Ledru-Rollin déposerait une motion, et à l'extrême gauche, les partisans de l'Organisation du Travail, les élus des faubourgs, les Louis Blanc et les Albert étaient destinés à être, pied à pied, refoulés par leurs collègues. Il en résulta que l'action de l'Exécutif fut confuse et incertaine, qu'il s'efforça, pour demeurer en équilibre, de contenter ses deux ailes extrêmes, que par crainte des attaques trop aisées sur un corps si divisé, il fut obligeant pour ses ennemis, et qu'enfin, par ignorance et impossibilité de s'informer sérieusement, il commit d'énormes fautes. L'incohérence fut la caractéristique de sa tâche, alors que les circonstances commandaient la décision, la logique, la coordination. On peut former des coalitions, pour s'emparer du pouvoir, non pour l'exercer. Il y parut bien aux premières mesures du gouvernement provisoire.

La finance qui s'était prodigieusement enrichie sous Juillet, qui avait tiré un merveilleux profit de la construction des voies ferrées, des placements industriels, de l'essor commercial, et qui avait lié partie avec Louis-Philippe et ses ministres : Guizot, Thiers, Molé, dirigeait une opposition résolue contre la République. Elle en voulait à ce régime, d'abord d'avoir substitué la démocratie à l'oligarchie censitaire, et ensuite d'avoir, en prolongeant l'insécurité des capitaux, compromis la stabilité des établissements de crédit. La Banque de France chancelait. Soutiendrait-on cette forteresse de la ploutocratie,

ou la laisserait-on crouler pour ériger sur ses ruines une Banque d'État, qui, au lieu de servir une infime minorité, prêterait, à l'ensemble de la nation, le plus large concours. Dans le conseil, l'extrême-gauche et la gauche, représentant la petite bourgeoisie et le prolétariat, opinaient pour la seconde solution. Les délégués du commerce et de l'industrie moyenne — et Garnier-Pagès en tête — obtinrent qu'on sauverait la Banque de France, en décrétant le cours forcé. L'aristocratie financière pleine de haine pour l'institution républicaine, vit ainsi, dès le début, sa domination économique consolidée, par les hommes mêmes, dont elle sapait l'autorité.

Ce fut la première erreur : on ne donne pas impunément des armes à ses adversaires. Il y en eut une seconde, et plus grosse de conséquences. L'exécutif s'aliéna les ruraux en établissant, sur la proposition de Garnier-Pagès, la surtaxe de 45 centimes additionnels aux contributions directes. Vainement Louis Blanc et Ledru-Rollin, au nom des groupements sociaux dont ils étaient les mandataires, signalèrent l'impopularité et l'iniquité d'une telle imposition, et réclamèrent au moins l'exemption d'un minimum. Les bourgeois tricolores, qui craignaient du reste, assez peu, de fournir des contingents au parti de l'ordre et de la résistance — et aussi d'aggraver le sort des petits — s'obstinèrent. Les paysans ne pardonnèrent pas à la République d'avoir consommé un acte dont Louis-Philippe n'avait pas osé prendre la responsabilité. Lésés dans leurs intérêts pécuniaires, ils vouèrent au régime nouveau une animosité qui se traduisit trop bien dans l'élection du 10 décembre 1848. Ainsi, d'une part, le gouvernement avait fortifié la Haute Banque, et, de l'autre, il avait perdu l'appui de la classe agricole. Qu'allait-il don-

ner au prolétariat urbain ? Que pouvait-il lui offrir ?

Tout dans le domaine de la pure phraséologie. En pratique, rien ou presque rien. La majorité du Conseil exécutif, dévouée à la bourgeoisie, n'avait accepté qu'à regret l'intrusion de deux ou trois socialistes. Elle voulut les tenir à un rang inférieur, et lorsqu'elle dut capituler devant la rue, et leur conférer l'égalité de prérogatives, elle s'employa à disperser en vains engagements leur zèle pour la classe ouvrière. Celle-ci, qui n'avait pas été assez forte pour saisir le pouvoir effectif, n'était pas d'ailleurs en droit d'espérer qu'une minorité de délégués lui assurerait la totalité des avantages. Elle avait enfin trop d'engouement pour les formules, trop de déférence pour les mots. L'incroyable et magique puissance de l'étiquette « République » l'avait décidée à mettre trois mois de misère au service de l'institution nouvelle. Toutes ces raisons bien pesées, il n'était pas raisonnable de demander à Lamartine et à Ledru-Rollin de faire du socialisme, quand six autres de leurs collègues étaient à peu près résolus à lui barrer la route ; il n'était pas rationel de demander au pays de verser soudainement, sans transition, de la ploutocratie orléaniste dans le communisme ou le simili-communisme, lorsque les faubourgs affectaient, à l'endroit des bourgeois dirigeants, une mansuétude et une confiance illimitées.

Il arriva donc que le gouvernement ne fit au prolétariat que des concessions trompeuses et ne prit que des engagements de pure forme. La République proclamée, quel serait son drapeau ? Le tricolore qui avait couvert l'Empire, la Monarchie de Juillet, et abrité, après l'oppression d'un homme, le privilège d'une classe, ou le rouge, qui avait flotté le long des barricades, emblème du quatrième État montant à la

lumière. On était au lendemain même de Février, trois jours après le triomphe définitif de la République: il fallait compter avec la plèbe encore debout. On lui imposa l'étendard tricolore, mais avec un tempérament. « Comme signe de ralliement et comme souvenir de reconnaissance pour le dernier acte de la Révolution populaire, les membres du gouvernement provisoire porteront la rosette rouge, laquelle sera placée aussi à la hampe du drapeau » (*Moniteur* du 27 février 1848). Louis Blanc, dans son histoire de la Révolution, affirme que « loin d'avoir été rejetée, la couleur rouge fut adoptée solennellement comme symbole du pouvoir révolutionnaire ». L'équivoque commençait.

Le prolétariat avait revendiqué le droit au travail, comme corollaire de l'avènement de l'idée républicaine ; il n'en coûtait rien de lui donner une satisfaction verbale. Le *Moniteur* du 27 février publia une déclaration de principes, rédigée par Louis Blanc: « Le gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail. Il s'engage à fournir du travail à tous les citoyens. Il reconnaît que tous les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice de leur travail. » Ce décret que Stuart Mill approuva, dans un article retentissant de la Quarterly Rewiew posait la question, mais ne la résolvait point. C'était un premier pas, si l'on voulait, mais de la déclaration de principes à l'aménagement d'un système conforme, il y avait un abîme qui ne fut jamais comblé.

On alla, il est vrai, jusqu'à créer l'organisme chargé d'examiner et de trancher le problème. Le 28 février, le peuple couvrait la Grève, portant des bannières aux inscriptions multiples, réclamant le

ministère du travail — et surtout, selon la formule désormais sainte et invariable de la démocratie, — l'organisation du travail. Une délégation entre à l'Hôtel-de-Ville. Louis Blanc demande au Conseil exécutif de faire droit aux revendications exprimées, en constituant un département ministériel de plus. Lamartine et la majorité, on ne sait trop pourquoi, puisqu'en somme un ministère du travail peut très bien coexister avec un régime ultra-capitaliste — s'opposèrent à cette motion. Et comme Louis Blanc menaçait de démissionner, on lui accorda l'autorisation de réunir une commission d'études sociales, qui fut la fameuse commission du Luxembourg. Le 29, parut au *Moniteur* un décret dont il n'est point superflu de reproduire l'exposé des motifs : « Considérant que la Révolution faite par le peuple doit être faite pour lui ; qu'il est temps de mettre un terme aux longues et iniques souffrances des travailleurs ; que la question du travail est d'une importance suprême ; qu'il n'en est pas de plus haute, de plus digne des préoccupations d'un gouvernement républicain ; qu'il appartient surtout à la France d'étudier et de résoudre un problème, posé aujourd'hui chez toutes les nations industrielles ; de l'Europe ; qu'il faut aviser, sans le moindre retard, à garantir au peuple, les fruits légitimes de son travail ; — le Gouvernement Provisoire de la République arrête : une commission permanente, qui s'appellera Commission de Gouvernement pour les Travailleurs, va être nommée avec mission expresse et spéciale de s'occuper de leur sort. »

Louis Blanc, en son histoire, avance que ce décret faisait de l'abolition du prolétariat le premier problème du moment. L'expression est audacieuse, si l'on songe en quel esprit Lamartine, Garnier-Pagès,

Crémieux, Marie et les autres, avaient adhéré au projet. Quoi qu'il en soit, les considérants et le dispositif firent illusion à la France et au monde. Ils constituèrent, d'ailleurs, la plus haute des conquêtes des prolétaires en 1848 : ceux-ci en obtinrent quelques autres, d'ordre plus pratique et plus durable, mais aucune qui les réjouît plus profondément ou dont ils fussent plus glorieux.

V. Ainsi le gouvernement provisoire a, plus ou moins consciemment, suivant les personnes, dupé l'ouvrier; il a frappé et aigri le paysan ; il a, pratiquement, rendu un énorme service à la Haute Banque. Il était d'autant plus fort, au lendemain de Février, qu'il avait accueilli des socialistes, dont l'un tout au moins, disposait d'une notoriété considérable, et de la faveur presque exagérée de l'émeute. Après cinquante ans et plus, il est permis, sans parti pris, de se prononcer sur le cas de Louis Blanc, — non sur l'attitude et les actes successifs de l'homme — mais sur la participation même, en cette circonstance solennelle, d'un délégué de la démocratie avancée à la puissance publique.

Or cet événement devait avoir, et ne pouvait avoir, pour la plèbe des artisans, que les plus désastreux résultats. Il ne contribuait pas à son éducation puisqu'elle ne saisissait pas elle-même le pouvoir, restait écartée de ses rouages, et ne recevait aucune responsabilité. Il ne lui donnait pas le moyen de révolutionner la société du dedans, puisque deux ou trois hommes, sur onze ou douze, étaient impuissants à asseoir une réforme profonde, à faire éclater le bloc capitaliste. Il ne lui assurait même pas des avantages partiels appréciables, parce que de par sa composition, et de par ses visées, le Conseil exécutif inclinerait nécessairement à évincer les socialistes,

le jour où ils prétendraient procéder à leur tâche propre. L'erreur de Louis Blanc, d'Albert, de Flocon, celle de la foule qui les acclama dirigeants, était excusable, parce qu'aucun précédent n'était là pour dissiper l'aveuglement, et qu'au surplus, la crise révolutionnaire avait surpris tout le monde. Mais, en réalité, la faute commise fut admirablement exploitée par la réaction, aussi bien par la bourgeoisie tricolore, soucieuse de conserver l'autorité, et de sauvegarder la structure économique, sous le couvert du drapeau républicain, que par l'ancienne bourgeoisie censitaire et par la vieille aristocratie cléricale, désireuses de renverser le régime de Février. La démocratie sociale devait ainsi souffrir doublement de la précipitation fiévreuse qui avait porté ses mandataires au gouvernement.

D'abord Louis Blanc ne fut, quoi qu'il ait dit et écrit, qu'un jouet entre les mains de ses collègues. Son rôle, à son insu, consista à duper le prolétariat, à servir d'intermédiaire entre l'émeute et l'Exécutif, à négocier et à signer des marchés toujours ruineux pour la partie qu'il avait le plus à cœur de défendre. En maintes circonstances, s'il n'avait été là, si, par sa phraséologie communiste qui frappait plus les clubs que les grandes envolées lyriques de Lamartine, il n'avait désarmé les masses grondantes, la revendication ouvrière se fût affirmée avec plus d'énergie, et foulant les mots, les promesses mensongères, eût exigé des actes. Rien de plus significatif, à cet égard, que cette journée du 28 février, où il n'était pas trop tard encore pour continuer la Révolution, et où la simple lecture du décret sur la Commission des Travailleurs pacifia la Grève. Louis Blanc couvrit de la sorte, lui plus sincère, plus scrupuleux, les hypocrisies les plus révoltantes de la droite du gouverne-

ment. Et tel sera toujours, et fatalement, le rôle d'un socialiste qui s'associera au pouvoir bourgeois. Il n'aboutira qu'à enrayer le socialisme, ou à le discréditer par les compromissions inséparables de l'exercice de la puissance publique, en régime capitaliste.

Mais il y eut plus. La présence de l'auteur de « *l'Organisation du travail* », celle de deux autres communistes, à l'Hôtel de Ville, fournissait des armes aux rétrogrades de toutes aspirations. La moyenne bourgeoisie s'affola bien vite de voir les affaires du pays aux mains d'hommes qu'elle considérait comme des artisans de désordre et de spoliation. Elle trouva dans la nomination de Louis Blanc, d'Albert et de Flocon, une raison, ou un prétexte, ardemment souhaités, pour s'opposer à la marche redoutée de la démocratie. Elle affecta de dire, — ce qui était faux, — mais ce qui faisait illusion, que la minorité de gauche, dans l'Exécutif, menait et terrorisait les modérés. Comme derrière elle, la grande bourgeoisie, la vraie vaincue de Février, la poussait, la sollicitait, essayait de gagner son appui, elle se laissa convaincre par les arguments spécieux et misérables, qu'on lui dispensait. Et par ailleurs, dès la première heure, les agents du cléricalisme, du légitimisme et du bonapartisme, toujours en éveil, allèrent travailler les ruraux en secouant le spectre rouge, en rejetant sur la fraction avancée du Conseil toute la responsabilité des 45 centimes. Ainsi le socialisme, qu'affaiblissait et que paralysait sa participation aux pouvoirs publics, déchaînait encore, par la seule collation d'un vain titre à quelques-uns des siens, une formidable tourmente réactionnaire, qui ne devait pas tarder à le broyer.

VI. Il n'était pas, au surplus, assez fortement organisé, ni assez conscient de lui-même, et de ses ob-

jectifs successifs, pour courber la France dans une direction nouvelle. La crise de 1848 était prématurée ; le prolétariat, quelques lueurs d'instruction que les opuscules, répandus par milliers, eussent jetées dans ses rangs, n'avait ni cadre, ni discipline, ni doctrine. Une révolution, pour triompher, ne peut être entraînée par une pensée diffuse et une volonté incertaine. Le socialisme, après Février, n'avait point de comité directeur qui centralisât son action, point de groupements d'autorité reconnue, qui eût le droit de parler en son nom. Ses destinées furent ainsi confiées au hasard : ballotté par les événements, il ne se sentit, ni la force de les maîtriser, ni le courage de coordonner un programme. La poussée tumultueuse de la rue fut son unique moyen ; il était fatal qu'un jour ou l'autre, elle dégénérât en émeute, et que l'émeute tournât en insurrection, peut-être contre le gré même de ceux qui n'avaient rien négligé pour y mener.

Sans conducteur et sans plan, le prolétariat se perdit, dès la première heure, par ses hésitations. Il laissa passer les courts instants où il eût pu imposer ses revendications, les journées de flottement, où l'énergie triomphe, où les masses font capituler les oligarchies. Le mot fameux et héroïque : « nous mettons trois mois de misère au service de la République » n'était qu'un mot, — et, si l'on va au fond des choses, qu'une dramatique folie. La classe ouvrière devait savoir déjà que les suzerains n'ont jamais été désarmés, ébranlés par le désintéressement, l'abnégation de leurs vassaux, et qu'ils se servent d'eux jusqu'à la minute où il leur est loisible de les refouler dans leur infériorité coutumière. Elle s'imagina, par Louis Blanc, par Albert, tenir le pouvoir, commander à l'avenir, alors qu'en somme, elle assistait impassible,

confiante, sympathique, à l'élaboration des mesures répressives du capitalisme et de la grande propriété. Mais toutes les erreurs de tactique se ramènent à l'état amorphe, inorganique des faubourgs.

Fait étrange, et qui atteste bien, en lui-même, le défaut d'éducation économique de la foule ! Les prolétaires n'eurent pas un mot contre la propriété. Ils ne réclamèrent pas la confiscation des grands domaines, ni comme les révolutionnaires de 1789, la sécularisation des biens du clergé démesurément accrus, ni, comme les terroristes de 1793, l'impôt progressif et l'emprunt forcé sur les riches. Ce fut à la surface qu'ils assaillirent la structure sociale, et non dans ses profondeurs. Les formules lancées à pleines mains, par les économistes de la nouvelle école, depuis 1840, les phrases vagues, qu'on peut interpréter en mille sens, et qui ne sont que des expressions philosophiques, hantaient si bien leurs esprits mal préparés, qu'ils ne pouvaient que les répéter indéfiniment. Ministère du travail, organisation du travail : ces deux revendications reviennent sans cesse dans les discours des délégations, dans les harangues d'inconnus, qui se multipliaient sur la place de Grève, et à l'Hôtel de Ville. Puis on protestait contre la durée du travail, contre le marchandage, contre divers détails de l'ordre capitaliste. Il ne se trouva personne, en cette grande crise, — qui pouvait décider de l'avenir du quatrième Etat —, pour montrer qu'un régime ne doit pas être attaqué par sa face extérieure, par ses éléments accessoires et secondaires, mais par son principe. Ainsi le socialisme de 1848, en dépit de la littérature très abondante qui avait surgi dans les dernières années, demeurait comme une tendance au mieux être, comme une gigantesque et touchante plainte contre

les abus et les iniquités; il n'avait pas encore réussi à systématiser ses aspirations, à sortir de la phraséologie pure, à se faire réaliste. Il était voué à la défaite.

VII. La Commission des Travailleurs, dont le Gouvernement Provisoire avait octroyé la création au peuple parisien, se réunit le 1er mars 1848. L'objectif, qu'avait poursuivi la majorité de l'Exécutif, en jetant à la classe ouvrière cet os à ronger, n'est pas difficile à deviner. Dans son histoire des *Ateliers Nationaux*, qui contient tant d'aveux précieux, Emile Thomas s'est chargé de nous éclairer. « M. Marie me dit que l'intention formelle du pouvoir était que l'expérience se fît, qu'elle aurait un excellent effet, celui de démontrer le vide des théories inapplicables de Louis Blanc, que, de cette manière, la classe ouvrière ne tarderait pas à se désabuser, — que son idolâtrie pour Louis Blanc s'écroulerait d'elle-même, qu'il perdrait pour toujours son influence, son prestige et cesserait d'être un danger. »

Du reste, les Garnier-Pagès, les Marie, les Crémieux, les Marrast ne visaient pas seulement à détruire l'autorité de leur collègue socialiste. Leurs efforts tendaient plus haut et plus loin. Ce qu'ils voulaient, c'était amuser le prolétariat en attendant une fortune meilleure, la réaction que la simple nomenclature des projets et des débats théoriques du Luxembourg, devait, inévitablement, à leur sentiment, entraîner dans l'esprit public.

Est-ce à dire pourtant qu'il ne faille rien retenir de cette convocation du Parlement ouvrier, et que ses discussions soient demeurées totalement stériles? Il serait injuste de méconnaître la gravité et l'importance de l'événement. Qu'à côté de l'Assemblée

politique de la France, surgît, avec l'assentiment même des pouvoirs constitués, une autre assemblée investie expressément de l'examen des problèmes économiques et de l'aménagement d'un sort nouveau pour les travailleurs : c'était déjà un fait remarquable, énorme pour le temps, et d'une incalculable incidence sur l'avenir. Pour la première fois, on consultait les artisans sur leurs propres intérêts, sur leurs réclamations civiques et sociales. N'était-ce pas l'aveu implicite, que la société était mal faite, et qu'il fallait la reconstruire ? A cet égard, les plans du gouvernement provisoire étaient partiellement déjoués. Il y eut plus. La Commission posa des principes qui devaient fructifier. Mais par contre, et pour tout bien peser, on reconnaîtra que le but de la moyenne bourgeoisie et de la majorité du Conseil fut en partie aussi, et en grande partie, atteint, puisque le soulèvement prolétarien vînt s'échouer dans un parlementarisme impuissant aux rénovations essentielles.

Louis Blanc était plein d'enthousiame. En prenant la présidence des délégués du Luxembourg, il s'écria : « il s'est trouvé que ceux qu'on appelait les rêveurs ont maintenant en main le maniement de la société. Les hommes impossibles sont devenus tout à coup les hommes nécessaires. » L'assistance qu'il avait groupée, et qui ne comprenait pas encore des patrons — ils ne vinrent qu'au bout d'une quinzaine, et parce qu'on les avait appelés, « pour concilier les intérêts » — était fort émue. Si nous en croyons le *Moniteur*, elle versa des larmes. Généreuse sensibilité de l'époque !

Il convient de passer ici sur les détails, sur les divers incidents de l'existence du parlement ouvrier, qui ont été surabondamment exposés par les histo-

riens généraux et spéciaux de la Seconde République. Il faut aussi laisser de côté les discours que Louis Blanc prodigua, et où il ne cessa de rééditer, sous une forme variée, les idées maîtresses de son opuscule célèbre de 1840. Enfin nous ne toucherons pas davantage aux débats, dignes d'une société d'économie politique ou d'une académie des sciences morales, qu'illumina la parole de Vidal, de Considérant, de Pecqueur, etc. — Ce qui est admirable, c'est que ces hommes, qui avaient tout un monde à forger, apportaient, à leur tâche, toute la sérénité patiente d'une controverse de théories pures.

Il est juste de distinguer les actes de la Commission du Luxembourg, — c'est-à-dire les textes exécutoires qu'elle inspira, les arbitrages qu'elle fut invitée à prononcer, les mesures pratiques qu'elle vota — et les délibérations qu'elle prit — les projets qu'elle adopta ou sur lesquels elle statua.

Le 3 mars, parut le décret sur les heures de travail et le marchandage :

« Considérant qu'un travail manuel trop prolongé, non seulement ruine la santé des travailleurs, mais encore, en l'empêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la dignité de l'homme ;

» Que l'exploitation des ouvriers par les sous entrepreneurs ouvriers, dits marchandeurs ou tâcherons, est essentiellement injuste, vexatoire, et contraire au principe de la fraternité. »

.... La durée du travail quotidien fut fixée à 10 heures au maximum à Paris, et le marchandage aboli.

Un peu plus tard, le marchandage fonctionnant comme devant, des amendes furent établies à titre de sanction, et leur produit affecté à une caisse des Invalides du travail.

Le 24 mars, un décret suspend le travail dans les prisons, et dispose que les travaux des couvents seront réglés de manière à ne créer aucune concurrence fâcheuse. Le 25 mars, deux autres décisions du pouvoir exécutif, rendues sur l'avis du Luxembourg, créent un bureau de placement par mairie, et interdisent l'abus des travaux de couture, dans les établissements de charité, où s'avilit la main-d'œuvre.

Tel est le bilan législatif de la Commission : nous n'avons pas besoin de rechercher ce que la réaction ultérieure en a laissé subsister : rien ou presque rien.

Les délégués ouvriers dictèrent encore une proclamation qui peut être, par certains côtés, considérée comme un acte, qui atteste, en tout cas, une grande générosité de pensée, et qui honora la représentation prolétarienne. Elle visait des querelles qui avaient surgi, dans les départements frontières, entre Français et étrangers.

« Considérant que le principe inauguré par la République triomphante est le principe de la fraternité — que nous venons de combattre, de vaincre au nom et pour le compte de l'humanité tout entière, que le seul titre d'homme a quelque chose d'inviolable et d'auguste, qui ne saurait effacer la différence des patries, que c'est d'ailleurs l'originalité glorieuse de la France, son génie, son devoir, de faire bénir par tous les peuples ses victoires mêmes.....

» Considérant que si elle nourrit, en ce moment, beaucoup d'étrangers, un nombre bien plus grand encore de ses nationaux vivent de leur travail en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, en Amérique, sous les cieux les plus éloignés, que provoquer des représailles en repoussant loin de nous nos frères

des autres pays serait une calamité en même temps qu'un déshonneur, le gouvernement provisoire, place sous la sauvegarde des travailleurs français les travailleurs étrangers, et confie l'honneur de la République hospitalière à la générosité du peuple. »

Le Luxembourg, investi d'une haute autorité morale, non seulement aux yeux des salariés, mais même des patrons, fut invité à trancher de nombreux conflits économiques. On peut se demander si telle était sa tâche, et s'il ne devait pas exercer une mission plus ample. Quoi qu'il en soit, Louis Blanc, dans son *Histoire de 1848*, a énuméré complaisamment les arbitrages que rendit l'organisme constitué par lui : grève des paveurs, grève des voitures et omnibus, grève des boulangers, etc.

Enfin il n'est pas hors de propos de mentionner tout de suite les formations de coopératives, très peu durables au reste, que Louis Blanc essaya de provoquer, pour répondre à une tendance du parlement ouvrier. Mais ces associations qui ne furent qu'au nombre de trois : tailleurs, selliers, fileurs, et qui travaillaient pour le compte de l'Etat, n'eurent rien de commun avec celles que prévoyait le programme de régénération économique et sociale soumis au Luxembourg, et qui étaient conçues sur des bases autrement larges. Aucune des trois coopératives — reflets lointains de l'idée maîtresse du livre de 1840 — ne prospéra : de fait, elles furent, dès le premier jour, vouées à la catastrophe.

Considérons la besogne théorique de la Commission des travailleurs. Celle-ci va exprimer, en forme précise, les aspirations du temps, l'idéal du prolétariat. A ce titre, elle mérite d'être étudiée. Mais, il convient de l'ajouter sans retard, — les conclusions auxquelles s'arrêta le Luxembourg, et qu'il

n'eut pas le temps de transférer dans la réalité, le système de réformes économiques qu'il établit — par notes insérées au *Moniteur,* s'inspiraient directement et exclusivement de l'Organisation du Travail de Louis Blanc. On va donc retrouver, dans le court résumé que nous donnerons des communications officielles du temps, les grandes lignes du livre que nous avons déjà présenté, en un chapitre antérieur.

Le régime qu'adopta le Luxembourg n'était autre que celui de la coopération subventionnée par l'Etat et qui, par la seule concurrence, eût abouti à ruiner progressivement les industries particulières. Nombre d'entreprises périclitaient ; on les eût reprises pour le compte de la collectivité, et l'Etat eût payé leur expropriation, en souscrivant des obligations. Ainsi rachetés, les ateliers eussent été attribués à des sociétés ouvrières, fondées sur le principe de l'égalité absolue des salaires. L'association, réalisée dans une usine, devait bientôt les englober toutes par une fédération poussée toujours plus avant, car au fur et à mesure qu'une coopérative de production donnerait des bénéfices, ils seraient appliqués au rachat d'autres maisons particulières. Ainsi l'État s'obligeait à fournir un modèle, un type d'organisation économique, qui, par sa supériorité même, était destiné à promptement triompher de toute autre forme. Lorsque ce système fut discuté, il n'y eut pas accord à la Commission, Wolowski et Dupont White défendant la vieille doctrine du laissez passer — mais l'immense majorité des délégués ouvriers, conduits par Louis Blanc, acclamèrent la méthode exposée. Il n'était pas douteux, au surplus qu'en dépit des critiques qu'elle méritait — et l'une était fondamentale, — (elle consacrait implicitement le principe de la propriété, ou tout au moins, ne le

mettait pas en cause) — elle eût infailliblement entraîné au communisme ou au collectivisme. Mais elle resta dans le domaine de l'abstraction, et malgré le caractère officiel que lui conféra son insertion au *Moniteur,* elle demeura, tout comme les thèses et les utopies antérieures, un idéal platonique.

Il faut ajouter que le Luxembourg ne se borna pas à affirmer ses conclusions en faveur du prolétariat urbain : il les étendit au prolétariat rural. A côté des ateliers industriels, et des ateliers d'échange; qui devaient se substituer aux intermédiaires du commerce, il prévit des colonies agricoles, installées, à titre d'essai, dans chaque département, et où cent familles auraient été groupées. C'était déjà un trait original que d'avoir songé aux ruraux tant délaissés jusque-là par les économistes. Il est vrai qu'ils n'en surent aucun gré à la République.

Le régime était complété par la remise immédiate à l'Etat de toutes les assurances, dont le revenu était évalué à 100 millions, par l'institution du crédit foncier et commercial et la suppression de toutes les contributions anciennes qu'on remplacerait par un impôt unique.

La Commission du Gouvernement des travailleurs marqua donc, au fond, les meilleures intentions : elle donna une consécration quasi-gouvernementale aux tendances qui couraient dans le peuple, depuis huit années. Si son œuvre pratique fut mince, et s'envola aussitôt en fumée, on doit reconnaître qu'elle s'attacha très sincèrement à la mission très haute qui lui était dévolue. Au milieu de la bourgoisie, qui ne s'avouait pas vaincue et qui, malgré l'apparition du peuple ouvrier au premier plan de la scène politique, avait tout lieu d'attendre encore une consolidation de sa puissance économique, elle

surgit comme la menace très vivante des temps nouveaux. Sa convocation ne fut qu'une duperie ; mais en dupant la plèbe pour les lendemains immédiats, les dirigeants avaient favorisé un formidable bouillonnement d'idées.

VIII. Les ateliers nationaux, parodie caricaturale du socialisme ont été le plus solide instrument que forgea la bourgeoisie de 48 pour dompter et écraser le mouvement ouvrier. Après cinquante ans, certains publicistes de mauvaise foi continuent à accuser le communisme d'avoir inspiré cette institution, qui ne relevait d'aucun principe, qui ne correspondait à aucune théorie, et qui, dans l'état de la société d'alors, devait aboutir à la guerre sociale. Louis Blanc s'est à maintes reprises, défendu d'avoir pris l'initiative de la création de ces refuges ouverts aux travailleurs dans une intention louable d'abord, mais qui ne tarda pas à devenir malveillante. L'ancien membre du gouvernement provisoire n'a pas consacré moins d'un chapitre entier de son *Histoire de 1848* à sa justification. Lorsqu'on confronte ses assertions avec celles du pire de ses adversaires, Emile Thomas, qui fut directeur des ateliers, qui documenta Falloux, à la veille de la dissolution, et fut ainsi l'un des fauteurs immédiats de l'explosion de Juin, on trouve qu'elles se complètent les unes les autres. Pourquoi donc la légende a-t-elle triomphé de la réalité ? Pourquoi rendrait-on la pensée socialiste responsable d'un acte tourné contre elle, ainsi que l'événement le prouva ? Le conte rouge des ateliers nationaux n'est que la suite logique du grand roman des partageux. Les Basiles de l'histoire disposent d'une incommensurable force de calomnie.

En 1789, en 1830, pour parer aux crises de chô-

mage, inséparables des commotions politiques, les autorités avaient déjà constitué des ateliers nationaux, tout transitoires au surplus, et qui employaient utilement les travailleurs. Le gouvernement de 1848 ne pouvait que suivre cet exemple. Un décret du 25 février disposa qu'on ferait renaître l'institution, et que le Ministre des Travaux Publics serait chargé de l'exécution. Plusieurs points sont donc à noter: la République n'innovait rien : il n'y avait en jeu qu'une question de mesure et d'application. Ensuite le texte organique avait été rendu avant la réunion de la Commission du Luxembourg, qu'on accusa plus tard de tout le mal. Enfin le Ministre des Travaux Publics désigné par le décret, Marie, était un adversaire du socialisme, et qui ne pouvait laisser tomber une si superbe occasion de le confondre.

Dès la première heure, les représentants de la bourgeoisie moyenne à l'Exécutif machinent le projet de ruiner l'autorité de Louis Blanc et de la commission pour les travailleurs, en organisant les ateliers d'après leurs vues égoïstes. Thomas, qui fut mis à leur tête, était un réactionnaire avéré, qui ne cachait pas sa haine de la République et des républicains. Lorsqu'il déposa devant le Comité d'enquête sur les événements de Juin, il déclara : « J'ai toujours marché contre l'influence de MM. Ledru-Rollin, Flocon et autres ; j'étais en hostilité ouverte avec le Luxembourg ; je combattais ouvertement l'influence de Louis Blanc. » L'idée de Marie, de Garnier-Pagès, de Marrast était fort simple. Les Ateliers devaient d'abord discréditer le socialisme et le rendre odieux, en consommant le gaspillage des deniers publics. Pour toucher à ce résultat efficace, il suffisait de payer les ouvriers sans les faire travailler, puis de les payer très peu, pour qu'ils eussent de légitimes

griefs contre le régime et contre les chefs de la démocratie avancée. Dès le milieu de mars, les salaires moyens furent réduits, et comme le contingent des bras grossissait, on ne donnait plus à chaque incorporé qu'un jour de travail sur quatre. — Mais la droite de l'Exécutif pensa aussi, un moment, à se servir des cohortes ouvrières, comme d'une garde prétorienne contre les communistes. Cette tendance apparaît, à plusieurs reprises, dans le Livre de Thomas et dans l'*Histoire de Février* de Lamartine. On eut, à certaines heures, livré Paris aux ateliers, déversé 100.000 hommes sur la capitale pour mutiler l'opposition démocratique. En réalité, il n'y eut là qu'un dessein, auquel les travailleurs, ainsi que l'attestèrent maintes de leurs manifestations, ne se seraient certainement pas prêtés. Mais il n'en fut pas moins conçu, et il montre assez, si le Luxembourg put avoir la moindre part à l'organisation des chantiers.

Ce qui frappa beaucoup l'opinion publique, ce qui la prédisposa en faveur de la dissolution, que les cléricaux préparèrent, dès le début des séances de la Constituante, ce fut l'énorme afflux de prolétaires qui se précipita dans les Ateliers. On y comptait 17.000 hommes au commencement de mars, 30.000 le 21, 49.000 et plus au 9 avril, 100.000 au 15 mai, et d'autres, en nombre croissant, attendaient leur admission. Les membres du gouvernement provisoire, puis ceux de la commission exécutive, puis les députés, multipliaient les recommandations pour faire attribuer à leurs protégés la minime solde d'Etat, que défrayait le trésor, sans trouver la moindre compensation correspondante. Thomas était devenu un potentat, un général d'armée. Ceux qui étaient inscrits aux chantiers, ne voulaient plus les quitter, bien qu'à différentes reprises, ils eussent

demandé du travail effectif, qu'on ne leur accordait pas. Ceux qui attendaient leurs inscriptions, demeuraient hostiles à la République qui ne les servait pas assez vite. Alors que d'innombrables entreprises d'intérêt général étaient en suspens, et que les cohortes réunies à Paris, eussent pu, en attendant mieux, les poursuivre utilement, on prolongea volontairement leur chômage. Il arriva qu'un tolle général s'éleva contre les ateliers. Ce sursaut d'indignation prévu par la droite du gouvernement, allait être exploité. La bourgeoisie, qui n'avait rien négligé, pour le provoquer, et qui tendait la main à la réaction monarchiste, ne se doutait pas, que si elle travaillait contre le socialisme, elle travaillait aussi contre elle-même, contre ses libertés, au profit du césarisme.

IX. Le gouvernement provisoire, sorti du soulèvement de Février, ne pouvait s'éterniser. Il avait le droit, au lendemain d'une subversion politique aussi considérable, au milieu d'une crise des esprits d'une intensité presque sans précédent, d'ajourner la convocation des collèges électoraux. En tout cas, il y avait danger, — et pour l'institution républicaine elle-même, qui venait d'être proclamée, à brusquer les événements. Il fallait donner au régime le temps de s'implanter, à l'opinion, le loisir de se remettre. Mais les desseins de la moyenne bourgeoisie, personnifiée au Conseil par Garnier-Pagès, Marie, Crémieux, et dirigée par Lamartine, n'étaient que trop clairs. Terrorisée au bout de quinze jours par l'énormité de l'effort prolétarien, elle appréhendait beaucoup moins le péril de droite que le péril de gauche, le retour d'une majorité orléaniste et anti-démocratique, que la victoire progressive de la démocratie avancée. Dans les rangs de l'Exécutif et au dehors,

la grande question qui se posa dès les premiers jours de mars, fut celle de la date des élections d'une Constituante.

La couche sociale qui s'était substituée à l'oligarchie manufacturière, c'est-à-dire le commerce de la capitale allié aux professions libérales, opinait pour le scrutin immédiat. Elle y voyait l'avantage d'enrayer tout de suite la propagande des clubs, menée par Blanqui, Barbès et quelques autres. Peu lui importait que les légitimistes, bonapartistes, et philippistes vinssent occuper une large place dans la future assemblée : elle se croyait sûre d'un triomphe, et entendait surtout écraser le communisme, qui ne pouvait que grandir, avec la diffusion de ses doctrines. Les chefs populaires redoutaient, au contraire, qu'un vote trop hâtif ne se retournât contre la République, et que les populations des campagnes et des petites villes, demeurées sans préparation, maintenues sous la tutelle des hobereaux fonciers, ne fussent trop portées à ramener au pouvoir les hommes du passé. La petite bourgeoisie, qui n'avait rien obtenu, et dont le pacte tacite avec le prolétariat n'était pas encore rompu, partageait ces vues. Dans le conseil, Ledru-Rollin marchait d'accord avec Flocon, Louis Blanc, Albert. Il fallait, disaient-ils, donner aux masses le temps de se reconnaître, éviter une consultation par surprise. Ils arrachèrent un premier ajournement, mais, plus ils mettaient d'énergie à enlever un nouveau délai, et plus la majorité de l'Exécutif, par une contradiction très rationnelle, s'obstinait à le refuser. Louis Blanc et Albert eurent beau menacer de démissionner : on ne les écouta point. La journée du 17 mars enfin, — la démarche pacifique et grandiose des corporations ouvrières pour réclamer du pouvoir la remise des

élections, — ne fit que confirmer le gouvernement provisoire dans ses intentions. Louis Blanc lui-même, ébranlé par les attaques que certains orateurs du peuple avaient dirigées contre lui, cessa son opposition : le sort était jeté. Ce n'était ni en quelques jours, ni en quelques semaines, que le socialisme pouvait imposer au pays une pensée démocratique. Le calcul de la bourgeoisie porta juste, ou même, à dire plus vrai, la première réponse du suffrage universel dépassa ses prévisions, écrasant sans doute le communisme, mais conférant un succès inattendu aux royalistes. Ceux-ci disposèrent tout de suite de quatre cent cinquante sièges sur neuf cents à la Constituante. La province, sauf les grands centres, avait, comme il était naturel, donné en masse pour les monarchistes de toutes catégories. Paris même, le Paris de la Révolution, se prononça pour la République bourgeoise, beaucoup plus que pour la République sociale ; alors que Lamartine rassemblait 259.000 voix, Louis Blanc venait en queue de liste avec 121.000 à peine. C'était la première défaite du socialisme.

Il comptait, à l'assemblée, un assez fort effectif, avec des noms sonores et aimés du prolétariat : Considérant, Caussidière, Flocon, Gambon, Raspail, Greppo, Jean Reynaud, Lagrange, Raspail, Pyat, etc., mais il n'avait rien à attendre, pas une réforme à espérer. Son heure était déjà passée : ses hésitations avaient ruiné sa cause. Du 25 février au 4 mai, plus de deux mois s'étaient écoulés, où il avait temporisé, jetant parfois des foules sur les places publiques, comme au 17 mars, comme au 16 avril, mais dépourvues d'objectif, et incapables, même si elles avaient pu vaincre, d'utiliser leur victoire. Il n'avait plus maintenant qu'à suivre, impassible, le cours des

événements qui allaient se dérouler avec la logique de la fatalité. D'abord ses représentants furent exclus de la commission exécutive : ensuite leurs motions, celle de Louis Blanc, entre autres, qui le 10 mai, réclama la Constitution d'un Ministère du travail, furent repoussées. Mais il ne suffisait pas à la moyenne bourgeoisie républicaine, qui avait contracté alliance avec la grande propriété foncière et la finance, également monarchistes et cléricales, l'une par tradition, l'autre par intérêt — et par peur ; — il ne suffisait pas à la Chambre de refouler des propositions dangereuses, et contraires aux prérogatives de classe ; il lui fallait mettre le prolétariat, grondant au dehors, dans l'impossibilité de s'insurger : elle n'attendit pas l'assaut d'une insurrection plébéienne : elle voulut choisir son heures prévenir la poussée par le massacre. Les ateliers nationaux n'étaient-ils pas là pour lui fournir le meilleur des prétextes, et la plus efficace des provocations, lorsqu'elle jugerait le moment de l'exécution survenu ?

X. La journée du 15 mai sépara violemment la petite bourgeoisie des foules ouvrières. Événement confus, mal réglé, sans but, sans signification simple, qui tourna au profit de la réaction, et qui apparaît, dans l'histoire, comme un avant-coureur de Juin.

La politique extérieure ou plutôt la politique européenne, — la Révolution généralisée sur le continent, — font subitement irruption dans la politique intérieure de la France. Les cadres trop étroits de l'agitation nationale sont soudain crevés ; un grand souffle d'internationalisme militant soulève les masses parisiennes. Ce n'était pas seulement sur les rives de la Seine que le peuple s'était rué contre les institutions anciennes : à Vienne, à Berlin, en Italie, partout,

une prodigieuse poussée s'était affirmée. Les prolétaires de la capitale sentaient, pour la première fois, leur fraternité avec les prolétaires de toute la terre ; ils se doutaient obscurément de la grande vérité que Marx et Engels venaient de formuler dans le Manifeste des communistes, et qui n'avait pas encore frappé toutes les consciences, comme un axiome indiscuté : la solidarité des déshérités à travers toutes les cloisons factices, bâties par les âges.

La Pologne passionnait Paris plus que tout autre insurrection. Les regards se tournaient vers cette France du Nord ; l'attitude de la Commission exécutive et de l'Assemblée Constituante était condamnée. On leur reprochait leur faiblesse, leur timidité devant les absolutistes du dehors, leur connivence tacite avec les répressions féroces qui s'organisaient. Ce qui atteste bien l'esprit de cette génération de nos ancêtres, c'est qu'à un peu plus d'un an d'intervalle, le 15 mai se renouvellera, que Ledru-Rollin descendra sur le pavé au nom de la République romaine, comme Barbès et Blanqui au nom des Polonais.

Mais le 15 mai a une autre portée encore, qui vint compliquer son sens primitif, et de cet enchevêtrement de pensées, de cette superposition de tendances, sortit sans doute l'irrémédiable indécision qui perdit cette journée. Les socialistes qui s'élançaient pour proclamer les droits de la « France du Nord » n'oubliaient pas les revendications prolétariennes. Ils ne pouvaient les oublier, puisque les trois mois de misère mis au service de la République étaient écoulés. Lorsque les 150.000 Parisiens convoqués par les clubs longèrent les boulevards, ils acclamaient la Pologne ; lorsqu'ils envahirent l'Assemblée, c'était encore l'émancipation polonaise qu'ils demandaient à longs cris, mais bientôt Blanqui monte à la tribune, expose les desi-

derata économiques et sociaux des faubourgs. Barbès surenchérit, à son habitude, pour ne pas laisser la prééminence à son rival, et déclare indispensable l'impôt d'un milliard sur les riches. On entend à la fois ces exclamations retentissantes : Vive la Pologne ! Vive l'organisation du travail ! C'est au milieu du tumulte qu'Huber prononce la dissolution et qu'on lit la liste d'un nouveau gouvernement, comprenant Louis Blanc, Blanqui, Barbès, Raspail, Lagrange, Considérant, Proudhon, P. Leroux, etc. Au total, la journée se présenta comme un assaut du socialisme contre la bourgeoisie conservatrice. C'était Février qui recommençait contre le régime issu de Février, et confisqué de plus en plus par une oligarchie. Il était trop tard pour tenter l'attaque, parce que les dirigeants nouveaux avaient eu le temps de s'armer et d'adapter tout le mécanisme administratif. Et ainsi la poussée populaire, vaincue et comprimée, n'aboutit qu'à resserrer la réaction, qu'à l'affermir en son intention de briser le péril de gauche et d'écraser le spectre rouge. Ce fut le 15 mai qu'on entendit pour la première fois cet avis sinistre : il faut en finir, — qui allait maintenant, jusqu'à la veille de Juin, remplir la Constituante.

La marche de Barbès et de Blanqui, divisés, entraînés d'ailleurs, malgré eux, dans une aventure qu'ils jugeaient téméraire, ne servit donc que les adversaires du prolétariat. De ce jour, la petite bourgeoisie, affolée par l'effroyable descente des faubourgs, par l'apparition de la Révolution sociale constituée en rangs épais, se rejeta du côté de la classe gouvernante. Le pacte rompu, la classe ouvrière sans organisation, était à la merci des « tricolores » qui maintenant s'alliaient sans honte et sans mystère à l'extrême-droite de la Chambre. Les événements allaient se presser.

XI. Le 15 mai au soir, dans l'Assemblée Constituante, Garnier-Pagès déclara : « Il nous faut une République ferme, honnête, modérée. » La bourgeoisie entama son œuvre : d'abord les clubs furent fermés ; une extraordinaire irritation s'était déchaînée parmi les représentants contre ces associations populaires, qui avaient porté Barbès, et Blanqui, — le vrai chef du prolétariat,— jusqu'à la tribune nationale. Ensuite des poursuites furent demandées contre Louis Blanc. Aucun grief précis n'était invoqué : dans son rapport qui concluait à la suspension des garanties légales contre l'ancien membre du gouverment provisoire, Jules Favre n'alléguait que ses erreurs économiques : au fond, on savait parfaitement que Louis Blanc, de plus en plus modéré, de plus en plus détaché de ses origines politiques, n'avait pas été tenu au courant des préparatifs insurrectionnels. Ce ne fut toutefois qu'à 32 voix de majorité qu'il fut soustrait à la mise en jugement, 369 contre 337.

Mais tout l'effort de la bourgeoisie s'orienta vers la dissolution des Ateliers Nationaux. Elle provoquait à la guerre sociale, sûre des forces concentrées dans Paris. L'heure du carnage avait sonné. A pas rapides, cléricaux et républicains modérés, d'accord avec l'administration et le gouvernement, marchaient à la Saint-Barthélemy des ouvriers. Nul n'ignorait que la séparation des cohortes prolétariennes, groupées dans la capitale, n'irait pas sans révolte, ni sans effusion de sang. Comment s'imaginer que plus de 100.000 hommes auxquels les promesses avaient été prodiguées, et qui n'avaient plus rien à perdre, accepteraient pacifiquement la misère immédiate? L'histoire n'offre peut-être pas, dans le siècle écoulé, un plus dramatique épisode que celui des quarante

jours écoulés entre le 15 mai et le soulèvement du faubourg Saint-Antoine. Précisons les dates : ici, il ne s'agit plus d'épargner les détails.

Le 20 mai, Saint-Romme expose à la Constituante les vices de l'organisation des Ateliers. Il insiste sur le déficit financier qu'ils creusent chaque jour. Il s'affirme hostile aux mesures d'inhumanité, mais il supplie ses collègues de chercher une solution qui puisse tout concilier. Trélat, ministre des travaux publics, s'exprime à peu près dans le même sens. Le 22, Thomas, directeur des Ateliers, conseille le renvoi des ouvriers dans les départements. Le 24, Trélat lui écrit qu'il donnera des ordres, pour que les travailleurs célibataires, de dix-huit à vingt-cinq ans, soient tenus de contracter des engagements dans l'armée.

Le 27, une note de la partie non officielle du *Moniteur* annonce que le gouvernement pense à supprimer les Ateliers, mais qu'il n'oubliera pas la sollicitude due aux inscrits ; le ton devient plus comminatoire. Le 30, Falloux, chef des Ultramontains, lit un rapport qui n'est qu'un long réquisitoire contre les chantiers. « Ils n'alimentent plus, dit-il, que les oisifs ; ils font dégénérer le salaire en une aumône sans dignité. Il convient, en attendant mieux, d'apporter un règlement nouveau, et de substituer le travail à la tâche à l'ancien mode. Autrement, on se borne à entretenir une grève permanente, à perpétuer un foyer actif de fermentation et une dilapidation quotidienne et flagrante. »

Le premier coup est porté : le modérantisme de l'Assemblée nationale s'exapère; les mesures d'exécution commencent.

Le 3 juin, la Commission exécutive invite les maires à ne plus délivrer de passe-ports aux ouvriers pour

Paris, qu'autant qu'ils justifieront devoir y trouver du travail. Le 5, elle dissout une brigade de menuisiers et une autre de terrassiers, en s'appuyant sur de prétendus actes d'indiscipline. Du 7 au 10, de multiples arrestations sont opérées pour attroupements séditieux, la population des faubourgs pressentant les périls qui s'accumulent sur elle. Les élections de Proudhon et de Pierre Leroux, par 77.000 et 91.000 voix, qui attestent la fermeté du prolétariat parisien devant les tentatives de réaction, irritent encore la bourgeoisie. Trélat lit un projet qui demande trois millions de plus pour les Ateliers. Falloux, renseigné et stylé par Thomas, et qui s'est substitué aux Tricolores dans l'œuvre de répression sociale, s'élève contre le gaspillage du Trésor. Le 16 juin, Goudchaux refait le discours de Falloux, et accuse les chantiers de démoraliser les ouvriers. Le 19, Turck apporte un projet de décret très violent qui somme les travailleurs de rentrer chez eux. Puis Falloux, le 20, dépose un nouveau rapport, accordant encore une fois les trois millions sollicités, mais insistant pour la liquidation prochaine. Victor Hugo montre qu'il ne faut pas agir brutalement et qu'on peut transformer les Ateliers. Caussidière estime qu'on devrait employer les bras aux défrichements. Le 22, Falloux revient à la charge et parle en faveur de la dissolution immédiate. Une délégation d'ouvriers se rend chez Marie, pour solliciter du gouvernement un dernier acte d'humanité. Il lui est répondu qu'on usera de la force contre ceux qui ne se soumettront pas : les Ateliers ont vécu. La bourgeoisie a exécuté le premier article de son programme : le prolétariat est à la rue : elle va pouvoir frapper : les armes sont prêtes.

XII. Juin 1848 est, à coup sûr, le plus colossal événement des guerres civiles d'Europe. Si l'on cherche

les traits essentiels de cette bataille de trois jours, ils apparaissent assez saisissants pour être soustraits à toute controverse. D'abord l'explosion des colères sociales a été voulue, préméditée par les dirigeants : la longue histoire des Ateliers Nationaux établit suffisamment cette assertion. Ce qui la corrobore encore, c'est qu'une fois les premières barricades dressées dans Paris, la majorité conservatrice de la Constituante refusa systématiquement et avec hauteur de recourir à la conciliation. Elle apprit, avec une sorte de joie sinistre, la levée du peuple ; lorsque Considérant, le premier jour de la bataille, demanda qu'on adressât un manifeste aux égarés, d'effroyables vociférations surgirent : « Ce sont des assassins ! ce sont des assassins ! » — La parole fut retirée à l'orateur et la séance suspendue. Caussidière insistant, réclamant une proclamation aux flambeaux, on le qualifia de factieux. Il est certain que le soulèvement fut dû exclusivement à la dissolution brutale des Ateliers Nationaux. Nous ne voulons pas dire que le choc entre le prolétariat et la bourgeoisie ne se fût pas produit tôt ou tard : — car il était dans la logique des événements, et ne pouvait être évité, mais la responsabilité de la lutte de Juin n'en incombe pas moins à ceux qui l'exploitèrent et l'adaptèrent à leurs propres fins.

Ensuite l'insurrection n'eut pas de chefs, et c'est là, en soi, une caractéristique considérable : cette constatation atteste, en effet, qu'il y eut, non point des intrigues ambitieuses et des visées individuelles mêlées à une poussée des masses, mais un sursaut d'une couche sociale contre une autre. Il est même permis de dire que jamais au cours de ce siècle, l'antagonisme des classes ne se manifesta avec plus d'éclat. Ce n'était pas seulement l'armée qui combattait, au nom des

pouvoirs établis, les foules ouvrières entassées dans les faubourgs de l'Est et du Sud de la capitale : c'était la classe gouvernementale en armes, par sa garde nationale, marquant le courage des intérêts menacés, trouvant, pour sauvegarder sa propriété, une énergie qu'elle n'aura plus au 2 décembre, pour défendre ses libertés.

La petite bourgeoisie avait brisé le lien qui l'unissait au prolétariat. Depuis le 15 mai, elle s'était ralliée au conservatisme social. Elle ne fut pas la moins acharnée contre le socialisme, ni la moins prompte à semer la légende des partageux. Ce fut elle sûrement qui porta à la démocratie républicaine, par sa défection subite, mais après tout rationnelle, les coups les plus terribles, et ce fut de ses rangs que sortirent contre les hommes des barricades, les calomnies les plus atroces. La province se sentit tout entière animée d'une exaspération profonde contre le soulèvement parisien. Des villes qui avoisinent Paris, les gardes nationaux accoururent au secours du gouvernement, et les paysans les regardaient passer, sans haine, impuissants encore à comprendre le grand événement qui s'accomplissait à quelques lieues de leurs villages, partagés entre leur rancune pour un régime qui avait aggravé l'impôt, et l'épouvante que leur inspiraient les doctrines habilement dénaturées des amis de Louis Blanc.

L'insurrection prolétarienne eut-elle du moins un programme ? Visait-elle la conquête du pouvoir, afin d'instaurer un système social nouveau, assis sur des remanîments nettement conçus ? Les masses, qui se ruèrent en Juin, à l'assaut des autorités constituées, n'avaient cure des théories ; le besoin seul les chassait de leurs taudis, la misère affreuse, qui leur rendait la mort soudaine des barricades,

préférable à la mort lente du paupérisme. La formule confuse de « l'organisation du travail », avait bercé les prolétaires pendant quatre mois, comme de grands enfants qui attendent tout d'une puissance paternelle. Ils avaient cru au prestige des mots, à l'excellence d'une administration qui se qualifiait de républicaine, à l'omnipotence du Luxembourg. Pénétrés de souffrance, ils se révoltaient maintenant contre un état de choses qui les écrasait, mais sans savoir quel statut social ils lui substitueraient. Le socialisme, en dépit de la prodigieuse diffusion d'idées qui avait signalé les dernières années, n'avait pas d'organisation. Les citoyens de Juin inscrivirent sur leurs drapeaux la formule des Lyonnais de la Croix-Rouge en 1831 : « du travail ou du plomb », et les aspirations n'allaient guère plus haut, sinon à un vague communisme, sans consistance et sans valeur pratique.

Une telle cohue ne pouvait triompher, et eût-elle triomphé, ne pouvait faire durer sa domination. Tous les prodiges qu'accomplit la Révolution sociale devaient demeurer stériles. La proclamation de l'état de siège mit Paris aux mains de l'armée ; la démission de la Commission exécutive concentra les pouvoirs dictatoriaux sur la tête de Cavaignac. Cette fois, la troupe régulière ne pouvait plus, comme en Février, passer à l'ennemi, parce qu'elle savait n'avoir rien à attendre du prolétariat victorieux. Au bout de trois jours d'une lutte terrible et de férocités presque sans exemple, les dernières barricades tombèrent.

La bourgeoisie l'emportait, mais par l'appui du sabre. La dictature de Cavaignac était l'acheminement au césarisme. Le jour où l'assemblée et le gouvernement issu d'elle, abdiquèrent en faveur

d'un général, le pouvoir militaire rayonna au-dessus du pouvoir civil abattu : la République capitaliste, sauvée par les soldats, était condamnée à mourir par eux.

Le cléricalisme ultramontain et la haute banque avaient été les vrais meneurs de l'aventure de Juin. Falloux avait symbolisé la marche contre le prolétariat, le programme de la saignée nécessaire. Il était naturel que l'extrême droite de la Constituante se fît un piédestal des évènements et entamât la lutte contre les institutions de Février. Trop tard, la petite bourgeoisie comprit le crime commis par les siens. Lorsque le 29 Juin, 100.000 gardes nationaux défilèrent devant les représentants, en criant : à bas la Montagne ! elle sentit qu'elle était entraînée dans l'effondrement ouvrier.

Les vainqueurs furent implacables : exécutions et transportations se multiplièrent, frappant les insurgés, tout comme les paisibles spectateurs. Louis Blanc et Caussidière, livrés en pâture à la fureur réactionnaire, furent décrétés d'accusation. Mais toutes les sanctions draconiennes qui atteignirent les individus, ne sauraient être longuement commentées et détaillées auprès de la chute retentissante du prolétariat français, de l'irrémédiable désastre qui allait l'anémier pour une longue période. Il va maintenant disparaître du premier plan de la scène, pour vingt-deux années ; sa pensée même semblera paralysée ; c'est de l'extérieur que lui viendront, bien tard, les secousses, les étincelles de vie. Le capitalisme s'épanouit sur ses ruines, fleur superbe, puissante et vénéneuse, nourrie par une terre ensanglantée.

VII

DE JUIN A SEPTEMBRE

I. Les faits sociaux qui se sont produits de Juin 1848 au 4 septembre 1870, méritent d'être groupés en un chapitre unique. Les caractéristiques de cette période relativement longue, ressortent d'ailleurs avec netteté. La diversité des phénomènes, tout apparente, n'exclut ni la continuité des événements, ni la logique même de l'évolution prolétarienne, si intimement liée à l'évolution économique.

La phase qui s'étend de Juin à décembre 1851, est extrêmement féconde en incidents, si l'on envisage surtout les luttes de classes, de plus en plus accentuées depuis 1830, mais ici tout spécialement enchevêtrées. Plus tard, dans le grand sommeil de plomb, que l'Empire abat sur la France, cet incessant conflit se manifeste avec une vivacité très atténuée au dehors, mais n'en forme pas moins la trame profonde de l'histoire extérieure. Et enfin, dans les derniers temps du régime césarien, il se ranime et s'exaspère en une intensité telle, que la Com-

mune surgira comme une conclusion rationnelle.

Les vingt-deux années, qui s'encadrent ainsi, entre les deux soulèvements de la classe ouvrière, peuvent se subdiviser en deux séries de très inégale durée, et de très inégale importance. Dans la première, qui va de la sauvage répression parisienne jusqu'au Manifeste des 60, aux élections de 1863, le prolétariat s'affaisse en une décadence prolongée. Sa pensée se dissout : les vagues tendances au communisme, qui avaient percé dans les premières semaines du gouvernement provisoire de 1848, s'effacent en une résignation d'impuissance : de la lignée des écrivains de Juillet, seul Proudhon poursuit le magnifique développement de son œuvre, mais s'il ajoute les livres aux livres, s'il perfectionne la forme même de sa dialectique, il semble avoir épuisé ses idées. Ni doctrine, ni action : tel est le résumé impartial de ce temps. Le socialisme a été frappé dans ses chefs ; les faubourgs ont perdu leur sève, dans les fusillades et les transportations, qu'a décrétées Cavaignac. L'ordre règne sur la place publique, comme le désarroi dans les esprits. La classe ouvrière domptée se courbe sous le joug de la bourgeoisie triomphante : non seulement elle s'humilie, mais elle disparaît. — Puis soudain, aux élections de 1863, sonne l'éclatant réveil. La conscience d'un prolétariat distinct court à nouveau dans les masses : des manifestations timides s'organisent, en même temps qu'est publiée l'œuvre magistrale et dernière de Proudhon : de la Capacité des classes ouvrières. Mais ce sursaut des travailleurs n'aboutit pas à une nouvelle explosion de thèses révolutionnaires : capté par le mutuellisme Proudhonien même, il dégénère en un coopératisme stérile que le pouvoir protège bénévolement, pour le confisquer à son heure. On dirait que

la mentalité, que l'énergie de la plèbe de France, aient été comme absorbées et sucées à fond par la terrible crise de Juin, que les fils des massacrés et les relégués amnistiés aient toujours, sous les yeux, les horreurs des journées sanglantes. Ils répugnent non seulement aux moyens violents, mais encore aux théories audacieuses qui sapent la propriété et ainsi, en dépit de la résurrection ouvrière, les prolétaires s'enlisent dans l'abstention, dans une vaine déviation, lorsque soudain la grande secousse partie d'Allemagne, jette pêle-mêle, dans l'Internationale, Français et Russes, Prussiens et Autrichiens, Anglais et Suisses et Espagnols. Alors enfin, devant cette universelle entente, s'oblitère la longue dépression cérébrale issue des exécutions passées. La chaîne se noue entre 48 et 71.

L'Empire a été le point de jonction, la zone de convergence de toutes les aspirations de classe de l'époque. A distance, il nous semble un vulgaire coup de force, l'institution transitoire née d'un criminel attentat contre les libertés publiques. Mais le matérialisme historique nous apprend que les grands événements qui ont labouré le champ des existences nationales ont des causes lointaines, et se rapportent à des modifications internes de la structure des Etats. Le césarisme a grandi au fur et à mesure que le prolétariat déclinait : phénomène tout simple. La dictature militarisée de Bonaparte n'a pas été seulement un bouclier tendu par les possédants contre les entreprises des affamés; elle a été acclamée ou tolérée par toutes les couches de la société envisagées dans leur ensemble, et qui croyaient tirer des avantages particuliers de la chute de la République. Petits bourgeois, ouvriers, paysans, espéraient que l'aventurier de Strasbourg et de Bou-

logne gouvernerait pour eux, qu'il réduirait les dettes, ou qu'il présiderait à l'avènement de l'égalité, ou qu'il supprimerait les impôts. La lutte de Louis Bonaparte contre l'Ordre, c'est-à-dire la droite de la Législative, n'aura même qu'un sens médiocre au regard de l'histoire sociale, parce que l'Ordre, majorité et oligarchie parlementaire, ne correspondait pas à un intérêt économique, mais à des visées strictement éphémères. Ainsi « l'opération de police » du 2 décembre que M. de Vogué qualifiait d'« un peu rude » a été la conclusion naturelle de tout un déroulement de faits. Le rétablissement de l'Empire prend un caractère tel, qu'il dépasse de beaucoup la portée d'un simple événement politique.

Pendant tout le temps que ce régime a duré, la prééminence a appartenu d'abord à la classe paysanne, qui avait fait l'élection du 10 décembre, puis bien vite à la grande et à la moyenne bourgeoisie, qui réussirent à détourner le système de son principe, et à le plier à leurs propres ambitions. Le 10 décembre 1848, — c'est-à-dire l'élévation de Louis Bonaparte à la Présidence — qui porte en germe le 2 décembre 1851 — c'est-à-dire le coup d'Etat, présente ce trait commun avec la Révolution de 1789 à ses débuts — qu'il fut l'œuvre des ruraux. Il vengea les laboureurs, épars dans les champs, des injures que leur avait faites le gouvernement provisoire de Février, sorti des barricades urbaines. Mais, si les masses paysannes furent les vraies créatrices de l'absolutisme napoléonien sous le second Empire comme sous le premier, elles furent presque aussitôt délaissées par le gouvernement que leurs votes avaient forgé. L'agrarianisme et tout ce qui touche à l'agriculture étant sacrifiés par Napoléon III, ce furent l'industrie et le commerce — les deux couches

dirigeantes qui avaient fait Juillet et Février, — qui héritèrent des faveurs du pouvoir.

L'évolution économique même travaillait pour elles. Leur richesse devait être stimulée par le développement des moyens de transport, qui s'imposait comme une inéluctable nécessité. Il n'est pas de période, dans l'histoire du siècle, qui ait été, autant que les huit premières années de l'Empire, signalée par un prodigieux essor de la fortune publique. La construction des voies ferrées et des canaux, les perfectionnements d'outillage, suscitèrent un colossal mouvement d'affaires, et comme cette expansion en tous sens n'était pas spéciale à la France, qu'elle s'affirmait tout aussi bien autour de nous, les classes dirigeantes d'avant Juin ressaisirent tout leur prestige et toute leur arrogance. Rivée maintenant par la connexité des intérêts et l'égalité absolue des droits à la grande bourgeoisie, la classe moyenne qui avait peuplé jadis les cadres de la garde nationale, n'essayait plus de susciter de conflits, et c'est cette entente spontanée de deux puissants feuillets sociaux qui fut le principal soutien de l'Empire.

Mais, par une contradiction rationnelle, et que nous avons déjà constatée, plus la grande et la moyenne bourgeoisie s'enrichissaient, plus la petite souffrait ; et plus le prolétariat, accru sans cesse en son contingent, se serrait sur lui-même. Il arriva donc un moment, ou les trois fractions sociales qui avaient, consciemment ou non, relevé l'Empire, se redressèrent contre lui, tandis que les deux autres fractions, auxquelles il devait beaucoup moins, protégeaient ses fondements.

Or, de même que les dirigeants avaient élargi leur opulence, dans tout l'univers, grâce au mouvement des échanges subitement doublé et triplé, de même

la classe ouvrière, dans les deux mondes, sentit son sort s'aggraver et sa misère rongeante dépasser la moyenne coutumière. La communauté de souffrances, bien plus encore que l'identité des aspirations, ou la propagande des thèses, rapprocha les travailleurs. L'Internationale correspondit aux grands changements économiques que le triomphe du machinisme, dans tous les domaines de l'activité humaine, avait engendrés depuis 1848. Elle ne fut pas la création d'un penseur, ni l'instrument de quelques ambitieux. L'idée en appartint à tous, ou plutôt, elle fut la résultante de toute une étape. Ceux qui rédigèrent son manifeste inaugural ne tirèrent, pour ainsi dire, rien d'eux-mêmes; ils ne versèrent point dans la métaphysique économique ; ils ne sacrifièrent pas un instant à l'imagination ; ils constatèrent seulement, en traits ineffaçables, l'évolution nouvelle, plus affirmée, qui était intervenue depuis la publication du Manifeste des Communistes. Et c'est pourquoi, ce fut une folie de plus de la part des gouvernants de croire qu'une législation draconienne, et quelques procès, pourraient enrayer cette grande poussée de fraternité nécessaire à travers les limites conventionnelles tracées par la diplomatie.

II. La fureur réactionnaire des vainqueurs de Juin ne se traduisit pas seulement par des représailles contre les personnes ; ils manifestèrent, avec acharnement, leur haine des principes qu'avait affirmés ou subis la République de Février à sa naissance, et procédèrent à une condamnation en règle du socialisme. Après avoir exécuté les hommes, ils exécutèrent ou crurent exterminer l'idée. Trois débats particulièrement significatifs, et où s'attesta, avec le regain d'énergie brutale des possédants, l'affaiblissement de la représentation parlementaire ouvrière,

s'ouvrirent, coup sur coup, à la Constituante, en Juillet, Août et Septembre 1848. Il en ressortit la réprobation implicite de toute l'œuvre du Gouvernement Provisoire.

Proudhon, membre de l'assemblée, avait déposé un projet qui résumait une de ses thèses favorites, et qui concluait à la mise à la disposition de la collectivité d'un tiers des fermages, des loyers, des intérêts. Il se proposait à la fois de créer des ressources fiscales et d'organiser le crédit. Comme il évaluait le produit total à 3 milliards, l'Etat, avec 1.500 millions, pourrait remettre les impôts, et avec 1.500 autres, instituer la banque rêvée par l'apôtre du mutuellisme. Ce fut Thiers qui se chargea du rapport, et alors, comme en tout autre circonstance, il s'érigea défenseur intransigeant de l'économie orthodoxe, combattant, pied à pied, les doctrines socialistes ou dérivées du socialisme. Il reprocha, d'une part, à Proudhon, d'ébranler la propriété; de l'autre, de dissimuler, sous une apparence d'opération financière transitoire, ses idées antisociales. Appelé à la tribune, le grand penseur essaya de montrer quel devait être le vrai caractère de la Révolution, et aussi, quelle modification, à son avis, comportait le principe de la détention-possession. Il eut beau se défendre de n'être pas communiste, et, de fait, nous savons déjà qu'il répudiait le communisme. On l'interrompit bruyamment; on l'injuria. La droite réclama le scrutin public sur un ordre du jour, qui condamnait le projet pour attentat à la morale et à la propriété. Seuls Greppo et Proudhon votèrent contre; Louis Blanc se prononça pour. Ce scrutin marquait déjà tout le recul des idées. Quelque nébuleuse que fût la conception soumise à la Constituante, elle méritait cependant, de la part des

démocrates, un tout autre sort : ce n'était qu'une préface.

Le 31 Août, s'ouvrit le débat sur le décret fameux du 2 mars, rendu par le gouvernement provisoire, — au lendemain même de la chute de la royauté, sous la pression des masses populaires, — et qui réduisait à dix heures la journée de travail. La bourgeoisie industrielle, lésée dans ses plus chers intérêts par cette réglementation, n'avait cessé de mener la campagne contre elle. La discussion à la Constituante n'offrit rien de saillant. Pierre Leroux défendit le décret : Buffet le combattit, en le qualifiant de concession à l'opinion égarée. Sa destinée ne faisait point doute. Le 13 Septembre, par un texte publié au *Moniteur*, la journée de travail était ramenée à douze heures. La seule conquête pratique de Février était ainsi abolie d'un trait de plume.

L'ordre du jour appelait, presque immédiatement après, le débat sur le Droit au Travail. Proclamé par le gouvernement provisoire, ce droit avait été rayé du projet de Constitution, sur le rapport de Marrast, et les considérants valent la peine d'être cités : « Nous avions écrit dans la Constitution le droit de vivre par le travail, — le droit au travail. Cette formule a paru périlleuse et équivoque. On a craint qu'elle ne fût une prime à la fainéantise et à la débauche : on a craint que des légions de travailleurs, donnant à ce droit une portée qu'il n'avait pas, s'en armassent comme d'une devise d'insurrection » — De plus, disait Marrast, en sanctionnant la décision prise après Février, on eût admis implicitement que l'État peut apprécier les aptitudes, et monopoliser l'industrie. « Or nous n'avons jamais voulu que l'État pût faire une concurrence meurtrière aux industries privées. Nous nous serions reproché comme

un crime d'avoir l'air même de tendre la main à ces doctrines sauvages dont le premier mot est la destruction de la liberté, — le dernier, la ruine de tout ordre social. »

En opposition avec les conclusions du rapport, Mathieu de la Drôme avait déposé un amendement insérant le droit au travail dans la Constitution. Sur cet amendement, s'engagea une controverse, à laquelle participèrent les orateurs les plus considérables, et qui fut l'une des plus passionnantes que la question sociale, envisagée théoriquement, ait suscitées jusqu'ici dans un Parlement.

Après que Pelletier eût défendu l'addition de Mathieu de la Drôme, Tocqueville monta à la tribune pour le réfuter. Il fit le procès du socialisme, partant de ce principe après tout exact, que la reconnaissance du droit nouveau conduisait infailliblement au communisme. — Qu'est donc le socialisme? C'est un appel énergique, immodéré, aux passions matérielles de l'homme. Il veut la réhabilitation de la chair et la consommation illimitée. Il attaque la propriété ; il se défie de la liberté et de la raison. Il n'est qu'une formule nouvelle de la servitude humaine, et par là, il se met en contradiction absolue avec la Révolution de 1789. « Vous divisez la nation en propriétaires et prolétaires ; la Révolution, elle, a voulu qu'il n'y eût plus de classes ; elle n'a pas fait du socialisme, mais de la charité chrétienne appliquée à la politique. »

Mathieu de la Drôme riposta brièvement en affirmant qu'il n'était pas communiste. Puis Ledru-Rollin prononça un grand discours, qui eut une importance essentielle, non seulement par les allégations mêmes qu'il contenait, mais parce qu'il indiquait nettement l'attitude de la petite bourgeoisie

vis-à-vis de la réaction politique et sociale grandissante. Le leader de la Montagne déclare qu'il ne veut point du socialisme, mais la sanction du droit au travail n'est nullement liée à l'affirmation des thèses nouvelles, et Robespierre l'avait inscrite dans un de ses rapports. L'esprit même de la Révolution ne lui est pas hostile « et nous prétendons la continuer »... « L'homme tient de la nature le droit de vivre : que la société le lui reconnaisse dans le droit au travail, ou malheur à elle ! » Juillet a été brisé pour avoir résisté ; « si vous fermez la porte à toute espérance, j'appréhende pour la République de lamentables déchirements ». On entendit encore Duvergier de Hauranne, contraire, et, Crémieux, favorable, et dont les événements avaient plutôt fortifié les convictions jadis chancelantes ; — Thiers, qui remporta un énorme succès, en jetant un défi au socialisme, et en montrant la société assise sur les bases indestructibles de la propriété, de la liberté et de la concurrence ; Considérant, qui réclama la transformation totale de l'Etat, et sollicita quatre séances pour exposer ses doctrines ; une multitude d'autres orateurs, et enfin Lamartine qui, à son habitude, prit une position intermédiaire, et prêcha une solution transactionnelle. — Il s'expliqua d'abord sur son rôle après Février. S'il avait admis l'affirmation législative du droit au travail, c'est qu'il entendait sous cette formule, celui de ne pas mourir de faim, d'exister. Mais il ne tenait pas à une expression lapidaire ; il consentait qu'on écrivît : droit au travail ou à l'assistance de l'Etat. Et il concluait par cette exhortation, qui, à son sens, devait tout résoudre : « du cœur, du cœur, et toujours du cœur ! »

Mathieu retira son amendement ; Glais Bizoin le reprit, en le modifiant pour insérer l'atténuation

suggérée par Lamartine, et revendiqua le droit à l'existence par le travail et l'assistance. Même sous cet aspect moins terrible pour les modérantistes à outrance, la proposition souleva un tolle genéral. Quelqu'un s'écria : « c'est un appel à la révolte », et Glais Bizoin répondant : « cette formule se dressera dans tous les scrutins, jusqu'à ce qu'elle ait reconquis sa place dans le pacte social », on lui interdit la parole, de tous les bancs de la droite et du centre. La motion fut rejetée par cinq cent quatre-vingt-seize voix contre cent quatre-vingt-sept. Les institutions sociales imposées par le peuple après Février, et dont la République avait été entourée, suivant le mot de Marx, étaient tout entières anéanties. Il ne restait plus que la République politique et oligarchique, dont les contreforts allaient être maintenant emportés dans la tourmente révolutionnaire.

III. Le 10 décembre 1848, coup de foudre pour la démocratie restée fidèle, fut le produit complexe de courants divers. Sur le moment, la surprise du résultat était compréhensible : à distance, à plus d'un demi-siècle d'intervalle, il faut essayer d'expliquer, car les politiques qui parlent des sautes de vent, des humeurs incompréhensibles du peuple, manquent de clairvoyance, ou craignent les recherches laborieuses.

Le césarisme n'avait aucune chance en France, à l'heure où se produisit sa première tentative en 1836; la grande bourgeoisie se sentait assez défendue contre l'assaut des couches inférieures par le régime de Juillet; les ruraux ne se plaignaient pas d'un gouvernement qui leur donnait la paix, et qui n'avait ni grevé, ni menacé la parcelle ; le prolétariat et la petite bourgeoisie, conquis à la République, n'avaient pas songé à une restauration impériale.

En 1840, les circonstances n'étaient guère plus favorables. Les quatre mois, qui s'écoulèrent du 24 février à la fin de Juin 1848, suffirent à bouleverser les consciences, à orienter en un sens nouveau toutes les classes sociales. Et ainsi, tandis que Cavaignac obtenait à l'élection présidentielle, les voix d'une partie de la classe moyenne, — Ledru-Rollin les suffrages d'une fraction de la petite bourgeoisie, — et Raspail, ceux d'une infime portion du prolétariat, le nom de Louis Bonaparte sortit des urnes, acclamé par l'immense majorité de la nation.

Il avait groupé d'autant plus d'adhérents, que la fonction suprême de la République était mieux armée de prérogatives, et moins limitée en ses pouvoirs. Ce n'était que dans le temps, que la loi lui imposait une restriction, et de là vinrent toutes les difficultés ultérieures. Le peuple voulait une dictature, mais chaque compartiment du peuple lui assignait une destination différente ; il accabla le Napoléon sous ses bulletins, parce que l'ancien conspirateur était un homme à multiples faces, et qu'il avait, par ses écrits, par ses déclarations, par son passé, donné des gages à tous les éléments.

Les dirigeants, au lendemain de leur victoire de Juin, avaient cherché un maître, un sabre, une autorité despotique, qui fît trembler la Révolution, et régner l'ordre par le silence. Cavaignac leur avait paru insuffisant, ses affirmations républicaines le rendant suspect, malgré la vigueur de ses exécutions. La petite bourgeoisie acceptait un absolutisme masqué, qui eût dû s'associer à sa cause, favoriser ses intérêts, lui conférer ce qu'elle avait vainement attendu de la République de Février, — l'accès de toutes les hautes fonctions. Le prolétariat, mal éduqué, saigné par la répression, incapable, pour un temps,

d'agir par lui-même et de s'organiser pratiquement, était prêt à subir une dictature sociale, qui se présentait comme amie du peuple, et convertie aux grandes réformes ouvrières. Les paysans enfin, firent balle sur le nom de Louis Bonaparte, pour une raison bien simple et bien intelligible, c'est que celui-ci leur avait promis de réaliser leurs revendications séculaires et de marcher au rebours du gouvernement provisoire, de Lamartine, de Ledru-Rollin, et de Louis Blanc.

Le rôle des ruraux dans la préparation, puis dans le rétablissement de l'Empire, a été trop accentué, trop éclatant, pour qu'on n'y revienne pas. Oubliés depuis soixante ans, négligés par les régimes successifs, qui n'avaient vu en eux qu'une matière amorphe et une masse imposable, ils n'avaient défendu aucun système. Les changements de règnes et d'institutions avaient pu intervenir sans les ébranler, sans secouer leur traditionnelle impassibilité. Ils ne s'étaient attachés, ni à Napoléon Ier, ni à la Restauration, ni à Louis-Philippe, qui avaient pris leurs fils pour la conscription ou leurs écus pour les dépenses publiques. Vainqueurs en 1789, ils avaient, tout de suite, épuisé les conséquences de leur victoire. Incapables de faire une révolution violente, de par leur dissémination même, et aussi de par l'infériorité entretenue de leur intellectualité, ils n'avaient pu davantage signifier leurs vœux par le bulletin de vote. 1848 fut pour eux un renouveau.

Peut-être auraient-ils alors, dotés du suffrage universel, acclamé la République, envoyé à la Constituante une majorité démocratique ; mais le gouvernement provisoire commit la faute énorme d'établir les 45 centimes. La parcelle déjà surchargée, à demi dévorée par l'hypothèque, devint inte-

nable pour son détenteur. D'une extrémité à l'autre du pays, une sourde agitation courut dans les masses agricoles. Elles crurent que les doctrines socialistes allaient recevoir une application immédiate, que les terres seraient partagées entre tous les citoyens, que leurs propriétés seraient brutalement supprimées, quelles qu'elles fussent et d'où qu'elles vinssent. Une mesure fiscale suffit de la sorte à verser plusieurs millions d'électeurs dans la réaction. Les élections à la Constituante furent déplorables dans la plupart des circonscriptions rurales : il n'allait plus être possible d'enrayer la poussée.

L'insurrection de Juin n'aboutit qu'à l'accélérer et à l'intensifier. La vieille hostilité des campagnes pour les grandes cités, se réveilla en haine féroce ; les prolétaires des champs, systématiquement trompés par les émissaires des réacteurs, applaudirent avec frénésie au massacre des prolétaires des villes. Petits propriétaires et journaliers agricoles réunis, en un illogique, mais compréhensible accord, jurèrent alors la mort de la République, qui les avait oubliés tout aussi bien que la monarchie légitime ou que Juillet. Louis Bonaparte leur promettait tout ; il eut le succès rapide, vertigineux qu'obtinrent toujours en France ceux qui en appelèrent aux laboureurs. Le 10 décembre fut, en première ligne, l'œuvre des paysans ; il constitua leur seconde révolution, — la Jacquerie du plébiscite, après la Jacquerie des incendies et des lacérations de titres. Les travailleurs urbains s'étaient rués dans le socialisme démocratique ; les parcellaires, par contraste, se prosternèrent devant celui qui, d'avance, se proclamait le dictateur des paysans. Issu de tant de causes multiples, divergentes, contradictoires, l'avènement du conspirateur de Boulogne et de Stras-

bourg eut le caractère équivoque, confus, inextricable, de tous les scrutins césariens. Le jour où la France tomba entre ses mains, l'Empire était fait.

IV. Pour surgir nominalement et officiellement, pour supprimer les libertés et les résistances, il lui suffisait de duper la classe toujours abusée, celle des ruraux, de réduire par la force ou grâce au discrédit, les deux fractions agissantes : petite bourgeoisie et grande bourgeoisie cléricale. Le prolétariat n'existant plus en énergie autonome, Louis Bonaparte se servit d'abord des industriels orléanistes contre les boutiquiers républicains, de l'Ordre contre la Montagne. Puis, quand la Montagne eut été frappée au 13 juin 1849, il se retourna contre l'Ordre qu'il disqualifia et désarma en moins de trente mois.

La Constituante descendait la pente de la réaction ; point n'était malaisé de l'entraîner plus avant, de l'attirer aux actes significatifs et irréparables. Par sa première décision, le Président donna un gage aux agents les plus énergiques et les plus exigeants de sa victoire : les coalisés royalistes et ultramontains. Le dernier ministre de Juillet, Odilon Barrot, fut le premier ministre du Bonaparte ; à ses côtés, toute une coterie de rétrogrades, connus par leur dévouement au régime déchu, par leur humilité devant l'Eglise, et que dominait, comme un inspirateur suprême, le sinistre Falloux, l'homme du drapeau blanc et du Gésu, l'instigateur de la dissolution des ateliers, plus tard l'auteur de la loi sur l'enseignement. Ce fut un coup terrible pour tous ceux que le prétendant avait trompés et qui s'étaient imaginé, par lui, consolider la démocratie. Les paysans demeurèrent impassibles, hypnotisés en leur rêve ; même le rétablissement de l'impôt sur le sel, si contraire aux engagements pris, ne leur dessilla

pas les yeux. Mais les petits bourgeois et les prolétaires comprirent le revirement qui venait de s'opérer, se jetèrent résolument dans l'opposition, resserrèrent leur accord, et sommèrent l'extrême gauche de l'Assemblée de combattre le ministère.

La guerre est donc engagée entre l'Ordre, dirigé par le Président, et la Montagne. Elle ne peut se dénouer que par une crise révolutionnaire, renversement violent du premier magistrat, ou coup d'Etat contre l'opposition, la Constitution ne comportant plus aucune soupape de sûreté. Dès le premier jour, l'une ou l'autre de ces alternatives apparut inéluctable, mais la Montagne n'était pas de force à jeter à bas un pouvoir qui avait conquis l'éclatante sanction du 10 décembre.

Ce fut, au surplus, du gouvernement que vint le défi : le dépôt d'un projet interdisant les clubs. Louis Bonaparte et ses ministres voulaient l'émeute tout de suite, en janvier 1849. Ils ne l'obtinrent pas ; il n'y eut que des protestations de journaux et des grondements de foules. Les représentants des républicains socialistes et des petits bourgeois à l'assemblée, réclamaient, par la voix de Ledru-Rollin, la mise en accusation du cabinet pour attentat à la Constitution et à la souveraineté nationale.

La bataille se transféra ensuite sur le terrain de la diplomatie. Il s'agissait de savoir quelle serait l'attitude de la France à l'égard des soulèvements libéraux et nationaux du dehors, et spécialement de la République romaine. Dès novembre 1848, Cavaignac s'était mis à la disposition du Pape chassé du Vatican, pour lui offrir l'hospitalité. Ç'avait été la manœuvre électorale de la dernière heure, de la part du général, qui avait compté réunir, pour son élévation à la présidence, l'appui des prêtres et les voix

des paysans. Depuis, les événements s'étaient précipités. Louis Bonaparte qui devait une rémunération suffisante au parti ultramontain, avait promis de rétablir le Saint-Siège dans Rome. Mais de peur de dresser contre lui, une formidable opposition, il louvoyait. Ses intentions commençant à percer, Ledru-Rollin, le 8 janvier, interpella ; on répondit évasivement.

La situation se transforme encore, après la défaite du Piémont, et l'invasion autrichienne. Le Président demande l'autorisation d'expédier des forces navales pour parer à tout incident. L'acquiescement qu'il reçoit de la Constituante, il s'empresse d'en dénaturer la portée, et de conclure qu'il a mandat de détruire la République romaine. Le 14 avril, Oudinot, avec quatorze mille hommes, débarque à Civita-Vecchia. Loin de rester dans l'expectative, comme tout le commandait, cette armée marche contre le nouvel État, et Louis Bonaparte, en dépit de la remontrance que lui inflige la Chambre, le 8 mai, lui enjoint de poursuivre et de se hâter.

Sur ces entrefaites, la Législative succède à la Constituante, apportant une formidable majorité de droite, toujours envoyée par les ruraux, et une ardente minorité de gauche, élue de Paris et des villes. La Montagne, au lieu de désarmer, frémit de colère, en apprenant que tous les votes de l'ancienne Assemblée ont été foulés aux pieds, et que Rome a été bombardée, et alors survient l'épisode caractéristique et assez bruyant, qui rejette définitivement la petite bourgeoisie au second plan. Le 11 juin, Ledru-Rollin, nommé dans cinq départements, chef incontesté des radicaux et des représentants socialistes, reproche aux ministres d'avoir violé l'article 5 de la Constitution, qui déclarait que la Répu-

blique n'attenterait jamais à la liberté d'aucun peuple. Il termine en disant que son parti défendra le droit, même par les armes. Battu par le vote de l'ordre du jour pur et simple, à 361 voix contre 203, il revient à la charge le lendemain, et, pour la deuxième fois, réclame la mise en accusation du gouvernement. Elle est repoussée par 377 voix contre 8. Quelle allait être l'attitude de la petite bourgeoisie? Quoi qu'elle fît, elle était d'avance vaincue. Si elle s'humiliait et demeurait immobile, elle consommait son suicide, puisqu'après avoir prodigué les menaces, elle s'avouait impuissante à les réaliser. Si elle descendait dans la rue, elle était condamnée à l'écrasement matériel, parce qu'elle n'avait pas à compter sur le prolétariat décimé en Juin, et que les effectifs dont elle disposait, dans la garde nationale, étaient insuffisants. Jusque-là, la classe ouvrière avait fait les Révolutions, et les autres classes les avaient confisquées ; maintenant elle s'abstenait, pour avoir été privée de son sang et de sa vitalité. Combien alors les boutiquiers de Paris durent regretter d'avoir applaudi à la farouche répression de Cavaignac ! Ils firent une procession au nombre de 30.000 sur les boulevards. Changarnier, qui, ce jour-là, fut sacré héros, la dissipa sans difficulté. Ledru-Rollin sauva l'honneur aux Arts et Métiers, en dirigeant une échauffourée. Celles des troupes de la Garde qu'on soupçonnait d'avoir des attaches avec la Montagne, l'artillerie entre autres, furent dissoutes. Les petits bourgeois disparaissaient, après le prolétariat, dans les vagues confins, où se réfugient les factions refoulées. Mais les prolétaires du moins, avaient su se battre et mourir. Restaient l'Ordre, les ruraux, et l'impérial prétendant.

V. La grande bourgeoisie ne négligea rien pour

marquer son succès, et affirmer sa conquête de la dictature. En peu de temps, elle se rendit odieuse, travaillant pour le Président, facilitant ses voies. Tour à tour, elle frappa la classe ouvrière, les petits boutiquiers, la moyenne bourgeoisie libérale, même les paysans ; enivrée de sa puissance, affolée de grandeur, elle ne vit pas la pente où elle roulait insensiblement. Elle courut au discrédit politique, jusqu'à l'heure où Louis Bonaparte estima utile de l'arrêter, et d'asséner, sur elle, un grand coup.

De 1849 à 1851, le prolétariat continue à associer ses efforts à ceux de la Montagne : il acceptera même indirectement d'autres alliances, et plus compromettantes : mais que pouvait-il faire par lui-même, et comment se fût-il affirmé en classe strictement distincte et suffisant à sa propre tâche ? D'ailleurs, les excès mêmes de l'ordre lui imposent le pacte. Thiers prêche le mépris de la Constitution. A Lyon, Baraguay d'Hilliers, qui redoute, ou affecte de redouter les sectes révolutionnaires, se livre au plus extraordinaire des arbitraires. Fould, incarnation de la Haute Banque, et de l'oligarchie financière, prend le portefeuille des finances. Montalembert enlève le rétablissement de l'impôt des boissons qui frappe cruellement les travailleurs, — plus impopulaire encore que les 45 centimes de 1848, dans la classe paysanne. Paris répond alors par la triple élection de Flotte, de Vidal, de Carnot, élection de coalition entre les hommes de Juin, ceux du Luxembourg et les libres-penseurs républicains. Mais en dépit du regain de vitalité que ce résultat imprévu semble imprimer à l'extrême gauche, la revanche de l'Ordre continue : elle s'affirme même par des actes plus décisifs, — la loi du 31 mai 1850 surtout, qui condamne la plus grande partie des ouvriers à la déché-

ance civique — qui exclut du vote 3 millions d'électeurs, et qui abroge la conquête de 1848, le suffrage universel. La conséquence logique d'un tel vote eût dû être la révolution immédiate, mais les deux éléments révolutionnaires du pays, le prolétariat et la petite bourgeoisie, avaient été, à un an d'intervalle, décapités, atteints en leurs fondements. Les couches inférieures de la nation acceptèrent en silence la dégradation sociale; toutefois de terribles ressentiments se groupèrent contre l'Ordre, isolant de plus en plus l'aristocratie financière et industrielle, antirépublicaine, orléaniste. Ce fut au lendemain du 31 mai, que s'engagea la lutte entre la majorité parlementaire et Louis Bonaparte.

La première phase dure un peu plus de six mois. Les ouvriers et les boutiquiers se désintéressent des affaires. Toute la force de l'Ordre résidant dans l'enceinte législative, et toute la force du prétendant dans l'armée, la victoire du second des antagonistes était écrite d'avance. Elle se consomme le 12 janvier 1851 par la destitution de Changarnier, le général des troupes constitutionnelles, qui avait engagé les mandataires du peuple à délibérer en paix. Contre le sabre, la droite monarchiste n'avait plus de sabre. Changarnier usé, après Cavaignac, le nom de Bonaparte resplendissait désormais seul au ciel de la France.

Nous avons négligé les détails, par ce que cette histoire est celle du socialisme, et que le socialisme dans tous ces événements, n'a joué qu'un rôle médiocre. Ni pour l'un, ni pour l'autre des adversaires, il ne pouvait nourrir des sympathies même passives, parce que l'un et l'autre étaient pour lui d'irréconciliables ennemis. Frappé par l'Ordre, il l'avait laissé frapper à son tour.

Après le 12 janvier, — non point les ouvriers et les petits bourgeois, mais leurs représentants à la Législative, — s'avisèrent qu'il valait encore mieux sauvegarder la Constitution par les armes parlementaires, que la livrer sans défense au césarisme montant. Qu'on le remarque bien : ce n'était pas sur ce terrain que la liberté pouvait être préservée, parce que le parlementarisme était discrédité depuis le 31 mai, mais le revirement de la Montagne n'en vaut pas moins d'être marqué. Hors l'insurrection de la rue, elle recourut à tous les moyens pour enrayer le mouvement bonapartiste. Elle n'y réussit pas : d'ailleurs n'était-elle pas, en quelque sorte, en l'air, et ses électeurs de 1849 la suivaient-ils encore, n'avaient-ils pas, par lassitude et par dégoût, accepté d'avance tous les événements, même les pires ?

Le milieu de l'année 1851 fut signalé par une crise économique grave : la bourgeoisie moyenne en rendit responsable la majorité de l'assemblée, comme toujours. De longue date, les faubourgs étaient hostiles aux réacteurs du 31 mai, et d'autant plus irrités dans les derniers mois, que nombre de fabriques s'étaient fermées, les jetant dans le chômage : les petits bourgeois, à demi-ruinés, se demandaient si la suppression des conflits parlementaires ne servirait pas leurs intérêts. Le cléricalisme ultramontain, depuis le vote de la loi Falloux sur l'enseignement, s'était rallié au Bonaparte : le paysan, remis par cette même loi sous la tutelle du curé et soustrait au maître d'école, atteint lui aussi, quoique moins durement que le travailleur urbain, par la réforme du droit électoral, était en grande majorité, animé des mêmes sentiments qu'au 10 décembre 1848. L'aspirant empereur pouvait donc compter sinon sur le concours, du moins sur l'indifférence des trois

quarts des Français. Et voilà pourquoi, après le rejet de la motion de revision qui lui interdisait tout espoir de réélection pour 1852, il put tranquillement élaborer son projet de coup d'Etat. Le 2 décembre ne fut que le complément du 10 décembre : il s'explique à peu près par les mêmes combinaisons et les mêmes incidents de la lutte des classes.

VI. L'Empire restauré n'était qu'une gigantesque équivoque, et une universelle duperie. Il s'était édifié sur la ruine du parlementarisme, parce que le parlementarisme avait travaillé contre toutes les classes, sauf une seule ; il avait surgi de la République, une seconde fois trahie, parce qu'au 2 Décembre comme au 18 Brumaire, la République n'était plus que le vernis extérieur d'une oligarchie sociale. Pour répondre à son principe, ou plutôt, — car jamais régime n'eut un principe plus chancelant, — aux espérances et aux ardentes aspirations qui avaient convergé vers son relèvement, il devait s'abstraire de toutes considérations trop étroites, s'arracher à l'étreinte égoïste de telle ou telle fraction, gouverner pour tous. Or si en quelques circonstances, il fit des avances aux prolétaires, il marqua assez nettement qu'il ne se préoccupait pas d'améliorer leur sort, mais de prolonger leur méprise. S'il montra d'abord à la classe paysanne une sympathie qui lui était bien due, il ne balança pas bientôt à déserter sa cause. Les deux éléments numériquement les plus considérables du pays ne tardèrent donc pas à lui faire défection. Il était d'ailleurs fatal que le faisceau des forces qui avaient porté Louis Bonaparte à la dictature, se rompît sous la pression des événements. La coalition, formée au 2 Décembre, ressemblait étrangement, quoique les contingents associés fussent bien plus étendus, à celles qui se nouèrent en 1889

autour du boulangisme, et dix ans plus tard, autour du nationalisme. Tous ceux qui y étaient entrés avaient cru servir leurs intérêts propres, faire incliner le nouveau régime dans le sens de leurs revendications de classe. Lorsque le système fonctionna, il fallut bien que Napoléon III se prononçât pour les uns, contre les autres. Car il ne pouvait, à la fois, s'appuyer sur le prolétariat qui rêvait d'une revanche de Juin, et qui, impuissant à la consommer lui-même, attendait tout d'un empereur des ouvriers, — sur les paysans qui foulés ou oubliés par Février, cherchaient une consécration, une consolidation de la parcelle sous forme de dégrèvement et de crédit; — sur la petite bourgeoisie, qui écartée du pouvoir, en 1850, par les ambitions exclusives de l'Ordre, s'efforçait de s'y réintégrer et de reprendre les fonctions un instant touchées, — sur la moyenne bourgeoisie, jadis républicaine, hostile à la grande propriété foncière, à l'ultramontanisme, à tout ce qui pouvait diminuer son prestige, — sur la grande bourgeoisie enfin, de plus en plus fusionnée avec l'ancienne noblesse, et qui entendait continuer et développer ses énormes rapines de Juillet. A la rigueur, grande et moyenne bourgeoisie pouvaient se concilier, mais alors l'Empire dressait en face de lui les ouvriers, les paysans, la petite bourgeoisie, c'est-à-dire les énergies capables éventuellement de révolutions. Napoléon essaya d'abord de louvoyer, puis il versa vers les classes dites supérieures.

Or si la moyenne bourgeoisie pouvait, à la rigueur, se donner en toute foi, sans réserve, au despotisme, la grande inclinait au libéralisme qui lui constituait une garantie de plus, l'expression tangible de sa prépondérance de classe, et qui lui assurait des armes pour rejeter le souverain dans ses voies, si

jamais il les abandonnait. Et c'est pourquoi, alors que l'une des fractions dirigeantes ne cessa presque jusqu'à la fin, de montrer son dévouement et sa déférence au principe impérial, l'autre n'eut pas de répit que le régime ne se fut à peu près — et peu à peu — assimilé, par ses concessions, à la monarchie philippiste. Tout le secret de l'évolution qui s'accomplit à dater de 1860, dans les institutions constitutionnelles de la France, est là. L'Empire libéral n'est que la pénétration de l'orléanisme dans le césarisme, la juxtaposition de l'un à l'autre, puis le triomphe du premier sur le second. Mais lorsque la transformation fut accomplie, il n'y avait plus d'Empire, et comme le système politique du pays n'avait plus de base, ne correspondait plus à rien de précis, il s'écroula. Peut-être si la guerre Franco-Allemande eût été écartée, eût-il prolongé son existence, mais, en tout cas, il était condamné à mourir sans trop de délais, parce que la mainmise sur lui de la Haute Banque, — qui avait déjà caractérisé Juillet — lui avait irrémédiablement aliéné les couches inférieures, et qu'il ne pouvait plus tenir devant les formidables conspirations nouées dans les profondeurs des masses.

Le despotisme impérial s'appuya sur l'armée, sur la finance, sur la grande industrie et sur le commerce, auxquel il n'hésita pas à sacrifier l'agriculture, et qui furent, non seulement par les prérogatives qu'on leur accorda, mais en vertu même d'un heureux concours de circonstances, les principaux bénéficiaires de cette phase historique. Les divers éléments qui soutenaient la dictature se reconnaissaient d'ailleurs des intérêts communs ; ils formaient des corps oligarchiques, émanant pour ainsi dire les uns des autres, et qui en tout cas, ne pouvaient subsister que par leur étroit accord.

La manufacture n'était apte à se développer, et par elle, le rôle du commerce, que si le gouvernement entreprenait des travaux publics étendus, multipliait les communications, stimulait la circulation.

Or, pour consommer cette tâche d'expansion économique, les pouvoirs constitués avaient besoin du concours de la Haute Banque, intermédiaire entre les particuliers et l'Etat, négociatrice des emprunts; et l'enrichissement de la manufacture, du commerce et de la banque, était de plus subordonné au maintien de l'ordre, au refoulement des sentiments révolutionnaires, c'est-à-dire à la répression immédiate des émeutes qui couvaient. Et l'armée elle-même n'était sûre de prélever ses somptueuses dotations, et de tenir le premier rang dans le corps social, qu'autant que la finance et ses alliés lui concéderaient un budget considérable et reconnaîtraient ses services. Poussons plus avant. Les guerres qui signalèrent l'Empire de 1854 à 1867, Crimée, Italie, et surtout Mexique, favorisèrent également les diverses catégories qui s'associaient pour donner un socle au système. Elles mettaient le militarisme en relief, l'imposaient à l'admiration et à la déférence publiques. Elles nécessitaient de formidables emprunts — on sait que jamais on n'enregistra, dans notre histoire, de pareils appels de fonds: elles ouvraient, ou du moins, devaient ouvrir des débouchés nouveaux aux produits de l'industrie. Mais les gaspillages colossaux, qui s'ensuivaient, entraînaient un accroissement correspondant des impôts qui grandissaient sans mesure et il advint, — phénomène logique, — que plus Napoléon se dévouait aux intérêts dirigeants, et plus il s'aliénait la majorité des populations surchargées par le fisc.

D'une part donc, l'essor économique de la France s'affirmait en traits saisissants. Le réseau des voies ferrées, de 1832 kilomètres en 1848, fut porté à 17.500 à la fin de l'Empire; la production de la houille monta de 4 millions de tonnes à plus de 13: celle du fer de 362.000 à 830.000 ; celle de la fonte, de 400.000 à 1.725.000 ; celle de l'acier de 16.000 à 388.000. Le commerce spécial grossit de 45 0/0 entre 1850 et 1856, de 101 0/0 entre 1856 et 1866, accusant au total, en seize années, un progrès de près de 3 milliards. Tandis que les importations des matières nécessaires à l'industrie bondissaient de 219 millions en 1850 à 466 en 1860, et 761 en 1870, les exportations de produits manufacturés se chiffraient, à ces trois dates, par 746, 1428, et 1640 millions. Les tissus, à eux seuls, donnaient une sortie de 777 millions en 1860, contre 523 en 1853; les peaux notaient une vente de 180 en 1870, contre 41 en 1850, et toutes les catégories douanières célébraient des résultats identiques. L'époque impériale fut, à coup sûr, la plus prospère de tout le siècle, dans l'ordre industriel et commercial; mais ceux qui ramènent aux institutions politiques, cette prodigieuse splendeur, oublient qu'entre les mêmes dates, toutes les grandes puissances, et l'Angleterre surtout, participaient à la même opulence. Le développement manufacturier ne fut que le corollaire des transformations apportées à l'économie générale par la révolution des transports et de l'outillage.

Tandis que la production et les échanges atteignaient aux chiffres que nous avons signalés, des modifications profondes s'accomplissaient dans la structure interne du pays. Les événements sociaux, embryonnaires au temps de la Restauration, éclatent sous un aspect plus frappant. Les campagnes se dé-

peuplent, perdent leur densité, les laboureurs émigrant vers les villes. De 24 0/0 en 1828, le contingent urbain monte à 27 0/0 en 1846, à 30 0/0 en 1865 et 31,5 0/0 en 1870. Le rôle des paysans, épars, sans cohésion, mais dévoués ou résignés au régime qui passe, diminue, tandis que grandit celui des ouvriers serrés autour des machines, et peu à peu éduqués par le contact même. Voilà un premier ferment de subversion.

Il en est un autre : c'est l'aggravation des impôts. Pour exécuter le programme de travaux publics, voies ferrées, canaux, ports, pour parer aux dépenses des guerres européennes ou exotiques, aux frais croissants de la colonisation africaine ou asiatique, les emprunts successifs ont drainé l'épargne ; mais pour rémunérer les capitaux prêtés, il faut augmenter les prélèvements du Trésor sur la nation. D'ailleurs toutes les prodigalités de l'Etat ne sont pas soldées sur l'emprunt, et ce n'est qu'en désespoir de cause, et tout autre solution devenant impraticable, qu'on procède aux émissions. Pour cette double raison, le budget suit une marche ascendante sans précédent : de 1489 millions dans les dernières années de Louis-Philippe, il saute à 2400 en 1855. Qui paiera la différence? La masse, mais surtout la couche inférieure, parce que les impôts directs demeurent immuables et que les taxes indirectes augmentent de près de 50 0/0, de 1850 à 1865, — 850 et 1250 millions de francs, — pesant surtout sur la petite bourgeoisie et les ouvriers. L'Empire a abouti aux mêmes conclusions que la Monarchie de Juillet : politiquement parlant, il n'a pas tardé à s'assimiler à elle ; mais ce rapprochement ne s'est opéré que parce que les faits économiques dont la série est rectiligne, avaient, après 1848 et 1851, continué automatiquement l'œuvre d'infra-structure

inaugurée dès le lendemain de 1789. La grande bourgeoisie financière, troublée un instant par l'explosion de Février, avait repris, avec ses assises, sa maîtrise, son arrogance, son parasitisme, ses appétits s'affirmant plus intenses que jamais. Elle avait conquis l'Empire, comme elle avait assujetti d'abord la royauté constitutionnelle et la République. Mais le phénomène de dissociation qui s'accentuait par elle, et aussi en dehors d'elle, allait provoquer, en contraste rationnel, l'apparition d'un prolétariat régénéré, fortifié par les événements, transformé par l'internationalisation même des conditions nouvelles de la production.

VII. La classe ouvrière s'était reformée en silence à l'ombre de la grande industrie. Mais pendant les dix premières années, rien ou presque rien n'avait trahi, en elle, une organisation, une discipline; anéantie par l'écrasement de Juin, et par la suppression violente de ses chefs, elle ne s'était même pas reconnue. Après avoir fait crédit à l'Empire, comme un peu plus tôt à la République, elle se redressa soudain, aux environs des élections de 1863, sous la pression du mouvement économique. Si atténuées qu'elles fussent, ses premières revendications jetèrent, dans tout le pays, un long émoi, et portèrent la crainte jusque dans les milieux officiels. Deux documents intéressants : le Manifeste des 60 et le volume de Proudhon : la Capacité des classes ouvrières, attestèrent que les temps étaient revenus et que désormais le régime compterait une opposition de plus.

Les travailleurs, depuis l'avènement du simili-libéralisme de 1860, se groupaient autour de deux foyers principaux, le blanquisme d'une part, le syndicalisme de l'autre. Blanqui sorti de son cachot en 1859, n'avait pas tardé à rassembler, autour de lui,

les révoltés, les souffrants de toutes catégories, pour qui son nom seul était un mot d'ordre. Durant sa longue incarcération, — la Haute Cour de novembre 1848, l'avait condamné à dix ans de détention qu'il avait accomplis à Doullens, Belle-Isle, etc. — sa pensée s'était épurée, vivifiée. De la simple conception révolutionnaire sans fin sociologique précise, du spiritualisme déiste, il n'avait cessé de marcher vers le communisme et l'athéisme. Il tenait désormais une doctrine historique et un ferme programme social : son action ne s'en exerçait qu'avec plus d'autorité. Le syndicalisme avait eu le mérite d'assurer une première cohésion aux prolétaires disséminés, défiants, soucieux de ne pas arrêter sur eux les foudres du pouvoir, mais là s'arrêtait sa portée, car il ne défendait que des thèses vagues, peu pratiques, où l'on retrouvait tout le flottement des contradictions proudhoniennes. Ce n'est pas une raison, au surplus, pour contester le rôle éducateur et organisateur qu'il remplit jusqu'à la formation de l'Internationale.

Les idées de Proudhon jouissaient alors, en 1863-64, dans les masses ouvrières, de toute la faveur qu'avait rencontrée, quinze ou vingt ans plus tôt, l'Organisation du travail de Louis Blanc. Le mutuellisme, la réciprocité des services, la coopération sous tous ses aspects, le crédit gratuit : telles étaient les formules qui avaient cours, et qu'on croyait pouvoir réaliser peu à peu, par la diffusion même des connaissances, et sans heurt violent. Cette seule observation permet de comprendre que les Proudhoniens ou syndicaux ne faisaient pas à l'Empire une opposition politique irréductible.

Le Manifeste des 60 vint consacrer, et en quelque sorte cristalliser, les notions et les revendications éparses. C'est un document capital pour l'histoire du

prolétariat, parce qu'il a établi avec une netteté qui n'a guère été surpassée depuis, le principe de la lutte des classes, et c'est un témoignage non moins important de l'esprit qui animait à cette époque la majorité du monde du travail, parce qu'il a répudié très explicitement le communisme. En voici les affirmations principales : « Le droit politique égal implique un droit social égal. La bourgeoisie, notre aînée en émancipation, dut en 1789, absorber la noblesse et détruire d'injustes privilèges. Il s'agit pour nous, non de détruire les droits dont jouissent justement les classes moyennes, mais de conquérir la même liberté d'action... Pas de loi agraire... La liberté, le crédit, la solidarité : voilà nos rêves... La misère n'est pas d'institution divine. Nous voulons non l'aumône, mais la justice. Nous ne haïssons pas les hommes : nous voulons changer les choses. »

Au total, le ton était très modéré, exclusif de toute menace immédiate : on comprend que Proudhon, trouvant sa philosophie si fidèlement reproduite, ait approuvé, dans sa Capacité des classes ouvrières, l'intégralité de ces déclarations. Ce livre que nous avons déjà analysé, et qui constitue, à vrai dire, le testament de l'écrivain, suffirait à attester, en dehors de tout autre référence, les dernières tendances du socialisme français en face du néo-communisme de l'Internationale, Le prolétariat s'arrêtait aux demi-mesures ; l'acquisition du droit de coalition, conféré en 1864 par une loi presque célèbre, semblait à quelques-uns une grande victoire, alors qu'en réalité, il n'y avait là qu'un guet-apens de plus tendu à la classe laborieuse — le délit d'association subsistant toujours, et tout groupement syndical s'exposant aux pénalités traditionnelles. Pratiquement, on versa dans la coopération qui prit une certaine extension.

et dont les adeptes ne tardèrent pas à mener la lutte contre les collectivistes, Blanquistes et autres. Le pouvoir protégeait naturellement une institution, qui, pour l'heure, lui laissait tout repos, et où venaient s'éteindre ou tout au moins fléchir les énergies subversives. Blanqui avait saisi à merveille la manœuvre, et dénoncé tous les dangers du syndicalisme, et de ses dérivés. Le « coopératif » n'a jamais été qu'un moyen nouveau et plus adroit pour les gouvernements, de dominer les masses, et de paralyser leurs tendances révolutionnaires. A peine renaissant, le prolétariat s'était déjà divisé. Fatal besoin de scission ! Le double courant va se retrouver dans les luttes de l'Internationale qui remplissent les dernières années de l'Empire, qui, en dépit de leur acuité, et peut-être par leur acuité même, ont reforgé la classe ouvrière, et dont les péripéties et surtout les conclusions, ont ébranlé, pour la première fois universellement, le vieux monde capitaliste.

VIII. Le lecteur ne compte pas trouver ici une relation complète de l'histoire de l'Internationale. Fidèles à notre méthode, nous délaisserons les détails pour dégager les lignes maîtresses, et nous nous préoccuperons surtout de l'influence que ce groupement considérable, tout nouveau dans le processus prolétarien, — en ce qu'il rassembla des hommes de toutes nationalités, — a exercée sur le socialisme français.

Il faut d'abord se rappeler que la période où nous touchons, a été signalée par la naissance de la Social Démocratie d'Outre-Rhin. Lassalle a agité et enfiévré les populations de l'Allemagne occidentale, et dressé une organisation militante. Marx va publier le Capital dont la dialectique portera des atteintes irréparables et à la vieille doctrine orthodoxe et à

tout l'édifice capitaliste. A ces deux grands noms, la France n'a qu'un nom à opposer : Blanqui, penseur moins illustre sans doute que Marx, organisateur moins heureux que Lassalle, et dont l'action, entravée par des incarcérations successives, a été forcément intermittente. Il n'est pas étonnant, qu'avec l'Internationale, le sceptre de la pensée socialiste dans le monde soit passé aux mains de nos voisins germaniques, parce que leur doctrine est dès à présent, plus nette, qu'elle s'est totalement affranchie de la phraséologie de 1848, et qu'elle s'affirme catégoriquement révolutionnaire. Appuyée sur une philosophie de l'histoire, sur une conception évolutionniste, et non plus seulement sur des abstractions, sur des idées métaphysiques; elle se présente comme une série de déductions d'une logique pressante et par suite plus aptes à frapper les esprits.

L'Internationale a été un produit surgi spontanément; — nous avons exposé le surprenant progrès de la richesse publique et de la prospérité capitaliste sous le second Empire; le phénomène n'avait pas été spécial à la France, car le même développement était intervenu simultanément dans toute l'Europe occidentale. Mais plus s'accentuait le système industriel, et plus le prolétariat était incité à se serrer, à se discipliner, pour la lutte de jour en jour plus nécessaire. Il comprenait, et d'ailleurs les écrits de Marx, de Blanqui, de Lassalle, de Proudhon même, étaient là pour le lui enseigner : — que les frontières n'étaient qu'une création temporaire, que les conditions de la fabrication et des échanges, machinisme, transports rapides, utilisation des forces naturelles, exploitation des découvertes scientifiques, étaient désormais uniformes, et que, sur une structure économique généralisée, s'étayait une structure

sociale partout identique, en dépit des différences transitoires des régimes politiques. De cette constatation très simple, et que l'Exposition Universelle de Londres, vint encore corroborer par des exemples nombreux, est née l'Internationale.

C'est en effet au cours des solennités pacifiques de 1862, que les délégations ouvrières françaises se mirent en contact avec les réfugiés politiques accueillis dans la Capitale anglaise, et qu'elles purent, de près, étudier les transformations industrielles survenues un peu partout. De cette rencontre et de cette enquête, sortit la conviction très forte, que seule l'union des travailleurs de tous les pays pourrait modifier le vieil ordre capitaliste. La France a tenu un large rôle dans la formation de l'Internationale, mais l'association a ensuite grandi plutôt en dehors d'elle, et contre les aspirations intimes des fondateurs. Le grand groupement qui a tant fait trembler les gouvernements, avant et après la Commune, subdivise son histoire en deux phases : l'une mutuelliste, Proudhonienne, Parisienne ; l'autre collectiviste, Marxiste, Allemande, — et si l'on s'attache spécialement à la branche de France, l'on doit rendre compte des luttes intestines que poursuivirent Coopérateurs et Blanquistes, avec un acharnement qui ne connut point de trêve.

Le Manifeste inaugural était l'œuvre de Karl Marx associé aux mutuellistes Parisiens.

« Considérant que l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, que les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation, ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous des droits et des devoirs égaux et à anéantir la domination de toute classe ;

» Que l'assujettissement économique des travailleurs aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de leur servitude politique, matérielle et morale ;

» Que l'émancipation économique des travailleurs est conséquemment le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

» Que tous les efforts faits jusqu'ici ont échoué, faute de solidarité entre les ouvriers des diverses professions dans chaque pays, et d'une union fraternelle entre les ouvriers des diverses contrées ;

» Que l'émancipation du travail n'étant un problème, ni local, ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels la vie moderne existe, et nécessite, pour sa solution, leur concours théorique et pratique ;

» Que le mouvement qui reparaît parmi les ouvriers des pays les plus industrieux de l'Europe, en faisant naître de nouvelles espérances, leur donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les vieilles erreurs, et les pousse à combiner immédiatement leurs efforts encore isolés ;

» Pour ces raisons,

» Les soussignés, membres du conseil élu par l'assemblée tenue le 28 septembre 1864 à Saint-Martin's Hall à Londres, ont pris les mesures nécessaires pour fonder l'Association Internationale des travailleurs. Ils déclarent que cette Association Internationale, ainsi que toutes les sociétés ou individus y adhérant, reconnaîtront comme base de leur conduite envers les hommes la vérité, la morale, la justice, sans distinction de couleur, de croyance ou de nation.

» Ils considèrent comme un devoir de réclamer

pour tous les droits de l'homme et du citoyen : pas de devoirs sans droits : pas de droits sans devoirs. »

La doctrine de la suppression des classes appartenait en commun à Marx et aux Proudhoniens ; celle de l'affirmation du mouvement politique, même subordonné comme moyen, revenait aux Allemands, le mutuellisme parisien répudiant tout acte politique ; celle de l'entente internationale était empruntée au Manifeste des Communistes de 1848 : l'affirmation du droit, de la justice, de la morale rappelle la terminologie socialiste française d'avant Février ; elle était une concession des étrangers au pays qui avait abrité la pensée prolétarienne naissante.

Au total, cette proclamation constituait une transaction entre les deux tendances qui allaient entrer en conflit dans l'Internationale.

L'histoire de la branche française a été racontée avec quelque détail par Fribourg, un Proudhonien, qui n'a été clément ni pour les Blanquistes, ni pour les amis de Marx et de César de Pœpe, et qui, en somme, rejetant le socialisme vrai pour s'inféoder à un syndicalisme impuissant, ne laisse qu'une idée peu flatteuse du fameux bureau des Gravilliers.

Tel était le nom que portait le comité directeur de la section française ; en 1864 cette section était peu nombreuse, assez nombreuse pourtant déjà, pour entrer en lutte avec les réfugiés de Londres dont elle dénonçait l'assujettissement à la tradition des barricades. Pour elle, elle se contentait de prêcher l'extension du crédit mutuel, de la coopération, bref de tout ce qui avait pu subsister à Paris, sans danger, après le naufrage de Juin. Les Gravilliers étaient hostiles d'abord au communisme, où ils ne voyaient qu'une vaine chimère, — à la politique qui d'après

eux, détournait les ouvriers de la défense de leurs intérêts réels, — et enfin aux grèves, qui, à leur sens, servaient toujours le capital contre le travail. Tout au rebours, les Blanquistes s'affirmaient communistes, vantaient l'action politique qu'ils n'avaient, pour ainsi dire, jamais désertée, du moins en principe, depuis Juillet, et s'immisçaient le plus possible dans les grèves, devenues assez fréquentes sous le couvert de la loi de 1864. Les aspirations des Proudhoniens sont assez connues ; pour préciser celles de leurs adversaires, il suffit de se référer aux notes admirables de précision et de logique, que Blanqui rédigea vers la fin de l'Empire.

Pour l' « Enfermé », Proudhon n'est qu'un hiérophante, et ceux qui s'inspirent de ses livres, et qui finalement dénaturent ses conclusions, sont les meilleurs auxiliaires de l'ennemi. Il va même, en 1867, jusqu'à qualifier les mutuellistes Parisiens, Tolain, Fribourg, Limousin, etc., de Jésuites. Sa conception, à lui, exclut le « coopératif » pour lequel il professe une véritable haine. Le Communisme, fils de la science et sauvegarde de l'individu, alors que l'individualisme n'en est que l'extermination, est l'aboutissement nécessaire de toute la civilisation. Mais comment Blanqui entend-il le communisme ? Le régime nouveau ne peut naître que de l'action de l'Etat, car l'État seul a la faculté d'émanciper : ce sont les gouvernements qui perdent et qui sauvent les nations. Il faut donc mettre la main sur la puissance publique, et avant toutes choses, comme le communisme n'est compatible qu'avec une certaine moyenne d'instruction générale, inscrire 500 millions au budget pour l'enseignement. Telles sont, résumées, les idées de Blanqui : magnifique hommage rendu non seulement à la notion de l'évolution historique,

mais aussi et surtout à la valeur sociale de la science. Combien elles l'emportent sur le mutuellisme étriqué et sans fondement solide des Proudhoniens ! Entre les deux partis qui se combattirent en France de 1864 à 1870, et qui portèrent leurs querelles jusque dans les Congrès de l'Internationale, le socialisme contemporain peut-il hésiter un instant ?

En 1865, les Gravilliers comptaient 500 membres. Leurs tendances dominantes étaient celles des fondateurs, qui pour marquer leur stricte fidélité à la pensée originelle, refusaient d'admettre les femmes dans l'association, et s'interdisaient d'envisager la question polonaise. En 1866, le nombre des adhérents montait à 1.200. Ce fut cette année que se tint le Congrès de Genève où les Proudhoniens de Paris et les affiliés britanniques se heurtant, ouvrirent l'ère des discussions. Les Anglais réclamaient qu'on votât sur l'urgence de la limitation des heures de travail par l'Etat. La majorité des Parisiens entendait seulement déclarer que huit heures constituaient une journée suffisante. Par contre, ils proposèrent de former une grande coopérative universelle sur la base de la mutualité d'échange. En 1867, au Congrès de Lausanne, apparaît le communisme ; on discute la propriété ; César de Pœpe, rapporteur, essaie de faire prévaloir la socialisation totale, mais l'opposition des Français entraîne l'ajournement du débat.

En 1868, à la suite d'une perquisition faite aux Gravilliers, la section fut dissoute ; elle se reconstitua avec un grand nombre de communistes. Le Blanquisme, soutenu indirectement par le Marxisme, commençait à faire une plus large trouée dans le prolétariat, les cohortes disciplinées de Blanqui passant en dix-huit mois de 800 à 2.000

hommes. Au même moment, l'Internationale dessine son évolution, et au Congrès de Bruxelles, adhère au collectivisme et vote la reprise par la société du sol et du sous-sol. Dès lors, sa croissance s'accentue. Elle reçoit d'abord les communistes vaguement anarchistes, qui battus au Congrès de la Paix, à Berne, avaient formé l'alliance internationale de la démocratie sociale, avec l'égalisation intégrale pour programme ; puis de vastes agglomérations ouvrières, parfois 8.000, 10.000 hommes d'un coup y adhèrent, en France, en Suisse, en Belgique, partout. Le Congrès de Bâle en 1869, affirme encore plus hautement la conversion de l'Association. On comprend que nous ne puissions insister ici sur les décisions prises, ni sur la marche extérieure des groupements. Le mouvement a échappé à la direction de la France, depuis Genève et surtout depuis Bâle, où Langlois, Longuet, Murat, Tolain, avaient été battus par 54 voix contre 4, les leurs, en défendant le vieil individualisme proudhonien. Les trois chefs étaient désormais Bakounine, Marx et Blanqui ; mais Blanqui ne disposait pas — de très loin — de l'influence énorme conquise par le révolutionnaire russe et surtout par l'auteur du Capital.

Cette parenthèse, trop courte, sur l'Internationale, était indispensable, parce que la formation et le développement de cette association ont largement pesé sur la réorganisation du prolétariat français. Par une intrusion de plus en plus fréquente dans les grèves, depuis la victoire des communistes sur les mutuellistes, — intrusion qui a été contestée, mais qui pourtant fut évidente dans les centres miniers, à la Ricamarie, à Aubin, au Creusot, à Fourchambault, — elle a appris aux travailleurs de ce pays la valeur de la cohésion, elle leur a suggéré la notion,

la prévision de l'extraordinaire puissance que prendraient les foules, le jour où leur action serait unifiée et centralisée. Le réveil ouvrier, constaté dès 1860, surtout à dater de 1863, a été d'autant plus sensible chez nous à partir de 1864, qu'il coïncidait avec un sursaut général des travailleurs dans les deux hémisphères, et que les congrès annuels : Genève, Lausanne, Bâle, donnaient aux penseurs du communisme renaissant, une tribune d'où leur voix pouvait mieux retentir. Plus tard, nous retrouverons, éclatante, sous la Commune, l'influence de l'Internationale. Pour l'heure, il faut noter qu'elle n'a pas été étrangère à l'opposition plébéienne, qui a fait trembler l'Empire dans les dernières années et qui devint le noyau de cristallisation de la résistance libérale. Dans les événements qui ont abouti au 4 septembre, les prolétaires ont joué un rôle prépondérant, parce qu'ils étaient le nombre, qu'en certains jours, ils ont rempli les boulevards de leurs masses touffues, et semé dans l'air un bruissement de révolution.

Le passé est maintenant réparé. Au début de 1870, le peuple a consommé sa régénération, revivifié par le grand souffle de pensée qui s'est élevé d'Allemagne, et qui va souder au socialisme communiste et demi-mystique de 1848, le socialisme scientifique de l'avenir. Ce qui atteste le progrès accompli, c'est que le prolétariat pressent, à longue échéance, les événements, qu'il estime la précipitation inutile, qu'il a accueilli l'aide puissante du déroulement historique. Le 9 février, peu de temps après les funérailles de Victor Noir, où Napoléon III discerne les signes avant-coureurs de l'effondrement, l'Association des Travailleurs, sous la signature de Landrin, Pindy, Malon, prêchait le calme au nom de

la « révolution sociale qui arrive ». Et cette placidité d'esprit même épouvante justement l'Empire, et le détermine à d'innombrables poursuites, perquisitions et arrestations, durant ses derniers mois.

Malgré les deux courants qui la divisent, la classe ouvrière française a reconstitué ses forces avec une admirable célérité. Si elle n'a pas, comme la Social Démocratie allemande, des chefs d'un prestige incontesté, elle est prête pour l'action immédiate. Ce qui l'affaiblira, ce qui contribuera à perdre la Commune, c'est encore le défaut de discipline et d'organisation. De plus, le socialisme est enveloppé, pénétré de ces éléments libéraux, petits bourgeois, qui déjà ont essayé de capter 48, et qui soit par intérêt d'ambition, soit par enthousiasme mal raisonné, se jettent de temps à autre vers les doctrines avancées. Mais il y a loin pourtant des masses amorphes et incultes de Juin aux groupements à demi-éduqués, soucieux de discussion, anxieux d'idées, qui lassent la police impériale par leur infatigable activité, et qui vont asseoir, au milieu d'une formidable crise sociale, le principe républicain.

VIII

LA COMMUNE

I. La Commune Parisienne de 1871 a couronné le mouvement socialiste du second Empire, comme le soulèvement de Juin, la grande poussée survenue de 1840 à 1848. Mais là s'arrête l'analogie, et à vrai dire, tout ou presque tout, à été dissemblable dans ces deux gigantesques tentatives du prolétariat. La première en date a été brisée sur le champ par la résistance de toutes les autres forces sociales coalisées : la seconde a tenu Paris durant soixante-dix jours, constitué un gouvernement, disposé d'une armée. — Celle-ci a surgi au lendemain d'une guerre étrangère désastreuse, alors que tout un régime politique venait de s'écrouler dans l'invasion des frontières, et qu'un organisme révolutionnaire s'était substitué à lui par la dissolution des assemblées et la conquête violente du pouvoir. Celle-là s'est dressée en pleine paix, à la face d'une autorité régularisée et qui avait eu tout le temps de s'outiller contre des adversaires éventuels. — Juin a été exclusivement

prolétarien ; pour réduire les faubourgs, la petite bourgeoisie s'associa à la moyenne et à la grande. Cette petite bourgeoisie a favorisé la Commune à ses débuts et lui a même fourni quelques chefs. — Juin eut un sens avant tout économique, les masses plébéiennes se jetant à la rue pour revendiquer les droits de la misère, risquant la mort plutôt que de perpétuer la faim. La Commune fut à coup sûr une insurrection sociale, mais dont on ne saurait nier l'aspect politique, puisqu'elle fut, d'une part, stimulée, en certains milieux, par l'exaspération patriotique contre l'occupation allemande, et que de l'autre, elle visa à sauvegarder la République, et à briser les rouages de l'ancien Etat, la centralisation. — Enfin, — et d'aucuns pourraient croire qu'il y a là une contradiction, — alors qu'en réalité, l'opposition est purement verbale : — l'élément étranger a fait défaut en 1848, et au rebours, a joué un rôle capital, par les Polonais, en 1871. Si l'on ne craignait de paraître chercher un rapprochement de mots, l'on dirait volontiers que l'insurrection ouvrière de la seconde République, sans ramification, sans répercussion au dehors, a pris un caractère strictement national, tandis que celle de la Troisième issue, partiellement tout au moins, d'un sentiment de nationalité froissée, a élargi sa signification jusqu'à devenir une révolution internationale de l'humanité souffrante, sur le sol de France.

La Commune présente, en effet, ce trait de ressemblance avec 1789, qu'elle ne s'est pas inspirée de considérations égoïstes, qu'elle n'a pas entendu poser des revendications étroites, et limitées par les frontières. Elle a voulu travailler pour les deshérités des deux mondes, et, comme la Constituante avait proclamé les droits de l'homme et du citoyen, sans

faire acception de naissance ni de pays, elle a lutté pour le quatrième État tout entier. Là est sa première originalité et là aussi l'explication de l'énorme ébranlement qu'elle a suscité de par l'Europe et l'Amérique. Elle est devenue ainsi une grande page, la première page de l'histoire du prolétariat international, qui aujourd'hui encore, à Vienne et à Madrid, à Rome et à Bruxelles, la célèbre comme un anniversaire glorieux. Elle a attesté, par son explosion subite, que si la France avait perdu, pour un temps, la direction de la pensée et la maîtrise de la doctrine socialiste, elle demeurait capable d'un foudroyant réveil. Elle a donné confiance enfin à la classe ouvrière, haletante devant ce phénomène inouï ; la mainmise de la plèbe — de la couche inférieure de la population — sur la puissance publique.

Et c'est là une autre originalité et plus saisissante de la Commune. Le prolétariat avait déjà dressé des insurrections, mais elles avaient été refoulées, ou si elles avaient emporté la victoire, elles avaient été bien vite exploitées et confisquées par l'une ou l'autre des fractions de la bourgeoisie. En 1789, en 1830, en 1848, déjà, les hommes des faubourgs avaient acheté, au prix d'innombrables vies, l'avènement d'un régime nouveau : mais ce régime nouveau, qui leur avait échappé sur le champ, s'était retourné contre eux, — si bien, qu'au total, leur sort ne s'était point amélioré, et qu'ils s'étaient bornés à changer de maîtres. Maintenant, si courts qu'eussent été le triomphe, la possession de l'autorité, les travailleurs avaient rompu le charme. Ils s'étaient installés à la place dont le Tiers avait dépossédé la noblesse, et d'où ils devaient pouvoir, un jour ou l'autre, régénérer la société, et révolutionner sa structure. Ils avaient compris que le gouvernement ne leur était pas à

jamais interdit, qu'il n'était point défendu contre eux par un mystère sacré, qu'il suffisait de la force et de l'organisation, pour le conquérir définitivement.

La Commune a eu cette portée incalculable de bouleverser la mentalité de toutes les classes, démontrant aux unes que leur prééminence était un fait historique tout transitoire, aux autres que leur servitude et leur humiliation n'avaient rien de providentiel. Elle a déchiré devant des millions et des millions de citoyens de l'univers, les voiles, l'obscurité mystique qui jusque là avaient protégé le Saint des Saints du pouvoir central: Lorsque Sciarra Colonna souffleta de son gantelet de fer, dans Anagni, le pape Boniface VIII, la théocratie croula avec fracas : elle ne s'en est point relevée. De même, le jour ou le peuple parisien chassa Thiers, ses ministres, son armée, son cortège de fonctionnaires, et cette oligarchie de la finance, de l'industrie et du commerce qui, durant tant d'années, avait sucé toute la sève et monopolisé tout le droit, un grand effondrement se fit, que rien ne saurait effacer. L'édifice social a pu ressusciter temporairement de ses décombres: il n'a que l'apparence de la solidité : l'on ne rebâtit point sur des ruines, et tout le sang que le capitalisme a répandu, comme pour cimenter le régime, n'a fait qu'en disjoindre les parois, et qu'en miner les bases.

II. Les origines de la Commune sont complexes: les éléments moraux qui y sont venus converger, nombreux et divers. Il convient de procéder par ordre, de classer tous les facteurs qui ont coucouru à l'événement, et qui, s'excluant parfois l'un l'autre en principe, ont fini par s'associer en une énergie d'apparence homogène.

Le Blanquisme a tenu un rôle très marqué. On

sait quelle force de discipline il représentait déjà à la fin de l'Empire, quel combat il avait mené, au nom du communisme et de la Révolution, contre les Proudhoniens. Avant que le régime de Décembre ne croulât au lendemain de Sedan, sous l'assaut public, il avait fait une tentative qui rappelait la fameuse descente des Saisons en 1839. Blanqui avait cédé, à contre-cœur, à certains de ses amis qui estimaient l'action nécessaire. Ce fut l'affaire du 14 août, dite de la caserne de la Villette. Moins de cinq cents personnes y prirent part, et l'échauffourée n'eut aucune répercussion. Au 4 septembre, l' « Enfermé » accepta le gouvernement de la Défense nationale, à condition qu'il fît son devoir, qu'il sauvât à la fois la République et la France. Telle fut la thèse qu'il ne cessa de développer, et verbalement dans les clubs, et la plume à la main, dans son journal : la « *Patrie en Danger* ». Il est à noter que le phénomène mental qui s'était produit en 1792 chez les Girondins, chez les Jacobins, l'association intime du sentiment de lutte contre l'envahisseur et des convictions sociales révolutionnaires, se renouvela alors, et pour toutes les fractions du socialisme français. La journée du 31 octobre, où le Blanquisme exerça une influence de premier plan, répondit à cette liaison d'idées. Les faubourgs marchèrent sur l'Hôtel de Ville pour renverser Trochu, supprimer un gouvernement taxé de trahison, et opposer à l'Allemagne la levée en masse républicaine. Les hommes qu'on portait au pouvoir, évoquaient toutes les écoles et mêmes toutes les phases de l'évolution démocratique. Louis Blanc, Delescluze, Blanqui, Millière, Ledru-Rollin. Mais le Blanquisme était le noyau d'avant-garde. Plus tard, au 18 mars, les lieutenants de l'éternel insurgé — lui même étant écroué

à Cahors pour sa participation au 31 octobre, — reprennent le drapeau momentanément tombé. Pour signaler l'importance conquise par cette organisation dans la Commune, il suffit de nommer Tridon, Protot, Vaillant, Ranvier, Vallés, Ferré, Rigault, etc.

L'Internationale a exercé une influence non moins directe, et non moins significative sur les événements de 1871 : de même que le Blanquisme apportait sa tradition du coup de main, de la Révolution armée, de la confiscation violente du pouvoir, elle imprima au régime de Mars son caractère nettement prolétarien ; elle lui imposa sa notion, son dogme rigide de la lutte des classes et de la fraternité des peuples ; elle lui assura en échange, non seulement l'appui moral de tous ses affiliés qui comptaient alors par centaines de mille, mais encore le concours matériel de certains d'entre eux. Il y eut, dans la Corderie, quelques-uns des membres Français de l'association ; puis quelques autres figurèrent dans le Comité Central de la garde nationale ; enfin treize au moins entrèrent dans la Commune, parmi lesquels Malon, Theisz, Avrial, Champy, Frenkel, etc. Le 24 mars, le Conseil fédéral parisien de l'Internationale adressa aux travailleurs un manifeste où se relevaient ces phrases : « Le principe d'autorité est désormais impuissant pour rétablir l'ordre dans la rue, pour faire renaître le travail dans l'atelier, et cette impuissance est sa négation. A la liberté, à l'égalité, à la solidarité, il faut demander d'assurer l'ordre sur de nouvelles bases, de réorganiser le travail, qui est sa condition première... L'indépendance de la Commune est le gage d'un contrat, dont les clauses librement débattues, feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale. » — Le programme préconisé comportait l'organisation du

crédit, de l'échange, de l'association, afin d'attribuer au travailleur la valeur intégrale de son travail. De plus, il réclamait l'extension de l'instruction et la liberté totale. Peut-être le lecteur a-t-il reconnu l'esprit des Gravilliers dans ce document, qui était signé de Frenkel, de Limousin, et de quelques autres. Cette citation suffirait, à défaut d'autres preuves, à attester, au contraire de certaines assertions, que l'Internationale ne faillit point à son devoir, en 1871.

Le républicanisme tout pur, et en dehors de toute considération sociale, (ou du moins, ce que nous qualifierions aujourd'hui de radicalisme), n'a pas été, non plus, étranger à l'explosion communiste. Dès le 5 septembre 1870, les hommes d'avant-garde, qui appartenaient à toutes les fractions républicaines, invitèrent les réunions publiques à nommer un comité de vigilance à raison de tant de délégués par arrondissement. Le siège de ce groupement fut la Corderie, où se tenaient d'habitude les controverses sur les questions politiques à l'ordre du jour. Les socialistes s'y infiltrèrent, dès la première heure, et prirent la direction du mouvement. A titre de simple renseignement, on peut constater que la première déclaration de cette société fut signée de G. Casse, Longuet, Millière, Vaillant, Malon, Vallès. Son rôle ne tarda pas à s'effacer. Néanmoins la présence de l'élément radical — non communiste — dans l'insurrection de 1871 est indéniable. Ce qui contribua à associer nombre de républicains petits bourgeois, à un soulèvement dont ils discernaient mal ou dont ils désapprouvaient les visées finales, ce fut l'attitude réactionnaire de la Chambre issue du scrutin du 8 février. Tandis que Paris donnait 216.000 voix à Louis Blanc, bien pâli il est vrai, 154.000 à Deles-

cluze, 145.000 à Pyat, la province restait fidèle à sa tradition des 16 et 2 décembre. 450 monarchistes au moins vinrent s'asseoir sur les bancs de Bordeaux, et le triomphe de Thiers acclamé par vingt-trois départements, assignait déjà à la République provisoire un caractère extraordinaire. Ainsi, il y eut, autour des Blanquistes, et des membres de l'Internationale qui eux, poursuivaient une subversion intégrale du système capitaliste, une sorte de cristallisation des tendances républicaines politiques, où le cléricalisme et l'esprit rétrograde de l'Assemblée nationale entraient pour une fort large part.

Pour beaucoup d'hommes que n'avait pas encore atteints la propagande socialiste, la Commune ne fut, à l'origine, qu'une apothéose du sentiment national. Il ne sert de rien, lorsqu'on veut retracer l'histoire, de chercher à courber les phénomènes dans un certain sens, de leur dénier ou d'atténuer leur portée réelle. Nombre de citoyens, sans préférences en matière économique, acceptèrent le 18 Mars, parce qu'il leur semblait une revanche morale contre l'invasion, une flétrissure contre les gouvernants impuissants, contre les trahisons, qu'à tort ou à raison, on dénonçait dans les milieux officiels. Qu'on le remarque bien : les masses flottantes ainsi jetées dans le mouvement communaliste lui resteront fidèles jusqu'à la fin ; elles adhèreront par entraînement et aussi par routine d'obéissance, aux décisions du municipe insurrectionnel, si empreintes soient-elles, à certaines heures, de doctrine collectiviste — mais elles suivront sans conviction : leur nationalisme, pour prendre un terme tout neuf, l'emportait sur leur sens prolétarien — et la juxtaposition, dans la Commune, de ces éléments indécis et peu solides aux éléments puisés dans le Blanquisme

et dans l'Internationale, ne sera pas sans affaiblir son action et sans contribuer à sa défaite finale.

En dernier lieu, le 18 Mars peut et doit être interprêté comme une réponse de Paris aux ruraux qui entendaient prononcer sa déchéance. Le fédéralisme Proudhonien, qui a dominé à l'Hôtel de Ville, et dans les comités, en avril et mai 1871, et qui a, fait étrange, associé au jacobinisme de 1793, le Girondinisme décentralisateur, reçut des votes de l'assemblée de Bordeaux, un formidable stimulant. Dès le début de Février, il était certain que la Nationale décapitaliserait Paris, pour châtier ses votes républicains. On parla alors d'acclamer une Seine indépendante. Lorsque le 11 mars, l'attentat sur la grande ville de lumière et de révolution fut consommé, le courant autonomiste prit toute son ampleur. Les événements vinrent ainsi au secours des thèses que l'auteur du mémoire sur la propriété, avait tant de fois développées, et qui allaient beaucoup plus loin que la décentralisation, puisqu'elles restauraient la Fédération des Communes saluée en 1790. Le 18 mars prit l'aspect d'une rébellion de Paris contre l'oppression provinciale.

Si donc l'on scrute à fond les assises de cet événement si considérable de l'histoire du socialisme, l'on est bien contraint de conclure qu'il n'a eu ni la simplicité, ni la rudesse d'angles des mouvements sociaux antérieurs. Sorti de causes multiples, parfois antagonistes, il se présente comme une résultante, comme un composé d'énergies, mais si l'on perce la surface, si l'on va par-dessous les éléments transitoires : surexcitation nationale, exaspération parisienne, fédéralisme Proudhonien, jusqu'à l'élément permanent et puissant : croissance prolétarienne, on lui restitue immédiatement sa place dans

notre développement. La suite de ce chapitre suffira à justifier amplement l'appréciation que les socialistes et leurs adversaires n'ont cessé de porter sur la Révolution de 1871.

III. L'expulsion soudaine de Thiers, et la brusque conquête du pouvoir, au 18 Mars, classent la Commune dans la série uniforme des phénomènes insurrectionnels, qui se sont déroulés, depuis le 10 août 1792. Ainsi le prolétariat, pour établir sa domination, procédait par les mêmes voies que la bourgeoisie, sa grande éducatrice. Il avait fait preuve d'une vigueur, d'une décision, qui lui avaient manqué dans les tentatives antérieures. Les conjonctures mêmes se chargeaient de démontrer la valeur pratique de la méthode Blanquiste, qui n'était que la tradition même de la démocratie militante. C'était le 15 mai 1848 ou le 31 octobre 1870, qui recommençaient, avec un plein succès. La plèbe ouvrière avait compris, que pour faire œuvre utile, il importait de saisir, avant tout, la puissance publique. Un seul geste des faubourgs venait de donner — au raisonnement ou au dilettantisme Proudhonien — qui avait prétendu les bercer durant plus de vingt ans, le plus retentissant des démentis. Pour faire la Révolution du dedans, il fallait d'abord l'accomplir du dehors ; l'action sociale était subordonnée à l'action politique. Avec l'affirmation du socialisme romantique français, coïncidait celle du Marxisme allemand : tous deux eurent part à l'événement, et aussi l'instinct profond du peuple qui se révoltait enfin contre le mirage et la duperie du mutuellisme.

Si cette fois l'assaut au pouvoir avait réussi, si les prolétaires avaient entamé la tâche réalisée avant eux, par la grande bourgeoisie en 1830, par la bour-

geoisie moyenne en 1848, c'est qu'ils bénéficiaient d'un concours inouï de circonstances. En face de l'armée décimée du gouvernement, ils avaient une armée compacte, nombreuse. Auparavant, la garde nationale encadrée dans la classe dirigeante, avait sauf rares exceptions, combattu contre eux, et non pas seulement avec la discipline d'une troupe commandée, mais avec l'exaspération des intérêts menacés. Cette même garde nationale, où les nécessités du siège avaient incorporé une masse énorme de travailleurs, se retournait contre sa besogne passée, et devenait la cohorte d'une autre classe. Le succès du 18 Mars s'explique par les mêmes motifs que le désastre de Juin ou des entreprises antérieures.

La réaction a pris l'habitude de reprocher à la Commune d'avoir surgi au milieu des horreurs de l'invasion, d'être apparue comme un ferment de division devant l'oppresseur allemand. Le grief ne vaudrait pas — doctrinalement parlant — la peine d'être réfuté, s'il ne tenait encore pratiquement, une si large place dans les discussions contemporaines. On pourrait répondre d'abord, que le prolétariat, refoulé par l'aristocratie financière en 1848, décapité et sans cesse mutilé sous l'Empire, menacé de nouveau par les amis de Thiers et par les ruraux de Bordeaux, n'avait pas le temps d'attendre. Lorsqu'on défend des aspirations aussi élevées que celles d'une fraction d'humanité en marche vers la lumière, lorsqu'il s'agit de l'existence, de l'émancipation de millions d'hommes, on n'a peut-être le droit de s'arrêter, ni devant les incidents et les phénomènes transitoires des formations nationales, ni devant les combinaisons diplomatiques ou dynastiques; mais il y a plus. Les classes dirigeantes successives avaient suffisamment montré au prolé-

tariat qu'elles ne s'étaient jamais senti les scrupules qu'elles prétendaient lui imposer. Sous la première Révolution, alors que la France était, de toutes parts; débordée par l'attaque des monarchies, et qu'au Midi comme à l'Est, à l'Ouest comme au Nord, l'ennemi tentait de forcer ses frontières, les nobles n'avaient pas balancé à s'enrôler au service de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse ; la grande bourgeoisie girondine même n'était pas exempte de compromission et de trahison. Plus tard, en 1814, la vielle aristocratie avait exploité les défaites et les démembrements du pays, pour restaurer son roi, et en 1815, Bonaparte, retour de l'île d'Elbe, ne s'était pas laissé arrêter par les souffrances de sa patrie. Au 4 septembre, tandis que les forces allemandes se préparaient à marcher sur Paris — et à l'abri de la désorganisation des milices impériales, la moyenne bourgeoisie républicanisée s'était installée au pouvoir. Le 18 Mars ne fut que le 4 Septembre du prolétariat. Pourquoi l'acte, licite pour celle-là, devenait-il illégitime pour celui-ci ! Et pourquoi la classe ouvrière, qui elle s'embarrassait moins des considérations éphémères de la nationalité, eût-elle reculé devant une entreprise, qu'une autre classe, plus soucieuse des notions de territoire, avait consommée sans hésitation ?

IV. On a dit que les expressions socialisme, socialiste, communiste, revenaient rarement dans les documents de la Commune. Le fait est exact : ce dont il faut tenir compte, c'est que ces termes étaient moins usités alors qu'ils ne l'étaient en 1848, ou qu'ils ne le sont aujourd'hui. Les hommes, formés à l'école de Proudhon et de l'Internationale recouraient moins à l'abstraction, à la formule du système, qu'à la définition même des revendications

proposées. Quant à l'idée de classe, elle était si bien enracinée dans leurs esprits, que très couramment, et dans toutes les publications officielles du temps de la Commune, on retrouve l'opposition de la bourgeoisie et du prolétariat. Peut-être, pour bien préciser le caractère du mouvement communaliste, est-il bon d'apporter ici quelques citations supplémentaires.

Le Comité central, issu au commencement de Mars, de la fédération des bataillons de la garde nationale, était en grande majorité composé d'ouvriers. Les noms de la plupart de ceux qui y entrèrent, étaient demeurés dans l'ombre ; ce n'étaient ni des écrivains, ni des orateurs de profession, mais de simples artisans que la tourmente révolutionnaire avait dressés au premier plan. Obscurs la veille, ils le redevinrent, à peu près, le lendemain. — Le 18 mars, le Central déclare que les prolétaires ont estimé l'heure arrivée de saisir le pouvoir ; le 19, convoquant les Parisiens aux élections, il tient le plus noble langage, celui d'une délégation consciente de ses droits et de ses obligations : « Nous dirons au peuple : Voici le mandat que tu nous as confié. Là où notre intérêt personnel commencerait, notre devoir finit. Fais ta volonté. Mon maître, tu t'es fait libre. Obscurs il y a quelques jours, nous allons rentrer obscurs dans les rangs. » Vit-on jamais abdication plus haute et plus généreusement notifiée ? Le 9 avril, le Comité reparaît en lançant cette affirmation qu'il faut au moins enregistrer : « Travailleurs, ne vous y trompez pas, c'est la grande lutte ; c'est le parasitisme et le travail, l'exploitation et la production qui sont aux prises. »

La Commune n'est pas moins nettement pénétrée de l'esprit socialiste. Si des représentants de la

petite bourgeoisie furent élus le 26 mars, à côté de ceux du quatrième Etat, l'assemblée parisienne comptait pourtant vingt-cinq ouvriers, parmi lesquels, Theisz, Avrial, Malon, Champy, Frankel, etc. Ces travailleurs eurent assez d'autorité et trouvèrent dans les bourgeois d'origine, leurs collègues, un concours assez dévoué pour que les déclarations du municipe fussent, au regard de la doctrine de la lutte des classes, de la plus absolue correction. Le 20 mars, le *Journal Officiel* explique que « les prolétaires ont voulu sauver à la fois la liberté et la patrie..... la bourgeoisie ne comprend-elle pas que le tour de l'émancipation du prolétariat est arrivé ? Le prolétariat, en face de la menace permanente de ses droits, de la négation absolue de ses légitimes aspirations, de la ruine de la patrie et de ses espérances, a compris qu'il était de son droit et de son devoir de prendre en main ses doctrines, et de s'assurer le triomphe, en s'emparant du pouvoir. « Le 19 mars, une autre note officielle porte, parmi les revendications parisiennes, l'universalisation de la propriété, — et enfin la proclamation dernière de Delescluze, délégué à la guerre, le 21 mai, contient ces phrases explicites : « Place au peuple, aux combattants aux bras nus ! L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné. » Qui contesterait le sens de lutte de classes que la conflagration civile de 1871 a pris dès la première heure, et gardé jusqu'à la dernière ? Du reste, les mesures, les déterminations politiques que l'assemblée municipale a arrêtées, vont encore préciser ses tendances.

V. La Commune n'a pas eu le temps d'accomplir la profonde subversion sociale qu'elle méditait, qui était dans l'esprit de ses fondateurs, et dont ces simples mots : « l'universalisation progressive de la propriété » inscrits au manifeste du 19 avril, attestaient

la signification générale. Il faut la prendre en elle-même, envisager aussi les conjonctures politiques qui la paralysèrent en partie. Mouvement révolutionnaire par essence, et inspiré de la conception de l'antagonisme bourgeoiso-prolétarien, elle est demeurée trop incertaine du lendemain. Pas un seul jour, les élus parisiens n'eurent assez de liberté d'esprit pour examiner de très près les problèmes économiques posés devant eux. Ce n'est pas lorsque les forces de répression sont à six ou dix kilomètres, qu'il est permis de régler méthodiquement une grande transformation de structure. Parler de l'œuvre sociale de la Commune serait donc exagéré, mais elle a affirmé une orientation, des vues, édicté des actes fragmentaires, et c'est à ces actes qu'on doit se référer, pour apprécier pleinement cette période historique.

La déclaration du 19 avril, la plus complète qui ait paru, visait avant tout l'affranchissement de Paris. La capitale revendiquait son autonomie, le vote de son budget, le choix de ses fonctionnaires. Elle réclamait l'organisation d'une garde nationale permanente. Puis venait la partie relative aux mesures économiques ; la décentralisation, — la suppression de l'ancien état traité en superfétation, — apparaissait donc comme la première besogne, comme la préface de tout autre. C'était une réminiscence Proudhonienne : on ne s'était pas demandé si avant de briser le régime administratif en vigueur, il ne convenait pas d'en user, de le tourner au profit de la Révolution. Mais peu importe. La Commune n'attendit pas, d'ailleurs, que le fédéralisme fût en voie de triomphe pour prendre diverses mesures dignes d'être signalées. Peut-être vaut-il mieux les citer chronologiquement et les grouper ensuite, pour

pénétrer leur esprit : mais disons-le sans retard : la délégation parisienne du travail et de l'échange fut celle qui se voua le plus activement à sa tâche. Elle reprit, avec utilité, les grands débats, qui, vingt-trois ans plus tôt, s'étaient déroulés dans la Commission du Luxembourg.

Le 29 mars, la vente des objets du Mont de Piété est suspendue : le 31, les sociétés ouvrières sont invitées à transmettre leurs avis à l'Hôtel de Ville sur toutes les mesures, qui leur paraîtront urgentes, dans l'intérêt du prolétariat. Le 1er avril, le maximum de tous les traitements et indemnités est fixé à 6.000 fr. Le 2, un décret prononce la séparation des Eglises et de l'Etat, et rayant du budget, les frais du culte, abroge le droit de propriété cléricale. Le 16, les Chambres Syndicales sont conviées à dresser une statistique des ateliers abandonnés, et à présenter des projets relatifs à leur exploitation ou à leur reprise par les ouvriers qui y étaient employés ; le 20, les placeurs sont supprimés ; le 28, on interdit le travail de nuit dans les boulangeries. Il faut ajouter, qu'au moment de l'effondrement, les élus parisiens se préoccupaient d'aménager la laïcisation des écoles, conformément à une note lancée par Vaillant le 17 mai. Ainsi l'activité et la fidélité doctrinale de la Commune se sont affirmées à la fois dans le domaine économique et dans celui de l'instruction. Le programme qui a été exécuté peut être taxé de restreint et d'insuffisant, par rapport aux larges visées de l'Internationale. Il n'en a pas moins défini, avec une réelle netteté, la portée théorique et pratique de l'insurrection du 18 mars. L'attribution aux ouvriers des ateliers abandonnés, à laquelle Marx a bruyamment et justement applaudi, portait un coup terrible à la notion de propriété ; la suppres-

sion des bureaux de placement constituait une atteinte significative à la vieille théorie orthodoxe de la liberté illimitée, si génératrice d'oppression. La restriction des appointements des fonctionnaires n'avait pas seulement le mérite de dresser le gouvernement à bon marché ; mais elle affirmait encore l'illégitimité des inégalités sociales. Quant aux mesures contre les Eglises, contre la mainmorte et contre l'enseignement clérical, elles apparaissaient de même intimement liées à l'œuvre prolétarienne. Elles démantelaient une forme spéciale d'appropriation, libéraient la conscience des travailleurs, et s'inspiraient, de toute évidence, d'une idée que Blanqui n'avait cessé de soutenir à la fin de l'Empire. Au total, l'assemblée municipale avait, comme on l'a fort bien dit, dépossédé un certain nombre d'expropriateurs au profit des expropriés.

VI. Trois actes significatifs ont marqué les tendances internationalistes de la Commune. Ce fut d'abord l'admission de Frenkel à la représentation de Paris. La Commission désignée pour examiner la validité des scrutins, déclara que les étrangers pouvaient siéger, le drapeau du 18 Mars étant celui de la République universelle. L'incident était de haute portée. On avait vu déjà en 1789-93 des Allemands et des Américains se mettre en lumière, se proclamer citoyens du genre humain; ils avaient pu haranguer les foules, pénétrer dans les clubs, inspirer même des mouvements: mais jamais pareille proclamation de principes n'avait été faite avec autant de solennité. En 1848, si sympathiques que fussent les partis avancés à la fraternisation des peuples, ils ne s'étaient pas livrés à une manifestation aussi caractéristique. D'ailleurs, ce qui donnait à la conclusion de la commission électorale toute sa

valeur, c'est que les paroles prononcées, ratifiées par l'assemblée tout entière, constituaient jurisprudence officielle.

La Commune ne se borna pas à introduire un étranger dans ses rangs : elle confia à un autre le commandement suprême de ses troupes. Lorsque Dombrowsky fut élevé à cette fonction, le 7 avril, il se trouva — et il devait se trouver — des hommes, pour protester contre cette nomination. Les ambitions déçues pouvaient se dissimuler aisément derrière une protestation nationaliste. La Commission exécutive, usant pour Dombrowsky des mêmes arguments qui avaient déjà couvert Frenkel riposta à toutes les attaques, en disant que le nouveau général était citoyen de la République universelle.

Enfin le renversement de la Colonne Vendôme que d'aucuns blâmèrent, qui fut pour le parti de l'ordre et pour l'assemblée de Versailles un sujet de stupéfaction et d'indignation théâtrale, attesta tout le progrès accompli par la doctrine de l'Internationale. Qu'on le remarque bien : même en temps d'insurrection prolétarienne, il y avait là un acte d'une exceptionnelle hardiesse. Le peuple avait été nourri de la légende du premier Empire ; on lui avait montré que toutes les générations sont solidaires les unes des autres, et que les conquêtes et les victoires de Napoléon Ier faisaient partie du patrimoine moral de la France. Depuis des années, son esprit avait été intoxiqué, sa mentalité atteinte à fond, — si bien qu'on pouvait se demander si la destruction du monument symbolique ne provoquerait pas une commotion cérébrale trop soudaine. La Commune sentit la difficulté de l'entreprise, mais aussi sa grandeur, sa portée éducative. Aujourd'hui, plus que jamais, le socialisme doit la féliciter d'avoir assumé une

initiative restée jusqu'ici sans autre exemple dans l'histoire. Le jour où la démocratie prolétarienne triomphera en France et dans le reste du monde, son premier devoir sera d'effacer les vestiges des grandes tueries, où se sont édifiés les dictatures personnelles et les despotismes de classe. Elle pourra s'inspirer alors de l'exposé des motifs du 12 avril 1871, qui mérite de demeurer dans la mémoire des ouvriers comme un libellé intangible : « Considérant que la colonne impériale de la place Vendôme est un monument de barbarie, un symbole de force brute et de fausse gloire, une affirmation du militarisme..... une négation du droit international..... décrète. »

VII. Les souvenirs de 1791-93 ont pesé presque sans trêve sur la Commune. C'est un fait très curieux qu'aucune Révolution, si originale soit-elle, ne puisse se dispenser de rechercher des titres dans le passé, de se façonner comme un arbre généalogique. Nous ne voulons pas ici discuter les actes en eux-mêmes. Nous constatons seulement que les insurgés de 1871 reprirent la phraséologie et même certaines institutions de la période terroriste. Dans cet ordre d'idées, on peut citer l'adjonction des commissaires civils aux armées, et surtout la création d'un Comité de Salut public. Point n'était étonnant, au surplus, que l'on éprouvât le besoin d'évoquer la mémoire de fin du siècle précédent. Blanqui avait, en quelque sorte, relié les deux époques. Par lui, par ses sociétés secrètes, et ses tentatives armées, s'était conservée la tradition des Montagnards. Il arriva ainsi que la Commune, qui représentait un autre milieu social, qui avait à parer à de tout autres tâches, ressuscita la jacobinisme. Lorsqu'aux derniers jours d'avril, et aux premiers de Mai, l'Hôtel de Ville discuta la formation d'un Comité de Salut public, de vives pro-

testations s'élevèrent. Le 31 avril, vingt-six membres seulement votèrent pour ce titre qui semblait emporter avec lui, des pouvoirs absolus, sans contrepoids. Vingt-six autres préférèrent celui de Comité exécutif qui ne rappelait aucune écrasante mémoire, mais le 1er mai, la première appellation fut adoptée par trente-quatre voix. Le Comité de Salut public rendit-il vraiment des services, ou comme quelques-uns l'ont prétendu, affaiblit-il l'action révolutionnaire et la défense parisienne ? C'est une question qui mériterait d'être traitée séparément. Mais on doit se demander surtout, si la concentration du pouvoir entre quelques mains n'était pas contraire aux sentiments secrets d'une large fraction du prolétariat, qui estimait que désormais le gouvernement ou l'administration devait être la chose de tous. Il est vrai que l'investissement de plus en plus étroit de la capitale, la situation devenue très pénible au début de mai, semblaient autoriser à éliminer certaines considérations doctrinales, et à condenser toute l'attention publique sur la résistance à outrance.

Au surplus, le retour de jacobinisme, qui s'affirma de bonne heure dans la Commune, et qui, nous l'avons dit, figurait dans le patrimoine Blanquiste, est, en grande part, imputable à la petite bourgeoisie. A la fin d'avril, et à la suite d'un changement d'attitude assez marqué de la Franc-Maçonnerie, l'alliance de cette classe avec le prolétariat fut à nouveau cimentée. Elle devait fatalement apporter avec elle ses habitudes d'esprit, ses méthodes, sa procédure, qui ne s'adaptaient plus aux temps nouveaux.

VIII. La Commune, pour parer à l'attaque extérieure qui s'organisait à Versailles, avait une œuvre double à consommer. Il fallait mettre une armée révolutionnaire sur pied, et aussi remanier les

administrations, afin d'en tirer, dans cette phase transitoire de la lutte, le maximum d'effet et d'énergie. Or cette tâche, qui était difficile, ne fut que mollement entreprise. Lorsque les hommes d'action s'en saisirent, il était trop tard : Thiers avait déjà concentré ses colonnes d'assaut et accumulé des forces très supérieures. Il est bon de noter, à côté des grands aspects de tout mouvement populaire, les défaillances qui l'ont fait avorter.

Bien encadrées, les troupes de la Commune eussent pu rivaliser avec la ligne. Sauf exceptions, les chefs furent mauvais. Pour un nombre restreint de héros, vrais meneurs d'assaut prolétarien, on compta beaucoup d'hommes passionnés de galons et d'apparat, trop peu soucieux du but final et des moyens utiles. Peut-être les ancêtres de 1789 et de 1792 n'avaient-ils pas été mieux dirigés, mais les circonstances les avaient admirablement servis, et les corps de répression du temps de Louis XVI n'avaient ni la cohésion, ni l'armement de ceux de 1871. L'unité de vues manqua d'un bout à l'autre de la défense stratégique de Paris. Comment eut-elle subsisté à travers les multiples changements de personnes, Eudes prenant le commandement en chef et Cluseret lui succédant, puis Rossel, puis Delescluze : quatre délégués en moins de six semaines. Ces administrateurs suprêmes n'avaient pas l'autorité qui s'attache à la stabilité. L'indiscipline, le désordre, régnèrent dans les forts. Tout plan fit défaut. De bonne heure, la capitale apparut à la merci des Versaillais.

Les flottements ne s'affirmèrent pas moins dans la Commune même qu'aux bastions. Certes jamais assemblée ne s'inspira d'un idéal plus élevé, ne nourrit d'intentions plus généreuses. Mais à certains jours, la résolution lui manqua. Elle s'embarrassa

de préjugés, de scrupules hors de propos, juxtaposant des timidités de gouvernement conservateur à des hardiesses de comité insurrectionnel. Ses rapports avec la Banque de France constituent un curieux chapitre de son histoire. Les parleurs y tinrent, d'ailleurs, une trop large place et lui imposèrent d'extraordinaires pertes de temps. Les dissidences entre Pyat, Vermorel et Tridon, d'autres querelles encore, puis des débats oiseux, émoussèrent son activité, la sortirent de ses voies. Le 19 mai, à la veille de l'attaque décisive, Pyat trouvait encore moyen de disserter sur le rôle de l'Etat dans les arts. Quelqu'un lui cria justement: « Ce n'est pas quand on nous tire dessus qu'il faut parler de théâtre. »

L'antagonisme qui se manifesta, à plusieurs reprises, entre la Commune et le Comité central, fut encore une source d'affaiblissement. Le Central, par une très noble résolution, s'était effacé, dès le lendemain du 25 mars devant les élus parisiens. Le transfert de pouvoir, effectué par Ranvier en son nom, fut accompli dans les formes les plus correctes. Pourquoi eut-il la fâcheuse idée de ressaisir, par la suite, un rôle qu'il avait, de son propre chef, abdiqué? Le 3 avril, il sanctionnait la nomination de Cluseret à la guerre, puis lançait un appel aux Travailleurs. La Commune maugréa, et avec raison. Trois semaines après, il s'affirmait encore plus bruyamment, et Vermorel pouvait déclarer en public : « Il faut savoir qui a le pouvoir, de la Commune ou du Central. »

Ces divergences de vues de toute nature, ces oppositions d'hommes, qui poursuivaient le même objectif, le triomphe des mêmes doctrines, eussent été nuisibles en tout autre circonstance. En une phase révolutionnaire, où les individualités doivent s'effacer, où les ambitions doivent se sacrifier à l'intérêt

collectif, — où, selon le mot de Vergniaud, toutes les passions, toutes les rancunes doivent se jeter dans le gouffre, elles devenaient désastreuses. La Commune a péri pour des causes d'ordre plus général, mais les erreurs de certains de ses dirigeants ont constitué, aux mains de ses adversaires, un redoutable appoint.

IX. La province ne suivit point Paris, et ce fut là la raison majeure de l'effondrement. Avant le 4 septembre, la classe ouvrière s'était bien groupée, organisée dans quelques grandes villes, centres d'industrie, mais dans l'ensemble du pays, elle demeurait éparse et impuissante. La propagande l'avait encore mal pénétrée. Le socialisme restait à ses yeux surtout un mot, une formule : les terribles répressions des grèves, à la fin de l'Empire avaient ébranlé ses audaces renaissantes. Quant à l'Internationale, si elle s'était agrégé des milliers et des milliers d'adhérents, son action hors Paris n'avait pas eu le temps de devenir efficace : — sa cohésion était plus nominale que réelle, comme son effectif. Elle avait pu réveiller, non éduquer. Et c'est pourquoi le prolétariat des fabriques, dans les départements, ou garda l'immobilité, ou retomba bientôt dans l'apathie. On nota, dès le 31 octobre, une répercussion à Marseille et à Saint-Etienne ; puis le 19 mars, la Commune eut son contre-coup à Lyon, Saint-Etienne, le Creusot, Marseille, Narbonne. Sauf dans ces deux dernières villes, le mouvement populaire s'éteignit, en un clin d'œil, comme un feu de paille. Partout, au surplus, l'armée se rencontra en force pour noyer, dans le sang, les ferments socialistes. Et Paris se trouva isolé devant la France garrottée ou hostile.

Si les ouvriers urbains conservaient des sympathies

latentes — mais inactives — pour le soulèvement de la Capitale, les propriétaires parcellaires et au total les populations rurales, se dressèrent d'un jet contre le communalisme. La loi de 1850 avait fait son œuvre, en les remettant plus que jamais, sous la tutelle du prêtre, et par suite, du grand propriétaire terrien. L'assemblée de Versailles multiplia ses efforts pour exaspérer leurs craintes et attiser leurs haines. Ils ne voulurent pas comprendre que Paris ne travaillait pas pour lui seulement, que sa tentative visait plus haut et plus loin, que son émeute était celle du genre humain. La légende des partageux hantait toujours leurs esprits. Au lieu de se solidariser avec les prolétaires de l'Hôtel de Ville, ils accueillirent toutes les calomnies, toutes les promesses, et, une fois de plus, subirent, de gaîté de cœur, une prodigieuse duperie. Ils ne virent qu'excès sauvages, brutalités concertées, crimes multiples, déchaînement et assouvissement de passions, là où, au contraire dominait l'idée, et où s'affirmait le plan d'une civilisation nouvelle et d'un nivellement moins théorique. Comme en 1848, ils donnèrent, tête baissée, dans le guet-apens que les gouvernants leur tendaient, et, contribuant à refouler la révolution prolétarienne, ils marchèrent au rebours de leurs intérêts, et même de leurs aspirations confuses. La France rurale écrasait, comme toujours, la France des faubourgs ; les campagnes se levèrent contre les cités. Parce que le socialisme urbain était divisé et n'avait pas eu le temps de s'enraciner solidement, la grande poussée des travailleurs agricoles aveuglés devait triompher. La démocratie paysanne resserra elle-même ses liens, et jeta au pied des vrais vainqueurs, les bourgeois capitalistes, les gages de la servitude de la démocratie industrielle et de sa propre servitude. Thiers pouvait être con-

tent. Il venait de recommencer à son profit, pour l'usage aussi des dirigeants, la manœuvre adroite qui avait valu à Louis Bonaparte les 10 et 2 décembre. Le socialisme croulait encore, pour avoir négligé les départements, pour avoir considéré les ruraux comme quantité sans valeur. La défaite était fatale, inéluctable, en dépit de tous les héroïsmes, de tout le droit, parce que la Commune ne trouvait pas, dans le pays, le milieu social et moral approprié. Quant à la supériorité, à l'omnipotence de Paris jadis proclamées par le Blanquisme, elles n'étaient plus que mythes, que vieux souvenirs, depuis que les moyens de transport s'étaient multipliés, et que l'autorité avait accru, grâce à eux, ses modes d'action. La chute de l'Hôtel de Ville proclama cette vérité, que malgré l'extrême tension du système centralisateur en France, il ne suffisait plus de tenir la Capitale pour régner sur l'ensemble.

X. La répression de Mai compte parmi les plus sanglantes de l'histoire. La cruauté que la bourgeoisie déploya après sa victoire, attesta qu'elle avait compris toute la signification du mouvement. Une tentative politique avortée ne comporte pas des sanctions aussi draconiennes qu'une tentative sociale refoulée. La classe triomphante ne pardonna pas, frappa jusqu'aux femmes et aux enfants, et voulut exterminer les derniers germes du socialisme. Thiers conduisit ce gigantesque procès du prolétariat. De même qu'il avait osé qualifier la Nationale : « l'assemblée la plus libérale et la plus librement élue qui ait jamais existé », il porta le cynisme jusqu'à dire en public : « Je serai sans pitié. » Les procureurs reçurent l'ordre de traiter comme séditieux tout appel à la conciliation. Les jours les plus sauvages des guerres civiles de Rome, les temps de

Marius et de Sylla, de César et de Pompée, furent évoqués et dépassés ; cette bataille des riches contre les pauvres, des maîtres contre les esclaves, abolit, entre les parties, même les règles les plus strictes des conflits armés internationaux. L'assouvissement des passions dominatrices de l'aristocratie financière et industrielle sur les travailleurs, fut inouï, hors de la vraisemblance. Les officiers de Versailles exécutèrent, égorgèrent, assassinèrent les hommes de la Commune, comme les lieutenants de Montfort firent les Albigeois, plus de six siècles auparavant, et eux aussi, ivres de mysticisme, applaudis par la Congrégation, excités par les châtelaines, étaient dignes de s'écrier : « Dieu reconnaîtra les siens. »

L'assemblée Nationale, figurant à cette heure toutes les forces bourgeoises et agrairiennes coalisées, depuis les petits boutiquiers retournés contre eux-mêmes jusqu'aux grands propriétaires fonciers, et aux directeurs d'usines, descendit au dernier degré de l'animalité humaine. La gauche, où jadis des voix s'étaient élevées pour la République, pour la transaction, se taisait ou plutôt acclamait les apôtres de la nouvelle Terreur Blanche. Certains tombèrent tellement bas qu'il vaut mieux ne point s'arrêter à leurs paroles. On touchait à la minute suprême, si fréquente dans la vie de ce pays, où tous ont peur de n'être pas assez cruels, où il s'engage comme une surenchère d'atrocités. La répression de 1871 déshonora plus encore Thiers, que celle de 1848, Cavaignac.

Veut-on quelques chiffres ? Il y eut 107.000 victimes, 20.000 hommes périrent sur les barricades ou dans les lendemains de la lutte dernière. 3.000 expirèrent dans les bagnes ; 13.700 subirent des peines diverses. Non seulement les 1509 militaires des vingt-six conseils de guerre voulurent la vengeance

inexorable ; mais encore au dehors, ils semèrent la bassesse, l'ignominie dans la population, en appelant les délateurs. 399.823 dénonciations officielles furent produites, suivies de près de 50.000 arrestations. Les républiques italiennes de l'époque des Guelfes et des Gibelins, n'avaient pas plongé jusqu'à cette extraordinaire profondeur de démoralisation. On ne se contenta pas d'acheter des trahisons, de stipendier la lâcheté ; le massacre même fut entouré d'une pompe barbare, d'un raffinement asiatique. Quand Rossel, Ferré et Bourgeois furent fusillés, le 21 novembre 1871, la troupe défila devant eux *musique en tête*. Et enfin, pour mettre le comble à ces sinistres horreurs, toutes les victimes ne tombèrent pas immédiatement après la reprise de Paris, alors que la fureur de la lutte pouvait être un prétexte. Le 22 janvier 1873, le poteau de Satory était encore ensanglanté par une exécution.

XI. Autant la réaction capitaliste fut impitoyable, autant le soulèvement parisien se montra clément et modéré. Comme Marx l'a établi, la Commune sut se soustraire à la plupart des entraînements inséparables des guerres civiles. Ceux qui ont calomnié le prolétariat de 1871, et essayé — non pas de discuter ses intentions et ses idées — mais d'épiloguer à perte de vue sur certains actes, n'ont en somme articulé qu'un très petit nombre de griefs. Confrontez les quelques exécutions décrétées par la Révolution de Mars, et l'immense hécatombe qu'ordonna Thiers. Lorsqu'on rapproche ainsi le communalisme des grands sursauts populaires qui l'avaient précédé, on conclut qu'il marqua une étape d'humanité supérieure. Les attentats à la liberté individuelle furent rares ; les vengeances ne furent pas érigées en système. Le Comité central demeura étranger au

jugement sommaire des généraux ; et, selon une comparaison très forte, il en fut aussi peu responsable que la princesse de Galles des morts des personnes, qui furent étouffées, lors de son entrée à Londres. Le 22 mars, place Vendôme, ce fut le parti de l'ordre qui entama l'action, et qui provoqua le prolétariat. Quant au fameux massacre des otages, on oublie qu'il constitua une réponse, et que nombre de chefs socialistes s'y montrèrent hostiles. Il est d'ailleurs permis, aujourd'hui, de s'exprimer sans embarras, sur cet événement tant exploité. Nous sommes de ceux qui pensent que la condamnation des prêtres et des gendarmes n'ajouta aucune force à la Commune et aussi que la classe plébéienne ne saurait user des mêmes procédés que les gouvernements réactionnaires. Recourir aux fusillades, exercer des représailles brutales, c'est s'inspirer des traditions bourgeoises, c'est peut-être aussi méconnaître tout ce que recèle de grandeur et de sereine puissance la poussée ouvrière. L'exécution de Louis XVI, en 1793, avait une valeur symbolique : ce n'était pas un roi qu'on frappait, mais la royauté ; ce c'était pas un homme qu'on fauchait, mais un régime, une période, une suite de siècles. L'exécution des otages avait-elle la même portée ? Pour répondre à la question, il suffit de s'en poser une seconde ; depuis la chute de la légitimité de droit divin, est-il encore un homme qui puisse se flatter d'incarner en lui une phase historique ?

XII. Les traits d'héroïsme ne furent pas plus rares en 1871, qu'en 1789, 1792 ou 1793. Il n'est pas de mort antique qui dépasse, en calme et simple beauté, la fin de Delescluze ou celle de Millière. Mais ce n'est pas seulement par le courage stoïque et la hauteur de ses adeptes, que la Commune s'imposera

quoi qu'il arrive, à l'impérissable souvenir de la classe ouvrière.

A considérer ses résultats immédiats, on peut dire qu'elle a assis la République sur le sol de France, que, sans elle, la monarchie, traîtreusement réchauffée par l'assemblée de Versailles, eût été, une fois de plus, réinstallée. Mais elle nous a rendu d'autres services, et qui méritent d'être remis à leur vrai rang. Sa défaite constitua pour le socialisme une formidable et douloureuse, mais efficace leçon de choses. L'écroulement du 18 mars montra aux prolétaires l'importance de l'organisation, la nécessité de la discipline, l'urgence de la propagande provinciale et de la conquête des paysans. Il attesta qu'il ne suffit pas, pour assurer une victoire sociale, de saisir quelque temps le pouvoir, et de posséder Paris. Ce qui en ressortit avant tout, ce fut la notion précise qu'une entreprise immense d'éducation, de diffusion doctrinale,— qu'une concentration compacte des énergies plébéiennes, dans les villes, et jusque dans les dernières bourgades, — étaient indispensables pour conjurer les écrasements futurs : ce fut aussi la conscience claire que l'heure était passée où une poignée d'hommes valeureux et hardis pouvaient, à eux seuls, consacrer une grande transformation ; ce fut enfin cette déduction, désormais incontestable, qu'une révolution sociale ne s'élabore pas exactement comme une révolution politique. Des thèses de Blanqui, il subsistait l'appel à l'instruction intégrale, la proclamation de l'émancipation des cerveaux, mais la doctrine du coup de main pur et simple, gisait à terre : du Proudhonisme, il demeurait l'affirmation de la lutte des classes, plus lumineuse que jamais ; mais le fédéralisme n'apparaissait plus en prélude de la subversion économique en France ; tout au contraire,

il ne surgissait que comme une conséquence et un effet. Le désastre de la Commune prescrivait, pour l'avenir, la marche concertée de toutes les cités, de tous les hameaux, du prolétariat du Nord et du Midi, la cristallisation de la France autour d'une même idée. L'évolution serait unitaire, ou la révolution impuissante.

IX

DE LA COMMUNE A LA CRISE (1871-1898)

I. L'histoire du socialisme français, de 1871 à 1900, mérite d'être subdivisée en deux sections ; d'abord, parce que cette période très remplie a été exceptionnellement féconde pour l'organisation, la diffusion des idées, les controverses intérieures, l'incidence politique ; ensuite, parce qu'à la date 1899, le prolétariat a été tout à coup entravé en son développement méthodique par une crise et un schisme intellectuel d'une portée encore mal précisée.

Certes, avant le conflit de tactique, qui a mis aux prises les Marxistes purs, — les adeptes du matérialisme historique, — et les idéalistes dévoués à la tradition de 1848, d'autres dissidences avaient éclaté. Lorsqu'après le grand affaissement de 1871, le mouvement ouvrier se reforma en 1876, la direction en fut tout de suite disputée entre les partisans du syndicalisme, élèves de Proudhon, et les collectivistes imbus des théories du « Capital ». Ce fut là un premier aspect de la dissociation interne qui travaille

chez nous, le socialisme, depuis un quart de siècle : il ne s'est jamais effacé, et aujourd'hui même subsiste, quoique atténué. Puis à peine le collectivisme avait-il remporté un premier avantage, en 1880, que ses adeptes s'entre-déchiraient à leur tour, et en 1882 et 1890, deux scissions fameuses intervinrent encore.

Mais quelle que fût la valeur de ces antagonismes, ils n'atteignaient pas en acuité réelle celui qui se manifesta vers le milieu de l'année 1899. Auparavant, les écoles s'étaient armées de thèses contraires, avaient préconisé ou réprouvé l'action politique, ou s'étaient purement subordonnées à des inimitiés de personnes. L'unité foncière du socialisme français n'avait pas été brisée, car aucune des organisations en présence n'avait assumé une initiative en désaccord avec les principes mêmes de la doctrine. Après 1882, Broussistes et Guesdistes défendirent également la lutte des classes, l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes ; les Syndicaux qui reprirent, quelques années plus tard la bataille contre le Parti Ouvrier, ne répudiaient pas ces affirmations en paroles, encore moins en actes. Les ruptures pouvaient affaiblir la croissance du prolétariat : elles ne l'arrêtaient pas. Or, en 1899, certains membres dirigeants du parti socialiste ont conçu et encouragé une entreprise telle, une décision si audacieuse, qu'on a pu se demander légitimement, si elle n'allait pas au rebours de toutes les notions jusque-là soutenues. Le cas Millerand s'est ainsi présenté comme l'incident, ou l'événement le plus grave, que l'on ait eu à régler depuis 1871. En réalité, il a départagé le monde ouvrier et révolutionnaire en deux fragments, dont nous n'avons pas ici à rechercher l'importance intellectuelle et numérique, mais qui incorporaient des tendances à peu près opposées. Il

s'est agi en effet de savoir, si le socialisme resterait sur le terrain délimité par le Manifeste des Communistes de 1848, par celui du Parti ouvrier en 1880, ou si, participant au pouvoir bourgeois, il deviendrait une faction politique, un néo-radicalisme, un tronçon du parti républicain.

Il nous a donc paru équitable de discerner deux phases, dans l'histoire de notre prolétariat depuis 1871.

La première, qui comprend vingt-huit années, se réfère aux formations et désagrégations qui ont attesté la poussée féconde des idées. Pour la caractériser de quelques mots, on dira qu'elle a vu un travail d'éducation, de pénétration scientifique, de diffusion générale, d'adaptation aux différents milieux, si activement poursuivi, qu'on n'en relèverait pas d'analogue, ni avant, ni après 1848. Elle a aussi été marquée par la reconstitution d'une Internationale autrement forte et homogène que celle qui s'était dissoute en 1872, à la suite de formidables querelles. Enfin elle se signale par la cristallisation du collectivisme, et par l'établissement quasi définitif d'un programme d'action immédiate et transitoire.

Cette réorganisation du prolétariat français a coïncidé avec un notable développement des prolétariats étrangers. Dans l'Empire germanique, et en Belgique surtout, mais aussi en Autriche, en Hollande, en Danemark, en Suisse, en Italie, le mouvement ouvrier s'est arraché de plus en plus au romantisme, qui avait prévalu au milieu du siècle, pour se livrer aux théories Marxistes, plus ou moins accommodées aux nécessités des temps et des lieux. Il s'est donc produit ce phénomène essentiel, (et dont tous les chapitres de ce volume attestaient d'avance la portée), que le processus socialiste ne s'est plus

localisé sur le sol de la France — et encore de l'Allemagne, que de vrais partis se sont substitués partout aux groupements flottants de l'ancienne Internationale, et que notre pays ne s'est plus trouvé isolé pratiquement, comme en 1871. L'évolution s'est faite d'ensemble sur toute la surface du sol civilisé : si bien qu'une chaîne d'îlots collectivistes et communistes s'est tendue d'une extrémité à l'autre de l'Europe. Alors que chez nous, les doctrines de la démocratie sociale s'efforçaient d'atteindre, après Paris, les autres cités, — après les centres urbains, les agglomérations rurales, — elles surgissaient de proche en proche au delà de nos frontières, dressant des masses disciplinées de millions et de millions d'hommes. Ainsi les conditions mêmes du développement du quatrième Etat, en France, se transformaient de par l'apparition au dehors d'une classe ouvrière plus consciente. Déjà, en 1864, la création des premiers groupements de la Social Démocratie Allemande avait imprimé, à nos prolétaires, une nécessaire secousse ; maintenant notre fermentation intellectuelle était stimulée à l'infini par les grands courants qui traversaient tous les vieux, et même les jeunes États. Le socialisme a touché, vers 1889-1890, la période d'expansion universelle, qu'avait atteinte le libéralisme entre les années 1830 et 1848. C'est là toute la valeur de l'étape dont nous étudierons, d'un peu plus près, les événements et les caractéristiques.

II. Les raisons économiques de cette croissance de la classe prolétarienne, en France et au dehors, ne sont pas différentes de celles que nous avons déjà notées à la veille de Juillet, à la veille de Février, à la fin de l'Empire. La concentration industrielle s'est accélérée dans une notable proportion, au lendemain de la chute de Napoléon III et de l'unification

allemande. Au sortir de la terrible phase Bismarckienne, ou plutôt de cette série qui va de 1855 à 1870, et qui a été jalonnée par tant de conflagrations de toute nature, guerre de Crimée, guerre d'Italie, guerre de Danemark, guerre de Bohême, guerre de Sécession et enfin guerre Franco-Germanique, le monde entier s'est voué à une production intensifiée, Les échanges de notre pays se sont élevés, au point d'atteindre, à la veille du revirement douanier de 1892, le total de 8 1/2 milliards de francs. Les exportations seules qui montaient à 2430 millions en 1866, passaient à 3307 en 1876 et 3504 en 1891. Si le coefficient d'augmentation ne fut pas comparable à celui qu'on enregistra, dans les années moyennes du second Empire, — à l'heure où les constructions de voies ferrées, poussées avec une activité fiévreuse, refaisaient une vie nouvelle, — il fut encore à peu près égal à celui de la Monarchie de Juillet. Plus tard, à dater de 1892, la France traversa une crise. Elle fut imputable à des causes générales, à la surproduction mondiale, issue elle-même de l'expansion industrielle du globe — et à des causes spéciales, le bouleversement du système économique, l'infériorité d'organisation, l'exagération des dépenses stériles. Mais, même durant cette dépression, qui a été s'atténuant depuis 1896, l'évolution fit son œuvre. Les derniers vestiges de la petite fabrication tendirent à disparaître ; les grands centres, les plus frappés par le malaise transitoire, substituèrent, de plus en plus, les énormes usines aux moyens établissements de jadis. Il ressortit que la supériorité de nos rivaux tenait à la puissance de leur condensation, et des agglomérations de capitaux jusque-là inconnues chez nous, se constituèrent surtout dans le Nord et dans l'Est, pour parer aux nécessités des temps nouveaux.

En même temps que s'évanouissaient les formes anciennes de l'industrie, le commerce subissait une révolution autrement grave que celle du règne de Louis-Philippe ou du second Empire. Le petit boutiquier, le négociant moyen, qui s'étaient déjà sentis menacés, furent astreints, dès le lendemain de la guerre, et de par les conditions mêmes de l'économie générale, au sort le plus douloureux. Cette fois les changements de la structure industrielle s'étendirent aux échanges intérieurs. L'immense magasin, assis sur des millions, assurant à lui seul un chiffre d'affaires égal à celui de mille deux cents ou mille cinq cents marchands d'autrefois surgit dans la capitale, puis dans les grandes villes de province. La petite bourgeoisie perdit ses dernières ressources, ses dernières illusions. Jusque-là, elle avait cru pouvoir tenir contre les événements ; la tourmente la déracina. Et depuis lors, les malheureux boutiquiers n'ont cessé de maudire leur condition, sans lui trouver un palliatif, et d'osciller entre les politiques et les courants les plus contraires, sans rencontrer ici ni là un protecteur, ni un refuge.

L'agriculture enfin, a délaissé une part du rôle qu'elle avait joué dans l'organisation totale du pays. La concurrence étrangère, la production américaine, russe, hongroise, moins grevée, ou mieux outillée, ont infligé à nos cultivateurs, des défaites presque irréparables. La clôture douanière suggérée en 1891, par l'afflux croissant des céréales et des vins des autres contrées, n'a pas réussi à enrayer cette décadence. Les emblavements demeurent stationnaires ; les cours ne semblent plus assez rémunérateurs. Tous les procédés factices que les gouvernants étudient pour remédier à cet affaissement, resteront impuissants, parce que la structure même

de la propriété, son caractère parcellaire, stérilisent d'avance tous les efforts. Si la population urbaine monte au détriment de la population rurale, ce n'est pas seulement que les grandes villes exercent sur les laboureurs, cette fascination irrésistible tant déplorée par les économistes orthodoxes ; c'est aussi et surtout que la terre ne nourrit plus ou nourrit mal son homme. Le salaire du journalier agricole a été loin de s'améliorer au même degré que celui de l'ouvrier de fabrique. Le petit paysan a peine à joindre les deux bouts, et dans les années de mauvaise récolte ou de mévente, — il est presque toujours aux prises avec l'un ou l'autre de ces phénomènes, — son sort devient terrible. Son champ ne rend rien ou presque rien ; le fisc réclame pourtant son dû, qui est écrasant, surtout dans certains départements, et dans certaines communes, — et l'hypothèque mange ce qui subsiste des maigres revenus. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que les ruraux de France, qui constituaient près des 70 0/0 de l'ensemble à la veille de la guerre, ne dépassent guère plus de 60 0/0 ; à aucune époque, la diminution de leur effectif n'a été aussi notable. Il n'est pas surprenant non plus, que les ruraux, depuis quelques années, se plaignent de plus en plus haut, qu'ils tâchent d'exercer sur la politique une influence très marquée, et que les partis essaient, par des moyens variés, de les attirer à eux.

A cause des divers événements économiques que nous venons de résumer, la classe ouvrière s'est considérablement développée, dans le dernier quart de siècle. Jusqu'à la fin du second Empire, le prolétariat se recrutait exclusivement dans l'industrie : il s'est formé un prolétariat du commerce, et un prolétariat agricole ; il y a même ce qu'on pourrait appeler un prolétariat des professions libérales, qui s'est

dressé dans la plupart des États civilisés, mais qui a pris, chez nous, une importance particulière. Ainsi la concentration industrielle, la ruine du petit commerce, la crise prolongée de l'agriculture, d'autres raisons secondaires, ont contribué à préparer un parti de révolution, dont les éléments demeurent encore mal joints, mais qui serait invincible à l'heure où il se ferait homogène et coordonné.

III. La politique des fractions dirigeantes, depuis 1871, se ramène à quatre traits généraux : elle se caractérise par le développement du militarisme, l'expansion coloniale, la multiplication des fonctionnaires, la croissance démesurée de la dette et des budgets, dont les charges ont été rejetées naturellement sur les couches inférieures.

Point n'est besoin de montrer la corrélation étroite qui existe, qui éclate, pour ainsi dire, entre le régime capitaliste et l'extension de l'organisation militaire. L'armée de l'Etat moderne, — nous entendons de l'Etat, tel qu'il subsiste partout, depuis 1871, — sert à une double fin, défendre la frontière, sauvegarder le statut social de l'oligarchie gouvernante contre les émeutes de rues. La guerre s'est faite plus rare depuis l'écroulement de l'Empire, et l'on doit reconnaître que la troisième République s'est toujours efforcée de prévenir une conflagration, où elle serait engagée. Sans doute, dans cette prudence, entre le souci d'intérêts de classe que nous ne voulons pas rechercher, mais enfin, depuis trente ans, la France jouit de la paix extérieure : il n'en reste pas moins, que la concurrence même des appétits capitalistes, des convoitises industrielles et commerciales, est destinée à déchaîner, un jour ou l'autre, quelque effroyable conflit — et c'est en prévision de ce cyclone mondial, que toutes les grandes puissances,

ont mis sur pied tous leurs citoyens disponibles. Les forces militaires ont d'ailleurs, chez nous, comme en Allemagne, ou en Italie, et partout, un autre rôle, sur lequel on n'épilogue pas, mais qui ressort évident. Bataillons et escadrons demeurent la ceinture prétorienne de la bourgeoisie. La substitution du service obligatoire aux vieux systèmes n'a pas changé ce caractère, quoi qu'on dise, et quelques déclamations qu'on prodigue, parce que le soldat-citoyen n'est qu'un mythe, que le citoyen, en passant soldat perd sa qualité civique, et qu'il est dès lors enlacé dans le réseau infrangible de la réglementation militaire. Dans l'ordre des considérations sociales, l'armée a purement et simplement remplacé la garde nationale de Juillet : elle s'assigne la même tâche. Les lois de 1872 et de 1889, sous leur apparence démocratique voulue, n'ont fait que consacrer la mainmise de la bourgeoisie sur la classe la plus nombreuse, et qu'étayer sa domination sur un contrefort plus résistant.

La colonisation a été un autre phénomène typique des trente dernières années. Ici encore, le lecteur se trouve en présence d'une conséquence en quelque sorte organique du capitalisme. L'expansion exotique s'est produite à la fois dans tous les pays civilisés, dictée, entraînée, par les nécessités de la lutte commerciale, par les besoins les plus urgents de l'oligarchie industrielle et financière. Comme nos maîtres sont menacés de mort, le jour où ils ne s'enrichiront plus, comme le problème des débouchés est vital pour eux, ils se sont précipités, du moment où s'est retréci devant eux le marché européen, vers les terres lointaines. La conquête de la Tunisie, du Tonkin, de Madagascar, l'occupation de l'Afrique Occidentale ne sont pas des boutades d'hommes

d'État, ou de simples dérivatifs aux difficultés internes ; elles ressortent de l'évolution économique même qui les a commandées impérieusement. La France a dû marcher, dans la même voie, que l'Allemagne, l'Angleterre, la Russie, l'Union Américaine.

Enfin le fonctionnarisme a pris, sous la République, un extraordinaire essor. C'est par centaines de mille que se comptent les émargements aux budgets de l'État, des départements et des communes. Au fur et à mesure que se réduisait le rôle de la petite bourgeoisie, que la crise s'épandait sur les campagnes, la classe maîtresse, pour désarmer les catégories versées dans la réserve révolutionnaire, pour lier aussi de nouveaux contingents à sa cause, multipliait les emplois. A côté de sa garde militaire de 600.000 hommes, elle s'est ainsi constitué une garde civile de 700 à 800,000 familles. Elle a rendu plus du dixième de la population solidaire — puisque partiellement bénéficiaire — de sa domination.

Mais le système que nous venons d'analyser coûte très cher, si on le prend dans son ensemble. Le militarisme élève ses dépenses à un milliard ; la colonisation porte son devis à 100 ou 150 millions annuellement ; le fonctionnarisme impose des sacrifices qu'on ne saurait même chiffrer, tant ils se distribuent et s'éparpillent à l'infini dans tous les comptes, et à travers les rubriques les plus différentes. Sous l'influence de ces divers phénomènes, tous imputables au même principe, et de quelques autres encore, le budget officiel français a bondi, de 2.147 millions en 1865 à 3.025 en 1875, et à 3.500 dans les dernières années ; le budget réel a parfois dépassé 4.200 : depuis la guerre, l'augmentation moyenne n'a pas été inférieure à 1.300 ou 1.500 mil-

lions, et elle apparaît ainsi, relativement et absolument, comme la plus forte qu'on ait enregistrée au cours du siècle. Le service de la dette touche à 1.250 millions, c'est-à-dire au double de la somme qu'il exigeait à la veille du 4 septembre. Or, comment se répartissent les charges publiques? Il n'était pas douteux que le régime républicain suivrait les mêmes errements que les régimes antérieurs, puisqu'il a maintenu la domination réelle à la classe bourgeoise. La contributions directes ont donc conservé le taux de croissance à peu près uniforme qui les caractérisait sous Louis-Philippe, et sous Napoléon III: les contributions indirectes, au contraire, ont exécuté, comme entre 1845 et 1865, des bonds souvent prodigieux ; de 1.231 millions en 1865, elles progressaient jusqu'à 2.026 en 1898, attestant ainsi, par elles seules, les tendances sociales du mode de gouvernement issu du 4 septembre. La bourgeoisie, comme la noblesse et le clergé avant 1789, continue à s'exonérer de l'impôt et à le rejeter sur le peuple. Et voilà pourquoi elle se refuse obstinément à envisager la moindre réforme fiscale.

IV. Le lecteur connaît maintenant, en ses grandes lignes, le milieu économique et social où le prolétariat a évolué. Aucun n'avait présenté depuis 1789, à un même degré, le développement des institutions inséparables du capitalisme. Il nous reste, pour bien préciser le champ d'action de la propagande et de l'organisation socialistes, à tracer un bref raccourci des luttes de classe, et de sections de classes, depuis la semaine sanglante.

Ces conflits ont été extrêmement variés en leurs éléments, et divers en leurs aspects. La mobilité même de leur physionomie l'emporte sur celle de la période 1848-1851, pourtant si chargée de combi-

naisons multiples. A part la grande propriété agrarienne et le prolétariat conscient, dont les visées étaient nettes, et les attitudes quasi immuables, toutes les autres catégories sociales ont oscillé entre les pôles contraires, faisant et défaisant les alliances, substituant la poussée en avant à la réaction, avec une extraordinaire versatilité.

L'écrasement de la Commune ramène d'abord au pouvoir, comme il était fatal, les terriens associés à la finance et aux paysans parcellaires. La petite bourgeoisie est entraînée dans la faillite de l'insurrection ouvrière, à laquelle elle avait donné son appui matériel et moral. La France est alors en proie au régime le plus rétrograde, et le plus clérical, qu'elle eût connu depuis la Congrégation. Même l'étape de 1850 est dépassée. La coalition des 10 et 2 décembre s'est reconstituée contre la démocratie, en toutes ses branches. Thiers lui-même apparaît trop tourné vers l'avenir. Le pays est voué au Sacré-Cœur ; les tentatives de restauration monarchique n'échouent que devant un incident fortuit. Le Mac Mahonat symbolise ensuite le retour aux formes du passé.

Mais la bourgeoisie moyenne, écartée des avantages du pouvoir, ne tarde pas à se ressaisir. Elle n'ignore pas qu'elle est la pièce maîtresse de la société française, et, d'autre part, que le concours de la petite bourgeoisie et de prolétariat lui est nécessaire contre l'agrairianisme, comme le concours de celui-ci contre ceux-là. Elle se réveille au 16 mai, accueillant le radicalisme dont la classe ouvrière renaissante n'a pas dépassé l'étape. Elle brise la République des royalistes et des prêtres, et lui substitue la République des « Tricolores ». C'est la phase de février 1848 qui recommence, moins les essais sociaux, moins les

promesses consenties alors par le gouvernement provisoire. L'opportunisme inaugure son règne — mainmise des moyens bourgeois sur les pouvoirs publics, sur les administrations, sur les rouages de l'État, et bientôt coalition avec la grande bourgeoisie de la finance et de l'industrie, qui revendique sa part. Un effroyable drainage des capitaux publics s'ensuit, gaspillage pour l'armée et la marine, gaspillage pour les travaux des voies ferrées, gaspillage pour la colonisation, dont Ferry se fait l'initiateur, et qui, quinze ans durant, tient le pays en suspens. La paix règne aux frontières parce que les dirigeants — les mêmes que ceux du temps de Larmatine, craindraient que la guerre n'emportât, avec la République, leur propre domination. Le budget s'enfle démesurément au profit de la catégorie opprimante, soustrait à tout contrôle, repoussé sur le peuple. C'est l'ère des grands scandales, qui vont, par répercussion, jeter la France dans une interminable crise morale, et donner des armes à la fois, et au prolétariat et à la réaction. La France est exploitée par l'opportunisme, comme cinquante ans plus tôt, par l'orléanisme. Seulement la tension des esprits n'éclate pas en révolution, parce que le régime dispose d'une soupape de sûreté : le suffrage universel.

La petite bourgeoisie, exclue des fonctions, ou appelée seulement par intermittences, et surchargée par le fisc, et peu à peu expropriée, poursuit la lutte contre la moyenne, dès la consolidation même de l'institution républicaine. Ainsi surgit d'abord la querelle entre le radicalisme et les amis de Gambetta et de Grévy, puis la crise boulangiste, où le petit commerce fait cause commune avec le cléricalisme, le royalisme, le césarisme. La forme parlementaire est sauvée par les paysans qui appréhendent une

nouvelle conflagration européenne, suivie de nouvelles aggravations d'impôts, et qui commencent à se défier du prêtre. Le prolétariat se divise, oscille, tâtonne, son éducation demeurant encore incomplète. Et puis le prétendant est trop insuffisant. La cohue disparate qui le pousse, s'effrite, se fractionne et se décourage. L'opportunisme revient au pouvoir, triomphant, non repentant.

La bataille s'engage maintenant entre la moyenne bourgeoisie et la classe ouvrière, qui s'est réorganisée avec une force grandissante, et dont la concentration urbaine a accru le nombre, et développé les tendances de classe. Contre les masses des faubourgs, les industriels et les gens du haut commerce s'associent transitoirement avec les agrairiens, le clergé, s'appuient sur l'armée qu'ils gorgent de faveurs et comblent d'adulations. La petite bourgeoisie louvoie, défiante de la moyenne qui ne la flatte que pour l'opprimer, qui tantôt l'appelle, et tantôt la chasse du pouvoir, — défiante du quatrième Etat où elle est appelée à se verser, et qui lui apparaît encore comme une couche inférieure en intellectualité, et dangereuse pour ses derniers vestiges de propriété. — C'est là le sens général des conflits de classes, tels qu'ils se déroulent depuis 1889 : mais les combinaisons affectent une exceptionnelle mobilité. Les coalitions se forment, s'écroulent, se reforment avec une vertigineuse célérité. Plus de principes, plus de doctrines, plus de programmes : rien que des appréhensions, des convoitises éphémères qu'on ne se donne même plus la peine de masquer. Au milieu de ce chaos, le prolétariat monte, comme le pivot solide, inébranlable de la société nouvelle.

V. Les deux courants intellectuels qui ont divisé le monde ouvrier avant la Commune — le politique

communiste et le Proudhonien mutuelliste — se retrouvent, dans la dernière phase de l'histoire du socialisme. Quelques-uns ont cru voir dans ce premier et large conflit entre les tendances diverses des travailleurs, l'opposition de la pensée originale française et de la pensée allemande. Rien n'est plus inexact. La suite de ce travail a peut-être suffisamment montré déjà, que si le communisme ou le collectivisme — d'une façon générale, la théorie de la socialisation des moyens de production et de la répartition en commun — a été développée Outre-Rhin, dans sa netteté dernière, les éléments s'en trouvent épars dans tous nos écrivains du milieu du siècle. Par ailleurs, le Proudhonisme, ou plutôt le syndicalisme, ne s'est pas exercé seulement en France dans la période que nous étudions. Le mouvement syndical, antagoniste à la poussée politique, apparaît tout aussi bien et même mieux que chez nous, quoique avec les inévitables différences, en Angleterre et aux Etats-Unis.

Une autre observation qui s'impose tout de suite : c'est que si la lutte des deux courants s'est prolongée avec des alternatives diverses, le collectivisme refoulant par deux fois le syndicalisme, ils se sont pratiquement l'un et l'autre infléchis vers une conciliation. Il ne semble pas impossible, il est même à peu près indubitable aujourd'hui qu'ils finiront par se souder, par se porter mutuellement pour le plus grand bien du prolétariat français. L'intérêt qu'offrent leurs chocs successifs n'est pas encore purement historique, mais ils n'ont plus l'actualité saisissante qui les caractérisait, il y a une dizaine ou une quinzaine d'années.

La renaissance syndicale est chronologiquement antérieure à la renaissance du socialisme politique et révolutionnaire. Presque au lendemain de la Com-

mune, les organisations ouvrières essaient de se réformer. Dès le mois de mai 1872, douze corporations s'entendent pour constituer l'Union syndicale. Rien n'était plus timide, en réalité, que cette tentative, puisque ses auteurs se défendaient de vouloir réveiller le prolétariat en classe distincte. L'Union n'en fut pas moins dissoute. Trois ans après, l'entreprise est renouvelée ; le coopératisme relève la tête, moins violemment poursuivi cette fois par le pouvoir, qui estime n'avoir rien à en craindre ; trois cent soixante délégués de sociétés ouvrières, dont cent cinq de province, se réunissent à Paris en 1876. Le congrès n'eut point le caractère socialiste ; — bien au contraire, il protesta de ses sentiments pacifiques et conservateurs. Et, si nous notons ici ce premier sursaut du syndicalisme, c'est qu'il n'a pas été sans incidence sur la mentalité des travailleurs. La coopération seule apparut à l'ordre du jour. On décida cependant de préconiser la candidature ouvrière, mais non point pour aboutir à une conquête des pouvoirs publics — la thèse était écartée très loin — uniquement pour assurer aux doléances des salariés, auprès des gouvernants, un plus vif retentissement. Le collectivisme se redressa au congrès de Lyon, en 1878, où il ne réunit que huit voix : c'est l'heure où Guesde recueille les premiers résultats de la propagande du Marxisme, et nous reviendrons tout à l'heure à cette régénération du socialisme révolutionnaire. Si prompte est la chute du syndicalisme, qu'au congrès de Marseille, en octobre 1879, son chef Barberet est vaincu, et que la doctrine de la socialisation des capitaux et de la lutte des classes, est acclamée par soixante-treize voix contre vingt-sept. L'année suivante, au Havre, la scission se consomme, et deux assemblées se tiennent à la fois,

s'inspirant exactement des deux tendances antagonistes. La première passe d'armes est close ; les descendants de Proudhon ont été battus et refoulés par les disciples du Capital.

La bataille reprend six ans plus tard, à Lyon. La loi de 1884, qui accorde aux syndicats, des facilités de constitution, niées par les uns, célébrées par les autres, galvanise l'esprit mutuelliste. La Fédération des syndicats ouvre un congrès au mois d'octobre 1886 : mais sur-le-champ, les collectivistes emportent l'avantage avec Dumay, Heppenheimer, etc. L'apologie du drapeau rouge est prononcée et applaudie. A Montluçon, en 1887, à Bordeaux, en 1888, la victoire du parti révolutionnaire est encore mieux marquée sur ceux qui n'admettent que l'action corporative.

La troisième phase du conflit s'ouvre, en 1892, à Saint-Etienne. Comme la Fédération des syndicats a été pénétrée de l'esprit du Parti ouvrier, les Bourses du travail organisent maintenant la résistance à la diffusion du collectivisme politique dans le prolétariat. Mais leurs tendances sont différentes de celles que les mutuellistes avaient affirmées en 1872, en 1876, en 1886. Par la propagande de la grève générale, elles aboutissent à préconiser la révolution économique ; elles prévoient, elles reconnaissent inévitables les subversions violentes autrefois réprouvées. A Toulouse, en 1893, à Lyon, en 1894, à Nantes, la même année, cette tactique nouvelle surgit, se développe, en même temps que se manifeste l'importance croissante du groupement nouveau. Les Guesdistes, qui avaient acquis de vive force l'adhésion des syndicats en 1886, sont refoulés à leur tour. A Nantes, où ils répudient la grève générale, ils ne recueillent que trente-sept voix contre soixante-sept. Puis la Confé-

dération du Travail, fille des Bourses, qui reprend les grands projets de fédération économique, en repoussant l'action politique, tient, en 1895, à Limoges, en 1896, à Tours, deux congrès d'une haute importance. Il est vrai, que, dès sa seconde réunion plénière, elle se heurte aux obstacles, et voit sa conquête arrêtée par la résistance des travailleurs déjà enrôlés dans les fractions politiques. De l'aveu même de ses membres, elle n'a embrigadé qu'un quart des syndiqués français — 107.000 environ, sur 420.000; et tous, ou à peu près, puisés dans les associations très considérables du bâtiment, du Livre, et des chemins de fer. Au Congrès international de Londres, en 1896, les syndicaux et les politiques, se livrent, devant le prolétariat des Deux-Mondes, un combat acharné qui aboutit à une complète rupture. Il est vrai que depuis lors, on a semblé, de part et d'autre, reconnaître l'efficacité, l'urgence d'un accord.

VI. La régénération du socialisme pur suivit de très près la réapparition du mutuellisme en France. Elle remonte à la période de la réaction Mac-Mahonnienne, mais s'est précisée surtout au lendemain du 16 mai, le triomphe de l'idée républicaine bourgeoise exerçant sur le réveil du monde ouvrier une indéniable influence. Ce qui caractérise le collectivisme et le communisme, chez nous, comme ailleurs, dans le dernier quart de siècle, c'est qu'ils ont accompli une évolution de plus en plus marquée, au fur et à mesure que leur propagande affirmait davantage ses résultats. S'ils ont conservé la subversion du vieux régime comme objectif suprême, ils ont admis que le bulletin de vote fût un moyen, à côté de la classique insurrection des rues. L'opinion demeure enracinée chez presque tous les socialistes, que la transition du système capitaliste au

système de la socialisation intégrale ne s'opèrera pas sans heurts et sans secousses, mais ils estiment aussi, et peut-être les expériences du passé ne sont-elles pas étrangères à ce revirement de pensée — que le processus même des choses travaille au profit de la classe ouvrière, et qu'à trop le brusquer, on risquerait de reculer les résultats.

Cette brève explication était nécessaire. Les scissions qui sont intervenues, à diverses étapes, dans le socialisme français, ne se ramènent pas seulement aux antagonismes de personnes, de tout temps plus marqués, plus violents dans ce pays que chez ses voisins ; elles sont issues aussi de chocs prolongés entre les tendances strictement insurrectionnelles et les tendances plutôt politiques, qui portaient à user du parlementarisme, de la conquête légale des pouvoirs publics, comme de béliers puissants. Or, il est advenu dans la suite des années, que telle fraction qui avait, à l'origine, répudié le bulletin de vote, a été amenée, au contraire, à en préconiser l'emploi, et à en retirer, au surplus, les plus signalés avantages.

Des anciennes organisations du second Empire, le parti Blanquiste fut le premier à se reformer après le grand refoulement de Mai. Ses membres avaient joué, dans la Commune, un rôle essentiel : contraints de se réfugier à Londres, pour échapper aux proscriptions, les survivants affirmèrent dans un manifeste fameux, leur fidélité inviolable à leurs conceptions passées. En 1876, lorsque le Congrès de Paris vint annoncer la rentrée en scène des mutuellistes, une brochure intitulée : les *Syndicaux et le Congrès*, partit de la capitale anglaise pour flétrir l'impuissance du mouvement corporatif limité. Les racines du Blanquisme avaient d'ailleurs subsisté à Paris et dans quelques centres de province : il fut

tout de suite debout, quand la classe laborieuse arriva à se soustraire aux effroyables souvenirs de Satory.

Le Parti ouvrier surgit un peu plus tard. Par la voix de Guesde, qui déploie une invincible ténacité, brave les condamnations, et manifeste un talent de propagandiste et d'organisateur sans précédent dans le socialisme français, les thèses du Marxisme se répandent sur le Nord et le Midi. La doctrine de la lutte des classes pénètre dans les cerveaux avec les rudiments des constructions nouvelles, avec la légitimité de la reprise des capitaux et des grandes expropriations. Au Congrès de Marseille, le collectivisme, nous l'avons vu, écrase la tradition Proudhonienne. Le 28 octobre 1879 — une date importante — l'assemblée adopte une motion qui aboutit à cette formule : « La collectivité du sol, sous-sol, instruments de travail, matières premières, donnés à tous, et rendus inaliénables pour la société à qui ils doivent retourner. » Sur cette base se dresse immédiatement un groupement qui prend le nom de Fédération du Parti des travailleurs socialistes, subdivisé en six régions. C'est l'embryon du Parti ouvrier, dont le programme préparé par Marx, Engels, Guesde, Lafargue et Lombard est adopté à Paris, en juillet 1880. Ce document, sur lequel nous reviendrons, s'inspire très visiblement des déclarations de la Social Démocratie d'Allemagne, et des théories du Capital.

Mais à peine le socialisme s'est-il imposé de nouveau à l'attention publique, que le premier schisme intervient. Contre Guesde, Brousse se lève, comme jadis, contre Marx, Bakounine. Même polémique, mêmes arguments. La profession électorale de Joffrin à Montmartre, qui avait paru au comité national du

Parti ouvrier, entachée de dérogations graves au principe, exaspère la querelle. Brousse accuse son adversaire de sectarisme, d'autoritarisme « ultramontain » et celui-ci riposte en dénonçant les compromissions relevées d'autre part. Au Congrès de Saint-Etienne (septembre 1882) Guesde et ses amis, mis en minorité, dénoncent le pacte. Il y a maintenant une troisième organisation, dont Brousse est le chef, qu'on qualifie, dans la fraction opposée, de possibiliste, et qui s'intitule, elle, Parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Elle formule aussitôt son programme, où l'on relève le mot « communiste » et où prédominent, comme dans les considérants de 1880, les souvenirs de l'Internationale, les emprunts au Manifeste de 1848, et aux œuvres des penseurs d'Outre-Rhin.

Il faut passer sur les congrès, qui se sont tenus de 1882 à 1890, et sur les dissidences qui n'ont cessé de s'y manifester. Nous n'insisterons même pas sur les polémiques qui s'engagèrent à Paris, en 1889, lors de la réunion du socialisme international, entre les possibilistes assemblés rue de Lancry et les Guesdistes et Blanquistes convoqués salle Pétrelle. Il convient d'en venir tout de suite à la seconde grande rupture, qui se produit à Châtellerault en octobre 1890, entre Brousse et Allemane, et qui subdivise en deux tronçons l'ancien parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Il s'agissait de trancher une inimitié de personnes, ensuite, ce qui était plus grave, un point de méthode : un élu dépendait-il seulement de son comité de circonscription, ou bien de son organisation tout entière? Brousse opinait pour la première alternative ; Allemane, pour la seconde. Il y avait enfin, entre eux, une mésintelligence de tactique, qui portait sur la valeur de l'action politi-

que. Allemane renouvelait contre Brousse une partie des griefs que Guesde avait auparavant développés, lui reprochant de trop viser aux succès électoraux, et de ne pas assez se soucier de la propagande théorique.

Allemane fut battu. Il y eut désormais quatre groupements différents qui s'appelèrent Blanquistes ou Parti socialiste révolutionnaire (avec Vaillant), Parti ouvrier français (avec Guesde et Lafargue), Fédération des travailleurs socialistes (avec Brousse), Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (avec Allemane). Le cinquième ne devait apparaître que plus tard, réunissant des énergies éparses, des disciples de Malon qui tâchaient de concilier, avec le collectivisme contemporain, des réminiscences de l'idéalisme de 1848, — des démocrates lassés de l'impuissance des anciens partis, — des hommes d'action ou de pensée incapables de se plier à des disciplines trop rigoureuses à leurs yeux. Ce fut la Confédération des Indépendants. En somme, ce qui a dominé dans la période que nous étudions, ç'a été l'émiettement, la désagrégation progressive du Socialisme français. Fort heureusement, ses polémiques et ses divisions n'ont pas abouti à paralyser la diffusion de ses principes, ni à annihiler l'influence de ses efforts pratiques.

VII Un fait caractéristique éclate à travers toute l'évolution socialiste depuis 1871 : l'unité de doctrine s'est réalisée, ou peu s'en faut, ou du moins, toutes les organisations qui se réclament du prolétariat se sont entendues sur un minimum d'axiomes communs. On rencontre dans leurs rangs des idéalistes et des matérialistes : d'une part, des écrivains et des propagandistes qui invoquent la morale, le droit, la justice, toutes les entités qui figuraient déjà

dans les œuvres de la génération de 1848 : la tradition de Leroux, de Louis Blanc, de Proudhon, de Considérant, ne s'est pas perdue, et sans doute ne se perdra que très difficilement dans cette classe ouvrière de France qui garde sa mentalité latine ; — d'autre part, des écrivains et des propagandistes, qui s'inspirent davantage, sinon exclusivement, de ce corps de notions qu'on appelle le matérialisme historique, et dont le manifeste des communistes et tous les ouvrages de Marx et d'Engels nous offrent l'illustration la plus complète. Il serait aisé de montrer que telle des organisations contemporaines se rattache de préférence à la première catégorie intellectuelle, et telle autre à la seconde. Mais peut-être cette classification apparaîtrait-elle superflue. Peut-être aussi vaut-il mieux signaler les sources diverses du socialisme français contemporain et préciser brièvement ses tendances. Le lecteur apprendra que sur les points essentiels, intervient aujourd'hui un consentement unanime, et c'est là un premier et solide résultat.

Nous avons dit déjà, que depuis la grande déception de juin 1848, la direction de la pensée prolétarienne était passée à l'Allemagne. De fait, dans les trente dernières années du siècle, notre pays n'a pas produit une œuvre proprement et foncièrement originale. Le plus grand nom que nous puissions signaler, parmi nos publicistes révolutionnaires, Benoît Malon, évoque surtout le souvenir d'une vulgarisation. Si l'on voulait indiquer d'un peu plus près la tâche accomplie par le berger Forézien, remarquable autodidacte qui a rendu d'éminents services à sa cause, non seulement par ses travaux, mais par la hauteur de sa conviction, et la dignité de sa vie, on se bornerait à commenter le titre de

son livre le plus connu et le plus complet : *le Socialisme intégral*. Comme Malon l'a dit lui-même : « Cette formule condense le socialisme envisagé sous tous ses aspects, dans tous ses éléments de formation, avec toutes ses manifestations possibles. Ainsi compris, il est l'aboutissement synthétique de toutes les activités progressives de l'humanité présente. » Partant de ce principe, l'ancien membre de l'Internationale écarte la prédominance exclusive de la conception économique, pour élever l'intégralisme qui englobe celle-ci et aussi les déductions idéalistes des ancêtres de 1840. Malon est donc un éclectique qui dresse le pont entre les philosophes sociaux de France et les collectivistes d'Allemagne.

La théorie purement économique, — ou matérialiste, — que Malon ne regardait que comme une part du socialisme, et qui en est pourtant devenue la charpente et l'ossature, dans toutes les fractions prolétariennes du monde, s'est affirmée, en toute sa netteté, dans un important document. Il s'agit du programme du Parti ouvrier, adopté au Congrès de Paris dès 1880, et qui a été en grande partie puisé dans le célèbre programme adopté à Gotha, en 1875, par la Social Démocratie d'Outre-Rhin. Dans cette pièce organique, il faut distinguer les considérants et le dispositif. Les considérants sont la reproduction condensée, sous une forme rajeunie, des déductions du Manifeste des communistes. Les réformes transitoires préconisées ont un caractère plutôt politique et constituent une sorte d'appel aux initiatives de transition, une conciliation entre le collectivisme intransigeant et le radicalisme.

L'on ne saurait se dispenser d'insérer ici la première partie du programme de Paris, parce qu'elle subsiste, et qu'elle est devenue le fonds com-

mun de la dialectique révolutionnaire en France.

« Considérant,

» Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race ;

» Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, banques, crédit, etc.) ;

» Qu'il n'y a que deux formes, sous lesquelles les moyens de production puissent leur appartenir ;

» 1° La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général, et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

» 2° La forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la classe capitaliste ;

» Considérant,

» Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisée en parti politique distinct ;

» Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie, qu'il a été jusqu'ici, en instrument d'émancipation ;

» Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections..... »

Les revendications immédiates elles-mêmes rappellent de très près celles que les Marxistes et Las-

salliens d'Allemagne avaient contresignées à Gotha en 1875 ; elles comportent la journée de huit heures, la fixation d'un minimum de salaire, la mise à la charge de la société des vieillards et des invalides, l'imposition progressive du revenu au-dessus de 3.000 francs, la suppression de l'héritage en ligne collatérale, la limitation de l'héritage en ligne directe au maximum de 20.000 francs.

Cette dernière partie, nous ne l'enregistrons qu'à titre de mémoire, car au regard de la première, elle n'a qu'une portée restreinte et elle est d'ailleurs susceptible de s'étendre indéfiniment. Les Considérants prennent, au contraire, une valeur énorme ; leur publication a réellement marqué la régénération intégrale du socialisme français et depuis 1880, quels qu'aient été ses dissidences et ses déchirements, quelque émiettement qu'il ait subi, toutes ses fractions ont accepté le préambule du programme de Paris, comme une vérité désormais intangible.

Le prolétariat révolutionnaire de France, qu'il écoute Guesde ou Vaillant, Brousse ou Allemane, ou encore qu'il adhère avec Jaurès à la Fédération des indépendants, inscrit en ses cahiers : 1° la socialisation des moyens de production ; 2° la conquête des pouvoirs publics par la classe ouvrière ; 3° l'entente internationale des travailleurs. Les éléments de la triple formule se retrouvent dans le document de 1880 ; elle a été adoptée comme base des travaux du Congrès de 1899 : au cours des vingt dernières années écoulées, il n'y a donc pas eu de changement dans la direction même du socialisme.

Point n'est besoin d'épiloguer sur la distinction du collectivisme et du communisme : telle solution agrée mieux à tel groupement ; telle autre sollicite davantage telle autre organisation. La socialisation

des moyens de production est, en effet, une expression assez large qui ne statue pas elle-même sur la répartition finale des produits, mais d'un commun accord la discussion sur cette matière importante est renvoyée à plus tard, parce qu'elle aurait un caractère trop abstrait et platonique.

L'adhésion à la « conquête des pouvoirs publics » a marqué, tout aussi bien que la socialisation même, le triomphe du Marxisme sur le Proudhonisme. L'auteur des *Contradictions* estimait, qu'en aucun cas, les prolétaires ne devaient saisir l'Etat, parce que l'État ne peut qu'aggraver le mal social, en étouffant toujours davantage la liberté. Les socialistes français modernes, comme les Allemands et les Belges pensent que la révolution s'opérera du dedans, tout aussi bien que du dehors. Sans répudier l'attaque violente qui doit devenir un jour indispensable, ils espèrent pouvoir confisquer peu à peu, et sous le couvert de la légalité, les institutions existantes, puis, placés au cœur même du système, le bouleverser avec une irrésistible énergie. Ici le Marxisme se rencontre avec le Blanquisme, qui, s'il ne concevait que l'émeute concertée, sous un régime strictement censitaire, préconisait déjà la mainmise sur les rouages administratifs. Ce qui subsiste, d'autre part, des idées de Proudhon, c'est l'affirmation de la lutte des classes, que nul n'oserait plus répudier et qui est passée à l'état de dogme historique. L'entente internationale des travailleurs n'est enfin que la mise en œuvre de l'apostrophe fameuse du Manifeste des communistes et de la pensée maîtresse de la formidable association qui dura de 1864 à 1872. Théoriquement déjà, cet accord des déshérités des Deux-Mondes s'imposait, puisque le nivellement des conditions de production a com-

mandé — ou peu s'en faut — celui du statut de la plèbe ouvrière, en organisant partout une structure sociale identique. Pratiquement, il apparaissait de plus en plus efficace et urgent, au fur et à mesure que grandissaient les partis ouvriers étrangers, et que, d'une extrémité à l'autre de l'Europe capitaliste, puis de l'Amérique entraînée derrière elle, la démocratie inclinait aux idées de subversion économique. Depuis 1889, l'Internationale tant pourchassée autrefois, s'est reconstituée sur des bases tellement fortes qu'elles sont à l'abri de tout assaut. La France a eu l'honneur d'abriter en sa capitale le premier congrès des socialistes de tous les Etats dits civilisés. Puis Bruxelles, Zurich, Londres, en 1891, 1893, 1896, ont été le siège d'assemblées qui ont concentré sur elles l'attention et les terreurs de tous les gouvernements. Les divisions qui s'y sont produites, comme jadis au temps des grandes luttes de Marx et de Bakounine, n'ont pas empêché l'affirmation d'un programme puissant de revendications universelles. La classe ouvrière de France, unie sur une ferme et claire doctrine, retrouve au dehors, en Angleterre et dans l'Union, en Allemagne et en Hollande, en Belgique et en Italie, et en Suisse et en Pologne, les formules qui ont conquis son adhésion.

VIII. La propagande n'a pas chez nous exactement le même caractère que dans les pays de l'Europe septentrionale et centrale. Ici encore, pèse sur notre méthode notre mentalité latine, qui nous impose, malgré la pénétration des philosophies sociales d'Outre-Rhin, le respect du traditionnel idéalisme. Comme au temps des ancêtres gaulois, nous aimons les paroles sonores, les belles images, les périodes triomphales qui éteignent parfois la pensée sous le cliquetis des expressions. Depuis 1871, quelque

effort qui ait été tenté pour nous arracher à la routine, la diffusion des idées s'est surtout, presque exclusivement, opérée par le discours public. Nous verrons, dans un instant, et peut-être la restriction est-elle à sa place tout de suite, que parallèlement à cet enseignement de la tribune, l'organisation syndicale est venue développer certaines qualités pratiques chez nos militants. Mais ce qui manque — l'assertion est soustraite à la controverse — c'est la forte culture économique, c'est la claire notion du processus même de la société. Pour trop de citoyens, le socialisme est demeuré encore l'expression d'un mécontentement, le cri d'une souffrance, la confiance quasi mystique en l'établissement d'un nouvel ordre de choses. Ses fondements historiques, son caractère inéluctable, ses relations avec le système capitaliste, ne sont pas toujours bien saisis. Les phrases toutes faites exercent trop de prestige au détriment des réflexions individuelles. Seule la propagande du livre et de la brochure est apte à enfoncer les déductions dans les cerveaux, parce qu'elle suscite et force les méditations, qu'endort trop souvent le verbe des orateurs. Mais le livre, la brochure, n'ont jamais eu, en France, dans le prolétariat, le rôle et le succès qui s'y attachent dans les pays germains et anglo-saxons. Et sans doute est-ce là une des faiblesses de notre socialisme. La doctrine s'est bien répandue, mais elle demeure l'apanage d'une minorité parmi les travailleurs. Elle est arrêtée, mais ne s'infiltre que lentement dans les masses venues au communisme et au collectivisme, sans se préoccuper assez des obligations que comporte une adhésion décisive. Le lecteur nous pardonnera ces réserves. Cet essai veut être un livre de sincérité. D'ailleurs, quel est le parti dont l'action n'a pas de

fissures? Et aussi, la dispersion des conceptions économiques et sociales qui s'est déjà produite, depuis 1876, et surtout à dater de 1890, ne constitue-t-elle pas, par rapport aux époques antérieures, un progrès singulièrement précis?

La culture intellectuelle ne saurait être considérée comme la vertu unique d'une fraction prolétarienne. Elle doit être préparée à l'action, à la gestion des grands intérêts dont elle recevra un jour la garde. Il faut que pratiquement elle prenne conscience de sa communauté de vues, de son homogénéité. L'association, en elle-même, et en dehors de son but, a une valeur que, chaque jour, le prolétariat discerne plus exactement. Si le syndicalisme a voulu parfois entraver, enrayer la poussée du socialisme révolutionnaire, si les luttes qu'il a entreprises ont contrarié l'élan du quatrième État, il serait injuste de nier ses services. Il a groupé les travailleurs, et, par le contact même qu'il leur imposait, leur a appris leur puissance éventuelle : en les appelant à administrer, dans un ressort, grand ou petit, il les a contraints à acquérir des qualités dont ils se souciaient peu autrefois : l'ordre, la discipline, la méthode, en première ligne. La Bourse du travail, en fédérant les associations, a complété l'œuvre des syndicats. Plus de soixante de ces organismes ont surgi, sur des points très divers du territoire, comme autant d'écoles où la classe ouvrière est venue s'instruire de ses devoirs futurs. Si donc d'une part, celle-ci n'a pas acquis encore l'éducation économique de la démocratie sociale d'Allemagne, elle s'est dotée, dans les quinze dernières années, de quelques-uns des attributs essentiels d'un parti appelé à vaincre. Les syndicats et leurs dérivés ont été pour elle ce que la banque et l'établissement

industriel et commercial avaient été, pour la bourgeoisie capitaliste, avant son avènement au pouvoir.

Ainsi la période, que nous retraçons ici, diffère très notablement de celles qui avaient précédé Juin et la Commune. La doctrine et la notion de plus en plus distincte de la solidarité ouvrière, ont remplacé les programmes nébuleux des sectes de Juillet, les flottements d'idées chaotiques de l'Empire déclinant. A côté de l'organisation politique, le prolétariat français a réussi à dresser, tout au moins, un embryon d'organisation économique, en usant des lois et des tolérances qu'il a arrachées à la bourgeoisie, par une lutte quotidienne.

IX. La théorie de la conquête des pouvoirs publics est, depuis quelques années, approuvée par l'unanimité du parti socialiste. Déjà, en 1848, les ouvriers avaient essayé de pousser quelques-uns des leurs — ou de leurs champions — au Parlement, et leur initiative n'avait pas été stérile, puisque la Constituante et la Législative s'étaient ouvertes devant Considérant, Leroux, Proudhon, Lagrange, Greppo, Raspail, de Flotte, etc. Ce n'est qu'un peu plus tard, sous l'Empire, que la légitimité de l'infiltration de la représentation prolétarienne avait été mise en doute. Les contestations ont aujourd'hui cessé, et nul ne s'inscrirait contre une procédure qui, à tout le moins fournit une arme très efficace de propagande centrale.

L'accession des socialistes aux assemblées délibérantes de la troisième République remonte à bientôt vingt années. Elle s'est produite presque simultanément dans les conseils municipaux et généraux, et dans la Chambre issue du suffrage universel. Mais les efforts se sont portés de préférence vers les scru-

tins communaux, parce que toute municipalité conquise procurait un large champ d'expérience et d'action, — et sur les scrutins législatifs, la tribune du Palais-Bourbon demeurant le plus imposant des foyers de dispersion. Dès 1882, le Parti ouvrier français s'emparait d'un certain nombre d'Hôtels de ville ; en 1887, onze socialistes pénétraient au conseil municipal de Paris, et, en 1890, l'effectif s'élevait à seize, dont douze possibilistes et quatre Blanquistes. Les résultats obtenus ont été encore supérieurs en province, où certaines grandes cités sont tombées totalement aux mains du prolétariat, où d'autres leur ont accordé une très large part de représentation. Le succès de cette gigantesque entreprise d'adaptation communale a même été tel, qu'on a pu, à dater de 1892, organiser des congrès, très suivis, des municipalités collectivistes.

Aux élections législatives de 1885, le socialisme recueillait à Paris 25.000 suffrages : c'était à peu près le cinquième du contingent qu'il réunissait en 1898. La législature, issue de la consultation de 1889, comprit sept des siens, nous ne comptons que ceux qui passèrent à l'aide de leur propre programme. Ce fut en 1891, après l'élection de Paul Lafargue dans le Nord, qu'un premier débat doctrinal surgit au Palais-Bourbon, car l'on ne saurait entendre sous cette qualification la discussion qui s'était élevée en 1886, après la grève de Decazeville, sur la reprise des mines, (la motion ne rencontra que trente-six adhérents). La première grande poussée socialiste se manifesta en 1893, les organisations atteignant déjà une suffisante puissance de diffusion. Cent quatre-vingt-dix-huit candidats se portèrent au nom du prolétariat, et quarante-trois furent élus. Certes le total des vrais socialistes députés —

c'est-à dire de ceux qui adhéraient intégralement au programme dont on se réclame aujourd'hui — était moindre, mais il était suffisant encore pour autoriser la formation d'un groupe, qui entendait abolir le régime capitaliste, au moyen de la conquête des pouvoirs publics par les travailleurs, de la socialisation de la propriété, et de l'entente internationale.

La législature 1893-1898 a été signalée par des débats très importants, et qui suscitèrent, dans le pays, une réelle attention. Les idées du parti, ses articles de propagande, en sortirent mieux connus, éclaircis, moins susceptibles de dénaturation malveillante. Ce fut d'abord la controverse sur la conversion de la rente, puis la grande joute oratoire qui s'établit autour du projet, défendu par Jaurès, de la monopolisation de l'achat et de la vente des blés. Cette dernière proposition ne réunit que cinquante-trois voix contre quatre cent quatre-vingts. Peu de temps après, Guesde réclama la journée de huit heures, mais quatre-vingt-treize députés seulement opinèrent en son sens. Guesde encore prit texte d'une décision de l'exécutif relative à la pharmacie municipale de Roubaix, pour exposer tout le programme de réformes communales que le socialisme préconise. Plus tard, dans une discussion prolongée sur le collectivisme même, il résuma, d'après Marx, toute l'évolution du système économique moderne, qui conduit infailliblement à la socialisation des moyens de production. En 1896, Vaillant et Guesde demandent une fois de plus l'établissement des huit heures, mais la majorité demeure immuable : quatre cent trente contre quatre-vingt-seize. Il faut enfin mentionner le débat agricole si plein d'enseignements, que Jaurès a ouvert en 1897, et qui

n'a pas été sans influer sur les résultats des élections de 1898.

La conquête des sièges parlementaires, a assuré un puissant concours à la propagande socialiste. Tombant du haut de la tribune, imprimées à l'*Officiel*, reproduites par les journaux de toutes nuances, approuvées ou réfutées, les paroles des représentants prolétaires ont concentré sur le sursaut plébéien les regards de la nation. Si même l'on ne pouvait escompter une révolution de la société par le dedans, si les espérances tirées de l'usage de la légalité devaient demeurer entièrement illusoires, l'appel au suffrage aurait rendu à la classe ouvrière l'énorme service de multiplier à l'infini l'écho de ses revendications, de ses souffrances et de ses justes ambitions.

X. L'avortement de Juin 1848, comme l'écrasement de Mai 1871, s'expliquaient, en une large portion, par l'antagonisme, par la scission morale qui s'étaient produits entre Paris et la province. Les villes chefs-lieux, petites et grandes, où l'élément prolétarien manquait de cohésion, ne tentèrent, aux deux époques, que de courts et incohérents efforts : même, sous la seconde République, l'éveil des départements fut à peu près nul : au lendemain du 18 mars, l'Hôtel de Ville ne put pas faire fonds sur Lyon, Marseille, etc. Lorsque le socialisme reparut, il tâcha de tirer parti de la tragique leçon. Il comprit qu'il fallait saisir, outre Paris, les autres cités, et qu'il importait de constituer les ouvriers en parti de classe, non seulement dans les agglomérations industrielles, mais jusque dans les extrêmes campagnes. Nul ne saurait douter, en présence des faits, que l'urgence de cette besogne n'ait été reconnue, et que la tâche, en elle-même, n'ait été entamée avec

activité. Les fédérations entre lesquelles se distribuait le prolétariat déjà organisé, se sont réparti les régions de France. On a vu le Parti socialiste révolutionnaire travailler le Centre, surtout le Cher et l'Allier, le Parti ouvrier exercer son action dans le Nord et la zone voisine; les possibilistes s'infiltrer dans les Ardennes, avec une telle habileté qu'ils les ont, pour ainsi dire, accaparées. Les districts industriels, d'Est en Ouest, ont donc été pénétrés, et l'élément socialiste, maître déjà de Lille, de Roubaix, de Bourges, de Marseille, de Narbonne, de Montluçon, de Roanne, de Saint-Etienne, a poussé des racines plus ou moins profondes à Lyon, Dijon, Toulouse, Rouen, Reims et même Nantes.

La propagande rurale était autrement malaisée. D'abord les paysans ne vivent pas en groupes nombreux, mais ils demeurent épars sur leurs champs, et cette dispersion même n'est pas la moindre difficulté de l'expansion socialiste dans les campagnes. Ensuite, les cultivateurs et les éleveurs, sinon les viticulteurs, sont, par essence, plutôt imbus d'idées conservatrices, et s'il leur arrive parfois, sous le coup d'une souffrance trop aiguë, comme en 1788-1789, de déchaîner d'effroyables tourmentes, ils ne sont pas sympathiques aux brusques évolutions. Le journalier agricole qui ne jouit d'aucune indépendance, dont la servitude est de chaque heure, est infiniment plus assujetti que l'artisan des fabriques, à la surveillance de ses maîtres. Quant au petit propriétaire parcellaire, les dirigeants savent admirablement le soustraire à toute influence extérieure, en lui ressassant la légende des partageux et en lui dénaturant les principes. Il n'est pas douteux que l'enseignement du socialisme devait rencontrer beaucoup plus d'obstacles en France que partout

ailleurs, parce que les paysans y sont très nombreux, très hostiles aux innovations, et aussi traditionnellement réfractaires aux grands courants issus des agglomérations urbaines.

Quelque ardu que fût le problème, sa solution était d'autant plus nécessaire que les campagnes étaient, et sont encore, depuis un siècle, l'appui le plus solide, le soubassement même des institutions politiques. Nous ne cesserons de le répéter, après tous les publicistes français et étrangers de ce siècle : les socialistes ne pourront aboutir à rien, tant qu'ils n'auront pas sérieusement entamé les ruraux. Et c'est une folie dangereuse que de croire atteindre un résultat, si l'on a, chez nous, le paysan contre soi. Il a balayé la royauté absolue, puis la seconde République, puis refoulé l'insurrection de Mars : trop d'exemples pour qu'ils puissent passer inaperçus.

C'est le Parti ouvrier français qui a compris, à notre sens, le plus nettement, l'intérêt énorme d'une assimilation des campagnes. Dans deux de ses Congrès successifs, à Marseille en 1892, à Nantes en 1894, il s'est efforcé de rédiger un programme qui pût autoriser une propagande efficace auprès des journaliers et des parcellaires.

On a dit que ce programme constituait une déviation, qu'il avait été forgé pour les besoins de la cause, à l'encontre même des notions fondamentales. L'assertion, développée avec une joie significative par des adversaires, n'a aucune valeur. Pour la réfuter, il suffit de rappeler que les Congrès de Roanne en 1882, de Roubaix en 1884 ; enregistraient déjà des déclarations analogues à celles qui furent plus tard formulées.

Les considérants de Marseille sont déduits direc-

tement du Marxisme orthodoxe. Ils reconnaissent que le producteur ne peut être libre qu'en possédant les moyens de produire. Or en France la terre, dans beaucoup d'endroits, est encore entre ses mains. Cet état de choses disparaîtra, mais il n'appartient pas au parti d'en précipiter la ruine : il doit seulement défendre le paysan contre ses exploitants. Si nous ajoutons à cet exposé de motifs les explications que Deville a fournies au Palais-Bourbon en 1897, et qui eurent un si légitime retentissement, les vues du socialisme se préciseront avec la dernière clarté.

On distingue la propriété capitaliste et la petite propriété. L'une consacre la séparation de l'instrument de travail et du travailleur : l'autre les garde encore en étroite union. Quel est le rôle du socialisme ? Marx a dit que l'on ne peut « ni dépasser d'un saut, ni abolir par des décrets les phases du développement naturel ». Il ne s'agit donc que de suivre le processus organique des choses. Le collectivisme n'est que le couronnement de l'évolution : il ne crée pas ; il note, il signale, il sanctionne. Par conséquent, là où la propriété a revêtu la forme capitaliste et, ainsi, est devenue collective, il y a lieu à socialisation. Là où elle reste individuelle, il convient d'attendre que sa nature se soit modifiée, mais comme cette conversion est fatale, quoique plus ou moins lente, il arrivera un moment où toute la terre sera socialisée. — Telle est, raccourcie en quelques mots, la doctrine que toutes les organisations socialistes, chez nous et ailleurs, ont adoptée à cette heure, pour fixer leur attitude devant les ruraux. Elle paraît au regard des principes, irréprochable.

Mais suffit-il de commenter devant les cultivateurs ces vues historiques ? Assurément non, car ils réclament et justement, des satisfactions immédia-

tes. C'est pourquoi l'exposé des motifs de Marseille était suivi d'un dispositif assez complexe que les représentants de la classe ouvrière ont d'ailleurs reproduit à la Chambre au cours de la grande discussion agricole de 1897. En somme, le socialisme français, en matière de propagande rurale, a adhéré à la même procédure que le parti ouvrier belge ou que la Social Démocratie Allemande. Il a tracé une philosophie d'ensemble, puis une nomenclature de desiderata actuels. Parmi ceux-ci, il sied d'indiquer la détermination d'un minimum de salaires, l'organisation de la Prudhomie agricole, l'interdiction d'aliéner les communaux, et l'extension de ces biens, la fondation d'une caisse de retraites agricoles, la réduction des baux, l'achat communal de machines, etc.

Cet établissement d'un programme agraire, de même que les campagnes de conférences et de brochures entreprises auprès des journaliers et des parcellaires, est en réalité l'un des traits les plus caractéristiques de l'histoire du prolétariat français depuis 1870. Cette tentative a-t-elle été consacrée par le succès? Peut-être est-il un peu tôt pour apprécier ses résultats. Il est pourtant certain déjà, et de multiples élections communales et quelques élections législatives l'ont attesté, — que les calomnies des rétrogrades trouvent un accueil plus froid parmi les paysans, et qu'ils commencent à entrevoir leur solidarité avec les souffrants des villes. A coup sûr, la grande secousse n'a pas encore été imprimée : en cas de soulèvement parisien, lyonnais ou marseillais, les artisans ne sauraient encore compter sur l'appui total des cultivateurs, mais l'homogénéité conservatrice de ces derniers est brisée : les privations qu'ils endurent, les maux déchaînés sur eux par la concurrence étrangère, surtout américaine et russe, ne

sont pas sans relation avec le revirement qui s'opère dans leur masse. Les gigantesques efforts que les réacteurs de toutes nuances, républicains ou monarchistes, multiplient pour conserver une clientèle si précieuse et si puissante, démontrent à eux seuls que les travaux de cheminement du socialisme à travers le sillon et la vigne n'ont pas été entièrement stériles. Nos fils recueilleront le bénéfice de cette propagande si nouvelle et si hérissée de complications.

Les élections françaises de 1898 qui ont envoyé à la Chambre un groupe de plus de quarante-cinq représentants prolétariens, ont été saluées par la classe ouvrière, dans les Deux-Mondes, par une immense acclamation. L'événement était considérable : il était loin pourtant de mesurer tous les progrès accomplis, parce qu'il est des courants, et non les moins intenses, qui circulent longtemps sous le sol, avant de surgir à la surface. Au lendemain du scrutin dernier, le terrible écrasement de la Semaine Sanglante, effacé par plus de vingt années de luttes incessantes et de conquêtes successives, n'était plus qu'un souvenir historique[1].

1. Nous arrêtons à la date 1898 l'*Histoire du socialisme Français*.

Les événements qui se sont déroulés de 1898 à 1900 sont en effet trop récents, pour qu'on puisse les analyser ici et en dégager la portée.

Deux grands faits se sont accomplis. L'un demeurera c'est la reconstitution de l'Internationale sur un plan nouveau, au Congrès de Paris de 1900. De l'autre, on ne saurait encore indiquer toute la signification : c'est la crise survenue dans les rangs du parti socialiste à la suite de l'affaire Dreyfus et de l'entrée de Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau.

Cette crise se résoudra-t-elle par un schisme définitif ou par un accord qui consacrera l'unité profonde du prolétariat ? — Au cas où la scission éclaterait, tarderait-elle, différée par les fluctuations et les hésitations des divers groupements ? — Au cas où l'entente prévaudrait, serait-elle ajournée à une lointaine échéance et les déchirements se perpétueraient-ils encore de longs mois ? A toutes ces interrogations, il n'est point loisible de répondre : l'historien se doit d'éviter des prévisions qui ne reposeraient pas sur des bases rationnelles.

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre IV. — Le premier soulèvement prolétarien (Les luttes de classes de 1830 à 1840).

Chapitre V. — De Louis Blanc à Proudhon.

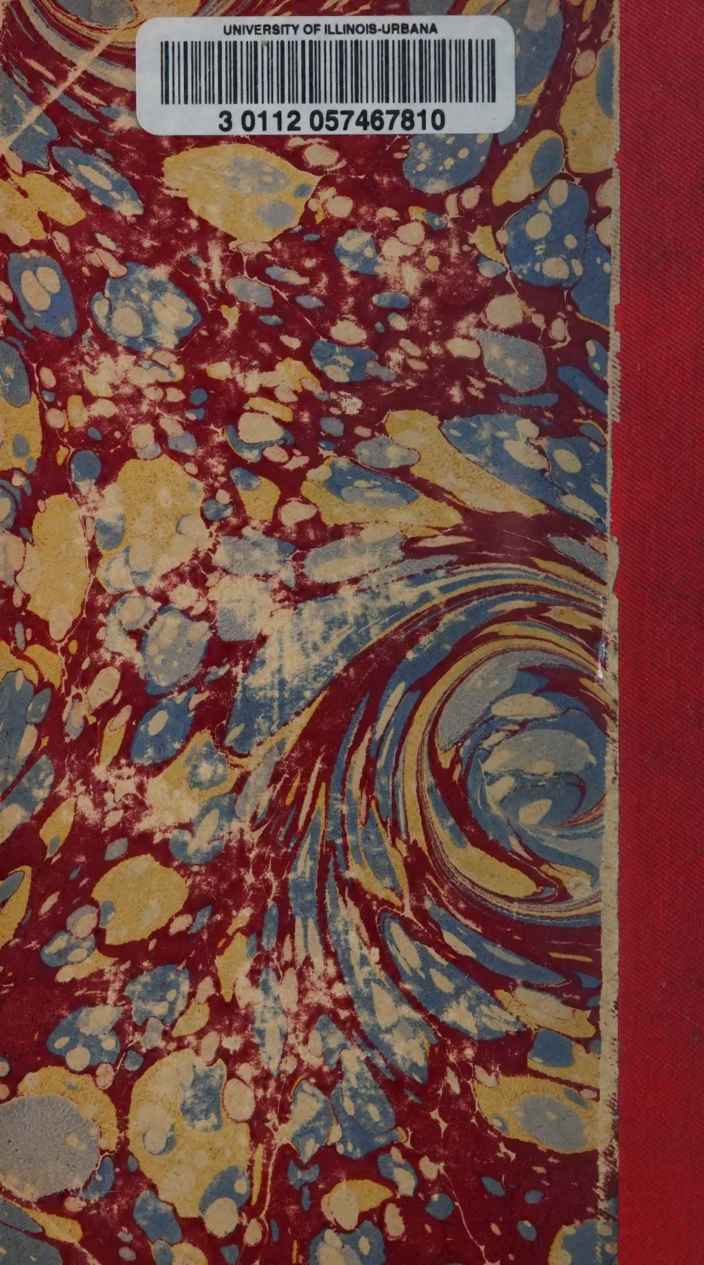
Chapitre VI. — La poussée sociale de 1848, de Février à Juin.

Chapitre VII. — De Juin à Septembre.

Chapitre VIII. — **La Commune.**

Chapitre IX. — **De la Commune à la crise (1871-1898).**

Châteauroux — Imprimerie et Stéréotypie A. MELLOTTÉE.


UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 057467810